

# LE MONDE

## diplomatique

SEPTEMBRE 1977 N° 282 - 24<sup>e</sup> année

LA CONDITION  
DES  
TRAVAILLEURS  
IMMIGRÉS

(Pages 9 à 13.)

Prix : 5 F  
Algérie : 5,00 DA  
Canada : 1,50 \$  
Espagne : 70 pes.  
Italie : 900 Lires  
Abonnements : voir tarif page 18.  
Publication mensuelle  
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08

### Nazisme ?

Par CLAUDE JULIEN

SEULE une bonne dose de mauvaise foi ou d'aveuglement peut expliquer les passions soulevées par la prétendue évasion d'Herbert Kappler et par la complaisance d'une certaine presse allemande. Comment oublier que, très vite après l'effondrement du Reich, d'autres préoccupations ont invité à jeter un voile plus ou moins pudique sur des crimes qui n'ont pas été expiés ? La « guerre froide » désignait un adversaire principal contre lequel, sans se montrer très regardant, on mobilisait toutes les énergies. Aucun pays d'Europe occidentale n'a conduit l'épuration avec la rigueur nécessaire et, au nom des libertés démocratiques, chacun tolère aujourd'hui des publications qui exaltent les grands thèmes du nazisme — chovinisme, racisme, culte de la force — pendant que, diffusé à des centaines de milliers d'exemplaires, le moindre mensonge d'espionnage fait l'apologie des méthodes nazières utilisées par la Gestapo et aujourd'hui largement répandues dans le monde.

Trois décennies montrent que les droits de l'homme et le droit tout court ont trop souvent été sacrifiés à l'égoïsme national et à la volonté de puissance économique. Ce que le nazisme avait fait en Europe, les guerres coloniales et le soutien libéralisé accordé aux dictatures l'ont, sous des formes diverses, pratiqué à l'échelle du monde.

Il importerait peu, dirait-on, que l'Allemagne de l'Ouest accueille et protège Herbert Kappler si elle s'investissait dans ces parades de la démocratie que sont le Zaïre ou le Brésil... De même, il importerait peu que la France n'ait pas jugé ses tortionnaires d'Algérie si elle s'était vendue comme une à l'Afrique du Sud et exposé chez Pinochet le meilleur de sa production industrielle... Mais comment séparer l'indulgence à l'égard d'individus coupables de monstrueux assassinats et la complicité avec des régimes qui font de l'assassinat un principe de gouvernement ?

Ces deux manières de violer les plus élémentaires notions de justice et d'équité procèdent en fait d'une seule et même perversion : la liberté et les droits de la personne sont subordonnés à des colons politiques et économiques qui, à l'évidence, n'ont rien à voir avec l'idéal dont on se réclame. L'Allemagne, qui protège Kappler au nom du principe de non-extradition des nationaux, viole bien d'autres règles de droit en épargnant son administration sous prétexte de sécurité nationale. Mieux, elle a proposé, dans le projet de Convention européenne contre la terreur, d'assimiler les formalités d'extradition afin de récupérer ceux de ses ressortissants qui, ayant commis des attentats en territoire allemand, chercheraient refuge dans un pays voisin. Les criminels de guerre qui ont accompli leurs exploits dans ces mêmes pays, à Oudorn ou aux fosses Ardeennes, peuvent, eux, mourir dans leur lit.

MAIS il n'y a pas de « criminalité de guerre ». Il y a des « criminalités de droit commun » auxquelles le mystique de l'obéissance inconditionnelle aux ordres ne confère aucune consécration morale. Il y a des gouvernements respectables qui équilibrent leur balance commerciale en exportant vers des pays soumis à l'apartheid. Il y a l'incrimination à l'indifférence à l'égard d'un racisme toujours violent. Il y a la légèreté intellectuelle qui permet de justifier l'importation de « conscient » que le combat pour la démocratie commençait à l'intérieur du parti (...), écrivait un commentateur après le congrès du parti socialiste, je me suis résigné à préférer l'autorité de l'homme irréprochable ou mauvais usage que faisaient ses adversaires de leur liberté.

Contemplez donc la foule de ceux qui font un mal fait mauvais usage de leur liberté : les résistants italiens massacrés par Kappler, bien sûr, mais aussi tous les dissidents de l'Est et de l'Ouest, et les Noirs du Soudan, et les travailleurs immigrés insuffisamment dociles qu'il faut bien renvoyer chez eux, et les Palestiniens qui ont le droit de revendiquer une patrie, et les victimes de la DINA dont Pinochet nous dit qu'il l'a dissoute, et les desperados torturés et assassinés à Buenos-Aires ou à Montevideo, et puis, dans combien de pays africains, ces songloirs jouets humains livrés à la brutalité de services de sécurité concédés par des experts français ou allemands.

Que réclament-ils ? Qu'ils se tiennent donc tranquilles, qu'ils acceptent le désordre établi et nul régime n'aura besoin de faire appel aux crimes d'Herbert Kappler...

## LA CRISE DU POUVOIR EN AFRIQUE DU SUD

Dans sa fragilité, le plan américano-britannique de règlement en Rhodesie a le mérite de préciser le dessein politique de l'Occident en Afrique australe. Ni racisme, ni révolution : le jeu consiste à assurer une relève du pouvoir qui tienne compte des aspirations des populations africaines sans mettre en danger ni le « modèle » de développement, ni les puissants intérêts économiques établis (voir page 15).

Même nécessité à long terme en Afrique du Sud, mais la puissance de ce pays impose des variantes. A la conférence de Lagos le mois dernier, M. Andrew Young, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, a fait savoir qu'il n'était pas question de lui imposer des sanctions économiques. Depuis 1976, les Etats-Unis sont les premiers fournisseurs de l'économie sud-africaine et leurs investissements y sont estimés maintenant à 1 milliard 600 millions de dollars. Le gouvernement Carter préfère donc agir avec le concours de quelques trois cents sociétés américaines implantées

là-bas pour combattre d'abord les pratiques raciales et les inégalités dans le monde du travail. Pour le moment, la politique de développement séparé n'est pas vraiment mise en question.

En réalité, en Afrique australe comme ailleurs, les classes moyennes blanches et les milieux d'affaires locaux sont invités à s'incliner devant la progression des sociétés multinationales. Ce qui, à Pretoria, pose des problèmes au parti nationaliste, dépositaire du « pouvoir blanc », qui voit s'effriter sa clientèle traditionnelle désormais menacée de perdre ses privilèges tandis que les luttes des Africains se radicalisent.

Dans ce climat de changement, seuls demeurent intacts, en fin de compte, l'arsenal de répression juridique et policière et le formidable appareil militaire. Si les dirigeants nationalistes sud-africains doivent céder aux pressions de Washington, leur marge de manœuvre pour se maintenir au pouvoir apparaît de plus en plus réduite.

### Entre la dictature et la révolution

Par CLAUDE MEILLASSOUX \*

POUR conjurer les forces montantes de la révolte noire, l'Afrique du Sud cédera-t-elle à la tentation dictatoriale ? La question est à nouveau posée depuis que, le 10 juillet, le Sunday Times lui a consacré un article intitulé : « Mais seek one-man-rule » (1) :

« Le Parti nationaliste discute, à ses échelons les plus élevés, un plan pour donner à M. John Vorster l'unique premier ministre les pleins pouvoirs qui lui permettraient de surmonter les résistances du Parlement. Dans certains milieux, on discute d'une suspension du Parlement afin que le premier ministre puisse disposer de tous les pouvoirs. Selon un ministre, qui désire garder l'anonymat, l'Afrique du Sud était en « état de guerre », le présent système n'est pas capable de faire face à la crise, ni de prendre les mesures radicales qui s'imposent. Ce plan, secrètement discuté depuis longtemps, a le soutien de la fraction « éclairée » (Verligte) des nationalistes qui estime que c'est le seul moyen de persuader M. Vorster d'entreprendre des changements radicaux en faveur

des aspirations noires sans précipiter une crise de la fraction droite (Verkrampte). Le plan, baptisé « option de Gaule », emprunte son nom et sa méthode au général de Gaule, qui prit le pouvoir en France comme sauveur de la drôle et qui, dans les mois suivants, utilisa ses pleins pouvoirs pour l'écraser. »

Certes, s'il s'agissait de surmonter les oppositions raciales pour sortir de la présente crise, les pleins pouvoirs, même accordés à un ultra-conservateur comme M. John Vorster, pourraient apparaître positifs. Cependant, l'issue d'une telle opération dépend de la

crise de structure que traverse actuellement le capitalisme sud-africain.

Les transformations des conditions d'exploitation du travail en Afrique du Sud et les changements intervenus dans la nature du capital se combinent pour modifier les rapports de production et les alliances entre les différentes fractions du capitalisme. Pour celui-ci, la couleur de la peau a désormais moins d'importance que les rapports de classe. Cette évolution, qui suscite déjà de sérieux conflits au sein de la classe dominante et remet en cause l'actuel mode de représentation démocratique, doit cependant s'accompagner, en raison des risques qu'elle comporte, de mesures de protection capables de contenir une éventuelle ouverture à gauche.

### Un mode d'exploitation périmé

Le premier élément de crise est l'impossibilité, désormais patente, de continuer à fonder le développement économique sur un mode d'exploitation qui remonte aux origines de la colonisation. On sait que, sous l'effet conjugué de l'expropriation des paysans africains par les fermiers blancs et de l'exploitation minière, les paysans furent relégués dans des zones vite transformées en réserves de main-d'œuvre. L'exploitation de cette main-d'œuvre captive était fondée sur une particularité, source de profit supplémentaire, dont le principe fut découvert très tôt par les théoriciens de la colonisation britannique : « Les réserves sont utilisées comme « amortisseurs » en ce sens qu'elles soignent les besoins des chômeurs, des malades, des vieux, sans aucune charge pour l'Etat (...). Il n'y a d'autre alternative qu'une main-d'œuvre permanente, installée dans les villes autour des mines et des usines, et complètement séparée de la terre ; mais une telle main-d'œuvre aurait besoin de salaires

plus élevés, de logements adéquats, d'écoles, de distractions et d'assurances sociales. » (Lors Halley, *An African Survey*, Oxford University Press, 1933.)

(Lire la suite page 15.)

Lire pages 16 et 17 :

Une nouvelle de  
Seydou Badian :

La campagne  
du général

\* Maître de recherche au C.N.R.S. Cet article est dédié au terme d'un récent séjour d'un mois en République sud-africaine à l'invitation de l'université de Witwatersrand.

### Les limites de l'accord conclu avec les Etats-Unis

## PANAMA N'EST PAS SEULEMENT UN CANAL

L'accord conclu le 10 août entre Panama et les Etats-Unis sur l'avenir du canal n'atténue aucunement la dépendance de ce petit pays. Non pas parce que la passion des pouvoirs s'efface progressivement, jusqu'en l'an 2000, lorsque de toute façon à Washington un droit d'intervention militaire. Mais parce que la zone du canal n'est que l'une des quatre « enclaves » qui font de Panama une véritable colonie des Etats-Unis. Les trois autres « enclaves », à caractère commercial et financier, se renforcent afin de maintenir fermement Panama en

service de la grande stratégie économique des Etats-Unis. Pour balayer les oppositions qui se manifestent au Congrès contre l'accord sur la zone du canal, l'administration Carter ne pourra pas, bien entendu, utiliser publiquement les arguments de fait que développe l'article ci-dessous. Mais ces arguments sont tellement forts que, discrètement présentés aux sénateurs les plus récalcitrants, ils viendront à bout de toutes les résistances. On pourra alors célébrer sans réserves le libéralisme du président Carter et les vertus de la conciliation.

Par XABIER GOROSTIAGA \*

financement et de leur commercialisation. De telle sorte que si Panama récupérât son canal, s'il en contrôlait le fonctionnement et les recettes, la structure de dépendance et de domination du pays persisterait. Même si l'administration du canal passe entièrement aux mains de Panama, les Etats-Unis exigeront d'intervenir dans sa défense, non seulement pour des raisons stratégiques mais aussi parce que la présence américaine dans l'isthme est la principale garantie des importantes opérations financières qui se déroulent à Panama.

Depuis l'époque coloniale, Panama a joué le rôle d'une plate-forme de passage au service des métropoles, principalement l'Espagne, puis les Etats-Unis. A Panama, l'exode économique a été historiquement accumulé non pas dans les secteurs productifs (agriculture, mines, industrie), mais dans le secteur des services internationaux (commerce, etc.). Ce système a été mis en place par le moyen des enclaves économiques, que l'on

peut définir comme des unités de production ou de services sous contrôle direct de l'étranger, dotées d'un statut légal différent de celui des autres activités économiques nationales, et dont les bénéfices sont transférés aux métropoles.

La vie du pays est, en fait, soumise au fonctionnement de quatre enclaves : la zone du canal, la Bananera (textile United Fruit Company), la zone libre de Colon et le Centre financier international.

La zone du canal est une enclave de type colonial classique, dans laquelle l'étranger assure le pouvoir politique, économique et militaire ; son poids économique est important puisqu'elle assure environ 30 % de la production intérieure brute et offrant vingt mille emplois à des Panaméens, constitue la principale source de travail du pays (1).

La Bananera est une enclave agricole traditionnelle, principal producteur pour l'exportation et troisième source de travail avec les douze mille emplois qu'elle offre aux Panaméens.

(Lire la suite page 7.)

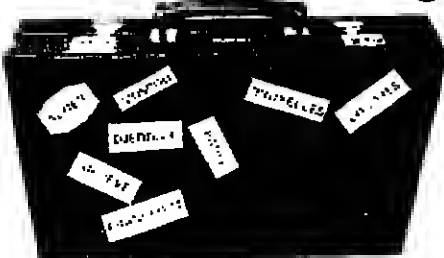
(1) Pour la zone du canal, cf. *Le Monde diplomatique* de mars et avril 1973, juillet et octobre 1974, janvier et octobre 1975, septembre et octobre 1976.

« Pour la plupart des gens, Panama est un canal. Pour les banquiers, c'est un centre financier extérieur. Mais, pour les Panaméens, c'est un pays. »  
(The Banker, octobre 1975.)

EN considérant le canal comme le problème central de Panama, on court le risque d'en faire un mythe, un véritable écran de fumée empêchant toute analyse plus profonde du pays et de son rôle. Car, en fin de compte, le canal n'est qu'une solution technique choisie parmi d'autres pour utiliser la position géographique de Panama dans une période précise, celle de l'expansion du capitalisme monopoliste américain. La saturation physique et le vieillissement technique du canal coïncident avec le début d'une nouvelle étape du capitalisme mondial : celle de l'internationalisation de la production avec les firmes multinationales (début des années 60) et de l'internationalisation des capitaux avec l'incorporation du capital périphérique dans le circuit des compagnies financières transnationales (début des années 70). Dans cette phase, le contrôle de l'accident produit par le passage des marchandises à travers l'isthme est moins important que le contrôle de leur

\* Professeur d'économie à l'université de Panama.

Air Algérie vous transporte  
au carrefour  
des nouveaux échanges.



Nous vous offrons comme cela  
près de 25 pays et de 50 escales.  
Pas pour l'esotisme, ni pour l'aventure.  
Pas pour aller conclure vos marchés.  
A partir de Londres, Paris,  
Francfort, Bruxelles, Prague,  
Genève ou Moscou. Vite. Confortablement.  
Au rythme de vos affaires.



الخطوط الجزائرية  
AIR ALGERIE

## La politique « trilatérale » de M. Zbigniew Brzezinski

## UN GRAND DESSEIN CONSERVATEUR POUR L'AMÉRIQUE

Par JEAN-PIERRE COT

## Un député socialiste français analyse les conceptions du principal conseiller du président James Carter

Député socialiste, membre de la commission des affaires étrangères du P.S., professeur de droit, Jean-Pierre Cot a rédigé la préface au recueil de textes de M. Zbigniew Brzezinski qui sera prochainement publié aux éditions de l'Éternel sous le titre *Illusions dans l'équilibre des puissances*.

On trouvera ici les principaux passages de cette préface, qui met en lumière les différences entre les conceptions de M. Kissinger et Brzezinski et qui esquisse la réaction du parti socialiste devant un projet destiné, selon la formule de Jean-Pierre Cot, à « rendre plus acceptable l'impérialisme (américain) et à faciliter par là même son développement ».

NIXON ne connaissait guère Kissinger avant de l'appeler auprès de lui, sur les conseils de Nelson Rockefeller. L'influence de Kissinger, inexistante ou presque au départ, s'est développée par le ton jusqu'à devenir prédominante. Au contraire, Brzezinski a été, en quelque sorte, le tuteur de Jimmy Carter. Il a fait faire ses premiers pas internationaux à l'ancien gouverneur de Géorgie et, depuis, n'a cessé de le conseiller, élaborant ainsi avec lui ce qui allait devenir la politique étrangère du président Carter.

Le cadre de cet apprentissage : la Commission trilatérale (1). L'institution, créée par le banquier David Rockefeller et dirigée par Brzezinski, regroupe des élites dirigeantes de l'Amérique, de l'Europe et du Japon, hommes d'affaires, ministres ou penseurs.

## Une triple critique du mythe de l'équilibre mondial

Brzezinski, dont le dévouement rappelle la grande tradition jésuite, alliant une considérable souplesse tactique à une intransigeance totale sur les principes. Les hommes ne s'opposent pas seulement par leur style, mais par leur conception même de l'action politique dans le monde.

Le différend se noue autour de la notion d'équilibre. On connaît l'importance du concept pour Kissinger. L'homme qui a consacré sa thèse à Metternich reste un nostalgique du congrès de Vienne. Un équilibre des puissances soigneusement tempéré et respectant la diversité des systèmes politiques peut assurer le paix dans le monde pour cinquante ans. Or Kissinger voit apparaître un monde multipolaire qui succède au monde bipolaire de l'équilibre de la terreur. Aux États-Unis et à l'Union soviétique, paralysés par leur puis-

Organisés pour resserrer les liens entre les puissances industrielles du monde occidental, la Trilatérale a tissé un réseau de relations personnelles entre les acteurs principaux du champ politique et économique. La devise avait été sans conteste conservateur : maintenir la position prédominante de l'Occident capitaliste et industrialisé dans le monde. Mais la ligne de défense est établie avec souplesse, abandonnant l'accessoire pour résister à l'essentiel.

Feut-il aller plus loin et y voir un complot du capitalisme occidental ? La force évidente d'une pareille institution est suffisante pour qu'on n'y cherche pas, de surcroît, une force occulte. La Trilatérale a forgé sans conteste l'unité de vues de l'administration américaine en matière étrangère. M. Carter, Mondale, Vance, Blumenthal et Young (2) en témoignent régulièrement à des réunions d'analyse sur l'état des relations internationales. Il en est sorti une équipe, soudée par une perspective commune et largement inspirée par les conceptions de Brzezinski (...).

C'est une Amérique consciente du pouvoir des idées qui a fait appel successivement à deux immigrés de la première génération pour leur confier sa destinée internationale. Le parallélisme s'arrête là. Tout opposé, pour le reste, le polit (ou allemand) d'origine modeste à l'aristocratie catholique polonaise. Les réactions, les ambitions, le mode de raisonnement, ne sont pas les mêmes. La *Realpolitik* de Kissinger repose à la base un pragmatisme étouffé, illustré de percées fulgurantes et de coups d'audace. L'esprit du système est plus marqué chez

sance même, s'ajoutent l'Europe occidentale, la Chine et le Japon. Cette structure pentagonale, coordonnée par des conférences internationales, doit être établie par la sagesse des hommes d'État. Brzezinski dénonce avec vivacité l'illusion de l'équilibre. L'ère de paix succédant au congrès de Vienne reposait sur trois données principales. En premier lieu, la multipolarité était réelle. Les diverses puissances composant l'équilibre européen (France, Angleterre, Allemagne, Autriche, Russie) étaient d'une importance comparable et se surveillaient jalousement, sanctionnant par un renversement d'alliances tout développement excessif du pouvoir de l'une d'entre elles. Le système multipolaire comprenait donc un mécanisme stabilisateur incorporé dans le jeu diplomatique.

En second lieu, le congrès de Vienne réunissait une élite euro-

péenne homogène : les différences nationales n'étaient pas exagérées comme aujourd'hui. On traversait l'Europe avec une carte de visite. Une aristocratie, multinationale par les alliances matrimoniales, occupait indifféremment tel ou tel trône et dirigeait les affaires des États. Surtout, cette élite était soudée par une idéologie commune. La restauration de la monarchie en France étouffait pour quelques lustres le mouvement des idées. Par-delà la diversité politique, le projet de société ne différait guère de Paris à Berlin, ou de Londres à Saint-Petersbourg. Une langue diplomatique unique, la française, symbolisait l'accord profond sur les valeurs.

En troisième lieu, l'Europe du congrès de Vienne vivait dans la stabilité sociale. La secousse de 1789 atténuée par le temps, la bourgeoisie industrielle et financière prenait ses positions avec une sagesse lenteur. Sans être immobile, la société se transformait d'une manière imperceptible, laissant au système de l'équilibre européen le temps de traiter les problèmes l'un après l'autre.

Or le prétendu équilibre des années 70 repose sur des bases profondément différentes de celui du congrès de Vienne. La bipolarité domine le monde. Même et les Deux Super-Grands sont entravés dans l'exercice de leur puissance par l'équilibre de la terreur. Ils sont seuls en mesure d'exercer effectivement une pression politique, économique et militaire. Leur pouvoir est hors de proportion avec celui de tout autre État. Les événements de ces dernières années ont eu pour effet plutôt accru leur avantage.

Quant au consensus idéologique, il a été pulvérisé. La lutte idéologique ne cesse pas à cause de la paralysie stratégique. Entre capitalisme industrialisé, bloc soviétique et tiers-monde, le bataillon des idées fait rage. Et encore s'agit-il d'un euphémisme, car cette bataille idéologique est plus d'une fois prolongée en guerre économique ou en affrontements militaires. Guerre froide, guerres civiles, guerres de libération nationale ont tracé tout consensus dans les années passées, au point que l'on a pu parler de « guerre civile mondiale ». Les valeurs tacitement assumées qui fondaient l'équilibre de Vienne et limitaient l'ampleur de l'affrontement se sont effondrées.

Enfin, le monde change vite de nos jours. Les progrès technologiques, les bouleversements sociaux, l'internationalisation de problèmes tels que celui de la pollution, posent constamment au système international des interrogations nouvelles que celui-ci ne peut plus prendre en charge. L'analogie avec le dix-neuvième

siècle devient alors dramatiquement anachronique.

Les critiques que Brzezinski adresse à Kissinger ne sont pas seulement d'ordre universitaire : l'erreur d'analyse conduit à l'erreur politique. En voulant imiter Metternich, l'ancien secrétaire d'État n'a pas su élaborer une politique étrangère adaptée au monde moderne. La professeur de

## Les priorités : nations industrialisées tiers-monde détente

est possible de surmonter la grande crise. Après la seconde guerre mondiale, l'Amérique a de nouveau rallié le camp de la liberté autour de la bannière étoilée.

Malgré, à partir des années 50, l'Amérique s'est progressivement aliée le reste du monde. Au moment où l'aspiration à l'égalité devenait de plus en plus forte parmi les pays du tiers-monde, les États-Unis se sont crispés dans une attitude conservatrice, contraire à toute leur tradition. Brzezinski et ses mots liés dans pour les W.A.S.P. (White Anglo-Saxon Protestants), celle élite protestante anglo-saxonne symbolisée par les noms de Dean Acheson et John Foster Dulles, qui n'a pas su comprendre le changement et a cherché avec orgueil à imposer ses valeurs au reste du monde.

La guerre du Vietnam a sonné le glas de cette élite. La faillite de la politique étrangère américaine, détaillée dans le livre de Holberton *The Best and the Brightest*, a été celle de la tradition protestante. Prolongeant sa fresque ethnique de l'élaboration de la politique étrangère américaine, Brzezinski constate que l'événement de Nixon n'a pas « entraîné l'apparition d'une élite nouvelle quasi homogène. (...) Le groupe lui-même représenté par des hommes de talent dans plusieurs postes clés de l'administration — était sans doute le mieux placé pour échapper au WASP ; pourtant, la situation se caractérisait d'abord et avant tout par sa fluidité et son hétérogénéité ». L'absence d'un groupe dominant ayant une philosophie politique globale a eu comme résultat une ligne politique tropement réaliste. En effet, le consensus sur lequel reposait la politique étrangère américaine n'est effondré. L'adresse d'Henry Kissinger a mesuré quelques temps cette réalité fondamentale, qui conduit à un réflexe de repli et d'isolement.

L'Amérique est aujourd'hui une citadelle assiégée. Les États-Unis prennent chaque revendication de leurs alliés ou du tiers-monde

l'université Columbia nota avec acuité son ancien collègue en 1974, lui accordant un B sur le Vietnam, mais lui attribuant un D sur le Japon (« détérioration progressive inutilement aggravée par des considérations personnelles ») ou sur les relations économiques internationales (« aucun leadership efficace, ni personnel ni conceptuel »).

Quelle politique étrangère pour l'Amérique, se demande alors Brzezinski ? Sa réflexion sur « L'Amérique dans un monde hostile » est au cœur du problème. Le modèle américain a franchi trois fois l'Océan pour porter l'espérance dans le monde. En 1776, la Déclaration d'indépendance a sonné l'heure de la liberté et inspiré les grands soulèvements révolutionnaires contre toutes les formes de despotisme. Pour élargir l'évocation, Brzezinski donne du New Deal une image alliant libre entreprise et socialisme, montrant aux travailleurs du monde qu'il est possible de surmonter la grande crise. Après la seconde guerre mondiale, l'Amérique a de nouveau rallié le camp de la liberté autour de la bannière étoilée.

Malgré, à partir des années 50, l'Amérique s'est progressivement aliée le reste du monde. Au moment où l'aspiration à l'égalité devenait de plus en plus forte parmi les pays du tiers-monde, les États-Unis se sont crispés dans une attitude conservatrice, contraire à toute leur tradition. Brzezinski et ses mots liés dans pour les W.A.S.P. (White Anglo-Saxon Protestants), celle élite protestante anglo-saxonne symbolisée par les noms de Dean Acheson et John Foster Dulles, qui n'a pas su comprendre le changement et a cherché avec orgueil à imposer ses valeurs au reste du monde.

La guerre du Vietnam a sonné le glas de cette élite. La faillite de la politique étrangère américaine, détaillée dans le livre de Holberton *The Best and the Brightest*, a été celle de la tradition protestante. Prolongeant sa fresque ethnique de l'élaboration de la politique étrangère américaine, Brzezinski constate que l'événement de Nixon n'a pas « entraîné l'apparition d'une élite nouvelle quasi homogène. (...) Le groupe lui-même représenté par des hommes de talent dans plusieurs postes clés de l'administration — était sans doute le mieux placé pour échapper au WASP ; pourtant, la situation se caractérisait d'abord et avant tout par sa fluidité et son hétérogénéité ». L'absence d'un groupe dominant ayant une philosophie politique globale a eu comme résultat une ligne politique tropement réaliste. En effet, le consensus sur lequel reposait la politique étrangère américaine n'est effondré. L'adresse d'Henry Kissinger a mesuré quelques temps cette réalité fondamentale, qui conduit à un réflexe de repli et d'isolement.

L'Amérique est aujourd'hui une citadelle assiégée. Les États-Unis prennent chaque revendication de leurs alliés ou du tiers-monde

Il faut redresser la situation. L'opinion publique américaine y est d'ailleurs prête. Les sondages contiennent des éléments de confort. Les Américains sont favorables à un renforcement des relations avec les pays amis. Ils souhaitent une vigoureuse action en faveur des droits de l'homme. Ils conçoivent la nécessité d'une coopération internationale en des domaines où le cadre national est trop étroit : famine, inflation, pénurie d'énergie.

L'Amérique peut et doit assumer ses responsabilités. Il ne s'agit pas de dicter sa volonté au reste du monde. Un tel autoritarisme n'est plus concevable aujourd'hui. Le leadership américain doit s'exercer dans le respect du pluralisme mondial.

Ce système international pluraliste, on doit le construire avec patience. « Architecture plutôt qu'équilibre », la formule résume l'attitude de Brzezinski face à la tâche qui attend les États-Unis. Une diplomatie brillante n'est pas à la hauteur du problème. Il faut mener une action de fond sur les structures de la société internationale, afin de rendre le système apte à répondre aux problèmes du monde.

Dans cette perspective, trois priorités s'imposent à la politique étrangère américaine. La première est la préoccupation trilatérale. On retrouve ici un thème constant. Les États-Unis doivent s'appuyer sur leurs amis, ces États industrialisés qui partagent les mêmes valeurs et se retrouvent dans la même alliance. En traitant avec condescendance l'Europe et le Japon, Kissinger a encouragé une dangereuse dérive des relations atlantiques et pacifiques. Le choix de Moscou et du Pékin comme interlocuteurs privilégiés a eu, par contre, des germes de neutralisme chez les alliés, détendant ainsi l'alliance. Il faut mettre fin à cette situation en soulignant avec clarté les liens spéciaux entre les États-Unis, l'Europe occidentale et le Japon. Brzezinski propose d'institutionnaliser la Commission trilatérale au niveau des gouvernements, en encourageant l'Europe à s'exprimer d'une seule voix, à égalité avec l'Amérique et le Japon. On voit les conséquences de cette analyse : soutien résolu de la construction européenne, élargissement de l'O.C.D.E. et renforcement de son rôle.

La seconde priorité concerne les relations Nord-Sud. Le tiers-monde menace d'exploser. L'administration Kissinger s'en est rendu compte sur le tard et a multiplié les maladresses. L'Amérique, chelon de garde des régimes dictatoriaux et corrompus, perd toute capacité à influencer sur le cours des événements dans le tiers-monde. Le conservatisme politique, doublé de l'égotisme économique, ne peuvent mener qu'à l'échec.

L'Angloie a servi de révélateur. Une diplomatie américaine incapable a ouvert une brèche dans laquelle les Soviétiques se sont précipités. Il faut éviter de telles erreurs à l'avenir et laisser à d'autres la police de l'ordre éta-

(1) N.D.L.R. : cf. l'article de Diana Johnstone, « Une stratégie trilatérale », dans le *Monde diplomatique* de novembre 1976.  
(2) Rappelé récemment président, vice-président, secrétaire d'État, ambassadeur au Brésil, ambassadeur aux Nations unies.

Parents, gratuitement, nous vous conseillons

l'école idéale dans la région idéale

RÉGION DU LÉMAN

Canton de Vaud - SUISSE

plus de 60 écoles et instituts privés

enseignement de qualité, réputé, diversifié

sports d'été et d'hiver

ambiance propice aux études

carrefour des grandes voies de communication

paysage de toute beauté - climat sain

SERVICE SCOLAIRE DES ÉCOLES PRIVÉES

Avenue de la Gare 10

1002 Lausanne / Suisse

Téléphone 021 22 77 71

Téléc 24 580

Sous le patronage de l'Association vaudoise des écoles privées (AVDEP)

et de l'Office du tourisme du canton de Vaud (OTV).

AVDEP

## Découvrez

de nouveaux marchés à la FOIRE INTERNATIONALE DE MARSEILLE, l'une des premières foires industrielles de France.

Venez rencontrer 60 nations dont 9 d'Afrique associées à la C.E.E.

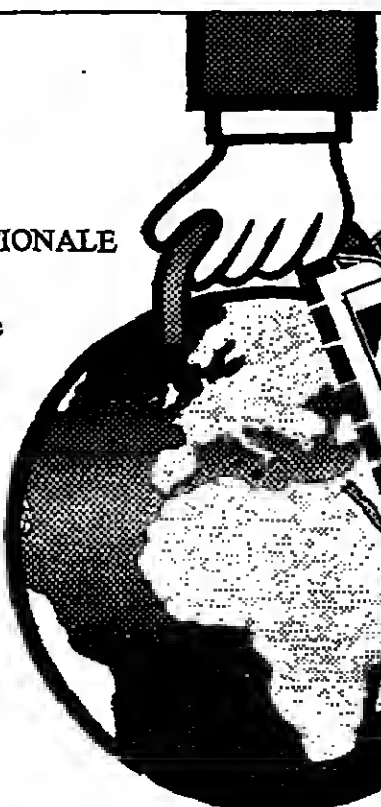
Venez dialoguer avec les missions commerciales qui vous intéressent.

Venez trouver de nouveaux fournisseurs, de nouveaux clients.

Venez signer de nouveaux contrats.

53<sup>e</sup> FOIRE INTERNATIONALE DE MARSEILLE

23 Septembre / 3 Octobre 1977



FOIRE INTERNATIONALE DE MARSEILLE - 23 SEPTEMBRE - 3 OCTOBRE 1977

JE SERAI À LA FOIRE DE MARSEILLE LES :

☐ 23 ☐ 24 ☐ 25 ☐ 26 ☐ 27 ☐ 28 ☐ 29 ☐ 30

Prénom : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

OBJET DU CONTACT : \_\_\_\_\_

Je souhaite me réserver une chambre pour les dates suivantes : \_\_\_\_\_

Je souhaite une carte d'invitation : \_\_\_\_\_

Remplissez le bon ci-dessus : le bureau des Echanges Économiques Internationaux organise vos contacts.

Carrefour mondial des échanges économiques



bli... Une position résolument anti-raciste devient nécessaire pour rétablir la situation des Etats-Unis dans le continent africain. Il n'est plus question de la moindre complaisance à l'égard de la Rhodésie ou de l'Afrique du Sud. On comprend mieux dans cette perspective la latitude dont jouit et dont abuse peut-être l'ambassadeur Andrew Young. La violence de ses propos n'est que la traduction imagée de la fermeté de la politique nouvelle. Au demeurant, le vice-président Mondale ne dit pas autre chose, bien qu'en termes plus mesurés.

Enfin, la détente. Totalement prioritaire, prioritaire tout de même. Il ne s'agit pas de chasser les boîtes de l'administration précédente et de reprendre tel quel le dialogue entre Kissinger et Brejnev, mais l'exigence de dialogue entre les Etats-Unis et l'Union soviétique s'impose pour des raisons évidentes. Il y va de la survie du monde. Aussi faut-il chercher inlassablement à modérer l'ampleur du conflit militaire et idéologique entre les Deux Grands.

La logique entre les Deux Grands, l'Amérique y parviendra à condition de maintenir une force de dissuasion puissante et de donner au concept de détente un caractère plus large et réciproque (« comprehensive and reciprocal »). La détente ne peut pas se limiter aux problèmes militaires. Elle ne doit pas jouer à sens unique, l'un des partenaires ne permettant une diplomatie audacieuse dans le tiers-monde ou même le monde occidental, mais protestant contre toute intervention, déclarée aussitôt inadmissible, de l'autre dans le monde.

Le processus de la détente est fragile, complexe. Il faut, de part et d'autre, dégrader progressivement la situation et obtenir une modification des comportements extrêmes, mais aussi internes. Dans cette perspective, Brzezinski salue le développement du polycentrisme dans le mouvement communiste international et suit avec attention et prudence les évolutions en cours à l'intérieur du bloc soviétique.

une Europe forte ne se conçoit pas sans une certaine autonomie économique, technologique, militaire. Si la péninsule européenne n'est qu'un prolongement du continent américain, elle ne peut s'exprimer de manière indépendante et peut, tout au plus, aspirer à des responsabilités régionales. L'Amérique est-elle prête à tirer les conséquences de ce principe en matière d'indépendance technologique ou de négociations douanières ? Va-t-elle brider l'action de ses multinationales qui sont en passe de mettre le continent européen en coupe réglée ? Et, sinon, que restera-t-il d'une Europe forte dont l'acquiescement est déjà lézardé par le désordre monétaire international ?

Car l'impérialisme économique a ses toits. On ne s'y soustrait pas si facilement. La recherche d'un taux de profit plus attractif et de marchés nouveaux conduit inéluctablement les géants économiques de l'Amérique à la colonisation économique de l'Europe. Le gouvernement américain peut tenter d'atténuer le phénomène pour éviter les soubresauts les plus redoutables. Il peut chercher à rendre plus acceptable cet impérialisme et faciliter par là même son développement. Mais il y a une chose qu'il ne peut pas faire : d'y opposer ! Ce serait nier la base de sa propre puissance et se précipiter à la principale contradiction du capitalisme mondialisé.



International respectueux des intérêts légitimes de chacun et qui ne serait soumise à aucune tentative monopolistique d'appropriation, d'où qu'elle vienne. Le credo pluraliste dans l'ordre international a un accent de sincérité incontestable. Mais il est tellement contraire à l'intérêt évident du capitalisme qu'on peut douter de sa capacité à triompher du barage économique. La levée de boucliers des multinationales contre la politique des droits de l'homme n'est qu'un avant-goût des épreuves qui attendent Brzezinski. Le protestataire pouvait écrire en toute liberté ; je doute qu'il puisse agir de même.

Dans ces conditions, le souci redoublé de l'indépendance nationale s'explique par la volonté de protéger l'expérience socialiste. Une défense nucléaire tous azimuts, des barrières douanières élevées, un strict contrôle des mouvements de capitaux doivent préserver jalousement la construction de la France socialiste.

L'analyse fait bon marché de l'état présent des forces productrices dans le monde. La France est engagée dans l'Europe, qu'on la veuille ou non. Notre économie est étroitement imbriquée avec celle de nos partenaires. Les échanges commerciaux et financiers commandent la prospérité de la plupart des secteurs de notre production et, en particulier, ceux que domine une technologie avancée.

depuis 1789, a été de s'appuyer sur le force des idées pour développer le rayonnement de la France. L'apport de notre langue, la diffusion de notre art, l'exemple de notre droit, la clarté d'esprit de nos penseurs ont sans doute fait autant, sinon davantage, pour développer la présence de la France dans le monde que nos soldats ou nos commerçants. En d'autres termes, le refus d'une Realpolitik réduisant les relations internationales à un rapport de forces était une constante de notre politique étrangère. Il traduisait une ambition pour la France, mais aussi une claire perception de ses intérêts. Le petit bout de pain insulaire dans lequel nous sommes installés sera toujours perdue à l'eune de la politique de puissance.

Au demeurant, une telle politique offensive rejoint l'inspiration permanente du socialisme. Si l'internationalisme a connu des déboires dans le passé, l'idée qui la sous-tend reste d'actualité. La solidarité des travailleurs par-delà les frontières procède d'un idéal généreux, mais aussi de la nécessité. Sinon, comment apporter de réponse au défi des multinationales ? Ou envisager de résoudre les problèmes posés par la division internationale du travail ? La dimension internationale du socialisme s'impose à nous.

Brzezinski, reprenant la révolution américaine, souligne la force des idées dans le monde. En 1776, l'Amérique devient terre de liberté pour les hommes de tous les continents. Deux siècles plus tard, il lui demande de brandir à nouveau le flambeau célèbre.

Mais, l'Amérique, c'est aussi une formation économique-sociale, dominée par le logique implacable de l'impérialisme. La recherche du profit maximum par les sociétés multinationales américaines étouffe la liberté, au Chili comme au Vietnam. La défense des droits de l'homme est contredite, chaque jour, par le comportement des grandes compagnies qui, telles leurs devancières, mettent à sac les pays où elles s'installent.

Le socialisme dans la liberté ne connaît pas cette contradiction. La France de la gauche unie devra saisir la chance historique qui s'offre à elle : incarner un nouvel espoir pour une grande idée.

JEAN-PIERRE COT.

## Un obstacle majeur : la logique de l'impérialisme

L'Amérique (...) rayonne par la science et les mœurs autant que par les armes et l'économie.

Il faut redonner confiance au peuple américain et relever le défi idéologique de l'Union soviétique. Nixon et Kissinger, retranchés dans leur Realpolitik, ont abandonné le terrain idéologique à l'U.R.S.S. Laissez le modèle communiste déployer sa séduction, ils se sont cantonnés dans la transaction commerciale et militaire. Erreur historique ! L'Amérique doit redevenir le modèle de l'Occident. Elle ne doit pas avoir honte de ses valeurs, mais les proclamer. Elle doit opposer au monde communiste une autre conception du monde, à base de liberté, mais aussi de pluralisme et donc de respect du partenaire comme de l'adversaire.

Cette ambition politique repose sur une formidable confiance en soi. L'Amérique triomphante relève la tête, sûre de son bon droit, prête à assumer les charges du leadership avec les contraintes que cela comporte. Et d'abord vis-à-vis de soi-même. Les Etats-Unis doivent pratiquer la vertu qu'ils proposent en exemple aux autres. Comment prêcher l'égalité des races en Afrique et tolérer la discrimination chez soi ? Comment affirmer le principe de la libre circulation des hommes et des idées alors qu'on interdit l'entrée du territoire américain aux membres d'un parti communiste ? Il faut remettre de l'ordre à l'intérieur pour pouvoir le proposer à l'extérieur.

Pourrait les contradictions principales que porte cette politique ne se trouvent pas sur le territoire des Etats-Unis. Jimmy Carter peut moraliser la vie politique américaine, poursuivre la croisade pour les droits civiques ou libéraliser l'attribution des visas aux touristes étrangers. En revanche, le dessain extérieur ainsi affirmé se heurte à des obstacles d'une autre ampleur.

Ainsi la politique des droits de l'homme. Comment ne pas sous-

crire au principe ? Il s'agit de prendre à la lettre les proclamations internationales, de transformer en instruments d'action ces déclarations qui restaient creuses, faites d'application, et paraissent l'hommage que le vice rend à la vertu. Le président Carter entend défendre les droits de l'homme partout et mettre sa politique étrangère au service du respect de la condition humaine. Mais l'application d'une telle politique soulève des difficultés sans nombre. L'Argentine sollicite un prêt du Fonds monétaire international ? La délégation américaine s'y oppose et souligne la violation flagrante des libertés élémentaires à Buenos-Aires. C'est aussitôt une levée de boucliers dans les milieux économiques et militaires américains : en s'aliénant les sympathies argentines, les Etats-Unis encouragent la subversion dans le continent américain et mettent en péril les positions commerciales américaines. La demande de prêt est reformulée quelques jours plus tard, en insistant sur l'importance du subsidie pour améliorer la condition des paysans argentins ; elle est acceptée. En apparence, la morale est sauve. Mais que reste-t-il dans ce cas de la politique des droits de l'homme ?

Ainsi, de même, pour la construction européenne. La conception trilatérale de la politique américaine encourage la constitution d'une Europe forte, en mesure d'assumer ses responsabilités et de participer pleinement aux affaires mondiales. Mais

## Le socialisme dans la liberté et la force des idées

M. Jobert n'est plus aux affaires, répondra-t-on. Cela ne change rien au fond. Le réalisme de notre diplomatie s'est altéré — j'allais écrire commercialisé — au fil des ans. Il n'est remplacé par aucun dessin nouveau. Du cynisme du général, M. Valéry Giscard d'Estaing a retenu l'égoïsme, abandonnant la grandeur et l'indépendance. La démonstration est trop connue pour que je la reprenne ici. Notre politique étrangère n'a pas pour autant gagné en moralité. Nous continuons à mener en

un erreur. On comprend le logique de la démarche. L'union de la gauche au pouvoir sera traitée sans ménagements par ses adversaires. A la pression interne d'une droite dépitée et délogée de l'appareil d'Etat s'ajoutent des contraintes externes non négligeables. Celles que feront peser les forces du capital, atténuées par la victoire de la gauche. Celles que feront peser les Etats qui crolindront la vertu de l'exemple d'un socialisme pluraliste et démocratique. Car, à n'en pas douter, l'événement sera historique et aura une portée internationale considérable.

Ce réalisme confie une partie de la gauche qui renonce au combat des idées pour se draper frileusement dans l'étendard de l'indépendance nationale et rêver d'un socialisme hexagonal. C'est

# demain

L'AFRIQUE

Le premier mensuel panafricain d'information diffusé dans 25 pays au nord et au sud du Sahara

Une équipe de journalistes de notoriété africaine et internationale rassemblée par Paul Bernetel

Une ambition : Faire connaître l'Afrique pour mieux la comprendre

En vente 7 F chez tous les marchands de journaux

VIENT DE PARAITRE

## SOCIÉTÉ AFRICAINE DE RÉASSURANCE

La Société africaine de réassurance (AFRICA-RE), organisation internationale intergouvernementale, dont le siège administratif est à LAGOS (Nigéria) désire recevoir les candidatures d'Africains qualifiés pour les postes ci-après :

- |   |                            |
|---|----------------------------|
| 1) CADRES DE RÉASSURANCES (pour les diverses branches de réassurance) | 5) TRADUCTEURS             |
| 2) COMPTABLES   | 6) ADJOINTS ADMINISTRATIFS |
| 3) JURISTES   | 7) STENO-DACTYLOGRAPHES    |
| 4) INTERPRETES  | 8) SECRÉTAIRES             |
|   | 9) OPÉRATEURS TELEX        |

La Société est un organisme bilingue dont les langues de travail sont l'anglais et le français. La préférence sera donc accordée aux candidats bilingues, et en second lieu à ceux qui en plus de l'anglais ou du français auront au moins une connaissance de l'autre langue suffisante pour exercer leur activité.

Les traitements sont compétitifs à l'échelon international et le personnel de la Société bénéficiera de plus d'avantages accessoires. Le traitement initial sera déterminé en fonction des qualifications et de l'expérience appropriée.

Les offres de service, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, doivent être présentées le plus tôt possible à :

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
DE LA SOCIÉTÉ AFRICAINE DE RÉASSURANCE  
B. P. 1387 ABIDJAN (Côte d'Ivoire)

Les candidats choisis devront se présenter pour une entrevue en août ou septembre à la date qui leur sera fixée.

## Bilan d'un effort pour transformer de vieilles habitudes culturelles

## PROGRÈS ET LIMITES DE LA RÉFORME LINGUISTIQUE AU CANADA

Les problèmes linguistiques tiendront une place importante dans les élections qui se dérouleront au Canada dans quelques semaines. Ils seront aussi évoqués lors des entretiens qu'aura prochainement à Paris M. René Lévesque, premier ministre du Québec.

Entrée en vigueur en septembre 1969, la « loi sur les langues officielles » du Canada proclame l'égalité de statut de l'anglais et du français dans les institutions fédérales. En pratique, cela signifie que les contribuables ont le droit d'obtenir, de leur gouvernement, des services dans la langue officielle de leur choix et que l'administration fédérale doit offrir à ses employés la possibilité — là où les circonstances s'y prêtent — de travailler dans l'une ou l'autre langue. Le Parlement a créé, en même temps, le poste de commissaire aux langues officielles — genre d'ombudsman linguistique — chargé de veiller à l'application de la loi par les cinq cent mille fonctionnaires qu'emploient les quatre-vingt ministères et organismes de l'État canadien. Le premier titulaire du poste, M. Keith Spicer — qui a quitté ses fonctions le 31 juillet — nous livre, dans l'article qui suit, un bilan des efforts du gouvernement fédéral dans le domaine des langues officielles et ses premières réactions face aux initiatives prises par le gouvernement de M. René Lévesque en vue de faire du français la langue officielle du Québec.

LES Chinois de l'Antiquité s'opposaient à leurs ennemis, dit-on, de vivre de la même façon. Nombre de Canadiens se seraient peut-être volontiers passés de voir accomplir, l'an dernier, dans leur pays, un acte si raffiné. Jusque-là, en effet, la réforme linguistique canadienne s'était déroulée dans un climat nettement plus sobre, climat teinté d'espoir, de fatalisme ou, à tout le moins, d'une hystérie élégamment contenue.

Il n'y avait certes pas de quel paviser, mais les efforts — parfois désespérément maladroits, presque toujours trop lents — du gouvernement fédéral avaient permis, au fil des années, de faire disparaître nombre d'injustices d'ordre linguistique dont avaient à souffrir les Canadiens d'expression française dans leurs rapports avec le gouvernement, que ce soit à titre d'administrés ou d'employés de ce dernier.

Malheureusement, la « crise aérienne » de l'an dernier a failli tout compromettre. La question qui reste toujours sans réponse à l'heure où ces lignes sont écrites — était de savoir jusqu'à quel point une deuxième langue, le français, pouvait être utilisée en plus de l'anglais dans les communications entre centres de contrôle et aéronefs dans l'espace aérien du Québec. Ce qui semblait être au départ, un débat d'ordre technique à vif dégénéra en une bataille rangée entre spécialistes francophones et anglophones. Des deux côtés, mais surtout du côté anglophone, certains gens du métier perdaient le sens de leurs responsabilités, et même parfois leur souci de la sécurité, pour entamer une escalade verbale à coup de slogans et de menaces de grève — qui se sont brutalement matérialisées à la veille des Jeux olympiques — et d'insultes. Il ne faut aucun doute que cette crise a ébranlé le pays, qu'elle a provoqué une forte polarisation entre les deux groupes linguistiques (des spectateurs d'un match de hockey disputé à Toronto allant jusqu'à hurler les annonces faites en français) et qu'elle a laissé des plaies qui mettront longtemps à se cicatriser.

Pareil déchaînement des passions, si peu propice à la clarté du jugement, eût surpris. Nous pouvons peut-être en trouver l'explication chez Alexis de Tocqueville. Cet auteur rattaché à peu près à la culture de l'époque, mais en évidence une curieuse contradiction placée par rapport à un autre peuple, dans une situation d'inégalité absolue, le peuple défavorisé, dans ce cas, le français, reste obscur, se résigne. Politiquement, c'est le calme plat. Mais il suffit que son horizon s'élargisse, que l'inégalité s'amenuise, pour qu'il supporte de plus en plus mal ce qui subsiste

d'injustice. Loin de satisfaire ses aspirations, le simple cheminement vers l'équité l'irrite, et sa sensibilité exacerbée par la prise de conscience politique, prend ombrage du moindre vestige ou semblant de domination. S'il fut un temps où l'évocation de l'équité linguistique, limitée à la question des causeries de la veille, ne trompait que peu la digestion de nos « Canadiens » et de nos « Anglais », en revanche, à présent que le verbe se fait chair et que la réforme progresse, s'accroche, bouscule même, des deux côtés la colère monte. Les francophones (jusqu'à certains d'entre eux qui se déclarent insoucieux) brûlent de voir le mouvement s'accélérer. Les anglophones, eux, se crispent du fait même de l'événement. Mais l'important, le véritable enjeu d'aujourd'hui, n'est-ce pas précisément que, les uns comme les autres, prouvent au moins, et enfin, qu'ils prennent la réforme au sérieux?

Certes, le tumulte qui hier encore nous faisait fréquemment notre débat national au niveau d'un échange de slogans, a étouffé les échos d'une marche assurée vers l'égalité linguistique. Les échecs qu'a enregistrés la loi linguistique, le gaspillage auquel elle a donné lieu n'ont pas manqué d'être étalés au grand jour. Le bien, comme aurait dit La Fontaine, souvent nous l'oublions; le mal, si infime soit-il, retient.

Certes encore, on pourrait soutenir à bon droit que, dans de trop nombreux cas, les efforts déployés par le gouvernement fédéral en matière de loi linguistique du Parlement ont abouti à des erreurs ou se sont embourbés dans la gabegie administrative. Ces revers, il a fallu les payer au prix fort, souvent en argent, toujours en espoir et en bonne volonté perdus.

Il n'empêche que, dans l'ensemble, les persévérantes initiatives d'Ottawa se sont concrétisées par d'importantes réussites. Ce ne furent pas toujours des réussites éclatantes, à saluer triomphalement; elles n'ont pas débouché sur des acquis indéniables, fondamentaux pour la dignité des deux collectivités linguistiques du Canada.

Dès l'abord, on peut dire que le point de vue a changé du tout au tout. Malgré de trop nombreuses violations, les pouvoirs publics n'étaient désormais de tout leur poids en faveur du droit de chaque citoyen à être servi par les institutions fédérales dans la langue de son choix. Voici huit ans, ce qui était normal, c'était l'oubli de ce droit. Aujourd'hui, les péchés les plus véniels sont les manchettes. À lui seul, ce revirement témoigne de l'efficacité de la loi sur les langues officielles.

Ensuite, et cette fois-ci encore à de flagrantes exceptions près, entre autres constituées par des faits récemment condamnés chez Air Canada, les agents fédéraux, par dizaines de milliers, ont été mis en situation de travailler dans la langue de leur choix. Presque toutes les recommandations formulées dans les rapports de mon bureau en faveur de l'égalité de statut du français comme langue de

grammes d'enseignement de la langue seconde aux jeunes et par la socialisation en français des minorités francophones.

Malgré la forte baisse accusée par les inscriptions aux cours de français comme seconde langue dans les établissements secondaires anglais (tendance que le mouvement de retour aux disciplines de base viendra probablement renverser, du moins faut-il l'espérer, à court terme), les inscriptions des petits anglophones de l'élémentaire dans les classes de français ont grimpé pendant les sept dernières années de 40 %, ce qui porte à près d'un million l'effectif scolaire touché. Ne peut-on voir dans cette progression la preuve qu'au Canada anglais les parents à nouvelle vague considèrent davantage le français comme une langue qu'il vaut la peine, dans le contexte national, de mieux faire connaître à leurs enfants? Toujours est-il que cette manifestation d'intérêt, jointe à la demande formulée en vue de l'intensification d'échanges culturels propres à l'ouverture des jeunes esprits, a trouvé un écho chez tous les partis politiques et s'est traduite, dans le dernier discours du Trésor, par un engagement clair et net.

Tout compte fait, le bilan du bilinguisme au Canada est loin d'être négatif. Mieux même, à condition de ne pas se laisser obnubilier, pour juger des progrès de la réforme, par l'opinion de quelques centaines de pilotes, d'« aigilleurs du ciel » et de fanatiques du hockey mal embouchés, on devrait trouver le dossier impressionnant. Certains se demandent si ces efforts ne risquent pas d'être compromis par les mesures législatives que le gouvernement du Québec compte prendre en vue de faire du français la seule langue des communications dans la seule province à majorité francophone du Canada. Le projet de loi

Par KEITH SPICER

travaillé à Ottawa et de son adoption comme langue normale de travail dans les bureaux régionaux du Québec ont été exécutés ou sont en voie de l'être, trop lentement sans doute, mais résolument. Parfois, dans le cas par exemple des directives, de la terminologie et des techniques élaborées en consultation pour favoriser l'utilisation pratique du français au Québec, l'action entreprise par les instances fédérales a précédé de plusieurs années les efforts du gouvernement québécois lui-même.

Dans un domaine voisin, celui du nombre des francophones dans la fonction publique fédérale, les progrès constatés sont encore plus frappants. En 1971, les perspectives offertes aux anglophones multilingues étaient dix fois supérieures à celles qui étaient aux francophones multilingues; en 1975, cette relation s'établissait à six contre un, soit, en un lustre, un gain de 67 % fort impressionnant, hormis peut-être aux yeux des plus doctrinaires des sceptiques. En outre, depuis 1975, les francophones, qui comptent pour 27 % de la population du pays, ont obtenu, avec « presque » un fonctionnaire sur quatre, à peu près leur « juste » part des emplois fédéraux, même si l'on trouve encore comparativement trop peu de cadres parmi eux. Mais, là aussi, les progrès sont encourageants: entre 1971 et 1976, leur part est passée de 16 % à 20 % dans la catégorie administrative et de service extérieur (diplomatie, commerce international, aide au tiers-monde); de 7 % à 18 % dans la catégorie technique; de 11 % à 20 % en 1976, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

## Le rôle du Québec et de la France

A l'extérieur de l'administration, les trois faits nouveaux laissent pressager une exploitation plus rationnelle des canaux linguistiques offerts aux Canadiens. Le premier, c'est la résurgence des collectivités francophones hors Québec, chez lesquelles, grâce notamment à un concours fédéral d'importance primordiale (dont M. Gérard Pelletier, notre actuel ambassadeur à Paris, s'était fait, alors qu'il était ministre, l'ardent promoteur) se manifeste enfin, après des

dizaines d'années d'un taux d'assimilation alarmant, un espoir sérieux de voir la situation se redresser. Le deuxième, c'est l'expansion de la chaîne française de Radio-Canada qui, de l'Atlantique au Pacifique, met au service de cette connaissance quatorze-cent-douze stations de télévision et cent trente-sept stations de radio-diffusion, dont les émissions permettent, par ailleurs, aux générations montantes de Canadiens anglophones d'accéder à la langue et à la culture de leurs compatriotes. Le troisième, c'est le succès enregistré, grâce aux 600 millions de dollars de crédits fédéraux dégagés à cet effet, par les pro-

## La connaissance d'une seconde langue mondiale

CE sont évidemment les Canadiens eux-mêmes qui vont régler — bien ou mal — leurs propres problèmes linguistiques. Il n'en reste pas moins que la France est en mesure de jouer dans ce débat un rôle de premier plan qui coïnciderait parfaitement avec ses intérêts.

Il s'agit au départ de clarifier les ambiguïtés protocolaires qui ont parfois donné aux relations entre nos deux pays l'apparence d'une joyeuse mais stérile partie de cache-cache. La France peut adopter, ou intensifier, voire lever, une politique de collaboration culturelle en trois points: 1° renforcer sérieusement la sécurité culturelle des francophones du Québec; 2° participer à la connaissance des francophones hors Québec (la prochaine Biennale de la langue française, qui aura lieu à Moncton du 17 au 31 août, devrait donner l'occasion à la France de faire sentir, en pleine terre d'Acadie, son indispensable présence); 3° enfin, épauler les jeunes parents du Canada anglais qui désirent offrir à leurs enfants la chance d'apprendre le français et d'accéder ainsi à la connaissance d'une seconde langue mondiale.

Ce troisième volet d'une stratégie culturelle possible offre, je crois, à la France un terrain d'action extrêmement intéressant qui lui permettrait de favoriser, sur l'ensemble du continent nord-américain anglophone, le développement de la langue française et, par conséquent, une meilleure compréhension des idées, des intérêts et des aspirations de la France. A cet effet, le congrès de fondation de l'association nationale des *Canadiens Parents for French*, formée pour améliorer radicalement l'enseignement du français aux jeunes Canadiens de langue anglaise, qui se tiendra en octobre prochain à Ottawa, offre à

no 1 — appelé Charte de la langue française au Québec — qui est actuellement à l'étude devant une commission parlementaire de l'Assemblée nationale, a effectivement suscité quelques vives inquiétudes, surtout — c'est bien compréhensible — parmi la minorité anglaise de la province.

Pourtant, je pense qu'il serait difficile de ne pas souscrire aux objectifs fondamentaux de la Charte. Tout en défendant l'égalité des deux langues dans les institutions fédérales, on doit toujours se rappeler que la vitalité du français partout au Canada reposera, à la longue, sur le dynamisme, voire la saine prédominance, du français au Québec. Ces propos, qui pouvaient passer pour hétéroclites et farfelus il y a six ou sept ans, sont devenus extrêmement banaux aujourd'hui, et même les érudits les plus nostalgiques et les plus obstinés du « *speaking white* » (c'est-à-dire anglais) semblent les accepter stoïquement.

Cependant, au-delà de l'immense sympathie avec laquelle on doit accueillir les efforts du Québec en vue de donner au français l'élan qui lui permettrait d'occuper la place normale qui lui revient, il faut se demander si les moyens prévus pour atteindre un objectif nécessaire ne sont pas excessifs (pensons, par exemple, à l'impossibilité dans laquelle se trouveraient les ressortissants des autres provinces qui s'établiraient au Québec d'envoyer leurs enfants à l'école anglaise) et si le jargonisme chimérique, presque étouffant parfois, de certaines parties du projet de loi ne risquent pas de rebouter des segments importants de la population anglophone et de décourager les Canadiens anglais qui seraient éventuellement tentés par l'hypothèse avancée par le parti québécois de M. Lévesque — de l'association qu'un Québec, une fois indépendant, proposerait au reste du Canada.

La France un tremplin idéal pour participer utilement à cet effort en se basant sur les dizaines de milliers de parents anglophones qui, dans seize villes de nos dix provinces, ont inscrit leurs enfants en « immersion » française.

Depuis huit ans, le gouvernement du Canada cherche à construire laborieusement, mais avec audace et imagination, un Etat bilingue dont les institutions respectent les droits des citoyens francophones et anglophones. Cet Etat est, en Amérique du Nord, l'unique où la France et les autres pays où le français est parlé. Dans le débat vigoureux des prochaines années sur l'avenir du français au Nouveau Monde, la grande majorité des Canadiens, tant anglophones que francophones, devront se rappeler la valeur des liens culturels, économiques et politiques qui unissent notre pays à la francophonie. Et nos amis francophones d'Europe, sans oublier ceux d'Afrique, trouveront lucide d'exprimer leur solidarité avec nous à la pleine dimension de leurs véritables intérêts: celle qu'avait définie les premiers explorateurs français d'un Canada s'étendant de l'Atlantique au Pacifique.

● LE TROISIEME COLLOQUE INTERNATIONAL D'ECONOMIE PETROLIERE aura lieu à l'université Laval, à Québec, du 3 au 5 novembre 1977. Il portera sur le sujet suivant: « Ressources énergétiques et coopération internationale ». La rencontre est organisée par le Groupe de recherche en économie de l'énergie (GREEN) avec, notamment, le concours des autorités québécoises et de l'Institut français du pétrole.

## FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE  
62, route de Chêne,  
1208 GENEVE (Suisse).  
Tél.: 022/36-71-30.

LA CHATAIGNERAIE  
1297 FOUNEX (Vaud)  
(Suisse).  
Tél.: 022/76-17-76.

## BACCALAUREAT INTERNATIONAL

Maturité fédérale suisse - Baccalauréat français.  
Internat et externat pour filles et garçons.  
Sports d'été et d'hiver.

## attention!

à Cannes les bords  
de mer se font rares

Derrière la plage du Midi et face à la mer  
9, Avenue R. Picard à Cannes.  
LE MONTMORENCY actuellement en  
cours de construction vous offre le bien être  
enveloppant par son confort et sa qualité de prestations.  
LAUNCH D'OR 1977 DE L'IMMAGINE

montmorency

nom Adresse M D

## UNE AFFAIRE EXCEPTIONNELLE

comme placement d'argent pour un groupe financier international  
ou pour habitation de très haut standing

A VENDRE

CHATEAU HISTORIQUE DU XIII<sup>e</sup> SIÈCLE

aménagé en hôtel-restaurant 3 étoiles NN  
dans un parc de 3 Ha avec rivière  
actuellement en exploitation — en pleine nature — bel environnement.  
Bel appartement de direction et dépendances pour jardinier.  
(40 km de Paris par autoroute - Sortie 1 km.)

Ecrire à A.C.P.E.

55, av. Joinville, 94130 NOGENT-SUR-MARNE, qui transmettra.

## LA SÉLECTION HEBDOMADAIRE

du Monde

Pour vos parents et amis résidant  
outre-mer et à l'étranger

## REPERES

LE MENSUEL  
DU C.E.R.E.S.

JUILLET-AOÛT N° 45

● Le Congrès de Nantes:  
le débat  
Chevenement-Rocard

● B. Trentin:  
« Vers une mutation  
syndicale ? »

Prix de numéro: 10 F  
En vente dans les kiosques ou au  
12, bd Saint-Martin, Paris (3<sup>e</sup>)  
Tél.: 857.76.62

## ABONNEMENTS:

France et pays de l'ex-  
Communauté française  
(sauf Algérie) ..... 100 F  
Étranger ..... 120 F  
Étranger (par avion) ..... 150 F  
C.C.P. 94.875.303 - LA SOUTÈRE

مكتبة القرآن



# L'AMÉRIQUE LATINE FACE A LA POLITIQUE DE M. CARTER

## Les régimes militaires tentés par des ravalements de façades

Par JEAN-CLAUDE BUHRER

La nouvelle attitude de l'administration Carter envers l'Amérique latine favorise-t-elle à la longue une certaine démocratisation de la vie publique dans le sous-continent ? En tout cas, depuis que les militaires ont pris les leviers de commande dans la plupart des pays de l'hémisphère, on ne peut qu'être frappé de les entendre parler subitement d'un éventuel retour à la démocratie.

Même le général Pinochet, qui affirmait encore il y a quelques mois que de nombreuses années s'écouleraient avant qu'il n'y ait des élections au Chili, a cru bon de présenter en juillet dernier un plan de retour progressif aux institutions civiles. Mais à peine dévoilait-il son projet qu'il en traçait aussitôt les limites. Pour le chef de la junte, la réintroduction du suffrage populaire direct ne devrait pas avoir lieu avant huit ans. D'ici à 1980, il espère achever l'actuelle étape dite de « redressement », qui devrait aussi coïncider avec un allègement des difficultés économiques. Viendrait ensuite une phase de « transition », et ce n'est qu'à partir de 1985 que pourrait commencer une période de « consolidation », appelée à parachever la transmission du pouvoir aux civils.

Cependant, les forces armées se réserveraient constitutionnellement un droit de regard sur le fonctionnement de la vie institutionnelle et, comme l'a encore fait remarquer le général Pinochet, ce plan ne pourra être appliqué que « si le pays se maintient dans l'état satisfaisant qui est le sien aujourd'hui ». Dans cette conception très particulière de la démocratie, il n'y aura guère de place pour les partis politiques, dont les activités ont été interdites après le coup d'Etat de 1973.

En Bolivie, le général Banzer, qui a franchi le 21 août le cap des six ans de pouvoir, a réaffirmé qu'il envisageait d'appeler les électeurs aux urnes, mais pas avant 1980. S'il parle d'un retour aux normes constitutionnelles, l'honnête fort de la Bolivie se garde cependant de préciser ses véritables intentions. Mais à des personnalités politiques qui l'invitent à rétablir les libertés civiles, il a clairement fait savoir qu'il n'était pas question de revenir « aux jeux traditionnels des partis ». Dans ces conditions, on ne s'étonnera guère que d'aucuns le soupçonnent à La Paz de vouloir organiser des élections pour brigrer lui-même la présidence et « légitimer » ainsi son pouvoir.

Empêtrés dans de sérieuses difficultés économiques, les militaires péruviens semblent s'être résignés, de leur côté, à passer la main. Alors que la virage à droite du régime se précipite, une amnistie avait déjà été décrétée pour les dirigeants des partis traditionnels. Dans un discours prononcé le 28 juillet, à l'occasion du cent cinquante-troisième anniversaire de l'indépendance nationale, le général Morales Bermudez a annoncé des élections générales pour 1980. La première étape vers un retour des civils au pouvoir sera l'élection, puis la convocation d'une Assemblée constituante, vraisemblablement dans le second semestre de 1978. Les militaires entendent cependant garder le contrôle des opérations. Ainsi, le chef de l'Etat a indiqué que la nouvelle Constitution devra « assurer la continuité du processus révolutionnaire, la conciliation des transformations structurelles avec les libertés et les garanties démocratiques, c'est-à-dire l'instauration d'une démocratie sociale ».

L'annonce de ce plan d'institutionnalisation a sans doute été précipitée par les tiraillements que provoque au sein des forces armées l'aggravation constante de la situation économique. Divisés sur les mesures à prendre pour sortir de l'impasse, les militaires se heurtent aussi à un mécontentement populaire

croissant. La grève générale qui a paralysé le Pérou le 19 juillet a constitué pour eux un sérieux avertissement. Pourtant, les principaux syndicats et la gauche en général se montrent plutôt réservés à l'égard d'un processus tout à l'avantage des intérêts des partis traditionnels.

En Equateur aussi, les syndicats et la gauche craignent un retour aux joutes politiques stériles du passé. C'est cependant à Quito que les militaires se sont jusqu'ici le plus avancés pour céder la place aux civils. D'ailleurs, en déposant le 11 janvier 1976 le général Rodriguez Lara, le triumvirat qui lui a succédé s'était formellement engagé à se retirer dans un délai de deux ans. D'après le processus en cours, les Equatoriens devraient se prononcer cette année encore sur une nouvelle Constitution. Ensuite, ils seront appelés à élire le Parlement et un nouveau président de la République, qui pourrait prendre ses fonctions dans la courant de l'année prochaine.

Cependant, des incertitudes planent encore sur l'avenir politique de l'Equateur. L'attrait du pouvoir n'a pas entièrement disparu au sein des forces armées, et l'on prête à deux membres de la junte, le vice-amiral Poveda Burbano et le général Duran Acandía, des ambitions personnelles. Des surprises ne sont donc pas à exclure à Quito car, si la triumvirat répète à l'envi qu'il entend tenir ses promesses, des frictions ont déjà éclaté avec les représentants des partis politiques.

### Les apparences et la réalité

AU Brésil, les velléités de libéralisation attribuées au général Geisel sont restées sans lendemain. Chaque fois que l'actuel président a entrepris les vannes, il a ensuite fait marche arrière. Ainsi, pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir des militaires en 1964, il était prévu que les gouverneurs et une partie des sénateurs seraient élus en 1978 au suffrage universel. Sans doute instruit par les récents succès du M.D.E., la seule opposition tolérée, le gouvernement a profité en avril dernier de la suspension provisoire du Congrès pour revenir sur cette décision. Pourtant, l'opposition s'étend dans le pays. Non seulement les travailleurs et les intellectuels contestent le régime, mais sa politique suscite des critiques de la part de l'Eglise et des milieux d'affaires, et jusqu'un sein des forces armées. Le signe le plus révélateur en a été l'initiative prise par des colonels mécontents de former un « Mouvement militaire démocratique constitutionnel ». Dans un manifeste publié le 21 avril, ils réclamaient notamment la libre élection d'une Assemblée constituante (1).

En Argentine, le général Videla avait suscité quelques espoirs au début de l'année en promettant d'entamer le dialogue avec les civils pour préparer une éventuelle relève. Mais le ministre de l'Intérieur a coupé court à toute spéculation en affirmant qu'une telle initiative était prématurée dans les circonstances actuelles. Dans les confidences, deux tendances semblent néanmoins s'affronter au sein des forces armées sur l'avenir institutionnel du pays. Les ultras feraient valoir que la « remise en ordre » prendrait encore plusieurs années. Une autre tendance, proche du général Lanusse, ancien président de la République, souhaiterait mettre en place le plus rapidement possible un gouver-

nement associant militaires et civils modérés. Cette perspective s'inscrirait dans la tactique adoptée ces derniers mois par l'Union civique radicale, qui se manifeste de temps à autre malgré l'interdiction de toute activité politique. Mais, comme en Bolivie, la poursuite de la répression, les « durs », continuent pour l'instant de tenir le haut du pavé à Buenos-Aires.

En Uruguay, la nature du régime ne diffère guère de celle de ses deux grands voisins. Mais un petit pays est généralement plus sensible à certaines pressions extérieures. Les autorités de Montevideo ont sans doute voulu montrer leur bonne volonté en annonçant le 9 août, soit une semaine avant la visite de M. Terence Todman, sous-secrétaire d'Etat aux affaires inter-américaines, leur intention d'organiser des élections générales en novembre 1981. Mis en place par les militaires il y a une année, le président Aparicio Mendez n'a fait que reprendre, comme l'indique le communiqué officiel, une « proposition » des commandants en chef des forces armées. Les militaires ont aussi fait savoir que seuls les deux partis traditionnels, « blanco » et « Colorado », seront autorisés à participer aux prochaines élections. Cela revient donc à exclure de la consultation les partis socialistes, communistes et démocrate-chrétiens, qui avaient obtenu en 1971 près de 20 % des suffrages sous l'étiquette commune du « Front élargi ». De plus, les partis blanco et Colorado devront trouver, avec l'assentiment des militaires, un candidat commun à la présidence. Leur tâche sera d'autant moins aisée que la plupart des hommes politiques uruguayens ont été déchus de leurs droits civiques.

Message de la politique de son mari, Mme Rosalynn Carter avait vivement encouragé ses interlocuteurs, lors de sa récente tournée dans le sous-continent, à persévérer dans la voie de l'institutionnalisation. Ces « bons conseils » ont été réitérés par les divers émissaires de la Maison Blanche qui se sont succédés au cours des dernières semaines dans plusieurs pays d'Amérique latine. Les Etats-Unis ne manquent d'ailleurs pas de moyens de pression pour influencer la politique de leurs voisins du sud du Rio Grande. Ainsi, à la veille de l'arrivée de M. Todman à Santiago, la junte militaire chilienne a décidé de dissoudre la DINA, sa police secrète qui incarnait toute la brutalité du régime. Mais elle a été aussitôt remplacée par un Centre national d'information, dont on voit mal comment il pourrait jouer un rôle différent. A en juger par l'attitude conciliante de M. Todman envers ses hôtes, il est également apparu que Washington avait une sourdine à sa campagne en faveur des droits de l'homme. D'ailleurs, aussi bien à Santiago qu'à Buenos-Aires, le sous-secrétaire d'Etat américain a ostensiblement refusé de prêter attention aux requêtes des parents de personnes portées disparues.

Si les militaires latino-américains se montrent particulièrement susceptibles quand on les accuse de violer les droits de l'homme, ils se gardent bien de critiquer ouvertement les prises de position du président Carter en faveur du rétablissement de la démocratie. Dans ce domaine, ils n'hésitent pas eux-mêmes à se féliciter de se mettre au goût du jour. Certes, le moment semble venu de modifier ce qui ne serait-ce que les apparences de régimes par trop discrédités. Mais la plupart des projets annoncés sont encore tellement vagues qu'ils ne parviennent même pas à donner le change. Pour l'heure, tout ce remue-ménage ressemble davantage à une tentative de ravalement de façades qu'à une véritable volonté d'ouverture.

(1) Le Monde diplomatique, juillet 1977.

droits de l'homme en Amérique latine peut se traduire en actes d'une portée significative, c'est justement dans ce pays de tradition démocratique, assez peu peuplé, présentant relativement peu d'intérêt pour les grandes sociétés économiques ou financières qui veillent à la prospérité de l'Empire. Les deux articles qui suivent disent pourquoi ce changement, qui aura valeur de mise en garde pour d'autres régimes, est à la fois possible et nécessaire en Uruguay. L'un est signé par un journaliste et écrivain connu (page 6). L'autre, dont on observera le ton mesuré, émane d'une personnalité uruguayenne qui, pour des raisons de sécurité, doit garder l'anonymat.

## Quatre ans de dictature en Uruguay

Aucun événement particulier ne justifie que nous consacrons deux articles à l'Uruguay. L'ordre et le calme règnent dans ce pays. Mais l'information ne pourra jamais se réduire aux événements qui retiennent en moment l'attention du public. L'Uruguay est en pleine actualité, précisément parce qu'il ne s'y passe rien de remarquable. Si la politique du président Carter en faveur des

## UN TEST POUR LA CAMPAGNE EN FAVEUR DES DROITS DE L'HOMME

L'URUGUAY était jadis l'exemple même de la démocratie pour ses voisins d'Amérique latine. L'arbitraire du régime, la barbarie de ses mœurs politiques, le recours systématique à la torture, le placement aujourd'hui aux côtés du Chili de Pinochet (1). Le rapporteur d'une commission du Congrès des Etats-Unis a dressé un tableau synthétique de ce qu'est devenu le pays depuis le coup d'Etat militaire du 27 juin 1973 : « La Constitution a été violée. Le Parlement est dissous. Tous les journaux et moyens audiovisuels sont absolument censurés. Le mouvement syndical, qui était puissant, a été détruit et la plupart de ses dirigeants sont en prison, en exil ou morts. Plusieurs partis politiques et journaux ont été déclarés hors la loi et leurs activités interdites. L'enseignement primaire et secondaire comme l'université font l'objet d'une intervention des militaires : des professeurs et des enseignants ont été chassés de leur poste pour leurs idées et leurs convictions. Des tonnes de livres — sans métaphore, — de journaux et de périodiques ont été détruits, et les œuvres de plusieurs artistes et écrivains interdites. Tout le monde peut être emprisonné n'importe quand, pour n'importe quelle raison, et maintenu indéfiniment au secret. De sorte que l'Uruguay détient le record mondial du nombre de prisonniers politiques par rapport à la population. Des centaines de prisonniers ont subi des tortures psychologiques et physiques qui, en plusieurs cas, ont entraîné la mort ou des lésions permanentes. Tout cela dans un pays qui, il y a quelques années encore, était une des sociétés les plus ouvertes, les plus libérales et les plus démocratiques du monde (2). »

Au Chili, un gouvernement de gauche proclamant son intention d'établir le socialisme affrontait les classes moyennes apatées, l'oligarchie et l'impérialisme. L'importance des intérêts mis en cause et le poids de l'idéologie conservatrice laissent prévoir le coup d'Etat. Ce qui surprie, ce fut la trahison de Pinochet.

L'Uruguay, au contraire, était administré de longue date par un gouvernement de droite. Suivant aveuglément la politique étrangère des Etats-Unis, orientant son économie conformément aux directives manichéennes du Fonds monétaire international, il ne possédait aucun problème à l'impérialisme dans les relations internationales. A l'intérieur, la menace que les Tupamaros faisaient peser sur le régime disparut fin 1972, quand l'armée prit la direction des opérations anti-

guérilla. Les élections de 1971 confirmaient la stabilité politique des institutions : le Front élargi (*Frentes amplios*), regroupement des forces de gauche, de la démocratie chrétienne et de groupes libéraux-progressistes, n'y obtint que 30 % des voix.

Dans ces conditions le golpe de 1973, passage brutal d'une solide tradition libérale à un régime fasciste sans nuance, appelle une analyse et une explication.

Au dix-neuvième siècle, l'immigration d'origine européenne peuplait ce territoire grand comme le tiers de la France. En 1900, l'Uruguay compte un million d'habitants ; en 1950, la population a doublé. Si le climat tempéré exclut la culture des produits tropicaux, les prairies naturelles permettent l'élevage de huit millions de bovins et de dix à quinze millions de moutons. Déjà, avant l'exploitation des ressources du sous-sol et l'ouverture

de l'agriculture au marché extérieur, l'économie uruguayenne reposait sur les cuirs, la viande et la laine. Les guerres, grandes consommatrices de ces produits, ont maintenu les cours et garanti la prospérité du pays. De conflit en conflit, de Crimée en Corée, les éleveurs uruguayens purent ainsi réaliser d'importantes profits.

(Lire la suite page 6.)

automobiles PEUGEOT



SODEXA

Distributeur officiel pour la vente :  
• aux Membres du Corps Diplomatique  
et des Organisations Internationales  
• aux Clients se rendant en France

Exclusivement immatriculations spéciales CD et IT

26, RUE CAMBACÈRES • 75362 PARIS CEDEX 08 • ☎ 742.77.39 • Telex Peugeot 280.426



(Suite de la page 5.)

L'industrie légère s'implanta au cours des deux guerres mondiales sous l'impulsion d'une bourgeoisie ouverte et progressiste. Autochtone ou renouvelée par l'immigration, cette bourgeoisie, imprégnée d'une pensée anticlérical, positiviste, anarchiste et romantique, donne à l'Uruguay son caractère particulier dès le début du vingtième siècle. Le divorce sur seule demande de la femme est acquis en 1913, la gratuité de l'enseignement secondaire est supérieure en 1916. Pionnier de l'Amérique en la matière, l'Uruguay se dote d'une législation du travail en 1914, et de lois sur la retraite en 1919.

Garants de la paix sociale, cette prospérité économique et le réformisme des dirigeants ont aussi des conséquences culturelles et politiques. Le pourcentage d'illettrés restait le plus faible d'Amérique latine et le taux de scolarisation le plus élevé jusqu'en 1961 (début de l'alphabétisation de masse à Cuba). Des élections aux résultats contestés, le respect de l'alternance, un pouvoir exécutif exercé par un conseil, assurent alors une stabilité constitutionnelle comparable à celle des pays européens (3).

En 1958 apparaissent les premiers symptômes d'une transformation structurelle de l'économie. Réagissant au nouveau rapport de force entre capitalisme et socialisme, l'industrie et le gouvernement des Etats-Unis accentuent leur pression sur les économies dépendantes de la périphérie. Instruments de cette politique, le F.M.I. exige des gouvernements du tiers-monde qu'ils suppriment les barrières protectionnistes, ouvrent leur marché aux importations, éliminent les différences du taux de change pour des pays à la technique encore balbutiante, au marché intérieur réduit, l'application de ces mesures interdisait tout espoir de bâtir un jour une industrie nationale.

L'Uruguay résista quelque temps au F.M.I., mais l'importance des emprunts consentis pour soutenir une économie de moins en moins capable de supporter les charges de l'enseignement et de la sécurité sociale l'amena finalement, en 1959, à appliquer ses recommandations. Il s'ensuivit une grave crise économique et sociale : les industries nationales qui ne supportaient pas le choc de la concurrence étrangère disparaissent peu à peu. Le chômage chronique qui en découle entraîne une réduction générale du pouvoir d'achat, donc du marché intérieur, ce qui accablait, par effet de retour, la fermeture des usines. L'inflation, installée, le cours du dollar américain grimpe de 2 pesos uruguayens en 1960, à 11 en 1960, 75 en 1966, 250 en 1971.

Devant la crise, les deux grands partis traditionnels réagissent par des demi-mesures qui visent à ménager les syndicats et maintenir la paix sociale, tout en appliquant les directives du F.M.I. (4). Cette relative modération aboutit fin 1967, lorsque l'ancien gouverneur Jorge Pacheco Areco, vice-président, accède au pouvoir à la suite de la disparition du président élu (5). Durant les quatre années de son mandat, les représentants de la bourgeoisie et de l'oligarchie foncière, installés aux postes-clés dans les ministères, déterminent et conduisent une politique conforme à leurs

intérêts. Afin de réprimer l'agitation sociale qui répond à cette orientation nettement plus à droite de l'économie, le président Areco impose une sorte d'état de siège permanent dont le film de Costa-Gavras a su admirablement dénoncer les excès.

Les élections de novembre 1971, dernières consultations libres de l'Uruguay, se déroulent dans ce climat de répression. Chef d'un des clans du parti «colorado», Bordaberry remporte de peu, avec l'appui du président sortant, sur son adversaire «blanco». L'électorat, qui s'est massivement prononcé en faveur des deux grands partis (80 % des voix), exprime sa volonté de maintenir le statu quo économique et social, d'obtenir tout au plus quelques réformes libérales. Les 30 % d'électeurs du Front élargi manifestent le désir d'un changement plus radical : leur programme, très modéré en raison de la diversité des courants rassemblés, restait pourtant bien en deçà de propositions socialistes.

Le résultat des élections assurait donc la continuité du régime sur deux points essentiels : le maintien de l'oligarchie aux leviers de commande, la permanence de l'unité avec les Etats-Unis. L'écroulement de la guérilla donnait par ailleurs à l'armée un poids politique nouveau et important. Quant à l'opposition, si la gauche marxiste contrôlait l'unique centrale syndicale, il était hors de question qu'elle déclençât un mou-

### La régression économique

Le régime de dictature militaire a bientôt viré au fascisme moderne. Si on définit le fascisme par le caractère ultra-réactionnaire de l'appareil d'Etat, il est rare de trouver un pays où la barbarie soit plus systématiquement utilisée comme moyen de gouvernement qu'en Uruguay. Aucune expression politique, pas même de parti unique : c'est l'armée qui en tient lieu. La liberté de la presse a disparu avec la majeure partie des quotidiens. Certes, aucun des quatre journaux qui subsistent n'est « officiel », mais tous publient les communiqués du gouvernement et assurent la diffusion de brochures de propagande insérées gratuitement dans leurs pages.

Des officiers en civil, utilisant le matériel de détection le plus sophistiqué, procèdent la nuit aux arrestations. Les interrogatoires accompagnés de tortures sont pratiqués dans l'ensemble des casernes par tous les officiers ; ainsi en avait décidé la junte qui y trouvait le double avantage de renforcer la cohésion morale de l'armée et de prendre une assurance sur l'avenir. C'est depuis longtemps devenu une routine par laquelle seule se renforce le consensus de la dictature. On ne décria pas, les méthodes utilisées, d'ailleurs sans cesse renouvelées : qu'il suffise de citer Amnesty International : « Le nombre total de prisonniers politiques en Uruguay a été estimé à six mille en janvier 1976. A cette date, avec un prisonnier pour quatre cent cinquante habitants, l'Uruguay avait le pourcentage le plus élevé de prisonniers politiques dans le monde » (6).

Le fascisme correspond aussi à un projet d'économie politique : maintenir le système capitaliste menacé. A

vancement révolutionnaire de masse. On peut alors s'interroger sur les motivations du coup d'Etat militaire du 27 juin 1973.

L'oligarchie, déjà assurée du pouvoir, n'avait nul besoin d'une intervention de l'armée, même favorable à ses intérêts. Les Etats-Unis, qui influençaient largement la politique du cabinet civil, n'y avaient pas non plus intérêt, bien que la C.I.A. continuât d'entretenir des groupes terroristes et de financer des campagnes d'indignité dans la presse et à la télévision (8). Sans qu'on puisse totalement les exclure, ces explications traditionnelles ne semblent donc pas de mise ici.

En revanche, la faiblesse d'un Parlement qui avait accepté d'entériner les mesures anticonstitutionnelles réclamées par l'armée ne pouvait qu'encourager dans leurs desseins les putschistes évanescents. Force politique reconnue, l'armée issue des classes moyennes, se trouvait par ailleurs, du fait de la crise, dans une situation économique difficile. A l'extérieur, l'endettement des classes moyennes et des grands propriétaires, mais plus encore d'assurer du pouvoir pour augmenter la solde et distribuer postes et privilèges, voilà ce qui pousse les militaires au coup d'Etat.

Ce schéma, valable pour toutes les armées au pouvoir en Amérique latine, résulte de l'alliance à l'échelle du continent entre les Etats-Unis et l'oligarchie foncière : il explique l'impossibilité où sont les militaires de constituer une véritable force politique, payant sur des classes moyennes ou sur une bourgeoisie dont les intérêts sont contraires à ceux de l'impérialisme. Telle intervention du représentant de l'armée au conseil de la Banque centrale donne une assez bonne idée du discours idéologique qui recouvre ces réalités : « Entre nos objectifs, la priorité absolue est donnée au bonheur de la nation uruguayenne, maintenant la stabilité des prix et de l'approvisionnement, la sécurité du travail, et des salaires élevés, la santé nationale, toutes circonstances donnant lieu à des troubles sociaux étant ainsi écartés ».

La politique étrangère du précédent régime a été en revanche poursuivie avec les mêmes effets néfastes aux intérêts nationaux. Sans res-

sources pétrolières, le pays doit compter sur l'hydro-électricité dont un plan d'aménagement à long terme avait été approuvé par le Parlement. Sous la pression de l'Argentine de Peron, les militaires ont abandonné le barrage prévu de Palmer pour celui de Salto-Grande, à la frontière des deux pays.

L'ancien et important secteur public et nationalisé a été bradé aux capitaux privés, souvent étrangers, dans tous les domaines où il était rentable (9). En plus de cette tendance à la privatisation, le bilan de la politique économique de la junte peut être tenté à partir des quatre indicateurs que sont : l'inflation, la dette extérieure, le taux de change et l'émigration. En ce qui concerne la dette politique avant et après le coup d'Etat, c'est à 1968 qu'il faut remonter pour juger des résultats actuels.

a) L'INFLATION. — D'après la CEPAL (Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine), le taux d'inflation pour l'ensemble de l'Amérique latine a atteint en 1974 la moyenne de 41,5 % ; en Uruguay, il était de 107,4 %. En 1975, l'inflation atteignait 80,9 % pour l'ensemble du continent et 66,8 % en Uruguay.

b) LA DETTE EXTERIEURE. — D'après la Banque mondiale, l'ensemble des pays latino-américains ont vu leur dette extérieure augmenter de 36,1 % entre 1973 et 1974. Si on ne tient pas compte des pays exportateurs de pétrole, dont la dette a diminué en raison du quadruplement des prix du pétrole, cette augmentation a été en moyenne de 29 %. Dans le même temps, la dette de l'Uruguay passait de 495 à 895 millions de dollars, soit 33,4 % d'augmentation. En 1975, elle atteignait 1.115 millions de dollars (9).

D'après Business Week du 12 juin 1976, l'Uruguay appartient au groupe de huit pays dont la situation financière est jugée grave par le département du Trésor des Etats-Unis et qui risquent de se trouver en état de cessation de paiement.

c) LE TAUX DE CHANGE. — Jusqu'en 1971, le dollar américain valait 250 pesos. A la fin de 1971, malgré la distorsion de l'augmentation pour des raisons électorales, le cours du dollar est grimpé à 370 pesos. Au moment du coup d'Etat, il atteignait 571 pesos. En octobre 1976 il valait 3.820 pesos. Aujourd'hui (mai 1977) il vaut 4.400 pesos.

d) L'EMIGRATION. — Elle a débuté en 1968 pour des raisons économiques auxquelles se sont ajoutées, à partir de 1973, des raisons politiques. L'émigration s'est d'abord dirigée vers les pays voisins : Argentine et Brésil, puis vers l'Australie, le Canada, la France, l'Espagne, où vivent des milliers d'Uruguayens. Aujourd'hui, elle touche des pays aussi divers que l'Angola, l'Algérie, la Turquie, la Suède, le Danemark, l'Europe de l'Ouest, la République Fédérale d'Allemagne, les Etats-Unis, l'Angleterre.

Au recensement de 1963, l'Uruguay comptait 2.555.510 habitants. L'extrapolation de ce chiffre sur la base du taux de croissance annuel de 12 % fait prévoir que la population de l'Uruguay dépassera une population de 3.000.000 habitants en 1975. Au lieu de quoi, en mars de cette année-là on n'a recensé que 2.793.964 Uruguayens, soit

un « manque » approximatif de 300.000 habitants, 12 % de la population, partis à l'étranger. Comme si la France avait perdu 6,5 millions d'habitants. En outre, l'émigration est le fait d'une population active composée en majeure partie de jeunes, de techniciens, d'ouvriers qualifiés et d'enseignants : « Un pays se vide de sa substance » (10).

Le mouvement progressiste de l'Amérique latine du vingtième siècle, l'Uruguay vit aujourd'hui retranché dans un de ces replis de l'histoire où régnent la terreur et le fascisme.

Devant l'accumulation des échecs économiques, peut-on envisager un prochain bouleversement politique ?

Le mouvement populaire, c'est-à-dire les partis de gauche, les syndicats et les Tupamaros, a peu de chances de renverser le régime. Les Tupamaros ont été anéantis. Si quelques-uns se sont évadés, l'expérience semble les avoir convaincus que la lutte armée doit, pour aboutir, s'intégrer à un mouvement de masse. Les syndicats sont interdits ; mais il est impossible aux militaires d'organiser des syndicats « jaunes ». Preuve de l'existence d'une résistance larvée qui s'exprime déjà dans la grève générale de trois semaines avec occupation d'usines, immédiate et exceptionnelle réplique du mouvement ouvrier au coup d'Etat.

Certes, l'alliance entre une fraction de l'armée et des groupes sociaux privilégiés mais brimés dans leur revanchisme et frustrés de l'accès au pouvoir permettrait peut-être un retour vers les casernes et la reprise d'une vie démocratique. La politique des droits de l'homme inaugurée par le président James Carter pourrait d'autre part influencer sur l'évolution des événements.

En fait, les deux questions sont liées dans la mesure où aucun changement de régime n'est envisageable sans l'appui des Etats-Unis. Et ceux-ci disposent, pour faire pression sur l'Uruguay, de moyens autrement efficaces qu'une intervention diplomatique comme celle qu'ils ont faite à la tribune de la commission des droits de l'homme à Genève.

(3) Le phénomène a été étudié par plusieurs universitaires étrangers : R. H. Fitzgibbon, *Uruguay, Portrait of a Democracy*, Rutgers Univ. Press, 1964 ; G. Pandia, *Uruguay*, Oxford Univ. Press, 1962 ; A. Gütes, *Uruguay, pays heureux*, N.E.L., 1963 ; G. Lindahl, *Uruguay, the New South America*, 1965, etc.

(4) Les partis Blanco et Colorado, que seules des nuances distinguent dans le conservatisme, alternent au pouvoir dans une sorte de bipartisme à la colombienne.

(5) Conscience politique de la crise, le conseil exécutif avait été démis en 1967 au profit du système présidentiel.

(6) Philip Agre, *Inside the Company*, C.I.A. Diary, Penguin, 1976.

(7) L'Espagne d'après Franco comptait deux cent cinquante prisonniers politiques pour trente-huit millions d'habitants.

(8) Les assurances et l'électricité étaient, par exemple, nationalisées depuis 1912 ; les cimenteries et les raffineries depuis 1921. La liste n'est pas exhaustive.

(9) Carlos Quiroga, « Militarismo argentino », dans *Proceso* du 6 novembre 1976, Mexico.

(10) Cf. l'article de Jean-Marie Veron, dans *Le Monde diplomatique* du 6 septembre 1974. Voir aussi « Guerre totale contre les états en Amérique latine », par Rago Netra, dans le numéro 6 de janvier 1977.

## UN PETIT PAYS DANS LE « MARCHÉ COMMUN DE LA MORT »

Le gouvernement uruguayen annonce qu'il lera construire un nouveau complexe pénitentiaire dans la région de Sanluis-Vasquez. La préfecture de police de Casanova reçoit des ions pour la création d'une nouvelle prison dans son département. En Uruguay, on inaugure une prison par mois. C'est ce que les économistes appellent un « plan de développement ».

On transforme en prisons les casernes, les commissariats de police, les bateaux abandonnés, les vieux wagons de chemin de fer et même la maison de chaque citoyen. Il y a plus de prisonniers politiques que de prisonniers de droit commun. L'Uruguay possède la plus forte proportion de prisonniers politiques du monde, sans compter les prisonniers ou dehors, ceux qui sont de l'autre côté des barreaux. Le quart de la population, un million de personnes, vit en exil ; presque toutes celles qui sont restées sont bannies à l'intérieur même des frontières.

Le 27 juin 1973, le pays s'est réveillé avec un coup d'Etat. Le Parlement, les

partis politiques, les syndicats, furent liquidés, ainsi que tout le reste. Trois mois plus tard, des élections furent liées à l'Université. Les candidats de la dictature obtinrent 2,5 % des voix. En conséquence, la dictature emprisonna pratiquement tout le monde et remit l'Université aux candidats qui avaient obtenu 2,5 % des suffrages.

Ce coup d'Etat n'a fait que parachever une situation de fait. En réalité, le Parlement n'existait plus : il était devenu ce que les médecins nomment un « membre tantôme », celui que l'on « sent » encore après l'amputation. Déjà, au début de 1973, l'Uruguay produisait plus de violence qu'il y avait de viande ou de lait. L'emprisonnement, torturé, tuait ou exilait les jeunes. Les queues pour obtenir un passeport laissaient plusieurs fois le tour du pâté de maisons, les bateaux levaient l'ancre remplis de jeunes gens qui tuaient la prison, la fosse commune ou la faim. Cela laissa, déjà longtemps que le pays vendait de la chair humaine, bras au rabais, à l'étranger ; et le système s'était montré impuissant à engen-

der autre chose que des prisonniers ou des cadavres, des aspiens ou des policiers, des mendiants ou des exilés. Le pouvoir était militaire. Au début, pour combattre les guérilleros. Après, pour combattre les étudiants, les militants ouvriers, les hommes politiques de gauche, les journalistes de l'opposition. Puis pour combattre l'impopularité.

A partir de juin, les choses devinrent plus claires. Comme dans tout la côte sud de l'Amérique latine, on prit le pouvoir ceux qui assassinaient les gens et les pays. Seul indice en augmentation constante, les dépenses affectées à la répression — armée et police — atteignirent 52 % du budget national. Tout le reste décroît depuis 1960, le produit intérieur brut par capita, le taux de scolarité primaire, le nombre de médecins pour mille habitants, la consommation journalière de protéines, les investissements productifs, etc.

Selon les chiffres officiels, 12 % de la population active de l'Uruguay est au chômage. Et il faut tenir compte de l'énorme masse de jeunes travailleurs ayant quitté le pays et de la curieuse méthode de la direction des statistiques, qui considère comme ayant un emploi toute personne travaillant plus de quatre heures par mois.

Etre jeune est un délit ; penser est un péché ; manger est un miracle.

La dictature uruguayenne hait les jeunes. Pour le système, l'émigration massive est un soulagement : elle relâche les tensions internes. Le pays perd ainsi ses meilleures ressources humaines. Les cinq cents familles maitresses de la terre et de tout le reste sont, elles, saines et sauvées.

Ceux qui ne s'en vont pas pour des raisons politiques partent parce que la faim les poursuit. L'Uruguay a les indices de croissance démographique les plus bas de l'Amérique latine. Il naît peu

d'Uruguayens ; et, sur ce peu, beaucoup émigrent. Pour ceux qui croient que les problèmes de l'Amérique latine proviennent d'un surpeuplement d'enfants, l'Uruguay est un excellent exemple du contraire : dans ce pays vide, aux vastes prairies fertiles et bien irriguées, il y a trop de monde. Accusation contre l'impuissance d'un système productif. Non seulement on refuse un emploi aux nouvelles générations qui arrivent sur le marché du travail, mais en plus on arrache leur travail à ceux qui en avaient. La marginalisation des gens est à double cause : on « naît » marginal et on « devient » marginal. Il y a des Uruguayens jusqu'à Hawaï. L'ordre règne : les militaires gardent les prisons et les vieux les cimenteries. Le sort du pays est livré à la fréquence des pluies et aux amours des

taureaux au printemps. Les habitants de la prairie vont à Montevideo frapper inutilement aux portes des usines couvertes de toiles d'araignées. Le recensement de 1961 fait état de trois cent cinquante millions d'Uruguayens. Quinze ans plus tard, il n'en indique plus que cent quatre-vingt-dix mille. La nature a été généreuse et les hommes criminels. Le tuffindio a rasé les plaines fertiles et bien irriguées.

Comment expliquer qu'un pays grand comme les deux tiers de la France ne puisse subvenir aux besoins de moins de trois millions de personnes qui survivent sur son sol ? La grande « escanerie » est anti-économique pour le pays mais très lucrative pour ses propriétaires. La richesse des uns condamne les autres.

### La solidarité est un délit

BRULE par les acides d'un système usé et ensu avvenir, l'Uruguay se désintègre. Le dernier projet officiel de réforme égraine data de 1965. Il pesait sept kilos et demi. C'est tout ce qu'on en a eu.

L'industrie, paralysée par la faible développement du marché intérieur, trompe les espoirs de travail des « réduits », qui les maitres de la terre exploitent continuellement. Le pays, qui dépend de la viande et de la laine, possède une excellente équipe d'agronomes qui

mettait au point, à l'Université, une nouvelle technologie appliquée aux besoins nationaux. Subversive... On les a dénoncés et poursuivis. Aujourd'hui, ils sont dispersés aux quatre coins du monde.

La dénonciation des crimes d'une dictature ne se limite pas à la liste des gens assassinés et disparus. N'est-ce pas un crime — un crime programmé, planifié, répété — que d'annihiler chez un homme la capacité de croire et de créer ? En Uruguay, la solidarité est un délit. Il y a des hommes qui sont en

## S.O.S. CULTURE!

livres et disques français

RESIDENTS A L'ETRANGER  
ouvrez un compte par une provision de 150F minimum ou l'équivalent en devises  
vous commanderez livres et disques disponibles. Ils vous parviendront dans les meilleurs délais, au moindre coût (réduction de 6,5% sur les livres - remise de 10% sur les disques et cassettes).  
Envois en recommandé. Pas de frais de dossier pour toute commande supérieure à 100F (soit 4,50F).  
Frais réels de port (selon ou surfees à votre choix).

inter-livres

38, 40 avenue des gobelins - PARIS XIII - tél. 555.08.46

### COMMANDEZ DIRECTEMENT TOUS VOS LIVRES FRANÇAIS

LIBRAIRIE DELAMAIN

155, rue Saint-Honoré,

75001 PARIS.

Sur simple demande, envoi gratuit de notre bulletin « Les Livres du mois ».

### Près de GRASSE

Très belle propriété

1 Ha et demi

Mas 1780, très bon état,

piscine, maison gardien,

très beau sous-bois,

porc fleuri avec nombreux arbres,

essences variées.

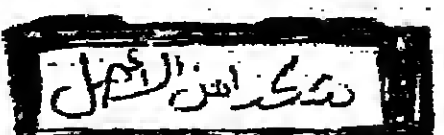
Calmé absolu, vue superbe.

Prix : 2 300 000 F

Ecrire : Max PETIT,

« Les Pommes de Pin »,

06 GRASSE-LES ASPRES





prison pour avoir organisé des collectes au profit des familles d'autres prisonniers. La régence invite à l'égoïsme et à la méfiance. Sans une goutte de sang, sans même une larme, on accomplit le massacre quotidien de ce que chacun porte en lui de meilleur. Victoire de la machine : les gens ont peur de parler et de se regarder. Que personne ne rencontre personne. Un Uruguayen sur trente a pour fonction de surveiller le couloir et de punir les autres. Pour garder son emploi, il est indispensable de posséder le certificat de « foi démocratique » délivré par la police. On exige des étudiants qu'ils dénoncent leurs camarades, on exhorte les enfants à dénoncer leurs professeurs. Les citations de José Artigas, héros national, sur le réformisme agraire ou sur la liberté sont interdites dans les écoles (Artigas a été l'auteur de la première réforme agraire en Amérique, un siècle avant Zapata au Mexique). Il y a quelques temps, un enfant demandait à ses frères qu'ils le coulaient de nouveau à l'hôpital parce qu'il voulait « démentir ». Le gérant d'un emploi, qui était son ami : « J'ai dû te dénoncer. Ils ont demandé des listes. Il fallait donner un nom. Pardonne-moi si tu peux. »

La dictature est l'habitude de l'intérieur. Elle dresse les hommes pour qu'ils acceptent l'horreur comme on accepte le froid en hiver.

En Uruguay, il y a des douanes pour les mots, des cimetières de mots, des crématoires de mots. On a brûlé les livres, purification par le feu, dans les cours des casernes, dans les prisons, dans les centres d'enseignement. Quelquefois, le sens capitaliste des affaires est plus puissant que les rituels de l'Inquisition : 20 tonnes de livres de la maison d'éditions Pueblos Unidos ont été transportées par camion, en cinq fois, jusqu'à

l'entreprise de papiers IPUSA, à capitaux américains, et remises sur le marché sous forme de feuilles ou de serviettes. Les prisonniers n'ont pas le droit de lire le Bible ni d'étudier des matières subversives (philosophie, histoire, littérature, sciences sociales, science politique). On a retiré des bibliothèques *Vent rouge*, de Raymond Chandler, *Le Rouge et le Noir*, de Stendhal. Au cours de perquisitions, des livres sur le « cubisme » ont été confisqués ; motif : propagande castriste... Un enseignant peut être destitué pour avoir lu ou dit une phrase douteuse ; tout professeur arrêté, ne fût-ce que pour une heure, ou par erreur, perd son emploi. Les citoyens qui chahutent avec un peu trop d'émphase, au cours d'une cérémonie publique, le strophe de l'hymne national qui dit : « Tyrans, tremblez » sont passibles de condamnation pour « atteinte au moral des forces armées » ; de dix-huit mois

à six ans de prison. Pour avoir publié une nouvelle ou écrit sur un mur « Vive la liberté » ou pour avoir distribué un tract dans la rue, un homme passera, s'il survit à la torture, le plus grand partie de sa vie en prison. S'il n'y survit pas, le certificat de décès mentionnera une chute dans le vide ou cours d'une tentative d'évasion, ou un suicide par pendaison, ou une mortelle crise d'asthme. Il n'y aura pas d'autopsie.

Plus de cinq mille torturés. Ces dernières années, quarante mille personnes sont passées par les prisons et les casernes. Les chiffres équivalents pour la France seraient de cent mille torturés et de huit cent mille détenus. On torture d'abord pour obtenir des informations. Ensuite pour se venger de chaque action de la résistance, et aussi pour punir, lors d'un anniversaire quelconque. On torture pour détruire le moral de ceux qui luttent et remonter celui des centurions.

#### Liberté pour les affaires...

C'EST ce qu'a dénoncé le sénateur Zelmer Michelini devant le Tribunal Russell, à Rome, en printemps 1974. Michelini a déclaré que ce serait une erreur de considérer la torture comme un cas clinique ou une aberration morale, bien qu'elle le soit aussi. La torture, a-t-il déclaré, est une activité planifiée... la mortelle épée d'un plan d'abandon de la nation... Prophète de sa propre tragédie, Michelini témoignait « en tant que représentant de ceux qui ne peuvent venir parce qu'ils ont disparu de la surface de la terre, assassinés par la régence ». A la fin de la même année, cinq jeunes Uruguayens, faits prisonniers en Argentine, ont été retrouvés criblés de balles à 60 kilomètres de Montevideo. Le « Marché commun de la mort »

e'était mis en marche. Pule vint le tour de Michelini : trole balles dans la dos. Combien d'exilés uruguayens, chiliens, boliviens, ont-ils eubli le même sort à Buenos-Aires ? Le général Prats, le général Torres, Hector Gutiérrez Ruiz... La police uruguayenne ne s'en cache pas. L'ambassadeur uruguayen devant la commission des droits de l'homme a déclaré, à Genève : « Quant aux liens entre l'Argentine et l'Uruguay, naturellement qu'ils existent ; nous sommes liés : l'histoire et la culture nous unissent. »

Le sénateur américain Frank Church a défini l'Uruguay comme « le plus grande boom » bancaire qui correspond à un développement transnational des banques américaines, mais aussi au développement parallèle des banques européennes et des banques japonaises, dont les entreprises s'occupent de leurs clients, les firmes transnationales de leurs pays respectifs. Les centres financiers de Singapour et de Hongkong en Asie, de Beyrouth au Proche-Orient, des Bahamas de Panama et de Grand-Caiman dans les Caraïbes, représentent des extensions financières

du président Carter a refusé un visa d'entrée aux Etats-Unis au nouvel attaché militaire de l'ambassade de l'Uruguay, ainsi qu'au colonel qui allait représenter le pays devant le Conseil inter-américain de défense. La porte leur a été fermée pour « avoir participé à des tortures ». Peu après, le gouvernement uruguayen interdisait la diffusion du discours du représentant américain à l'O.E.A., prononcé lors d'une réunion de cet organisme à Montevideo. C'est le gouvernement uruguayen, le délégué des Etats-Unis, M. Robert White, aurait lancé « une attaque volée mais directe contre le pays ». Qu'avait donc dit M. White ? Ces paroles agressives, des mots subversifs : « La culture ne peut enrichir la vie de nos citoyens si l'Etat ne protège pas certains droits : le droit de réunion, la liberté d'expression, la protection contre les détentions arbitraires et les sanctions. »

Les militaires au pouvoir en Uruguay, et qui sont aujourd'hui un scandale pour les Etats-Unis, ont été de bons élèves des cours du Pentagone dans la zone du canal de Panama. Là, ils apprirent les techniques de répression et l'art de gouverner : c'est-à-dire des armes et des conseillers américains qui se mit en marche l'engrenage du crime et de la torture. La dictature a détruit les syndicats et les partis politiques, fermé les journaux et les revues, interdit les livres et les chansons au nom d'une « idéologie de la sécurité nationale » ce qui, en langage clair, signifie « idéologie de la sécurité des investissements étrangers ».

Liberté pour les affaires, liberté pour les prix, liberté pour les échanges ; on jette les gens en prison pour que les affaires restent libres. Enfin, lorsque le gouvernement des Etats-Unis supprime l'aide militaire et

économique à la dictature uruguayenne, il précise qu'il contribuera à soutenir les crédits de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement. Le jour même où M. Carter fit connaître sa sanction, le Banque mondiale, que contrôlent les Etats-Unis, annonça un nouveau crédit de 30 millions de dollars à l'Uruguay, qui venait s'ajouter aux 55 millions de dollars déjà octroyés en 1976. L'Uruguay est, après le Chili, le pays latino-américain qui a reçu le plus de crédits du Fonds monétaire international. Le F.M.I. est le principal créancier du pays. Et le créancier commande. Le F.M.I., qui n'a été élu par personne et n'est le pseudonyme d'aucun général, détermine la politique économique que l'Uruguay applique. Pour restreindre la consommation populaire, abaisser le coût de la main-d'œuvre et stimuler les exportations, il faut liquider le mouvement ouvrier. Cette politique économique implique le crime et le meurtre — ce que les techniciens nomment « un coût social élevé ». Le salaire d'une journée de travail permet aujourd'hui à un ouvrier d'acheter deux fois moins de pain et de lait et se paie le moitié de viande qu'en 1968. Le ministre de l'économie, qui applique strictement le traitement du F.M.I., était horrifié par les tortures, ce qui ne l'a pas empêché de servir la dictature militaire et même de déclarer : « L'efficacité dans la distribution de la rente est ce qui permet d'épargner. »

La machine a ses lois. Les libertés publiques sont, dans un pays comme l'Uruguay, incompatibles avec les intérêts dominants, qu'ils soient internes ou externes. Les bonnes intentions du président Carter n'absorbant pas le système qu'il dirige, on lui a offert un système politique puis on vous offre la roulette à roulette.

EDUARDO GALEANO.

## PANAMA N'EST PAS SEULEMENT UN CANAL

(Suite de la première page.)

Mais, en outre, Panama est devenu un paradis fiscal et une plate-forme de services pour les opérations des grandes firmes transnationales. Cette situation est due à sa position géographique qui fait de ce pays une route de passage du commerce mondial, à son système monétaire où le dollar est la véritable monnaie, à son système légal territorial qui ne couvre pas les opérations effectuées au-delà des frontières par des firmes établies dans le pays, et surtout à la sécurité que garantit le contrôle militaire de l'isthme par les Etats-Unis. Les firmes transnationales utilisent Panama comme un pivot dans un triangle commercial pour les transferts de prix, pour les « subventions croisées » et pour les « paper companies » dont cinquante mille environ sont installées dans le pays. Une « paper company » est une compagnie enregistrée dans un pays donné, uniquement pour des raisons légales, fiscales et de coût.

Les pavillons de complaisance de la flotte panaméenne représentent sans doute l'aspect le plus apparent du genre de services transnationaux que peut rendre un pays ainsi organisé. Mais ce n'est pas le seul.

Par exemple, une firme transnationale vend à sa « paper company » de Panama un produit au prix de 1 dollar l'unité ; la « paper company » l'exporte à son tour, au prix de 2 dollars l'unité, accumulant à Panama un excédent de 1 dollar. Le gouvernement de Panama ne prélève aucun impôt sur les ré-exportations, ni sur les bénéfices réalisés à l'extérieur des frontières, ni sur les gains de capital restés sur place. La maison-mère s'approprie les bénéfices accumulés à Panama et, en outre, elle fait des économies d'impôts sur l'exportation, sur les bénéfices réalisés dans son propre pays, sur les gains de capital et ceux des places de Panama et du même pays. Tout cela est protégé par le secret rigoureux qui couvre l'ensemble des opérations.

à la considérable création de liquidités internationales comme les eurodollars, les pétrodollars, les latindollars ». En 1960, on ne comptait que huit banques américaines opérant au niveau international, avec cent trente et une succursales ; en 1975, leur nombre atteignait cent vingt-cinq, avec sept cent trente-deux succursales.

A partir du Bank Holding Act de 1970, conçu pour faciliter l'expansion des banques commerciales, on observe, dans plusieurs régions du tiers-monde, un « boom » bancaire qui correspond au développement transnational des banques américaines, mais aussi au développement parallèle des banques européennes et des banques japonaises, dont les entreprises s'occupent de leurs clients, les firmes transnationales de leurs pays respectifs. Les centres financiers de Singapour et de Hongkong en Asie, de Beyrouth au Proche-Orient, des Bahamas de Panama et de Grand-Caiman dans les Caraïbes, représentent des extensions financières

des centres traditionnels de Londres et de New-York et, sur une moindre échelle, des centres de Zurich, de Paris, de Francfort et de Tokyo.

A Panama, la loi bancaire de juillet 1970 institutionnalise le système et fournit les garanties légales qui rendent possible le « boom » de la décentralisation en cours. En 1960, on ne comptait à Panama que cinq banques, dont les dépôts totalisaient moins de 200 millions de dollars ; en 1968, les dépôts atteignent déjà 341 millions de dollars, puis 6 milliards en 1974 et 11 milliards en 1976.

En 1968, 80 % des dépôts étaient d'origine locale et 86 % des prêts allaient à des clients panaméens. En 1976, bien que les crédits consentis déjà étrangers (65 %), mais les crédits continuent, pour la plupart, à être attribués à des activités locales (63 %). Mais, depuis 1971, les dépôts, aussi bien que les crédits consentis, sont au nom d'étrangers. Les sept principales banques (Bank of Ame-

rica, First of Chicago, Banco do Brasil, Swiss Bank, Trade Development Bank, Deutsche Bank, First National City Bank) contrôlent 80 % environ des dépôts et des crédits alloués. En 1976, le Centre financier de Panama réunissait soixante-quatorze banques internationales, et d'autres services financiers (assurances, compagnies d'investissement, etc.) se développent également au service des compagnies qui opèrent dans la zone libre de Colon.

En 1976, avec un million sept cent mille habitants et une production intérieure brute de 2,3 milliards de dollars seulement, Panama servait de plate-forme à un centre financier dont les chiffres ci-dessous mesurent l'importance :

— 11 milliards de dollars de dépôts étrangers ;

— Soixante-quatorze banques internationales avec plus de deux cents agences dans ce petit pays ;

(Lire la suite page 8.)

#### Zone libre et centre financier

ANSI, après la zone du canal et la Bananera, une autre enclave, celle-ci de type commercial, est constituée par la « zone libre de Colon », deuxième source de travail avec les quinze mille emplois qu'elle offre aux panaméens. Cette zone libre fut établie au début des années 50, sous le patronage du département américain du commerce. Plate-forme d'exportation, d'emmagasinement et d'assemblage au service des firmes multinationales du monde entier, elle est, à présent, la deuxième zone libre au monde après Hongkong, avec six cents firmes enregistrées et près de 1 milliard de dollars d'affaires par an. Sur une étendue minuscule (34 hectares), elle réalise un chiffre d'affaires représentant près du double de la totalité des échanges commer-

ciaux entre les cinq pays membres du Marché commun centraméricain.

A cette structure très diversifiée s'ajoute une quatrième activité, le Centre financier international. Les années 60 ont vu la grande expansion des firmes multinationales, américaines en particulier, vers les pays moins développés, et plus spécialement vers l'Amérique latine, qui a reçu 75 % des investissements des firmes américaines dans le tiers-monde. Au cours des années 70 se développe un phénomène complémentaire : l'expansion des banques transnationales, l'Amérique latine accueillant encore la plupart de celles qui s'établissent dans le tiers-monde. Ce mouvement est, notamment, lié à la crise de la balance américaine des paiements, qui freine les exportations de capitaux, et

## URUGUAY :

### Déclaration conjointe des quatre organisations politiques

A l'occasion de la troisième rencontre des Parlements européens et latino-américains qui s'est achevée à Mexico le 27 juillet 1977, une condamnation législative du despotisme de la dictature uruguayenne a été prononcée. Des dirigeants politiques uruguayens : le sénateur Enrique Erro, le sénateur Enrique Rodriguez, du Parti Communiste uruguayen, le député José Diaz, dirigeant socialiste en exil, et le dirigeant du Parti pour la Victoire du Peuple, Hugo Cares, ont fait, au cours d'un grand meeting de solidarité réalisé au théâtre Gorostiza de Mexico, un appel public à la plus large unité des forces opposées à la dictature.

Ces quatre dirigeants représentent d'amples secteurs politiques organisés et d'importantes forces sociales qui luttent pour vaincre la dictature et en finir avec le terrorisme d'Etat de type fasciste. Ils se sont réunis à Mexico conjointement avec un groupe de personnalités uruguayennes indépendantes, et symbolisent l'esprit unanime du peuple uruguayen qui rejette le régime tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, en interprétant le sentiment unitaire actuel, ils'ont décidé à l'unanimité :

- 1) D'appeler à la plus large unité de toutes les forces qui souhaitent la défaite de la dictature féroce qui opprime le peuple uruguayen ;
- 2) De promouvoir d'un commun accord et de façon unitaire des actions de lutte destinées à obtenir la liberté de tous les prisonniers politiques, la cessation de toutes les tortures et de tout traitement cruel et dégradant, la remise au haut commissariat des Nations unies des nombreux réfugiés politiques déportés illégalement, l'information immédiate de l'opinion publique sur le sort des opposants disparus et enlevés, l'annulation de toute proscription politique et le total respect des libertés démocratiques et syndicales ;
- 3) De multiplier inlassablement les efforts destinés à consolider et à développer l'unité du peuple uruguayen, conscient de l'existence d'autres formes politiques importantes opposées à la dictature ;
- 4) De reconnaître la qualité et le développement de la solidarité internationale qui a efficacement contribué au discrédit de la dictature, tout en appelant à poursuivre et accentuer cette lutte afin d'isoler politiquement et économiquement le régime ;
- 5) D'engager avec énergie et assiduité les efforts de toutes les forces politiques réunies autour de la création d'un Front antidictatorial pour en finir définitivement avec cette tyrannie qui souille la patrie uruguayenne.

Mexico, le 30 juillet 1977.

c/o ACTION TRICONTINENTALE, 46, rue de Vaugirard, 75015 PARIS.

### « UN PEUPLE, UN CANAL »

Un film de Jean-Louis Berdot

SEUL pays au monde tranché en deux par une présence coloniale étrangère, Panama (aujourd'hui depuis le venue au pouvoir du général Omar Torrijos) de la récupération de la zone du canal un objectif politique prioritaire. Cette détermination provoque une accélération des réformes structurelles et sociales, mais aussi une certaine tension dans la zone contrôlée par les Etats-Unis.

Jean-Louis Berdot a voulu expliquer les particularités du « progressisme » des militaires panaméens ainsi que l'importance de la situation dans ce territoire du canal où les Nord-Américains entretiennent douze bases stratégiques (pour une superficie de 1 432 kilomètres carrés). Les séquences tournées dans ces bases, au cours d'exercices d'entraînement d'unités de l'infanterie de marine américaine, témoignent par leur brutalité. Dans cette zone se trouve également le célèbre « Ecole des Amériques », centre d'instruction antiguerrilla, creuset de tous les putschismes, où viennent se former aux méthodes nord-américaines les officiers de presque toutes les armées d'Amérique latine.

Le gouvernement panaméen oppose à ce fait colonial une révolution tranquille dont le film présente les aspects les plus marquants : réforme agraire, récupération des grandes propriétés abandonnées, aide à la production bananière, création de syndicats libres... Les images nous révèlent l'immense popularité du général Torrijos, dont les discours, assez mélo-dramatiques, sont de véritables événements de la vie publique, semblables à ceux que suscitent, à La Havane, les allocutions de Fidel Castro.

Les intellectuels, les artistes, soutiennent majoritairement cette politique de « dignification nationale ». J.-L. Berdot s'entretient notamment avec les cinéastes du très actif Grupo Experimental de Cine Universitario, dont le directeur, M. Pedro Rivero, commente quelques-uns des films militants réalisés pour dénoncer l'impérialisme nord-américain. Il constate, devant des images d'agression, d'occupation, la nécessité, pour l'Amérique latine, d'un cinéma anti-impérialiste dont ce film de Jean-Louis Berdot voudrait être, en Europe, une efficace illustration.

L. R.

\* Pour des projections-débats : *Un Peuple, un Canal*, réalisation : J.-L. Berdot, 16 millimètres, couleur, cinquante minutes. — Diffusion : Jean-Louis Berdot, 15, bd Saint-Germain, 75006 Paris. Tél. : 329-31-19.



(Suite de la page 7.)

- 1900 millions de dollars de crédits intérieurs, alors que le budget annuel de l'Etat est de 400 millions seulement.
- Plus de 500 millions de dollars d'investissements bancaires nets ;
- 80 % des opérations du Centre financier sont internationales ;
- 80 % des dépôts sont étrangers ;
- 75 % des banques sont étrangères ;
- N'ayant ni banque centrale, ni monnaie nationale, Panama est entièrement soumis à l'activité du Centre financier international.

Ce système a eu pour conséquences d'augmenter le taux d'inflation, d'accroître la dette extérieure, de favoriser une redistribution régressive du revenu national. En outre, 70 % du total des crédits sont allés aux activités commerciales et de services de Panama, au détriment des secteurs productifs : l'agriculture et l'industrie ne reçoivent respectivement que 8 % et 7 % de crédit bancaire.

Comment s'étonner que, à la suite des quelques lignes citées en exergue de cet article, la revue *The Banker* ait pu écrire :

« La présence, sur le sol de Panama, de ses un million sept cent mille habitants ou des conséquences financières pour les grands pays et pour les grandes banques. (...) Panama pourrait offrir beaucoup plus loin dans l'exploitation des ressources de sa position géographique, s'il pouvait développer la zone du canal un service de sa propre économie. A Panama, la plupart des hommes d'affaires étrangers sont arrivés à la conclusion que le canal est une impasse, sur la base du raisonnement suivant : l'avenir de Panama dépend de son fonctionnement en tant que centre de services de l'Amérique occidentale ; or la compagnie arctique et les Américains veulent à être éliminés de la zone du canal ou si Panama décidait de battre sa propre monnaie. Le gouvernement proteste bruyamment en

public mais, en réalité, il veut parvenir à un accord avec les Etats-Unis. L'étonnant essor de Panama, en tant que centre financier au cours des cinq dernières années, oblige à croire que c'est dans cette direction que se trouve son avenir. Il n'y a pas à Panama de contrôle des échanges. Aucune taxe n'y est imposée sur les bénéfices provenant de l'étranger ou retirés d'opérations financières. La seule monnaie du pays est le dollar. En réalité, Panama est un prolongement du système bancaire des Etats-Unis, avec tous les avantages de ce système, mais sans subir aucune des contraintes réglementaires qu'il comporte (sur le territoire des Etats-Unis). Mais l'économie panaméenne est loin d'être normale. Sur le plan financier, elle est, à plusieurs points de vue, une extension du système bancaire des Etats-Unis. Son déficit en compte courant (200 à 300 millions de dollars par an) peut être considéré comme une conséquence nécessaire du crédit bancaire accordé à Panama. Si les banques commerciales acceptent de prêter 1 milliard de dollars ou plus à des institutions publiques ou privées dans la République, il doit bien y avoir un déficit quelque part dans les comptes. Les comptes doivent être équilibrés. Renversons l'image clas-

### Recyclage et refuge

Le Centre financier de Panama permet d'assurer la transnationalisation du capital et de la production, le recyclage des capitaux flottants provenant des économies latino-américaines les plus dynamiques, une commercialisation rapide et efficace avec le concours des services de réassurance et du pavillon de complaisance — la spéculation internationale sur les devises et sur les titres, l'accueil des capitaux qui fuient des crises politico-économiques et cherchent un refuge, un mécanisme d'évasion fiscale pour les capitaux

siens, on peut dire que les banques créent le déficit (2).

Les opérations financières sont à 80 % des opérations internationales : en 1976, le montant des crédits destinés à l'étranger atteignait 8900 millions de dollars (des Etats-Unis, avec 2 milliards de dollars, l'Amérique du Sud, avec aussi 2 milliards, l'Amérique centrale, avec plus de 500 millions, sont les régions dont s'occupe le plus le centre financier de Panama). A cela viennent s'ajouter les cinquante mille « paper companies », enregistrées à Panama, les six cents sociétés internationales qui opèrent dans la zone libre de Colon, la flotte commerciale battant pavillon panaméen (la troisième du monde), le nouveau centre de réassurance dont la création vient d'être autorisée, la Latin American Redoubt Bank, organisme créé pour financer les exportations latino-américaines et, éventuellement, une Banque centrale de l'Amérique latine que SISLA (Système économique latino-américain) envisage de créer.

De ce tableau d'ensemble, se dégage une conclusion : Panama est devenu un canal financier et commercial dans un système plus complexe et plus subtil que celui qui est desservi par le vieux canal à écluses (3).

national, à court terme, affaibli la puissance des entreprises privées nationales et a miné le pouvoir de négociation du secteur public, qui est dans le pays son allié le plus important et le plus endetté ; avec la crise économique, il a restreint les crédits, aggravant ainsi la récession et affaiblissant de l'intérieur le gouvernement au moment le plus critique des négociations avec les Etats-Unis sur l'avenir de la zone du canal. A moyen terme (une dizaine d'années), le Centre financier réussira à imposer au pays un système de contrôles financiers qui rendra superflue l'intervention directe des Etats-Unis dans la gestion du canal et permettra ainsi à Washington de le restituer formellement à Panama. A plus long terme, les bases militaires américaines elles-mêmes pourraient être démantelées, assurant que la sécurité, la garantie de fonctionnement et le contrôle de la plate-forme économique panaméenne sont assurés par les moyens financiers, plus difficiles à détecter que tout moyen de contrôle direct.

Alors l'emblème colonial classique aura été remplacé par des choses vraiment modernes. Dans la phase d'internationalisation de la production et du capital, le Centre d'abaissement national continuera d'assurer les fonctions qu'assurait la zone du canal au début du siècle, pendant la phase de capitalisme monopoliste.

Les quatre enclaves de Panama sont à la base d'un projet global qui envisage l'avenir du pays jusqu'à la fin de ce siècle. Le sort des autres projets (culture, pêche, tourisme, industries agricoles, etc.) dépend entièrement de ces quatre axes. Ces quatre enclaves ont environ 70 % de l'activité économique totale, et 80 % des exportations et des sources de devises. Installées dans les secteurs les plus dynamiques, elles soumettent la bourgeoisie nationale aux intérêts internationaux ; plus encore, elles ont un « potentiel enclavé » et visent les travailleurs, réduisant ainsi leur

pouvoir de négociation et de lutte face à la bourgeoisie nationale et internationale.

Le prolétariat des compagnies bancaires, fort et combatif, se trouve à Chiriqui et à Bocas-del-Toro, coupé du reste de la classe ouvrière ;

— Les travailleurs de la zone du canal sont contrôlés par les syndicats nord-américains, et leurs salaires privilégiés les isolent du reste du prolétariat ;

— Dans la zone libre de Colon, comme dans toute zone libre, les syndicats sont presque inexistantes et ne possèdent que très peu de liens avec le reste du pays, en raison même de la structure de production et du régime légal propres à ce genre d'institutions ;

Le Centre financier ne permet pas à ses employés de former un syndicat, malgré les fortes pressions qui exercent dans ce sens depuis trois ans parmi le personnel des banques. Cette structure d'enclaves fait obstacle à toute perspective de solution nationale qui serait choisie par le peuple panaméen, à tout projet de développement social, économique et politique du pays.

XABIER GOROSTIAGA.

(2) Robin Fring, « Banking in the Land of Balboa », dans *The Banker*, octobre 1975. Cf. aussi « Orthodox Financial Centres », qui réunit dix-huit exposés présentés lors d'un séminaire organisé sur ce sujet par *The Financial Times* et *The Banker*, à Nassau, en novembre 1975.

(3) Le fondateur de la Banque d'Amérique, William Patterson, avait déjà prévu, en 1890, le rôle de Panama comme plate-forme de services : « Le commerce assumerait le commerce, et l'argent engendrerait l'argent, et les hommes d'affaires n'auraient plus besoin de travail pour leurs mains, mais plutôt de moyens pour leur travail. Ainsi, cette zone, cette île de l'univers, avec un peu d'administration raisonnable, fera de son propriétaire le dominateur des deux Océans et les arbitres du commerce mondial. » (Cité par *The Banker*, octobre 1975, page 1186.)

## Rivalités territoriales entre le Chili, le Pérou et la Bolivie

# BRUITS DE BOTTES DANS LA ZONE D'ARICA

« NOUS ne pouvons nous faire d'illusions sur le fait du respect de notre neutralité et de notre souveraineté quand il y a en jeu d'autres intérêts qui travaillent dans l'ombre. Le danger d'une guerre d'insulte, nous menace. » Cette déclaration du général Raúl Alvarado, commandant en chef de l'armée bolivienne le 30 décembre dernier, confirme ce besoin de clarifier le climat n'est pas à la détente dans la région andine. Et les achats massifs d'armements auxquels se livrent différents pays de la zone (Chili, Pérou, Equateur) contribuent à donner l'impression que des bruits de bottes sont perceptibles tout autour des frontières.

Un conflit pour un arpent de sable ? La cause immédiate de la tension paraît bien être le destin de la zone d'Arica, le port le plus septentrional du Chili, près de la frontière péruvienne, au cœur d'une mine de sel et de terre alcaline qui s'étire entre l'océan Pacifique et les premiers contreforts des Andes. Mais, à travers le problème d'Arica et de la sorte de la Bolivie sur la mer, c'est la question des relations entre le Chili et la Bolivie, en filigrane, l'évolution des rapports de forces sur le continent qui se trouvent sur le tapis.

Il s'agit d'un vieux litige, qui remonte à près d'un siècle, à l'époque où les riches généraux de l'armée de la côte pacifique attiraient les convoitises des compagnies européennes, habituées à en découdre par régimes latino-américains interposés. En 1879, les

troupes chiliennes défilèrent celles de la Bolivie et du Pérou coalisées. Le premier des deux alliés y perdit, au profit du Chili, ses provinces du littoral en deuxième lieu d'Arica. Un référendum devait, par la suite, déterminer le statut définitif de la zone. Il n'eut finalement jamais lieu. Au début de ce siècle, le Chili, la région en deux parties, comprenait autour de la ville de Tacna retourna au Pérou, dont elle constitue aujourd'hui le département le plus méridional. Les Chiliens, cependant, ne renoncèrent pas à leur revendication, moyennant l'octroi de quelques services dans la zone au profit du Pérou. Un traité, en 1929, scella définitivement le sort de la région. Un protocole complémentaire ajouta la demande du Chili, précisa qu'une éventuelle cession du territoire à un pays tiers dans la région de Tacna ou d'Arica requerrait un « accord préalable » entre Lima et Santiago. Le « pays tiers », de toute évidence, ne pouvait être que la Bolivie. La solution apparente du conflit contenait, en germe, un nouveau litige.

C'est que la question d'Arica continuait à susciter les passions. A Lima les sentiments irrédentistes vis-à-vis des « provinces perdues du sud », sorte d'Alcornoque-Lorraine de l'armée péruvienne restaient vivaces. A La Paz, on songeait à retrouver un accès à l'océan Pacifique à travers le territoire chilien. Diverses négociations avaient été menées entre les deux pays, mais dans les années 50, sans jamais aboutir au moindre résultat concret.

Ils savent que la construction d'un port au nord d'Arica est techniquement difficile, sinon à un coût exorbitant. Dans ces conditions, le but de Santiago est de demander au Pérou de faire bonne figure sur le plan international tout en se débarrassant de l'affaire sur le dos du gouvernement péruvien. Car ce dernier ne peut d'ailleurs pas accepter l'idée que la proposition chilienne reconnaît ainsi définitivement la perte d'Arica, alors que l'irréductible reste viable au sein de larges secteurs chiliens. Mais, il ne peut dire non sans contribuer pour autant à l'instauration d'un axe Chili-Bolivie-Brazil, idéologiquement homogène, aux accents

Par THIERRY MALINIAK

anti-péruviens, perspective que la diplomatie de Lima a toujours prudemment cherché à éviter. Le dilemme chilien est donc le suivant : si le Chili pressurise le gouvernement de Lima pour que ce dernier se sente obligé de répondre favorablement à la proposition chilienne, le Chili se voit reconnaître la perte d'Arica, alors que l'irréductible reste viable au sein de larges secteurs chiliens. Mais, il ne peut dire non sans contribuer pour autant à l'instauration d'un axe Chili-Bolivie-Brazil, idéologiquement homogène, aux accents anti-péruviens, perspective que la diplomatie de Lima a toujours prudemment cherché à éviter. Le dilemme chilien est donc le suivant : si le Chili pressurise le gouvernement de Lima pour que ce dernier se sente obligé de répondre favorablement à la proposition chilienne, le Chili se voit reconnaître la perte d'Arica, alors que l'irréductible reste viable au sein de larges secteurs chiliens. Mais, il ne peut dire non sans contribuer pour autant à l'instauration d'un axe Chili-Bolivie-Brazil, idéologiquement homogène, aux accents

### Washington et les nationalismes

TANDIS que la situation menace de devenir pour la zone andine le Pérou et le Chili depuis la fin novembre, est allée croissant. Elle se reflète dans la presse, étroitement contrôlée par le gouvernement dans les deux pays. Les journaux, qui s'étaient pendant des mois abstenus de tout commentaire critique, se sont lancés dans une vive campagne de ton polémique, chacun rejetant sur la partie adverse la responsabilité de l'impasse. Plusieurs déclarations officielles soulignent, de deux côtés, le « bon état » des relations entre les deux pays. Trois ministres de son gouvernement, tous militaires, présentent leur démission, aggravant l'instabilité politique à La Paz.

La tension n'est-elle que le fruit du choc de deux nationalismes opposés, dans une région dominée par les régimes militaires ? Si les considérations concordantes ont joué leur rôle, elles sont sans doute faibles. Ce n'est qu'à partir de l'arrivée au pouvoir de la junte chilienne, en septembre 1973, que les relations entre le Pérou et le

C'est à ce moment que les Péruviens font connaître leur réponse. Le 18 novembre ils remettent aux Chiliens un contre-projet, qui au corridor, mais à condition qu'il débouche sur une zone de « souveraineté partagée » entre les trois pays, qui se prolongerait jusqu'à l'entrée d'Arica. Les Chiliens, qui ont toujours des susceptibilités des militaires « durs », ont été pris en compte. La halle, cette fois, se trouve dans le camp chilien.

Mais comment le général Pinochet pourra-t-il faire accepter par ses officiers l'idée d'un corridor péruvien, même partielle, aux portes d'Arica ? De plus, en ne mentionnant pas le problème de la compensation territoriale, le Pérou renforce du même coup, en Bolivie, la position de la junte, qui y voit opposés, et qui rejettent pour autant la proposition chilienne.

Le Pérou, cette fois, a marqué des points. Les Chiliens en ont conscience et, un peu tard, répondent par un communiqué aux termes cassants : « La proposition (du Pérou) de compensation dans des matières relevant de l'écologie souveraineté nationale (le Chili) », affirme le texte, ajoutant que le gouvernement « refuse de la considérer ». Lima réplique que les Chiliens n'ont plus tard, affirmant qu'« il est difficile de répondre à une proposition qui n'a pas été acceptée, sans qu'il y ait eu dialogue préalable ». L'impasse est totale. Afin de la déboucler, le Pérou a acquis une certaine crédibilité, cédant à des pressions internes croissantes, demande au Chili de renoncer à toute compensation territoriale (le Chili) et de reconnaître l'idée d'une zone de « souveraineté partagée », mais, contrairement à l'attente, il ne demande pas l'ouverture de négociations entre les trois pays : aucune initiative concrète n'est proposée pour sortir de la dangereuse impasse.

Chili, très bonnes à l'époque d'Allende, se débattaient réellement. L'hostilité entre deux régimes militaires incarnant des modèles politiques aux antipodes, l'un de l'autre paraissait alors évidente. Et les campagnes de la presse chilienne contre le Pérou, accusé à tort et à travers de devenir une « base soviétique » dans la région, n'étaient pas faites pour détendre l'atmosphère.

De plus, le problème des relations avec le Chili ne permettait-il pas aux Etats-Unis, dont l'influence politique à Santiago n'est plus à souligner, de faire pression sur les militaires péruviens, coupables de donner aux autres armées du continent le « mauvais exemple » du nationalisme ? Empêché dans le problème de la sortie sur la mer, à se frotter, et dans un contentieux territorial, à se frotter nord, avec l'Equateur qui réclame depuis 1942 une portion de l'Amazonie péruvienne, confronté à sa frontière orientale, à la « concurrence idéologique » du modèle militaire du Brésil, avec qui les relations n'étaient pas des meilleures, le régime péruvien,

dans les derniers mois de la présidence du général Velasco, paraissait dans une peu enviable situation. D'autant plus que l'Argentine, par ses problèmes internes, n'était pas en mesure de faire contrepoids à l'influence du Brésil.

Le virage politique enregistré ces derniers mois à Lima pouvait certes modifier la situation. Mais est-il suffisant aux yeux des Etats-Unis ? Ceux-ci réclamaient l'établissement de



« règles du jeu » précises en matière économique et, sur le plan international, un « refroidissement » des relations du Pérou avec les pays socialistes. Le 23 novembre dernier, le *New York Times* publiait un article au ton violent antipéruvien, critiquant le projet de Lima de trente-cinq avions militaires et conseillant au futur président Carter de s'occuper « en priorité » du problème de la course aux armements dans la région andine. C'était rappeler que, aux Etats-Unis, nombreux sont ceux qui voient toujours sans la moindre sympathie les militaires péruviens.

C'est que, à travers le Pérou et le Chili, deux blocs s'affrontent en Amérique latine. D'un côté le « cône sud », où le Brésil a acquis un poids prépondérant, et qui a opté pour un système économique de libéralisme autoritaire, et un alignement diplomatique sur le département d'Etat. De l'autre côté, le Pérou andin qui, avec la sortie du Chili, pourrait avoir gagné en homogénéité politique ce qu'il a perdu en potentiel économique, cherche un second souffle, sous l'impulsion du Pérou et du Venezuela. Il incarne, dans une certaine mesure, une politique économique plus protectionniste et une diplomatie sensiblement plus autonome vis-à-vis de Washington, même si les élites nationalistes des débuts des années 70 ne semblent plus de mise dans la région.

Arica, aux confins du Chili, du Pérou et de la Bolivie, apparaît comme le principal point de contact — et de friction — entre ces deux blocs. N'est-il pas significatif que le président péruvien ait effectué en décembre un voyage dans plusieurs pays du Fcse andin, tandis que le Chili envoyait des observateurs à la réunion de l'Organisation des pays du bassin de la Le Plata à Brasilia ?

مكة أم الربيع





## Les progrès et les obstacles

Au cours du seul mois d'août, deux travailleurs immigrés ont été assassinés en France. Simples faits divers ? Il faut alors admettre que ceux-ci sont toujours les révélateurs d'un climat social et humain, lui-même produit à la fois de préjugés et du système qui, à des fins économiques, aménage les relations entre les hommes.

Les autorités ne l'ignorent pas, et c'est pourquoi, dès la formation de son premier gouvernement (8 juin 1974), le président de la République, fidèle

aux promesses qu'il avait faites durant sa campagne électorale, nommait un secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés. Le 9 octobre de la même année — et après le coup d'arrêt donné à l'immigration en juillet, — le conseil des ministres approuvait un plan de vingt-cinq mesures destinées à améliorer « les conditions de vie et de travail des immigrés sur tous les plans ».

Le plan gouvernemental s'est proposé trois objectifs principaux : assurer la formation professionnelle des travailleurs immigrés, développer la scolarisation de leurs enfants, sauvegarder les liens culturels avec le pays d'origine.

On ne pourrait que se féliciter de ces intentions si la réalité quotidienne, qui hésite à s'y conformer, ne poussait à s'interroger sur leur signification exacte.

Le rapport du VII<sup>e</sup> Plan ne prévoit, en effet, aucun dégageant de crédits supplémentaires pour financer les mesures annoncées, le nombre des expulsions augmente (trois mille cent soixante-quinze en 1975, quatre mille trois cent quatre-vingt-six en 1976), la violence raciste continue de faire des victimes, des travailleurs sont licenciés après deux heures de débrayage, les associations culturelles que fondent des immigrés se voient interdites en vertu du décret-loi antinazi de 1939.

Séquelles d'attitudes mal résorbées ? On voudrait l'espérer. Mais on peut craindre aussi que la politique d'immigration ne cherche à mieux encadrer et contrôler des étrangers qui, comme les conflits sociaux de ces dernières années le démontrent, n'acceptent plus d'être surexploités sans réagir.

« Un révélateur de notre capacité à bâtir une société juste et tolérante »

## Intérêts et devoirs du pays d'accueil

Par PAUL DHOUD \*

ENTRE 1955 et 1975, le nombre des étrangers installés en France triple presque et s'élève de 1 800 000 à près de 4 200 000 personnes. Le problème de l'immigration prend donc forme tout au long de la période euphorique de l'expansion, qui masque son ampleur et sa complexité.

La prise de conscience de cette nouvelle réalité, de l'importance du défi qu'elle pose à notre vie sociale, est tardive. En 1974, lors de la campagne pour les élections présidentielles, M. Valéry Giscard d'Estaing accorde une grande place à ce thème. Elu, il nomme au sein du gouvernement un secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés. Le 9 octobre 1974, les premiers éléments d'une politique d'ensemble sont mis en place.

Cette approche, qui vise à dépasser les mesures ponctuelles, fait de la condition des immigrés l'une des pièces du projet global de réforme du président de la République. Le 27 février 1975, lors de la visite des quartiers de Marseille où sont concentrés les immigrés, il déclare : « Ces travailleurs immigrés, faisant partie de notre communauté productive nationale, doivent avoir dans la société française, que je m'efforce d'organiser, une place qui soit à la fois digne, humaine et équitable. »

Trois données — économique, diplomatique et psychologique — imposent une approche nouvelle du problème.

An point de vue économique, le choix d'un nouveau type de croissance, plus équilibré et plus juste, impliquant la revalorisation du travail manuel, condamne la recours massif à une main-d'œuvre étrangère sous-payée et, en général, dépourvue de qualification. D'une part, les travailleurs nationaux sont appelés à revenir progressivement vers des emplois qu'ils avaient abandonnés aux immigrés. D'autre part, pour sur dix de ces derniers étant des ouvriers, la revalorisation du travail manuel favorise leur formation et leur promotion.

L'ère de l'immigration facile, anarchique, appartient au passé. La décision de suspension prise le 3 juillet 1974 par le gouvernement français marque bien cette rupture. Dans le domaine diplomatique, les pays d'immigration se montrent de plus en plus préoccupés du sort fait à leurs ressortissants en France, et leur opinion publique, par sa sensibilité souvent très vive sur ces difficultés, donne une importance politique à ce problème. Ne serait-ce que dans la perspective de la réinsertion d'une partie des immigrés, une concertation entre pays d'émigration et pays d'accueil constitue aujourd'hui l'un des fondements de toute politique authentique de l'immigration.

Au point de vue psychologique, les Français restent mal à l'aise en face de la question des immigrés. Soit ils préfèrent l'ignorer, soit ils se

réfugient dans les idées reçues et accusent de toutes sortes d'abus les étrangers. De leur côté, ceux-ci, conscients de n'être pas pleinement acceptés, souffrent d'un sentiment d'insécurité, tout en considérant néanmoins notre pays comme une seconde patrie.

Ces données soulignent la nécessité d'une prise de conscience politique. Le problème des immigrés, qui conditionne notre avenir pour de nombreuses années, constitue un remarquable révélateur de notre capacité à bâtir une société réellement juste et tolérante.

La perception du problème des immigrés a été longtemps déformée. Et la nouvelle politique mise en œuvre cherche avant tout à être exacte et sincère.

Tout d'abord le problème des immigrés, au lieu d'être abordé dans sa spécificité, a été mis en avant dans des buts qui en fait méconnaissent la réalité de l'immigration. Les extrémismes ont fait de l'immigré soit la cause de tous nos maux, soit le prophète de la révolution. Ces discours, ces images, gênent la reconnaissance de ce qu'est l'immigré.

Celui-ci se définit par sa situation, c'est-à-dire son appartenance à deux pays ; il vient en France pour travailler et gagner sa vie et ne demande qu'à avoir une existence décente et tranquille. La prise en compte de ces évidences, le respect de la liberté, notamment culturelle, de l'immigré constituent le préalable de toute action authentique dans sa direction.

Une autre déformation est plus grave : trop souvent, les immigrés sont perçus comme une masse indifférenciée, résignée, soumise à sa

ministère et à son isolement comme à de nouvelles fatalités. Or les immigrés forment un ensemble divers et subissent une profonde érosion.

Cette complexité apparaît dans la composition humaine de cette population : aux deux millions de travailleurs s'ajoutent près d'un million de femmes et un million d'enfants et d'adolescents. Pris de neuf cent mille familles ayant une mère ou un père étranger vivent en France. Ces ordres de grandeur rappellent qu'il existe désormais chez les immigrés l'aspiration à une vie sociale complète.

### Trois fonctions fondamentales

La multiplicité, la variété des situations concourent, orientant à la fois la prudence et l'imaginaire, le goût des expériences et la réflexion dans une perspective à long terme. Car tout enseigne que les efforts entrepris porteront leurs fruits peu à peu, et à la condition d'être poursuivis sur une longue période.

Trois questions dominent l'avenir : le retour de certains immigrés dans leur pays ; la place des enfants d'immigrés dans la société française et, enfin, notre propre capacité à assumer cette réalité nouvelle.

Tant en raison des difficultés d'emploi que connaît la France pour le développement des pays d'émigration, le retour chez eux de certains immigrés peut et doit être organisé.

Ce retour ne peut qu'être librement décidé par l'immigré lui-même. Une politique de contrainte ne conduirait qu'à encourager la clandestinité et à faire naître dans la population étrangère une extrême inquiétude.

Le retour suppose, en outre, la concertation et la coopération entre le pays d'accueil et le pays de retour, car il réclame une minutieuse préparation. L'immigré doit avoir été mis en mesure de préserver des liens, en particulier culturels, avec sa terre natale. L'Office national pour la promotion culturelle des immigrés a été institué pour organiser des échanges et des contacts dans ce sens.

Enfin le retour doit se traduire par une réinsertion et implique pour celui qui revient la certitude d'obtenir un logement et un emploi. Ainsi doivent, sans cesse se rejoindre, s'harmoniser, le projet personnel de l'immigré et les objectifs de développement.

Il y a là l'occasion d'une nouvelle forme de dialogue entre pays riches

et pays pauvres, d'une réflexion sur l'orientation des investissements en fonction des mouvements des hommes — mutations qui ne prendront forme que dans un climat de confiance réciproque.

Les enfants d'immigrés, qui sont près d'un million en France, posent des questions délicates : à quelle culture appartiennent-ils ? Quelle est leur identité ? Ont-ils une chance d'être pleinement accueillis ? Leur déracinement est brutal et entraîne souvent l'échec scolaire et la tentation de la délinquance.

Pour ces enfants, la liberté est un apprentissage dur, presque impossible : il leur faut à la fois apprendre tout ce dont ils ont besoin pour vivre en France et demeurer liés à la culture de leurs parents. Ces enfants, par l'école, par la télévision, sont, qu'on le veuille ou non, français ; et pourtant, ils sont attirés vers cette patrie où, en général, ils ne sont jamais allés, et sur laquelle ils ont parfois reporté tous leurs rêves.

La société française doit donner un rôle à ces enfants, car les refuseront d'être laissés de côté. Les abandonner ne ferait que remettre à nos propres enfants le soin de résoudre ce problème, que la démographie rendra plus pressant chaque année. Il faut inventer et développer les formules permettant aux jeunes immigrés et aux jeunes Français de vivre en commun spontanément, aussi bien dans le travail que dans les loisirs et le sport.

Tout dépend, en dernière analyse, de nous-mêmes, de notre aptitude à admettre que ce problème fait partie de nous-mêmes. Cette ouverture suppose sans doute une révolution de la vie quotidienne, une remise en cause d'une indifférence qui est trop aisément acceptée comme un phénomène irrésistible, inéluctable.

Dans ce domaine, l'action n'est efficace que si elle est décentralisée. Ainsi, les programmes d'action à moyen terme en faveur des immigrés

associent l'Etat et les collectivités locales : une dizaine sont déjà signés.

De multiples changements peuvent être apportés, qu'il s'agisse des contacts de l'immigré avec l'administration, de l'organisation de fêtes rapprochant les communautés ou de stages touchant certains personnels spécialisés. Il y a là tout un champ de la vie sociale à explorer et à aménager.

Le phénomène de l'immigration dans les sociétés occidentales peut conduire à des modifications essentielles.

Tout d'abord, l'immigration contraint ces sociétés à réexaminer la vision qu'elles ont d'elles-mêmes et à s'interroger sur l'application qu'elles font de leurs idéaux de justice. Il est clair que la présence des immigrés n'a rien de temporaire. Au contraire, la très grande majorité d'entre eux ne conçoivent leur destin que dans nos sociétés. Et notre respect de la liberté nous contraint à leur apporter une réponse positive.

En outre, dans la vie internationale, l'immigration doit contribuer à la naissance de nouveaux rapports entre le monde développé et le monde en voie de développement. La formation des hommes comme instrument de coopération, le développement des échanges culturels dans un but de compréhension des différences, constituent des voies de rapprochement parmi d'autres.

Nos préjugés veulent que l'homme n'ait qu'une civilisation, qu'une culture. L'immigration nous apprend que, dans certaines situations, ce même homme ne peut être lui-même et évoluer que s'il s'appuie sur deux ou plusieurs cultures. Peut-être ce fait contient-il les germes d'un nouvel humanisme, plus concret, plus chaleureux.

### Lire page 10 à 13 :

P. 10-11. — Formation professionnelle ou encadrement tous azimuts ? André Jeanson. — Quel avenir pour les jeunes immigrés ? Gilles Verbeut. — Logique du capitalisme et promotion humaine : le double langage, André Legoux.

P. 12-13. — Pour guérir les migrants, soigner la migration, Dr Robert de Montvallon. — Les objectifs de l'Office de promotion culturelle, Stéphane Hessel. — Insécurité et racisme de crise, Albert Levy.

\* Secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, ancien secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés dans le premier gouvernement constitué par M. Raymond Barre.



### Subventions insuffisantes tracasseries administratives et contrôle politique

« **P**OUR nous, travailleurs étrangers, nous disons que l'alphabetisation en français et dans notre langue et la formation professionnelle ne forment qu'un tout, qui est le droit à l'éducation. Or en France, seules quatre-vingt mille places existent pour l'alphabetisation, quelques milliers pour la formation professionnelle, alors que nous sommes plus d'un million à revendiquer cette formation. »

Cette citation est extraite de la « Première déclaration des organisations de travailleurs immigrés sur l'alphabetisation, la formation professionnelle et l'expression culturelle », signée le 12 janvier 1976 par onze organisations de travailleurs immigrés.

« Il faut doubler les effectifs de travailleurs immigrés concernés par les actions de formation dans un délai de trois ans », proclamait le secrétaire d'Etat aux immigrés le 11 février 1975. Le 8 septembre de la même année, il affirmait : « D'ici moins de dix ans, l'alphabetisation ou une autre forme de formation doit être assurée à tous les travailleurs étrangers » ; enfin, M. Dijoud précisait, le 11 avril 1976, que son objectif était de doubler chaque année l'effort entrepris, et cela à partir de 1976. Aujourd'hui, M. Dijoud a cédé le place à M. Stoléru, qui affirme situer son action dans la ligne de son prédécesseur.

Admirable similitude de langage entre gouvernements et immigrés ! Mais où en est-on en 1977 ? D'abord, il convient de souligner que ce n'est pas dans une instance officielle que les immigrés ont pu tenir les propos que nous avons rapportés : les immigrés, en effet, sont absents de tous les lieux où se décide leur formation.

Ensuite, en ce qui concerne les réalisations, nous sommes très loin des engagements officiels. En 1975 : soixante-douze mille cinq cents places en alphabetisation ; en 1976 : quatre-vingt mille (chiffres donnés par M. Dijoud à la commission parlementaire). Comment, à ce rythme, espérer un doublement en trois ans ? Mille cinq cents réalisations de « formation en vue du retour » étaient annoncées : une centaine environ ont été réalisées. Tous les résultats de 1976 sont à l'échec. Tout ce que l'on peut attendre pour 1977, c'est que le bien ne soit pas encore plus décevant.

En vérité, et quelles que soient les intentions officielles, aucun effort d'importance n'a été consenti. Certes, quelques organismes de formation — très soigneusement sélectionnés — ont vu augmenter leurs subventions, mais, dans la plupart des cas, la « nouvelle » politique d'immigration s'est traduite par la multiplication des tracasseries administratives, sans pour autant mettre fin à des situations profondément scandaleuses, comme celle que signale la C.F.D.T. : les demandes des établissements scolaires pour la formation des migrants d'élevaient à 27 millions pour 1977, le Fonds d'action sociale (F.A.S.) a fixé cette subvention à 5,8 millions

— cinq fois moins que le nécessaire. On ne répète jamais assez que, si l'on veut vraiment la promotion des migrants, c'est sur leur temps de travail qu'il faut leur offrir la possibilité de se former. Nous en sommes loin. Aussi n'est-il pas étonnant que, dans la majorité des cas, c'est en cours du soir, après une journée de travail harassante et en prenant sur leur temps de repos — donc dans les conditions les plus mauvaises — que les travailleurs immigrés peuvent acquiescer les connaissances dont ils ont besoin. Encore faut-il préciser que cette for-

LES critiques ne manquent pas à leur endroit. On observe que, reposant sur la bonne volonté de moniteurs pas toujours suffisamment assidue et compétente, leur action n'échappe pas à une mobilité excessive qui nuit à l'efficacité du travail. Par contre, la plupart du temps, l'alphabetisation bénévole est le seul lieu où les immigrés, hommes et femmes, peuvent acquiescer le savoir qu'ils attendent dans un climat de sympathie vraie.

Au surplus, leur capacité d'initiative et d'innovation, les expériences pédagogiques originales et variées qu'elles offrent aux migrants et qui relèvent d'une conception souvent très riche de la formation, sont des atouts dont elles sont justement fières.

Ce développement d'un large secteur associatif sur le terrain de la formation des migrants d'explication, à l'évidence, par le fait que les pouvoirs publics ont longtemps ignoré leurs responsabilités à l'endroit d'une main-d'œuvre considérable, au moins jusqu'à ces derniers temps, comme indispensable à la vie de notre économie. C'est donc à bon droit que les associations se sont tournées vers l'Etat pour lui demander un minimum de soutien financier. Pendant toute une période, l'Etat a répondu à cet appel par un saupoudrage de crédits qui ne donnait à personne suffisamment de moyens pour faire face réellement aux besoins et encourageait une prolifération anarchique des initiatives privées.

Toutefois, à ces initiatives privées, plus ou moins officielles, sont venues s'ajouter un certain nombre d'interventions de nature publique. En particulier, d'une part l'action de l'éducation nationale par le moyen, notamment, des délégations académiques à la formation continue, d'autre part l'Amicale (ou Association) pour l'enseignement des étrangers, qui sera, un temps, le pivot central de la politique gouvernementale en matière de formation des migrants.

Une telle dispersion des efforts, qui entraîne des résultats dérisoires par rapport aux besoins, est parfaitement inacceptable. Aussi, était-il bon en soi que l'Etat, prenant progressivement conscience de ses devoirs, intervienne pour tenter de mettre un peu d'ordre

Par ANDRÉ JEANSON \*

maison est le fait, une fois sur deux, d'associations militantes, qui s'efforcent de suppléer aux carences des pouvoirs publics. Assez peu présentes au niveau des cours dans les entreprises, où elles sont facilement suspectées par le patronat et concurrencées par les « marchands de formation », ces associations détiennent, plus dédaignant leurs activités en cours du soir, d'autant que cela correspond davantage aux possibilités de leurs formateurs, presque toujours bénévoles.

Contraintes, ambiguïtés, incohérences dans le fait, une fois sur deux, d'associations militantes, qui s'efforcent de suppléer aux carences des pouvoirs publics. Assez peu présentes au niveau des cours dans les entreprises, où elles sont facilement suspectées par le patronat et concurrencées par les « marchands de formation », ces associations détiennent, plus dédaignant leurs activités en cours du soir, d'autant que cela correspond davantage aux possibilités de leurs formateurs, presque toujours bénévoles.

Plus grave encore, les associations sont prisonnières et victimes des errements en usage dans l'administration, en matière de financement par exemple. Un cas entre mille : pour assurer son fonctionnement en 1976, Accueil et promotion déposait son dossier le 1<sup>er</sup> décembre 1976, la notification du montant de sa subvention lui est faite le 26 octobre 1976 ; entre temps, deux acomptes lui ont été accordés, mais cela n'enlève rien aux embarras de trésorerie auxquelles est condamnée l'association. Aérobie, terriblement onéreuse, puisqu'elle consiste à faire opérer aux évènements bancaires, qui coûtent très cher.

Ambiguïtés ? Le conseil d'administration du FAS, dispensateur des fonds, est composé de telle manière qu'il n'a pas le pouvoir de contrôler sérieusement les choix officiels (les centrales syndicales y sont présentes, mais en position minoritaire). Le gouvernement est donc maître du financement des associations et, du coup, dispose sur elles d'un droit de veto — et qui pourrait affirmer qu'il n'y eût jamais — de pousser son contrôle au-delà du contenu administratif ou pédagogique de l'action des associations, jusqu'aux orientations idéologiques et politiques qu'il y a certaines ou moins, inspirant leur action.

Il y a mille et une façons de faire comprendre la nécessité d'une sage direction à une association qui prétend porter un jugement d'ensemble sur la politique d'immigration, qui dénonce « l'absence de la CLAP (Comité de liaison pour l'alphabetisation et la promotion) ».

Président du CLAP (Comité de liaison pour l'alphabetisation et la promotion).

les quatre mille et quelques expulsions prononcées par son ministère contre des étrangers ou cours de l'année 1976.

Plus fréquemment encore, et plus sournoisement, devant la montée du chômage, la présence des étrangers en France est présentée comme une entrave à l'emploi des Français. Il n'y a guère, M. Chirac, alors premier ministre, lorsqu'il tombait cette petite phrase, n'implément orchestrée par les moyens d'information et que les travailleurs n'ont pas oubliée : « Un pays où il y a un million de chômeurs et deux millions de travailleurs immigrés, n'est pas un pays où le problème de l'emploi est insoluble. » Et c'est alors que les médias les plus autorisés ne cessent de s'inscrire en faux contre cette idée simpliste (1).

Sur ce versant du discours, les réalités de la politique d'immigration ont sans doute été notées à être claires : la justice quotidienne des mécanismes implémentables. D'abord, bien sûr, le chômage, qui semble bien frapper les immigrés encore plus durement que les Français, parce qu'ils ont habituellement moins de défense en face des licenciements.

Et puis les expulsions arbitraires, les refoulements en masse de migrants de travailleurs résidents en France depuis plusieurs années sans avoir su ou pu régulariser leur situation, ou de travailleurs mis en situation irrégulière à la suite d'une perte d'emploi, d'un accident, d'une maladie ; les internements administratifs dans le prétendu « centre d'hébergement » duquel d'Arenç à Marseille, qui ressemble fort à une prison clandestine (2) ; les pratiques policières douteuses dans certains commissariats, le « chantage aux facilités » dans le métro sous prétexte de contrôle de sécurité ; l'impunité des crimes nombreux commis contre des étrangers, notamment algériens.

Et, plus récemment, la tentative de mise en place des associations étrangères au nom d'un décret-loi de circonstance promulgué en 1939 (antifascisme dans son esprit, le décret-loi du 12 avril 1939 fut en fait utilisé contre le parti communiste et les organisations de gauche). Tout cela, les étrangers en France le savent, le vivent.

Alors, si le gouvernement adopte une attitude si complexe et apparemment contradictoire, qui doit-on croire ? Comment déchiffrer ce double langage ? Pour le moins, cela signifie que le pouvoir en place s'a pas réellement le volonté de résoudre les problèmes évoqués et qu'il ne prend pas en compte la politique que son ancien secrétaire d'Etat voulait mener.

\* Jémitis, responsable du secteur migrant de la CIMADE (Service ecclésiastique d'entraide), président du GISTI (Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés).

## Formation professionnelle ou encadrement tous azimuts ?

certains pratiques policières et qui soulignent que vouloir réellement l'égalité des chances, c'est reconnaître aux migrants le droit de contestation et de participation aux luttes populaires.

Incohérences ? Nous y sommes. Depuis quelques années, la volonté souvent exprimée par le gouvernement de reprendre en main l'immigration se traduit par un processus, très adroitement conduit, d'encadrement des migrants dans tous les aspects de leur vie.

La mise en place d'un réseau d'accueil, d'information et d'orientation, le lancement d'un office de promotion culturelle, le choix de l'A.E.E. (Association pour l'enseignement des étrangers, directement contrôlée par le ministère du travail) comme support administratif, technique et financier du plan de formation — toutes ces mesures relèvent d'une politique qui se propose de créer un service public monopolistique, chargé d'encadrer les actions de toute nature concernant les migrants.

Mais, depuis quelques mois, les perspectives, semble-t-il, sont sensiblement modifiées. En raison de la crise de l'emploi, on serait heureux si les travailleurs immigrés regagnaient en masse leurs pays d'origine, sous prétexte de laisser leurs places aux nationaux en chômage. Dès lors, si l'instrument créé pour piloter l'ensemble du secteur de la formation des migrants, l'A.E.E., vient à connaître des difficultés de fonctionnement, il n'est pas très grave de l'envoyer à la ferraille, ce qui est en train de se faire.

Feut-il de ce changement d'attitude, conclure que les pouvoirs, revenant à leurs errements antérieurs, cherchent à se débarrasser de leurs responsabilités en matière de formation

des migrants ? La question peut se poser. Cependant, dans le même temps, le projet d'un service public encadrant parietement les actions de toute nature relevant de la formation des migrants continue à hanter maints esprits dans les cercles de l'administration.

C'est, d'ailleurs, autour de ce thème d'un « service public pour la formation des migrants » que se sont déroulés et se déroulent encore les discussions entre les pouvoirs publics et les organismes et associations de formation. Pour ce qui les concerne, les associations ne prétendent pas être la solution aux problèmes de formation des migrants : la concertation entre elles, d'une part, entre elles et les pouvoirs publics de l'autre, l'action d'initiation, de coordination et de contrôle de l'Etat, tout cela est indispensable, car ce sont bien les responsabilités de la collectivité nationale qui sont en cause, et il appartient aux pouvoirs publics d'y faire face. Nous l'admettons parfaitement, nous sommes prêts à faire en sorte que ce dialogue entre dans une phase décisive. Plusieurs conditions sont cependant nécessaires.

D'abord, il est évident que les récentes mesures gouvernementales concernant les immigrés, et qui tendent, malgré les dénégations officielles, à faire des travailleurs migrants les principales victimes et, pourquoi pas ? les responsables de la crise de l'emploi, viennent empoisonner le climat nécessaire au rapprochement des points de vue. En outre, des problèmes,

(1) Rappelons qu'il ne s'agit pas de fonds publics : les ressources du FAS proviennent des retenues faites sur les prestations dues aux travailleurs migrants.

### CE QUI EXISTE

« Une estimation faite en 1975, par le F.A.S., sur le nombre d'immigrés en formation, donnait les résultats suivants :

- Formation générale à dominante linguistique (alphabetisation) : 12 000 stagiaires environ ;
- Adaptation (au poste de travail, à la vie sociale) : 5 000 ;
- Préparation (préparation à l'entrée en F.P.A.) : 10 000 ;
- Formation professionnelle (F.P.A. et stages conventionnés au titre de la loi de juillet 1971) : 6 000.

Environ un million de travailleurs immigrés sont alphabétisés. Quatre types d'organismes s'occupent de formation/alphabetisation :

1. Le secteur public : c'est-à-dire l'éducation nationale par l'intermédiaire des DAFCO (Délégations académiques à la formation continue) et, bien sûr, par les services du F.A.S. lui-même. Le contact entre tous ces rouages, qui fonctionnent parfois de manière concurrentielle, est loin d'être assuré. Les circuits administratifs s'embrouillent.
2. Un secteur para-public : il s'agit d'associations privées ayant obtenu des conventions avec le ministère du travail et/ou celui de l'éducation. Ainsi l'A.E.E. (Asso-

ciation pour l'enseignement des étrangers) qui est l'organisme d'alphabetisation le plus important en France, avec environ mille trois cents formateurs salariés. L'A.E.E. déclare toucher trente-cinq mille francs par an. Cette association, u coman en 1976 un important conflit entre les salariés et la direction (cf. la brochure de la section C.F.D.T. de l'A.E.E. : A qui profite la formation des immigrés ?).

3. Un secteur privé qui comporte des organismes « vendant de la formation » aux entreprises, d'après la loi de juillet 1971. Par exemple : l'IRAP, l'EFER. Certains d'entre eux se « déguisent » en associations à but non lucratif (loi de 1901).

4. Un secteur associatif : on entend par-là les associations à but réellement non lucratif. La plupart d'entre elles fonctionnent avec des bénévoles bénévoles et quelques permanents. Actuellement, elles assurent — et de loin — la majorité des cours d'alphabetisation. Le rapport de ces associations coordonnées leurs actions en vertu de la CLAP (Comité de liaison pour l'alphabetisation et la promotion).

### Logique du capitalisme et promotion humaine

## LE DOUBLE LANGAGE

Par ANDRÉ LEGOUY \*

« **C'**EST beau, c'est grand, c'est généreux, la France ! » Tel est le refrain auquel nous sommes conviés chaque fois que les hommes du pouvoir viennent à présenter, définir ou justifier la politique d'immigration de notre pays.

« La France est le seul pays qui a créé un secrétariat d'Etat pour les travailleurs immigrés », proclame M. Giscard d'Estaing devant les Français qui l'interrogent au cours d'une émission des « Dossiers de l'Ecran ». « Quel est le pays qui fait pour ses « hôtes » tout ce que nous faisons pour les nôtres », repréent M. Dijoud, alors secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés, se laissant toute occasion d'en appeler à la compréhension, à la fraternité, à l'amitié des populations françaises à l'égard de ceux qui apportent si courageusement leur contribution à l'édification de notre société. Et le secrétariat d'Etat n'a disposé dans le second gouvernement Barre.

Mais, dans le même temps, le même gouvernement, par la bouche d'autres témoins, tenait un langage singulièrement discordant. On ne compte plus les interventions tracassantes de M. Pompidou, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, tendant à faire apparaître la présence des étrangers en France comme une menace permanente pour la sécurité des Français, justifient ses méthodes répressives par la nécessité de protéger les populations, brandissant comme un trophée

\* Jémitis, responsable du secteur migrant de la CIMADE (Service ecclésiastique d'entraide), président du GISTI (Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés).

Pour preuve, le seul fait que le rapport du VII<sup>e</sup> Plan se parle pratiquement pas des travailleurs immigrés (3). Malgré l'avis favorable de la commission sociale, le gouvernement a refusé d'y inscrire les actions prioritaires alors recommandées par le secrétariat d'Etat aux travailleurs immigrés. Il est clair qu'en période électorale — et nous y sommes pour un bout de temps — le gouvernement estime qu'il a d'autres chats à fouetter que de s'attaquer à des problèmes concernant des gens qui ne sont même pas électeurs.

### Une ségrégation renforcée

LE secrétariat d'Etat paraissait d'ailleurs se satisfaire des maigres ressources dont il disposait (4 % d'augmentation seulement en 1977, soit une nouvelle diminution en francs constants), se contentant de rappeler que la majeure partie d'entre elles, distribuée par le Fonds d'action sociale (F.A.S.), provient des immigrés eux-mêmes (part des allocations familiales qui n'a pas été versée aux familles résidentes au pays) (4).

En conséquence, les problèmes d'immigration n'étant pas réellement intégrés à l'ensemble des problèmes d'emploi, de logement, d'éducation, de formation et de conditions de vie de la population française, la « politique d'immigration » est restée limitée et équivoque.

Premièrement, elle se peut s'exercer qu'au moyen de structures parallèles, lesquelles, loin de réduire la ségrégation des immigrés, en font que la renforcer ; et, loin de simplifier l'appareil administratif déjà si complexe pour le Français moyen, ne parvenant qu'à l'agrandir.

Le « Réseau national d'accueil », par exemple, qui fut progressivement constitué de brie et de bric et qui, même si en certains lieux il rend d'incontestables services, ou peut le plupart du temps qu'informe, orienter et renvoyer les usagers devant les services compétents (aide sociale et sociale, allocations familiales, sécurité sociale, caisses de retraite) qui, eux, ne sont pas convenablement outillés, n'ont pas d'interprètes et n'ont pas été formés à accorder aux étrangers le même intérêt qu'aux Français.

Ainsi assiste-t-on à une prolifération de commissions, de comités, d'organismes divers et à la création d'un Office national pour la promotion culturelle des immigrés, dont l'ambition va même à promouvoir la pratique du sport et de la religion. Ces divers orga-

nismes — la plupart purement consultatifs — proposent aux partenaires sociaux et aux multiples associations privées qui, depuis des années, travaillent au service des immigrés une « concertation » théoriquement destinée à regrouper et à harmoniser les forces en présence.

C'est qu'en effet ils sont obligés, pour ne pas tourner à vide, de chercher une base solide aux associations existantes et de faire appel à leur personnel. En fait, le « concertation » s'y révèle fictive (pour cette raison, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont déjà quitté les « comités consultatifs départementaux » et le toutou est grande d'utiliser ses structures un moins nutant pour encadrer et contrôler que pour rassembler et promouvoir. Les associations qui, néanmoins — et souvent pour des raisons de survie — se sont montrées disposées à entrer dans le jeu ont quelquefois du mal à s'y retrouver.

Quand, par exemple, elles doivent obtenir une subvention du FAS pour leurs activités, leur demande doit en principe passer à la fois ou tout à tour par une commission départementale, par la préfecture du région, par l'Office de promotion culturelle ou une commission nationale du même genre, par le Direction de la population et des migrations et, bien sûr, par les services du FAS lui-même. Le contact entre tous ces rouages, qui fonctionnent parfois de manière concurrentielle, est loin d'être assuré. Les circuits administratifs s'embrouillent.

En second lieu, l'action du secrétariat d'Etat, parce qu'elle était marginale et dotée de moyens insuffisants, était incapable de répondre aux besoins qu'elle prétendait satisfaire, tout en donnant paradoxalement la

(1) Cf. par exemple l'étude prioritaire R.C.B. sur « Les travailleurs immigrés dans l'économie française ». Bulletin de l'économie des entreprises, octobre-décembre 1976, page 10.

(2) A la suite de plaintes en séquestration, l'affaire est actuellement devant la Cour de cassation pour désignation d'un magistrat instructeur.

(3) En tout et pour tout, quatre lignes qui expriment un vœu pieux : « Les immigrés contribuent largement au développement de notre économie ; pourtant, leur situation reste très souvent déshéritée ; les actions d'alphabetisation, de formation, de logement qui les concernent sont amplifiées ; leurs lieux avec leurs subventions d'origine seront davantage préservés. »

(4) Sur le financement du F.A.S., cf. le rapport de la commission culturelle sur le projet de loi des finances pour 1971, page 57, qui conclut à un avantage positif pour les finances publiques.

Cf. aussi l'important article de J. Benoit dans le Monde du 26 octobre 1976.

مكتبة الشرف



exploités, qui n'ont jamais été révoqués, restent lourdement dans la balance. Il ne serait pas inutile, par exemple, que le pouvoir se décide à reconnaître aux migrants, sans restriction, le droit d'association et d'expression et contraindre les policiers à renoncer à certaines habitudes.

Si ce climat difficile peut être suffisamment assaini, alors il conviendrait que l'innovation soit audacieusement sollicitée, car il ne s'agit pas pour nous d'accepter un service public du type de ceux que nous connaissons aujourd'hui, et qui sont pratiquement des administrations classiques, rougées d'un Etat jacobin et centralisé.

Le service public que nous attendons devra être à la fois pluraliste et décentralisé. Pluraliste, parce que consacrant la diversité des arguments qui concourent à la formation des immigrés. Il serait animé par un « conseil » réunissant pouvoirs publics, organismes

para-publics, associations d'éducation populaire, centrales syndicales, représentants des immigrés; décentralisé, selon le même mode de gestion, au niveau régional et local, afin d'être en prise directe avec les actions sur le terrain.

Ces perspectives n'effraient pas, affirme-t-il, l'actuel secrétaire d'Etat chargé de ces problèmes. Acceptons-en l'esquisse, mais sous bénéfice d'inventaire, d'autant que le démantèlement des propositions ne saurait être arrêté à mi-course: elle va jusqu'à la remise en cause du système de financement des activités de formation des migrants, c'est-à-dire du FAS, comme de l'ancien système de financement des centres de formation des adultes. Le problème de la budgétisation des centres dédiés à ce type de formation sera inévitablement posé.

Le pouvoir est-il disposé à aller jusque-là?

ANDRÉ JEANSON.

Un million d'enfants et d'adolescents, plus 80 000 naissances par an

QUE deviennent les enfants des travailleurs immigrés? Ils sont neuf cent cinquante mille de moins de seize ans, sans compter cinquante mille enfants de harkis, cinquante mille de souche vietnamienne, soixante mille originaires des DOM-TOM, quarante mille qui ont des parents récemment naturalisés (1). Tous les ans, il en naît quatre-vingt mille en France.

Cela représente 8 % de la population scolaire, très inégalement répartie: académie de Paris 17,2 %, de Créteil 14,2 %, de Lyon 14 %, de Rennes 9,8 % et de Caen 1 %. Trois cents classes sont étrangères pour plus de la moitié, et dans la banlieue de Paris, de Lyon ou de Marseille, on trouve des classes surpeuplées où les enfants français se comptent sur les doigts d'une main.

Les échecs sont nombreux, sur le plan tant scolaire que social. Selon une enquête faite en 1970 par l'O.C.D.E., mais que l'expérience confirme encore, 20 % des enfants d'immigrés quittent le primaire sans savoir lire. Quelques réussites spectaculaires ne doivent pas masquer que le second cycle long de l'enseignement public n'accueillait en 1976 que 2,2 % d'enfants étrangers (ce qui ne veut pas dire de parents ouvriers), tandis qu'ils représentaient 12,5 % des élèves des collèges d'enseignement technique (2).

Au niveau de la qualification professionnelle, les enfants immigrés emboîtent pas de leurs parents: « 46 % des pères étrangers sont manœuvres, 32 % des fils le deviennent; 28 % des pères sont ouvriers spécialisés, 42 % des fils le deviennent; 26 % des pères sont ouvriers qualifiés, 26 % également des fils le deviennent » (3).

Inconsciemment ou délibérément, la société française attribue au milieu immigré un rôle dans la production, sans place équivalente dans la vie sociale. Les immigrés sont de plus en plus rebelles à cette situation. Ils revendiquent le droit à l'existence selon les voies connues de l'organisation militaire ou du comportement déviant (apathie ou

agressivité), qui est une source de tensions avec la population française.

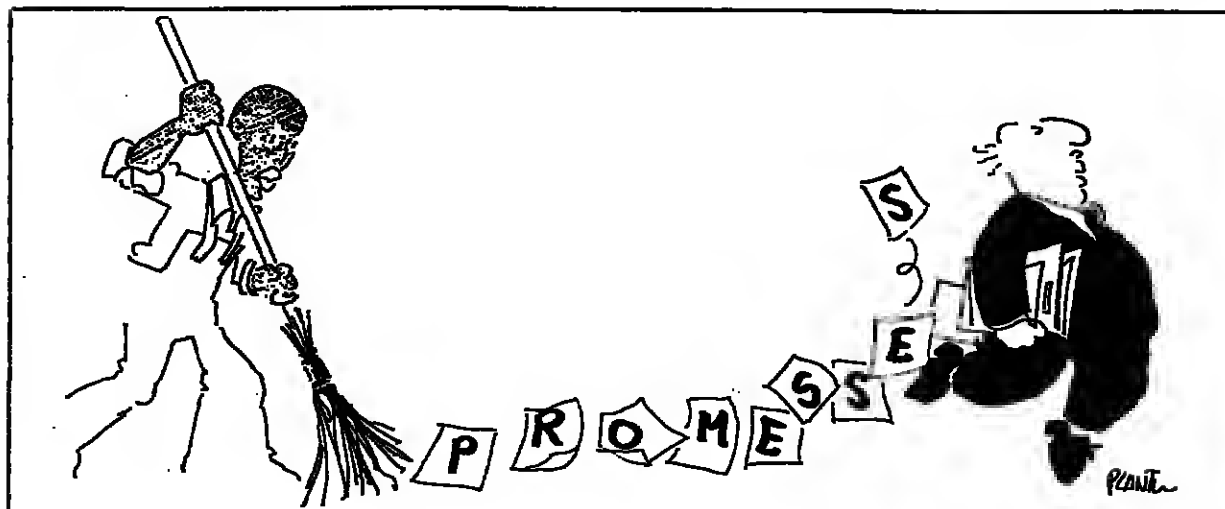
Au niveau des jeunes, cela se manifeste par les échecs scolaires et le peu de motivation qu'ils ont pour continuer dans la voie de leurs parents. Le problème dépasse donc celui de la scolarisation, et peut se formuler ainsi: quel est le rôle que la société impartit à la deuxième génération des immigrés, quelles solutions les pouvoirs publics proposent-ils?

Un livre de M. Paul Dijoud, alors secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, intitulé *La Nouvelle politique de l'immigration*, ouvre de nombreuses perspectives: mais que peuvent devenir les bons sentiments dans le carcan des impératifs économiques?

Le livre de M. Dijoud affirme: « Le taux élevé de la natalité chez les immigrés, leur jeunesse, sont essentiels dans notre pays, où le nombre des naissances tend à nouveau à diminuer. L'immigration de travailleurs est arrêtée; par contre, la France reconnaît l'impossibilité matérielle et morale d'empêcher les familles étrangères de s'installer chez elle, si ces familles le désirent, mais « ne cherche donc aucune manière à encourager l'immigration familiale ».

Comme il s'agit d'un fait inéluctable, autant l'organiser. En conséquence, l'administration oppose au regroupement familial un certain nombre d'obstacles que M. Dijoud considère avec optimisme comme « un petit nombre de contraintes, relativement libérales ». Conclusion: malgré le besoin essentiel du réajustement démographique, la tendance sera à l'arrivée au compte-gouttes d'autres jeunes.

Ceux qui sont en France pour travailler ne sont pas en France pour rester. En principe, ce sont des jeunes étrangers élevés en France bénéficiant du droit de rester et de travailler en France. Il y en a qui partent d'eux-mêmes, soit parce qu'ils sont incapables de trouver, soit parce que le jeune étranger, ayant acquis



## Quel avenir pour les jeunes immigrés ?

Par GILLES VERBUNT \*

en France une éducation et une formation solides, décide, par un choix réfléchi, de s'installer dans le pays de ses parents. Cela risque « de ne concerner qu'un nombre restreint de jeunes immigrés ».

La volonté politique d'assurer le « libre choix » des jeunes ne fait pas le poids en face des déterminismes économiques qui décident de la direction des courants migratoires. Par l'organisation de l'accueil

ou par la préparation au retour, cette politique humanise les courants, mais elle n'enlève pas cette insécurité profonde qui, chez les jeunes, est un terrain de choix pour la naissance de conflits au niveau des générations, des ethnies et des rapports avec les institutions.

Pour éviter la formation d'un sous-prolétariat explosif à l'américaine, l'action gouvernementale se poursuit principalement sur deux plans: lutte contre les échecs scolaires et affirmation de l'identité des jeunes immigrés (le « bi-culturelisme »).

### « Faute de crédits »

Les enfants immigrés fréquentent l'école d'ordinaire les écoles les plus vétustes ou les moins équipées des quartiers populaires ou des zones en expansion. La qualité des infrastructures étant relative à la pression politique que peut exercer une population sur ses élus, les lieux où les immigrés sont majoritaires sont souvent les derniers servis: les élus compromettent leur mandat dans le cas où il n'y en a que pour les Arabes.

C'est au niveau des écoles maternelles (cent soixante-quinze mille enfants étrangers) que les choses se passent le mieux. Il n'y a pas toujours assez de places, mais la diversité du public est mieux assurée quand l'esprit compétitif et normalisateur est moins fort, quand la pédagogie s'appuie sur les jeux; et les petits sont moins marqués par la transposition des leurs aînés, arrivés en France à un âge plus avancé.

Au niveau de l'enseignement du premier degré (entre trois cent soixante et quatre cent mille élèves étrangers), restent les classes d'initiation et la formation de maîtres.

Créées en 1965 à l'intérieur des écoles existantes pour contrebalancer

la formation de ghettos, les classes d'initiation (au nombre de neuf cent cinquante, de valeur très inégale) accueillent pour une année une vingtaine d'élèves soumis à un entraînement intensif en français. Mais ce système est peu praticable dans les endroits où il n'y a que peu d'enfants immigrés en difficulté et où la diversité des nationalités et des âges est grande.

C'est pourquoi enseignants et parents publics préconisent un enseignement dit de soutien. Un enseignant spécialisé prendrait, pendant les heures normales de classe, des petits groupes d'enfants pour un service « à la carte ». Cet enseignement pourrait travailler dans plusieurs établissements d'un même secteur.

La formation de maîtres se généralise depuis l'ouverture en 1975 des CEFIM (Centres d'information et de formation des personnels concernés par la scolarisation des enfants de travailleurs immigrés). L'intention est moins de former un corps de spécialistes que de créer un vaste réseau de personnels enseignants.

(1) Chiffres cités par J. Wladkowski, « Atlas de l'immigration », in Hommes et Migrations.

(2) Note d'information du ministère de l'Éducation, n° 70-12.

(3) P. Dijoud, *La Nouvelle politique de l'immigration*, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés.

\* animateur au service de la formation continue de l'université de Paris-Créteil.

sensibles aux problèmes spécifiques posés par les jeunes immigrés et d'y chercher une réponse.

Dans la tranche des treize à dix-huit ans, les problèmes sont énormes. Les jeunes qui viennent d'arriver trouvent rarement un cours de rattrapage à leur mesure. Quelques centres fonctionnent, privés ou publics, mais la dispersion des intéressés, leur diversité, rendent l'action difficile. Pour ceux qui ne s'orientent pas sur une voie de garage (qu'on l'appelle système de perfectionnement, de transition ou 6<sup>e</sup> III), il y a le secondaire; 5 % s'y retrouvent — alors que les enfants d'immigrés représentent 8 % de la population scolaire.

(Lire la suite page 12.)

### QUELQUES ADRESSES

- A.R.E. (Association pour l'enseignement aux étrangers), 32, rue de Penthièvre, 75008 Paris. Tél.: 225-31-24.
- CIMADE (Service ecclésiastique d'entraide), 174, rue de Grenelle, 75007 Paris. Tél.: 95-95-80.
- C.I.A.P. (Comité de liaison pour l'alphabetisation et la promotion), 25, rue Gandon, 75013 Paris. Tél.: 589-31-70.
- Comité médico-social pour la santé des migrants, 23, rue de Louvre, Paris.
- FASTI (Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés), 4, square Vitruve, 75029 Paris. Tél.: 63-94-41.
- GISTI (Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés), 5, rue Cay-Lussac, 75005 Paris. Tél.: 55-32-57.
- M.R.A.P. (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix), 120, rue Saint-Denis, 75001 Paris. Tél.: 33-99-57.
- O.N.I. (Office national d'immigration), 42, rue Barque, 75015 Paris. Tél.: 783-80-20.
- S.S.A.E. (Service social d'aide aux migrants), 391, rue de Valenciennes, 75019 Paris. Tél.: 33-27-25.

fouasse impression qu'on « en fait plus pour les immigrés que pour les Français ».

Citons deux domaines particulièrement essentiels dans la vie d'un travailleur: le logement et la formation. Deux domaines, à vrai dire, qui laissent déjà beaucoup à désirer pour les travailleurs français et leurs familles. On sait dans quelle impasse « été engagée » la politique de logement social en France, sur un terrain en partie livré à la spéculation foncière et à la promotion immobilière. Les débats actuels autour des H.L.M. ne sont pas près de sortir du tunnel. Les mal-logés étrangers — ils sont légion — en subissent encore plus cruellement le contre-coup que les mal-logés français.

Le rapport de la commission des finances (5), qu'on ne peut soupçonner d'esprit contestataire, se contente à ce sujet de noter brutalement: « Un très grand nombre de familles étrangères restent à l'écart de ces avantages (allocation logement et attribution H.L.M.), faute de ressources suffisantes pour payer un loyer correspondant à un logement convenable et à fortiori à une H.L.M. » Les conséquences de cette situation sur l'immigration familiale, dont on fait tant de cas, sont immédiatement perceptibles puisque la travailleurs, pour faire venir sa famille, doit prouver qu'il possède un logement convenable.

### Des moyens dérisoires

QUANT au 0,2 % des entreprises (le 1/5 du 1 % de la masse salariale, selon la loi du 31 décembre 1974) consacré au logement des étrangers, soit par investissement direct, soit par les organismes collecteurs, et qui dégagerait environ 600 millions par an, « actuellement, reconnaît le rapport R.C.B., il n'existe pas de véritable contrôle de l'emploi réel de ces fonds ». Ce qu'il y a de sûr, c'est que les projets de construction continuent de se heurter pratiquement aux programmes départementaux d'urbanisme, qui refusent l'implantation de logements d'étrangers ou bien (souvent) à la faveur d'opérations de rénovation) les perquent dans des quartiers excentriques qui deviennent des ghettos.

Que dire, les milliers, du logement des travailleurs isolés?

Les difficultés que connaît le SONACOTRA, société d'économie mixte qui possède et gère quelque deux cent cinquante foyers-hôtels (près de la moitié des lits disponibles en foyers), révèlent que les organismes responsables de foyers ne maîtrisent plus leur gestion

et ont, depuis leur création, développé des pratiques mal définies au regard du droit, dommageables aux usagers, et pourtant couvertes par l'autorité ministérielle.

En matière de formation, même inefficacité. Pour en prendre la mesure, il suffit de comparer les chiffres des réalisations et ceux des besoins. Ils ne sont pas à la même échelle (6), et on en voit pas par quel miracle ils le deviendraient, même dans dix ans, avec les moyens qui sont mis en œuvre.

En 1975, M. Dijoud déclarait vouloir doubler les effectifs de formation en direction des analphabètes. Or, en 1976, le nombre d'heures de formation « stagiaires » dans la plupart des organismes, et pour 1977 les prévisions ne sont pas meilleures. Notamment en ce qui concerne la « formation retour », entreprise qui devrait fournir au travailleur un type de formation professionnelle spécialisée le préparant au retour dans son pays d'origine. Du nombre dérisoire de travailleurs touchés par ces actions, il résulte que celles-ci ne peuvent pas même constituer des expériences pilotes mais tout juste des « urgences fœtales ».

C'est pourquoi, finalement, l'action du gouvernement ne peut s'exercer que sous forme d'assistance de type paternaliste, pour ne pas dire colonialiste.

La tare, en effet, de toutes les mesures qui sont prises « en faveur » des travailleurs immigrés, c'est qu'elles sont « octroyées ». Malgré qu'on en ait, quel qu'en soit le coût des discours qui ont l'art de rependre à leur compte les revendications d'autonomie des porteurs, ceux-ci sont constamment traités comme des mineurs en tutelle et n'ont jamais la possibilité de prendre l'initiative et d'influer de façon déterminante et selon leurs vœux sur les actions en cours.

Dès que les assistés prennent des initiatives, contestent les bienfaits de l'assistance, demandent des comptes et se comportent en hommes libres, ils deviennent des gêneurs.

Quand, par exemple, quelque quinze mille travailleurs immigrés, de quinze nationalités différentes, résidents des foyers-hôtels de la SONACOTRA, engagent un mouvement de grève des loyers — qui dure encore après dix-huit mois — pour dénoncer leurs conditions de leur statut locatif, une réduction légale des taux de loyers, la transformation d'un règlement intérieur coercitif, qu'adviendrait-il? M. Dijoud feignait alors de s'être peu intéressé par l'histoire et affirmait qu'il s'agissait d'un « conflit de droit privé ». M. Poniatowski fit expulser du territoire, manu militari, deux,

puis, le vendredi saint 16 avril 1976, seize travailleurs immigrés censés être les meneurs du mouvement et accusés de troubler « l'ordre public ». Et le Conseil d'Etat, sollicité d'urgence de requêtes en sursis à exécution, après en avoir accordé un, mit six mois à se reposer de cette importante décision avant de reprendre l'étude des dossiers (7).

### Des profits d'abord

QUE conclure de ces faiblesses révélatrices de la politique d'immigration? Quelles ne sont pas fortuites, et qu'elles nous permettent d'interpréter le double langage gouvernemental, sans avoir besoin d'imaginer que M.M. Dijoud et Poniatowski s'étaient délibérément entendus comme larvons en foire pour se partager les rôles: à l'ue la corvée, à l'autre le bâton.

Ce qu'il faut avoir le courage de regarder au face et d'avouer, c'est que la politique « sociale » est de fait tout entière subordonnée à la politique économique. La politique d'immigration de la France, autant maintenant, sinon plus, qu'avant l'avènement de l'ère giscardienne, c'est la politique d'exploitation maximum de la main-d'œuvre étrangère.

En même temps qu'il cherche à camoufler cette réalité, le double langage gouvernemental la dévalue. Cette politique-là, celle des intérêts économiques qui tiennent le pouvoir dans le pays, est seulement elle s'accommode des contradictions que nous dénonçons, mais elle y trouve son compte, elle les scinde. On comprend alors pourquoi les structures mises en place pour « maîtriser le flux migratoire » ont pour fonction principale de liquider systématiquement la main-d'œuvre non rentable et les mauvais immigrés, c'est-à-dire les travailleurs soviétiques conscients pour mener des luttes revendicatives et participer aux mouvements ouvriers fœtales de « troubles sociaux » en France.

On comprend pourquoi les actions sociales de l'ancien secrétaire d'Etat aux immigrés ne pouvaient jouer qu'un rôle d'assistance, de répit, sans effet pour assurer une véritable promotion; mais, par contre, fort efficace pour l'encadrement et le contrôle des bons immigrés, ceux dont l'industrie française ne saurait se passer et qu'il faut garder suffisamment dociles, dociles et mobiles pour éviter les ruptures qui mettraient gravement en danger l'équilibre du système en place.

Quitte à modular selon la conjoncture l'ampleur de cette masse de main-d'œuvre et à lui faire jouer le rôle de bouc émissaire quand se développe « la crise » et s'accroît le chômage. C'est ce qu'illustre parfaitement l'actualité récente: un, après la disparition du secrétariat d'Etat aux travailleurs immigrés, toute l'action gouvernementale, absorbée par l'enjeu électoral, ne vise qu'à présenter des statistiques de chômage en baisse et s'efforce, par tous les moyens, de se débarrasser de deux ou trois centaines de milliers de travailleurs immigrés pour « dégraisser » le marché de l'emploi (8). Parmi ces moyens, le plus spectaculaire et le plus hypocrite est constitué par la fausseté « aide au retour » (9), la « prime » de 10 000 F généreusement proposée aux immigrés en chômage qui acceptent de regagner leur pays d'origine. On a simplement oublié de préciser que cette aide s'adresse à des chômeurs légalement assistés (au à des membres de leur famille actuellement salariés) et qu'elle représente une somme forfaitaire très nettement inférieure, en moyenne, aux indemnités et allocations globales auxquelles ils auraient droit s'ils restaient en France. En fait de cadeau, ce sont les travailleurs qui en font un au Trésor public.

Bref, la logique interne de ce système, qui découle des structures transnationales que l'on voit, ne permet jamais une autre politique, à moins qu'on joue une autre équipe gouvernementale ne reparte sur de tout autres bases et ne se révèle capable de tenir un autre langage, univoque, fidèle reflet d'une politique vraiment nouvelle? Peut-on l'espérer? Doit-on l'attendre?

ANDRÉ LEGOUY.

(5) Rapport d'information sur le coût social des travailleurs étrangers en France, décembre 1976.

(6) Pas même 1 % des travailleurs étrangers, dans les entreprises, de dix salariés et plus, bénéficient des actions de formation professionnelle contre plus de 10 % pour les salariés français. (Rapport R.C.B.).

(7) Finalement, par décision de 9 mars et du 22 juillet 1977, le Conseil d'Etat a prononcé le sursis à exécution des arrêtés d'expulsion en faveur de tous les requérants, à l'exception de deux d'entre eux.

(8) Cf. à ce sujet le rapport final R.C.B. « Immigration et développement économique et social », par Anicet Le Fort, la Documentation française, juin 1977.

(9) Il est piquant de remarquer que la note d'information ministérielle, avec les formules concernant cette « aide au retour », est la première du genre à être publiée et diffusée dans toutes les langues des travailleurs auxquels elle s'adresse.



(Suite de la page 11)

Trois mille jeunes, seulement, s'inscrivent chaque année à l'université. Ils ne peuvent obtenir de bourses — qu'on n'accorde qu'aux ressortissants de la Communauté européenne.

Contestés il y a quelques années, les cours de langues des immigrés sont maintenant admis. Enseignants, psychologues, travailleurs sociaux découvrent l'importance de la valorisation de la culture des parents pour l'équilibre des jeunes ; et l'expérience montre que l'intégration en France n'est pas intervenant proportionnelle à l'ignorance de la culture des parents ; c'est plutôt le contraire qui se passe : personne n'y gagne, si l'enfant a honte de ses parents.

Après l'Allemagne et la Bulgarie, des associations de parents immigrés — notamment espagnols, italiens et portugais — se développent en France, et les gouvernements des pays d'origine s'intéressent de plus

en plus, à leur tour, à l'avenir culturel de leur jeunesse.

Quant aux autorités françaises, elles prennent des dispositions qui ne dépassent guère le stade de la législation, surtout en ce qui concerne la création de postes dans le secondaire : les administrations bloquent la plupart des demandes, « faute de crédits ».

Dans le primaire, des cours ont lieu depuis longtemps, organisés par les comités ou des associations bénévoles, mais à échelle réduite, en dehors des horaires normaux et sans lien avec les autres enseignements — ce qui implique entre autres une surcharge de travail pour les enfants. Récemment, le législateur a ouvert la possibilité de créer des cours dans le cadre du tiers temps pédagogique : des professeurs, rémunérés par les comités, viennent enseigner pendant les heures de classe.

Des accords en ce sens ont été conclus avec l'Espagne, l'Italie, le Maroc, le Portugal et la Tunisie.

des pourparlers sont engagés avec l'Algérie et la Yougoslavie. Mais ce système a son inconvénient : les organisations de travailleurs immigrés insistent sur la prise en charge de cet enseignement par l'école française.

Mais quelles que soient les améliorations possibles — et nécessaires — de la scolarisation des jeunes immigrés, leur avenir dépend fondamentalement de la transformation de leurs conditions de vie : ce n'est pas seulement en apprenant l'histoire de ses ancêtres non gaulois que le jeune découvre ou affirme son identité, ce n'est pas cette culture-là qui lui permet de trouver un emploi ni de se faire respecter en tant qu'homme. Encore faut-il qu'il cesse de servir comme simple « machine à produire » qu'on importe ou expulse selon les besoins de l'économie ; et la transformation de ce statut n'est pas du seul ressort de l'école.

GILLES VERBUNT.



UNE INTERROGATION SUR LES MIGRANTS, OU SUR LA SOCIÉTÉ ?  
« Ils peuvent être dans la misère. Ils ne sont pas la misère. »

## Les besoins de santé qui ne diffèrent pas substantiellement de ceux des autochtones

## Pour guérir les migrants, soigner la migration

Par le Dr  
ROBERT DE MONTVALLON \*

EN 1973-1974, l'Institut national d'études démographiques a entrepris une enquête sur les attitudes des Français à l'égard de l'immigration (1). Les résultats ont été beaucoup moins négatifs qu'on aurait pu le craindre : 59 % des Français interrogés estimaient que les conditions de vie des travailleurs immigrés étaient « insuffisantes ou très insuffisantes » ; 61 % jugeaient que la situation faite à ces travailleurs posait « un problème important » ; 65 % qui, comparés aux Français, ces immigrés se conduisaient « normalement » ; 80 % qui rendaient des services au pays ; 54 % qui les travailleurs étrangers devraient être représentés dans la commune par un comité consultatif élu, en rapport avec la municipalité.

Si on oublie les nombreuses réponses négatives ou critiques, on peut donc parler d'une tendance à la tolérance (71 % des Français approuvaient l'immigration familiale).

Cependant, à la question du sens et de l'avenir de la migration (question qui n'était pas posée comme telle, ce qui eût été très intéressant), on donnait des réponses incertaines : on acceptait le mariage mixte, mais au nom de l'idée que les

Français se font de la liberté individuelle ; on penchait pour l'assimilation et l'intégration des immigrés, chers à la tradition française (« la mixité langagière ») ; 59 % de oui ; on n'accordait pas aux immigrés des droits civiques identiques à ceux des Français (oui : 45 % seulement), si ce n'est la droit de payer les mêmes impôts (oui : 81 %) ; on était vigilement républicain quant à l'école — et aux conditions d'exercice — du droit de travailler en France.

De 1973 à 1977, des changements se sont produits : une sorte de développement de l'immigration, hier occultée, qui justifiait une nouvelle analyse des opinions des Français.

Cependant, les réponses d'hier demeurent bien le problème actuel de la santé des travailleurs migrants. On juge que les migrants se conduisent « normalement », et il est vrai qu'ils ne sont pas porteurs de maladies ou de maladies graves, mais ils souffrent de maladies graves. On juge que leurs conditions de vie ne sont pas satisfaisantes, et il est vrai que ces conditions de vie sont très souvent pathogènes. Enfin, on ne sait guère quel penser et faire de la migration elle-même.

### La question décisive

ON parle de mieux traiter des « étrangers », nécessaires, confusément appelés à une assimilation qui joue moins le rôle d'un projet que celui d'une esquisse. On esquisse ainsi la rencontre de l'autre avec ses propres et ses espérances. On baigne dans une incertitude si profonde touchant la migration que l'on est au bord de poser la question : la migration ne serait-elle pas une maladie (sociale) ?

Hypothèse à la fois ruineuse et léonarde. Ruineuse, parce que, si toute migration était un mal, les maux des migrants seraient prévalus indistinctement. Léonarde, car elle nous oblige à voir que, si toute migration n'est pas de soi une maladie, la migration contemporaine des travailleurs est malade, de sorte qu'il faut la soigner en même temps que l'on soigne les migrants.

Cette problématique est analogue à celle que propose M. Gentilini : « La pathologie du travailleur migrant peut être schématiquement divisée en trois chapitres : pathologie d'apport, pathologie d'acquisition, pathologie d'adaptation » (2).

Apport : les maux que le migrant amène avec lui et qui sont relativement

peu importants. Acquisition : ceux qu'il contracte sur place, notamment à cause de ses conditions de vie. Adaptation : ceux qui résultent de ce que le migrant et l'indigène (nous sommes l'indigène) ont en commun, mais que le migrant ne possède pas, et qui sont encore en attente de leur rôle dans la migration.

De sorte, qu'une action pour la santé des migrants est à la fois simple et complexe : d'un côté, les migrants souffrent de maux auxquels la remède est évident : il suffit d'agir ; de l'autre, la migration reste une énigme que nous n'avons pas encore percée à jour parce que des nécessités économiques, cruelles pour les migrants, jugées impérieuses par les appelants, nous empêchent de la justifier ou plutôt semblent rendre sa justification superflue. Bref, on peut dire, certains ont commencé à dresser, le programme des tâches qui s'imposent, en commençant par les plus urgentes ; cependant, on risque de ne pas aller très loin si l'on n'encourage pas cette action profondément.

On manipule avec précaution l'image du pauvre migrant malade. Non qu'elle ne soit trop souvent vé-

diquée : il existe encore à Paris des groupes d'Africains noirs, paysans venus, clandestinement ou régulièrement, de la vallée du Sénégal, vulnérables à la tuberculose, marginaux parmi les marginaux, dont l'habitat est défectueux. C'est pourtant rejeter le migrant que de le confiner dans le rôle du malade de service, et c'est fuir et défigurer la migration que le peindre avec affectation dans les couleurs de la défiance.

Ne voir dans la migration que la misère, c'est ne pas la voir, il est peut-être dans la misère, il n'est pas la misère (3). D'ailleurs, le migrant n'existe pas ; les migrants sont légion, les migrants sont innombrables. Ils ne sont pas toujours dans la misère ; on a vu, en quelques années, un grand nombre d'immigrés portugais, d'abord étonnés, reprendre pied ; bien des migrants non français, qui fréquentent les dispensaires de protection matri-

### Les besoins les plus urgents

LES maladies apportées du dehors sont des maladies dites exotiques ou tropicales (tous les immigrés ne viennent pas des tropiques) dues, soit à des parasites (la bilharziose, la paludisme, la maladie du sommeil), soit à d'autres agents pathogènes. Il est important que les médecins français soient informés de ces maladies et s'appuient sur des services spécialisés de médecine tropicale.

Mais les règles d'hygiène appliquées en Europe et le milieu naturel sont tels que les maladies ne se développent pas et n'ont, dans l'ensemble, aucune conséquence sur la santé générale des Français (4). Paradoxe peu connu : les immigrés sont vulnérables à certaines pathologies qui existent en France et non chez eux.

La tuberculose, qui tend à disparaître parmi les Français, reste « une maladie de la transplantation » (5). Certes, la tuberculose existe dans les pays de départ comme dans les pays d'arrivée, et les immigrés en situation « régulière » subissent des examens de dépistage systématiques. Mais certains déshérités à des examens ou à toute surveillance médicale ultérieure qui est absolument nécessaire, étant donné que les conditions de vie de nombreux

nelle et infantile, ont des qualités d'endurance remarquables. La question la plus sociale, la plus délicate, de la migration n'est pas celle que l'on croit. Ce n'est pas : la migrant est-il malade ? Est-il nécessaire ? Ou doit-il être considéré comme la témoin d'un autre monde ? Ou assimilé ? La question décisive est : moi, homme, culture, société, organisation économique, que appelle les travailleurs d'ailleurs à travailler chez moi jusqu'à y former, depuis des dizaines d'années, une forte minorité allogène, qui a-t-elle ? Qu'est-ce que la santé est ? Qu'est-ce que je peux être ?

Questions ruineusement obscures. La manière dont la santé du migrant est traitée — de la prévention à la thérapeutique — dépend de la place que le migrant occupe dans la société, et cette place dépend de la manière dont l'organisation et l'orientation sociale.

Aux qualités que la migration exige actuellement des migrants pour simplement survivre, qui de nous oserait se prétendre capable d'être un migrant vivant ?

tion sexuelle. Il y a l'élevage du petit enfant, il y a l'influence de la migration sur la condition propre des femmes, et des couples, et des familles. Il y a la socialisation des enfants et tout ce qu'elle entraîne. Il y a la santé des enfants, gravement menacée par les conditions de vie qui leur sont faites (7).

Il y a des enfants qui accumulent retards de croissance (enfants « jockys ») et retards scolaires devant leurs parents dévorés d'anxiété. Est-ce que notre cœur sent cette anxiété ?

Les enfants immigrés sont nombreux dans les hôpitaux, non qu'ils veulent les « encombrer », mais parce qu'ils sont malades, parce qu'ils ne peuvent guère être soignés chez eux et parce qu'ils n'utilisent pas les services du secteur médical privé. C'est « hospitalisme » n'est pas sans être la source de difficultés pour les enfants malades (comme il l'est souvent pour les immigrés adultes), il existe un problème médical et social de la situation de l'immigré dans les hôpitaux, problème d'accès, problème de présence des immigrés à l'hôpital et de l'hôpital aux immigrés. Est-ce là un problème pour les seuls malades non français ?

(1) Compte rendu dans Population, 11 décembre 1976, par A. Girard, Y. Charbit et M. M. Lamy.

(2) Voir notamment la synthèse proposée par M. Gentilini et coll. Médecine tropicale, pages 497-507, deuxième édition, Flammarion, 1977. On se reportera également à la Santé des migrants, par le comité médical et médico-social d'aide aux migrants, 146, boulevard Malesherbes, Paris, 182 pages, deuxième édition, 1977.

(3) On ne saurait trop rappeler ce constat, que plusieurs enquêtes ont fait : la grande majorité des Occidentaux ne savent encore définir les hommes du Sud que comme des hommes qui n'ont pas ce qu'ils ont, des « non-eux », de purs négativités. Voir, par exemple, Le Monde, L'Opinion des Français sur le tiers-monde, Éditions ouvrières, Paris, 1977.

(4) M. Lavielle et J.-J. Bouquet, op. cit., page 66.

(5) H. Contreux, op. cit., page 84. Le même auteur indique que, dans l'Europe, l'immigration est due à des causes dont certaines leur sont propres, et d'autres communes à ces femmes et à des femmes françaises pareillement étonnées et marginalisées (entendons : hors d'attente des — instruments de la santé).

(6) J.-M. Cheynier, Migrations-Santé, 22, p. 8. Voir aussi A. Minkowski et coll., Congrès du Travail, 1975.

(7) Voir des estimations faites sur de petites échantillons dans Migrations-Santé, op. cit., page 13. C'est l'occasion de rappeler que les textes les plus officiels, depuis 1945, déclarent étendre de l'immigration qu'ils contribuent à maintenir ou même constant la taux de renouvellement de la population française.

## Intimidations, rafles, expulsions, violences

## INSÉCURITÉ ET RACISME DE CRISE

Par ALBERT LEVY \*

DANS une petite ville de Normandie, un soir de mars 1976, des Algériens se voient refuser l'entrée d'un café ; c'est, paraît-il, un ordre de la police locale, s'opposant à 20 heures à tous les immigrés et à tous les débite de boissons. Alors que les quatre hommes stationnent devant l'établissement, deux consommateurs français se voient chercher la porte à la main, l'un d'eux tire : deux des Algériens sont blessés ; l'un restera paralysé à vie.

\* Secrétaire général du M.R.A.P. (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix).

En novembre, précis devant le cœur d'osées de l'Orne : ce sont les victimes et, plus généralement les immigrés, qui font figure d'occus. Le défendeur de criminalité fondée se plaiderait sur les colonnes anti-arabes les plus érudites ; l'avocat des Algériens (comme d'office la veille des élections) sera impuissant à convaincre les jurés, qui prononceraient l'acquiescement du coupable. Et comme celui-ci se voit néanmoins contraint de payer de forts dommages-intérêts, beaucoup, dans la ville, le plaignent et lui témoignent leur sympathie.

La presse a parlé en son temps de cette affaire ; puis on a tourné la page. Faut-il donc s'y voir, qu'on fait « parti » d'autres ou acte de violence gratuite, des réactions normales et « bien de chez nous » ? Ne s'agit-il pas en contraire d'un phénomène profond, préoccupant, assez comparable, dans un autre registre, à cette « rumeur d'Orléans », visant les juifs, et qui, non il y a quelques années, resurgit périodiquement ici ou là ?

La « mal de Fiers » — avec ses conséquences : violences, discriminations, haines, préjugés — est contagieux, lui aussi. Peu après ce triste événement, c'est dans le centre, à Aubusson, qu'on Algériens est tué à bout portant, et un autre blessé, le 11 décembre, devant la porte d'un café. Le meurtrier s'était également rendu chez lui pour se saisir d'un fusil. Et, se référant à l'affaire de Fiers, son complice s'écrie : « On ne va tout de même pas prendre quinze ans pour un bagarreur » (1).

Deux mois plus tard, en février 1977, à l'autre bout de la France, c'est à Aix-en-Provence que comparait en homme, parti avec une bande « cogner les robes », un soir d'octobre 1973 : il a tué un Algérien d'un coup de revolver, en a blessé un autre. Verdict : cinq ans de prison avec sursis.

Plus récemment encore, c'est par un simple tribunal correctionnel que sont jugés, à Bonneville, en Haute-Savoie, les auteurs de plusieurs agressions racistes, qui sévissaient dans la région depuis un an et se furent poursuivis qu'à cause d'une erreur : leur dernière victime, qu'ils croyaient arabe, n'était pas arabe. On pourrait citer par dizaines les exactions et les crimes perpétrés contre des immigrés, dont les coupables ont bénéficié de peines dérisoires, ou en courtent encore. Bagues mortelles à cinq ou dix contre un, comme à Béziers, Le Creusot ou Dammari-les-Lys ; expéditions punitives pour venger une prétendue offense, comme à Vannes, Lissieux ou Roubaix ; commandes motorisées au quai d'un Arabe à travers, comme à Marseille ou Nîmes ; poursuites se terminant par une noyade, comme à Ivry ou Creil.

Dans tous ces cas, le racisme est le mobile des brutes qui se multiplient depuis quelques années aux quatre coins de notre pays. Encore est-il probable que bien d'autres faits mal éclaircis — un cadavre découvert à l'aveugle sur le trottoir ou dans un canal, l'incendie suspect d'un foyer-taudis — doivent lui être également attribués. N'arrive-t-il pas en outre que ceux qui sont attaqués et brutalisés se taisent par peur de représailles ?

### Soixante-quinze expulsions

#### par semaine

A UJOURD'HUI, le problème de la sécurité se trouve au cœur des préoccupations nationales et des thèmes électoraux. Cependant, si l'on parle à ce propos des immigrés, c'est moins pour dénoncer l'insécurité spécifique qu'ils connaissent que pour cristalliser sur eux les peurs collectives.

En août 1976, des statistiques de ministère

de l'intérieur, portant sur les immigrés « mis en cause » et non pas sur les coupables avérés, pouvaient faire croire à une criminalité extrême de cette catégorie de la population, alors que les études les plus sérieuses prouvent que leur criminalité n'est nettement supérieure à celle des Français (2). Parallèlement, les rafles « ex facili », érigées en système dans la métropole, alors que les agressions et les vols s'y développent, désignent abasourdis les Maghrébines, les Noirs, à la vindicte publique ; d'autant plus que des commentateurs de victoire présentent les expulsions qui s'ensuivent comme la garantie d'une situation améliorée.

C'est donc dans la mesure même où l'on prétend ainsi protéger les Français que l'on accroît l'insécurité des travailleurs immigrés, sur qui pèsent à la fois la menace permanente des brimades policières, à l'issue imprévisible et la sourde hostilité résultant de cette image effrayante qu'on donne d'eux.

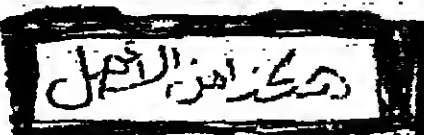
« L'immigré a besoin de sécurité (...) parce qu'il se sent souvent coupable avant d'être jugé », écrit avec raison le secrétaire d'État aux travailleurs immigrés (3). Mais ce n'était apparemment pas une condamnation de ces pratiques. Pourtant, s'il est des facteurs flagrant d'insécurité, ce sont bien, avec les agressions de toute sorte, le harcèlement et l'arbitraire de la police qui font de chaque immigré un suspect en puissance. Et, perdus tout, les expulsions, d'année en année plus brutales et plus nombreuses (4).

(1) Le Monde, 23 décembre 1976.

(2) Voir notamment le document établi par la revue Vite et France (février 1976), par le comité médical et médico-social d'aide aux migrants.

(3) Paul Dijoud, « La sécurité des immigrés », Le Monde, 31 juillet 1976.

(4) Deux mille sept cent sept expulsés en 1974, trois mille sept cent quinze en 1975, plus de quatre mille en 1976.





On aura compris que des hommes transplantés à cause du travail rencontrent dans le travail lui-même de grandes difficultés qui retardent sur leur santé. Ils ont, toutes proportions gardées, plus d'accidents du travail que les Français (8). Pour plusieurs raisons : ils sont mal préparés, ils occupent des postes exposés, ils changent souvent

d'employeur, ils ont des conditions de vie difficiles, ils ne peuvent guère défendre leurs intérêts. On a déjà dit que la migration est polymorphe. Dans les plus mauvaises conditions et deviennent des victimes désignées des accidents du travail.

### Pour un programme minimum

UN signe des contradictions où se débattent les immigrés est la fréquence de ce qu'on a appelé la « maladie de l'immigré », en désignant par là l'enfermement de l'immigré dans le travail dans la revendication et le refus de reconnaître sa qualité. Elle émerge (elle nous signale) que le travailleur immigré qui ne peut plus travailler (ou craint de ne plus pouvoir travailler) ne sait plus ce qu'il signifie. Les choses étant ce qu'elles sont, le travail est, en effet, tout son personnage.

Ici commence la chapitre de la santé mentale. Bien entendu, la santé mentale des immigrés peut être affectée par des facteurs individuels et par des facteurs culturels à la migration (certains migrants furent dans la migration des contraintes devenues pour eux intolérables, une société agraire n'étant pas aussi douce que ne le sont nos sociétés). Cependant, il existe une « psy-

cho-pathologie de la transplantation » (9).

On aurait tort d'en faire une simple psychopathologie de l'adaptation, comme si elle se réduisait au vague à l'âme du migrant qui débarque, et trouvait plus ou moins vite son remède dans la transformation de l'immigré en personne des profondeurs modernes. Cette pathologie évolue sur des rythmes complexes : allers et retours, éclatement et ressassement. Elle est omniprésente, se déguise en mille souffrances corporelles qui sont comme des appels venus du froid.

On n'aurait pas tort de croire qu'il suffirait de dire « différence de cultures » pour la comprendre. A peine savons-nous ce que désigne ici le mot culture. Attention à l'immobilité ethnologique déguisée en respect des différences ! La migration produit la relation de cultures différentes, et la

relation de plusieurs cultures change ces cultures. La différence des cultures n'est donc pas une réponse, mais une question. Que signifie-t-elle ? Quelle réponse lui apporte-t-elle avec la santé des migrants ? On ne le sait guère. On le cherche. Et pour l'heure, trop souvent, comme dit Zulmira de Almeida, « l'être différent est considéré comme l'autre, mais pas dans le sens d'autrui ». Jorge-Serrano-Mercado ajoute : « C'est sur la rencontre, sur une écoute attentive de l'autre, l'acceptation dans sa singularité, que doit se fonder une politique préventive de santé mentale. Mais cela demande de créer l'espace du dialogue entre le migrant, les représentants du pays d'accueil, les citoyens eux-mêmes » (10).

Éducation sanitaire : dernier besoin prioritaire. Plus qu'une tâche comme les autres, la condition des autres tâches. Car un médecin bien mélangé et un médecin bien spécialisé ne font pas à eux seuls le salut, surtout celui des immigrés, qui manquent du nécessaire. Il faut encore l'éducation des immigrés en tout ce qui touche à leur santé physique et mentale — celle des responsables directs ou indirects de la santé, l'ouverture du système français de santé à tous les besoins de tous les groupes de notre société, dont les immigrés.

On aperçoit les éléments d'un programme dont chaque chapitre devrait être abordé simultanément par le haut

(théorie claire, stratégie) et par le bas (expériences-pilotes, opérations ponctuelles). Ces chapitres ? Connaissance des faits, interprétation des faits, diffusion de l'une et de l'autre. Création d'un réseau de petits centres d'initiative, en France, en Europe, qui ne serait surtout pas une cathédrale sanitaire pour migrants, mais l'instrument particulier de la prise en charge des besoins sanitaires des immigrés par la société en général.

Prévention, commençant par le changement des conditions de la vie quotidienne afin qu'elles ne soient plus pathogènes, continuant par l'information et l'éducation sanitaire des immigrés, des professions de santé et de l'opinion, dans la mesure adéquate à chacun. Action médicale qualifiée selon les besoins. Tout cela enfin pour que rien ne se fasse sans les migrants eux-mêmes et leurs pays d'origine, en sachant que cela ne peut pas être la condition préalable du travail puisque le créateur d'une relation autre est l'un des buts de ce travail.

Les peuples ne réclament plus jamais leur porte. Les mouvements de population vont durer, s'aggraver, s'élargir. En donnant quels fruits ? Voilà notre affaire. Elle semble incongrue. Nous avons déjà tant à faire. Mais si le migrant nous rend le service de nous éclairer sur nous-mêmes ? Si nous étions tous comme des étrangers cherchant à reprendre pied ?

Regardons la santé des migrants. Beaucoup de leurs difficultés sont les nôtres : difficulté de communiquer avec le médecin, difficulté d'être responsable de sa propre santé, crises insuffisantes de l'éducation sanitaire et de la prévention sociale des maladies, effets sur la santé mentale des violences de la vie quotidienne, flambée des maladies vénériennes, toxicité de certains habitats, alimentation désordonnée.

Plus on regarde les besoins de la santé des immigrés, plus on découvre qu'il ne diffère pas substantiellement des nôtres, de sorte que les actions qui permettent de sauvegarder la santé des immigrés font partie des actions qui permettent de sauvegarder la santé de tous les habitants de notre cité industrielle, à demi-malade, à demi-bien portante.

ROBERT DE MONTVALLO.

(8) Dans la métallurgie, en 1973, 90 % des accidents du travail et 10 % de non-français 201 %. Dans le bâtiment-travaux publics, les chiffres sont respectivement 78,9 % et 63,1 et 21,1 % 33,9 (Travail et sécurité, août 1975).

(9) Z. de Almeida, op. cit., page 110.

(10) Informations psychiatriques, mars 1975.

### Donner aux immigrés les moyens d'épanouir leur identité

C'EST assez récemment que les autorités françaises chargées de l'immigration ont abordé les problèmes délicats que posent le maintien et le développement de la culture des travailleurs étrangers. On admet bien que, depuis toujours, la culture française est accueillante à l'égard de toutes les cultures du monde, que dans son universalité elle se nourrit des apports des périodes et des régions les plus distantes, de l'Égypte des pharaons à l'Océanie des arts totémiques.

Mais les travailleurs ? Ces trois à quatre millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui quittent leur pays faute d'emploi, qui répondent à l'appel des industries de l'Europe occidentale avides de main-d'œuvre de faible qualification, qui s'installent dans le provisoire, dans l'incomfort, dans l'exploitation pour accumuler le plus vite possible de quoi entretenir leurs parents restés au pays et préparer leur propre retour souvent problématique, souvent retardé d'année en année ? Ceux-là, que signifie pour eux la culture ?

Qu'ils apprennent le français, juste assez pour être plus utiles à leurs employeurs. Qu'ils se retrouvent dans des districts tenus par leurs compatriotes, dans des foyers où il est plus facile de contrôler leur comportement. Un peu de cinéma, un peu de sport et les enfants à l'école primaire ou ils auront vite fait de perdre leur spécificité, même s'ils restent musulmans, noirs, jaunes, ou de couleur.

Cette attitude, encore largement répandue ne répond plus ni aux aspirations des immigrés, ni à la volonté proclamée des autorités françaises. Elle doit céder la place à une attitude nouvelle, qui s'efforce de fonder une politique culturelle mise au point conjointement par la France, par les pays d'émigration et par les éléments les plus dynamiques des communautés de migrants vivant en France.

Il s'agit tout d'abord de donner à quatre millions de résidents les moyens de fonder et d'épanouir leur identité, qui n'est pas dépourvue de leur langue, de leur foi et de leur culture, donc de se vivre comme porteurs d'un ensemble de valeurs

héritées de leurs ancêtres et mêlées intimement à celles de la modernité, de s'approprier comme membres d'une communauté respectée dans sa spécificité et en dialogue avec les autres communautés vivant sur le même sol.

Il s'agit ensuite de créer des courants d'échanges mutuellement stimulants entre des milieux qui, trop souvent, s'ignorent ou s'ignorent, et qui ont cependant beaucoup à apprendre les uns des autres, donc de mettre nos compatriotes en contact avec les cultures ibériques, maghrébines, africaines, yougoslaves, italiennes, turques, et riches d'éléments communs et proches de la nôtre, protégées certes par une fierté parfois farouche et pourtant si accueillantes si tôt qu'on les interroge avec curiosité, avec chaleur, avec sympathie.

Ce double objectif suppose, pour être atteint, une série d'actions à long terme, une progressive conversion des esprits, le dépassement

## Les objectifs de l'Office de promotion culturelle

Par STEPHANE HESSEL \*

d'obstacles et d'inerties d'autant plus graves que la société industrielle moderne laisse à ses classes laborieuses moins de place pour des initiatives spontanées, des rencontres improvisées, des fêtes surprenantes, comme autrefois, des salons et des salons.

Il est en effet essentiel que l'initiative vienne des immigrés eux-mêmes. Quel que soit le mérite des Français qui, individuellement ou collectivement, ont fait de la culture, avec un dévouement et une générosité exemplaires, entretenir le dialogue et témoigner pour les valeurs du travailleur étranger, leur action — la sont les premiers à l'affirmer — ne peut porter tous ses fruits que si les immigrés assument eux-mêmes la responsabilité du développement de leur vie culturelle en France.

### Un enrichissement mutuel

LES difficultés à surmonter pour parvenir à l'enrichissement de la culture, des ethnies, des engagements politiques et religieux impliquent la recherche d'une animation soit assez fondamentale pour intéresser tout le monde, soit assez différenciée pour tenir compte des besoins de chacun.

En second lieu, le mode de vie imposé par l'environnement industriel ne laisse pas le loisir, le temps libre — ou, plutôt, vides — tendant à être vécus comme des temps de repli sur soi plutôt que d'expansion. Il est donc indispensable de créer, d'encourager et d'appuyer celles et ceux qui sont disposés à se consacrer aussi largement que possible à l'animation culturelle de leur communauté.

Troisièmement, la législation et les habitudes administratives françaises ne facilitent pas la création et la participation aux activités collectives d'associations composées en majorité d'étrangers. Cet aspect de notre vie nationale devra être énergiquement adapté pour prendre en compte ce qui est désormais un fait de civilisation : la présence des

« autres » dans nos villes et nos campagnes, la place qu'ils prennent dans notre économie, le respect qu'ils méritent ainsi encore comme électeurs du moins comme camarades de travail et comme voisins de pair.

La constitution, par une décision du conseil des ministres en mai 1975, d'un Office national pour la promotion culturelle des immigrés (1), sous forme d'association à vocation interministérielle, marque la volonté d'aborder l'ensemble de ces problèmes dans un esprit constructif. La présence en son sein, comme membres d'honneur, des ambassadeurs des onze pays d'origine (2), comme membres associés, de leurs conseillers culturels ou sociaux, est le signe de l'importance nouvelle qu'acquiert ces pays à ce que leurs compatriotes expatriés ne perdent pas leurs racines propres, restent en contact avec leur terre natale dans les profondeurs de son patrimoine comme dans les richesses de son destin quotidien.

\* Ministre plénipotentiaire, président de l'Office de promotion culturelle des immigrés.

Mais la participation des autorités nationales de ces pays, qui est une composante essentielle de l'épanouissement culturel des immigrés, ne doit en aucun cas se traduire par un monopole officiel, par une rationalité contraire aux règles de notre démocratie. Ce sont les immigrés, dans la liberté de leurs choix idéologiques et culturels, que l'Office associe à ses réflexions et avec qui ont été définies en 1976 les grandes lignes des actions à entreprendre dans les années qui viennent.

Actions destinées à aider le grand nombre à mieux vivre sa culture, à mieux la partager et la faire apprécier, et non à divertir quelques élites raffinées : actions qui trouvent leur place dans le vaste effort d'ensemble, dont elles ne sauraient être dissociées, mais au contraire, qui ont été définies en 1976 les grandes lignes des actions à entreprendre dans les années qui viennent.

De maintenir la radio et la télévision au cœur dans des proportions notables la gamme de leurs messages destinés aux auditeurs et téléspectateurs immigrés, et cela sous des formes qui ne peuvent non plus laisser indifférents la population française. Tous les dimanches, sur la troisième chaîne, de dix heures à midi, se succèdent deux émissions : la première résulte d'un accord entre les télévisions des pays d'origine et la France et permet aux Maghrébins de voir et d'entendre des scènes, des spectacles, des reportages ou des ensembles musicaux de chez eux ; la seconde, réalisée sous la responsabilité de l'Office par une équipe internationale que conduit Raymond Herman, présente sous le nom significatif de « Méditerranée » un panorama de la créativité des immigrés vivant en France, ouvrant avec leurs communautés étonnamment nombreuses et diverses un dialogue qui s'applique de semaine en semaine.

Dans les départements où les immigrés sont nombreux commencent à se réunir des comités d'action culturelle composés de représentants des associations les plus actives, d'immigrés de différentes ethnies, responsables des infrastructures culturelles départementales, des bureaux d'accueil et des autres services

compétents pour élaborer des programmes culturels, qui seront soumis pour financement au F.A.S. et à d'autres instances intéressées, notamment le Fonds d'intervention culturelle.

Faire leur juste place aux immigrés, hommes, femmes et enfants, dans l'animation culturelle, sportive, les colonies de vacances, les loisirs organisés n'est déjà pas une mince affaire, tant sont tenaces certains préjugés.

Mais favoriser l'implantation de lieux de culture pour les musulmans, de centres de lecture et de rencontres dans les quartiers où les étrangers sont mêlés à la population dans des conditions de dépersonnalisation évidente, aider les femmes immigrées à se grouper en associations d'échange, de formation, prévoir des stages pour des animateurs culturels immigrés, puis des postes dans l'administration municipale pour leur permettre de se consacrer à un travail indispensable, détecter et soutenir les troupes, les ensembles, les créateurs là où ils se trouvent — cela demandera non seulement du temps et des moyens, mais du tact et du talent.

Cela suppose surtout que s'étende ce mouvement des esprits et des cœurs dont on peut observer les prémices dans une multitude d'expériences restées jusqu'ici ponctuelles. Il correspond à un des besoins les plus profonds de notre temps, la reconnaissance de l'autre dans son identité et dans sa spécificité, de l'autre comme partenaire égal. Mais il peut aussi jouer un rôle essentiel dans le renouvellement et l'enrichissement de la culture populaire dans notre pays.

Car le potentiel que recèlent les communautés étrangères, la vitalité de leurs traditions, le sens qu'elles ont de la convivialité et de la fête, toute cette richesse humaine si souvent aliénée dans la méfiance et dans l'incompréhension, il est temps que, s'exprimant librement et largement, elle établisse entre tous ceux, immigrés ou Français, qui vivent sur notre sol un véritable terrain de rencontre.

(1) Directeur : Yvon Gougenheim ; siège : 58, boulevard de Grenelle, Paris. Tél. : 578.61.80.

(2) Algérie, Espagne, Italie, Mali, Maroc, Mauritanie, Portugal, Sénégal, Tunisie et Yougoslavie.

Pour la moindre délit, condamné ou non par la justice, à moins qu'on ne soit pour avoir défendu ses droits et sa dignité, cette peine majeure ne s'abat sur un immigré à tout moment. Mesure-t-on suffisamment l'ampleur d'un tel drame, pour un homme et sa famille qui est déjà, comme les souffrances de l'expatriation et dont la vie, à travers, est brisée ? Des schémas de ces opérations inhumaines parviennent à l'opinion lorsqu'elles sont collectives et spectaculaires : ainsi à Pâques de l'an dernier, l'expulsion de seize résidents de la Sonacotra (5) et de quatre étudiants africains de la cité universitaire de Paris.

Mais c'est un rythme moyen de soixante-quinze par semaine que pleuvent les expulsions individuelles. Pour être ainsi frappé, il suffit qu'un étranger soit resté trois mois sans emploi. Or qu'un fonctionnaire zélé lui ait, sans raison apparente, confisqué sa carte de séjour. Combien, se croyant convoqués pour un contrôle ou une régularisation, se retrouvent menottes aux mains, conduits à l'événement qui les emmène hors de France, sans avoir pu prévenir quiconque, ni emporter leurs maigres biens, sans pouvoir tenter la moindre défense, ignorant d'ailleurs le motif exact de la mesure prise à leur encontre !

Tous les immigrés craignent désormais cette procédure expéditive, réservée jusqu'à ces derniers temps aux « sans papiers ». On se souvient de ses récentes applications à grande échelle : en avril 1974, la mise en état de siège d'un quartier de Paris, pour arrêter et expulser plusieurs dizaines de Pakistais ; en janvier 1977, l'embarquement, à Saint-Flour, dans les fourgons des C.R.S., de vingt-deux travailleurs turcs dont le patron ne voulait plus.

Si elle évoque, pour certains, d'horribles souvenirs, cette débâcle de déplacements

policiers, de contrôles-piqûes, d'arrestations-surprises, de transports d'innocents sous bonne escorte, ne peut que contribuer à faire opposer les immigrés, pour le moins des gens non avertis, comme une menace ou, pour le moins, comme des ennemis. Sous l'angle de défense des intérêts nationaux, ces opérations prolongent, pour ainsi dire, les campagnes coloniales dirigées contre des travailleurs, dont on veut bien reconnaître parfois l'apport irremplaçable à l'économie française.

### Des boucs émissaires

CAR au thème de l'insécurité, dont ils seraient la grande partie coupable — alors qu'ils sont les plus exposés, — s'en ajoutent beaucoup d'autres, adoptés ou troubles et eux ensembles qui ressemblent à l'ensemble de notre société.

Atteints comme les Français, dans plus, par le chômage, on les accuse de le provoquer. Souffrant, eux aussi, de l'inflation, qui érige leur pouvoir d'achat et le port de salaire qu'ils envoient ou pays, on leur reproche de déséquilibrer le balance des paiements. Victimes dans des proportions inévitables des accidents du travail, des maladies professionnelles et des incertitudes de leurs conditions de logement, on dénonce leur « envahissement » des hôpitaux. Pour les occulter, l'exemple vient de bout, hâtes !

Il n'est pas surprenant que ce genre d'insinuations ait des conséquences dans les relations de tous les jours. Pendant ce qu'on appelle la crise du pétrole, on leur a vu proposer pour refuser la location d'une chambre à un Maghrébin : « Qu'ils gardent leur pétrole, moi je garde ma chambre ». Ou au barman

pour refuser une consommation : « Pas de pétrole, pas de café » (6).

Avec ou sans références précises à l'actualité, les discriminations à l'emploi ou lors de licenciement, dans les salaires et l'hébergement, dans les lieux publics et les services, tendent nettement à se multiplier, comme les injures et les affrontements, les attitudes de rejet et de ségrégation. Un mail de M. de M. ne se vante-t-il pas, à la veille des élections, d'avoir chassé les immigrés du centre de sa ville, et d'appeler-t-il pas, par voie de presse, ses administrés à refuser de louer ou vendre des logements à des Arabes ?

Pour expliquer l'insécurité matérielle et morale des travailleurs immigrés, il faut certes prendre en compte les difficultés d'acclimatation physique, sociale et morale sur une terre inconnue ; on doit aussi considérer les difficultés qu'ils portent avec l'ensemble des travailleurs. Mais on ne peut passer sous silence l'essentiel : le racisme dans ses manifestations sanglantes, dont la police et la justice ne les protègent pas assez ; les persécutions sans cesse aggravées qu'exercent contre eux le pouvoir patronal et le pouvoir politique ; le mépris et le mépris délégués entretenus, qui les entourent.

Cette insécurité n'est donc pas « naturelle » ; elle n'est pas plus « fatale » que celle qui affecte la population française. Elle a des causes bien définies qu'il n'est nullement besoin d'aller chercher « plus loin, peut-être à l'intérieur de nous-mêmes » (7).

En fait, dans une société où la fonction des immigrés est d'alléger les coûts de production, la mise au travail des pressions destinées à les maintenir à l'état de main-d'œuvre sous-payée, soumise à une super-austérité. Plus qu'on jette, le racisme, dont les excès sont tolérés et les formes socio-psychologiques

encouragées, de même que l'intimidation policière et administrative font partie des moyens susceptibles de les tenir en respect (8).

Autre avantage : on les rendent responsables de tous les maux dont nous souffrons, les colonnes qui les visent et les mesures dont ils sont l'objet contribuent à masquer les données réelles de la situation, détournent contre eux mécontentement et colère.

On comprend qu'au niveau de chaque immigré un tel climat, de telles méthodes, se traduisent, en effet, par « un sentiment aigu d'insécurité » ; celui-ci n'a rien de métaphorique. Si, trop souvent, les médias se taisent sur cette réalité dramatique, et ne lui consacrent guère d'analyses, elle provoque de plus en plus, dans les milieux les plus divers, une inquiétude, une prise de conscience, qui débouchent sur la solidarité et l'action.

Comment ne pas voir, aussi, que quatre millions d'hommes, femmes et enfants étant aujourd'hui gravement brimés et menacés en France, la défense des droits et de la dignité humaine, à l'ordre du jour ou plan international, nous concerne ici directement ? Comment ignorer, de surcroît, que la violence et l'arbitraire, les odieux mythes racistes, qui divisent et mutilent, sont le plus dangereux pour tous et pour la démocratie elle-même ?

(8) Le Conseil d'État, appuyant la décision ministérielle, a autorisé seul d'être eux à rester en France.

(9) Extrait d'une enquête réalisée par le M.R.A.P. en 1976-1977.

(7) Paul Dujardin, article cité.

(8) Il convient aussi de signaler l'impunité des groupes et milices d'extrême droite et les attentats répétés contre le M.R.A.P. et ses dirigeants.



# Politique et littérature

## PAYSANS DU TIERS-MONDE DANS LES VILLES BLANCHES

Par MICHELINE PAUNET

« Je voulais être homme, rien qu'homme. D'aucuns me reliaient aux ancêtres miens, esclavagistes, lynchés : je dédaignais. C'est à travers le plan universel de l'humanité que je comprenais cette parole interne, — j'étais petit-fils d'esclaves ou même tigre que le président Lebrun l'était de paysans corvéables et taillables... »

(François Fanon, *Peau noire, masques blancs*, Le Seuil, Paris, 1952 et 1971.)

QUAND nègres et bicots font leur entrée à part entière dans la littérature d'expression française, leurs romans ne parlent que solitude, désespoir et révolte. Thème peu séduisant, l'immigration africaine en France, qui a pourtant inspiré quelques œuvres exemplaires, dans la foulée de Driss Chraïbi, dont le livre, *les Bous*, fut, en 1958, le premier témoignage romanesque sur la vie des travailleurs algériens en France. Plus récemment, les Maghrébins Rachid Boudjedra (*Topographie idéale pour une agression caractérisée*, 1975) et Tahar Ben Jelloun (*La Réclusion solitaire*, 1976) ainsi que le romancier d'Afrique noire Saldou Bokoum (*Chaine*, 1974) (1), marqués par les préoccupations politiques et psychanalytiques de leur temps, ont saisi le prétexte du roman pour restituer au phénomène toutes ses dimensions humaines.

Nourris de culture française, les auteurs sont des hommes du tiers-monde qui ne peuvent échapper à leur rôle de médiateurs entre les deux sociétés. L'immigration africaine en France apparaît alors comme un drame dont l'Occidental, attaché à ses propres valeurs, ne perçoit généralement que les manifestations les plus évidentes : misère matérielle, injustices sociales, brimades et violences. Celles-là mêmes qui servent de toile de fond aux romans, mais comme un simple décor sur lequel s'inscrivent une réalité plus secrète qui jamais ne

transparaît dans les rapports officiels ou les informations de presse : l'impact, au fond de l'être, du choc culturel, du racisme et de l'isolement.

Mais, d'abord, une grande vérité s'affirme au long de tous les récits, comme la revendication d'une identité refusée : l'origine paysanne du travailleur immigré, paysan du tiers-monde échoué dans la ville industrielle dont il ne connaît rien, et qui reste dévoré par la nostalgie de la terre et de la communauté villageoise. Sous cet angle, son aventure ne paraît pas tellement différente de celle du paysan français allant grossir, au siècle dernier, les rangs des prolétaires. Cette fois, cependant, le choc est démultiplié : les villes sont blanches et les paysans viennent d'Afrique. Est-ce bien, pour l'Occidental, la même tragédie qui se répète ? Des paysans, ces « sauvages » venus de la « brousse », ces « fanatiques » musulmans que l'on a vainement tenté d'assimiler ?

« Toute une forêt arrachée à sa terre... » Se faisant romancier, le poète Tahar Ben Jelloun résume en une simple phrase la vérité que proclament avec chaleur les divagations solitaires ou les retrouvailles, après le travail, dans les ghettos urbains, de chacun de ces romans. Ni le froid, ni les privations, ni les dures conditions de travail ne tourmentent outre mesure ces paysans exilés qui cèdent, en revanche, au désespoir du déracinement aggravé par l'hostilité d'une société qui les rejette.

### Au temps des pionniers

AINSI le vent le rempart d'indifférence dressé entre deux cultures qui se côtoient et s'affrontent en silence, dans les villes du Nord, sans jamais chercher à se rejoindre. L'aventure, pour le Noir ou le Nord-Africain, commence et s'achève au pied de ce rempart, avant annoncé, il y a vingt-deux ans, Driss Chraïbi dans *les Bous*, où, déjà, tout était dit : « Si une seule paire d'yeux européens acceptait de voir mes trois cent mille bicots, aussitôt furaient leurs mières... »

Driss Chraïbi contait les choses simplement. C'était au temps où le paysan algérien, pionnier de l'immigration, débarquait dans la métropole en sa qualité de citoyen français, pour toucher ses cartes d'identité et... de chômage. Le schéma de l'exploitation se mettait en place : sur le sol natal, affiches publicitaires, agitations, frais de formalités et de voyage renouvelés, à l'arrivée, pour se « mêler » avec la société et grâce à la complaisance inébranlable de « frères » profiteurs qui n'ont pas tous

disparu depuis, malgré l'indépendance, malgré des règlements plus sévères.

Déraciné, dépouillé de ses maigres économies et de ses illusions (« Si tu étais en France, tu apprendrais déjà la latin et le grec, et dans dix ans, tu serais un homme », avait promis le père de Bône au petit citre de souliers berbère qui finira en homme, certes, mais parmi les « bous »), rejeté par l'autre culture (« Bous », c'est le prénom symbolique de l'un des « bous », hérité d'un séjour « chez les hoches de la TOT »), l'immigré ne trouvait son salut que dans le repli sur sa communauté d'origine, présente, pour l'occasion — signe de rachat par la révolte — comme un repaire de bêtes traquées, de marginaux parmi les marginaux (ce ne sont plus des bicots, mais des « bous »), ne subsistant que par le vol et la violence. Mais c'était une manière d'assumer sa condition d'homme sans travail et abandonné de tous, aux confins de bidonvilles qui n'avaient pas encore été rasés, dans les espaces clos où personne n'osait s'aventurer, mais où, parfois, il se passait quelque chose, à

l'insti de tous. Quelque chose qui tenait du miracle pulvégué soudain, ces données retrouvées intactes le réflexe ancestral du monde paysan d'où ils étaient issus. Quand, par exemple, le chant de la grève annonçait les printemps :

« Et si j'allois dans leur cube de tôle oxydée, avec de grands gestes comme si l'espace tout entier était à eux — et tout le vaste avenir et toute la vie pleine et ardente... »

« Il se rappelait que c'était toujours ainsi, par un chant de grève, que s'ouvrait la fête du travail, que leurs lointains douars, où ils étaient peut-être nés en un passé immémorial, dont ils ne savaient plus rien, pas même le nom... »

Dans une brève postface à la réédition de son livre, demeure le plus dur et le plus sobre, Driss Chraïbi pose la question : « Vingt ans après, le racisme existe-t-il encore en France ? » Saldou Bokoum, Tahar Ben Jelloun et Rachid Boudjedra apportent chacun une réponse également désabusée. Sans doute, les lois et les conditions matérielles ont-elles changé, mais l'essor de la société industrielle ne l'a pas aidée à extirper le racisme qui, désormais se condense d'une hostilité marquée à l'égard de tout ce qui vient du tiers-monde.

### Aux avant-postes de l'affrontement

LA main tendue du professeur de lecture ou de l'assistant social, voire du militaire syndical ou du chômeur, apparemment, cela ne compte guère pour l'écrivain africain, pas plus qu'il n'insiste d'ailleurs sur les conditions de l'exploitation ou les luttes sociales. La veste des romans, toujours, c'est le racisme, dont on s'attache à dépeindre les effets destructeurs sur l'âme humaine. Et, à travers lui, toute la civilisation urbaine et ses valeurs se trouvent mises en question.

Le témoignage devient acte d'accusation, campé dans un décor d'agression culturelle qui se termine soit dans le mensonge, symbole du génocide du paysan (chez Rachid Boudjedra), soit dans le mythe de la révolte (avec Saldou Bokoum et Tahar Ben Jelloun). D'une manière ou d'une autre, le message est clair et désespéré : le travailleur immigré n'est qu'un paysan du tiers-monde placé aux avant-postes de l'affrontement entre les villes et les campagnes ; et, pour lui, le combat est perdu d'avance.

Car, vingt ans après la publication de *les Bous*, les choses ne sont plus de même. L'indépendance n'a rien changé au sort des campagnes africaines, tout au contraire, et le romanier de l'immigration traduit à sa façon la déception de l'homme du tiers-monde devant l'effondrement des espoirs de révolution. Face à la progression du totalitarisme technologique, le désespoir solitaire du bicot ou du nègre dans les villes blanches devient le symbole d'un sentiment collectif d'impuissance sur lequel n'aurait de prise aucune formule politique prônée à l'un des systèmes dominants.

« Chaine ! Chaine ! Chaine ! Je commence par chaîne. Celui qui ne commence par chaîne finit par chaîne... » Mais ce qui vient d'appeler à chaîne allait toujours à chaîne. (...) Oà est, à présent, le maître du fil de chaîne ? (...) Qui est le maître du fil de chaîne ? (...) Les hommes ne sont que des chaînes, c'est tout. (...) Le système d'exploitation sans commencement ni fin (Saldou Bokoum). Et voici que l'âme, ce « souffle de vie », est maintenant confinée dans l'« Ortre » de l'« Atavisme ». Tahar Ben Jelloun, le romancier, ici, ne parvient qu'au nom des lieux. Mais le monde de l'esclavage ainsi décrit est désormais installé au cœur des villes européennes comme un défi aux lois de la démocratie.

Le refus de voir l'autre, ce « sauvagement » éternellement esclavagiste, s'imposait alors à l'Occidental comme un acte de salut. Négation de l'homme par l'homme, pour affirmer l'humanité, d'un système d'exploitation dont, après tout, on ne percevait pas nettement les

limites. Et le scénario de la négation se répète chaque jour, dans la paix unanime et troublante de toutes les bonnes consciences : « Vous devez le savoir, et vous n'êtes pas trop déguenillés. Vous me rencontrez tous les matins et tous les soirs. Nous nous croisons, sylvains fatigués, mais vous faites semblant de ne pas me voir. Il m'arrive même — sans le faire exprès ou parfois en faisant exprès — de vous bousculer, de pincer vos fesses molles ou de mordre votre nuque quand on fait la queue quelque part. Vous ne réagissez pas. Vous ne vous demandez même pas quel est ce fou, cet étranger, qui se permet des insolences. Je pince vos corps et vous ne sentez rien. Je n'existe pas. Vous m'annulez en silence et me tenez dessus quand l'envie vous en prend... » (Tahar Ben Jelloun, *la Réclusion solitaire*).

Et Rachid Boudjedra (*Topographie idéale pour une agression caractérisée*) lui fait écho, pour qui la foule « porte à la place des yeux des ganglions bu-boniques l'attendant, lui, comme un laser... »

Au fil de l'œuvre romanesque, pen-tation de symboles et de fantasmes, l'Européen découvre le plus sophistiqué de tous les racismes, le plus subtil de tous les systèmes d'apartheid qui, en un quart de siècle, a érigé au-dessus des lois une barrière infranchissable, « murailles flamboyantes de la chaîne » (Saldou Bokoum, dans *Chaine*), derrière laquelle son petit monde se protège contre les incursions du « sauvage », intranchissable, à coup sûr, mais combien explosif, disent les romanciers. Les « bous », au temps de la révolte frustre et vaine, avaient l'air à coup de couteau le vautre qui refusait de les embaucher. Vingt ans plus tard, la violence serait tout entière dans l'autre camp, sous la forme d'une agression collective et latente qui, de temps à autre, trouve son exutoire dans le crime (« Vous m'annulez en silence et je vous déesse quand l'envie vous en prend... »).

Le roman de l'immigration n'est pas devenu pour autant une œuvre de « série noire » hantée par la présence de filles pervers ou d'hommes de main acides. On y fait l'histoire des choses et, après tout, le citoyen n'y apparaît ni plus ni moins bon qu'un autre homme. Mais quand l'« accident », simple bavure, fait irruption dans le récit, il éclate comme une bombe dont les retombées follement toutes la société. Car si, comme il se doit dans une ville bien polioée, l'agent chargé des basses œuvres n'est jamais dûment mandaté, comme par hasard, comme le sous-produit d'une civilisation qui nie l'homme, comme un déviant qui se tient à l'écart du grand jeu collectif du refus de voir. Et malheur, alors, à celui qui tombe sous le feu de son regard.

### Une exécution symbolique

« ACCIDENT », dans *Topographie idéale pour une agression caractérisée*, où Rachid Boudjedra explique, chose culturelle, la genèse d'une exécution symbolique. La victime, un paysan du tiers-monde analphabète (et, de surcroît, musulman) tout droit descendu de son « pilon » algérien, avait pourtant triomphé saine et sauve d'une journée entière passée à errer dans le labyrinthe du métro parisien. Mais c'était une manière d'assumer la menace générale et de la mise en condition technologique. C'est là, précisément, qu'il commet la faute, en essayant de remettre un peu d'ordre à l'aide de son seul bon sens campagne, dans les aberrations d'une société viciée dans l'illusion et le mensonge, en appelant à l'attention de chaque pas les affiches publicitaires. Le voici, devant une annonce vantant quelque produit, qui découvre le portrait fascinant de l'ange et s'écroule dans les chemins interdits de l'immour et de la poésie : « Lui, touché en plein cœur (par une affiche représentant une mère et son enfant), s'écroule dans la contemplation de la photographie, et ne pouvant pas lire, il fait abstraction du slogan imprimé en lettres bleues sur fond blanc... » se disant en lui-même que les lastars auraient dû le prévenir que l'accueil dans les stations de métro était bon et qu'on allait jusqu'à dispenser de l'argent pour réaliser ces images heureuses et son enfant non moins heureux pour souhaiter la bienvenue à tous les migrants de la Terre... »

Les bourses se reproduisent, comme autant d'occasions pour dénoncer les pères de la société de consommation. Le héros se sent-il rassuré à la vue d'un placard lui offrant le dessin familier de l'orange ou de la tomate ? S'il savait lire, le slogan le déconcerterait : « CHEZ NOUS LA NATURE EST RESTÉE NATURELLE. LA PREUVE : LA TOMATE POUSSÉE DANS DE PETITS JARDINS. PAS DANS DES USINES. A TOUJOURS. » Le subterfuge éclate : nature fauchée, terre usurpée, paysan éjecté... Saldou Bokoum dissout qu'on ne sait où commence et finit la « chaîne », et cependant on comprend que, pour son anonyme maître, les folles interpréta-

tions de l'Algérien relèvent de la subversion venue de l'étranger. Il est temps de frapper.

L'ange exterminateur qui attend le coupable, comme par hasard, au passage de la « catérine », est un reflet à peine caricatural de cette civilisation mise au défi : « Jeunes barbes de cuir noir et brillant portant casques rouges et lunettes de soleil en plastique noir... ca faisant longtemps qu'ils ne s'étaient pas fait un immigré aussi typé aussi typique... » En cinglant à coup de chaîne l'acheteur, le vautre de couteau (...) et faisaient pleier le sang dans un silence où seuls leurs alans créaient quelques perturbations sonores, comme s'ils étaient non pas les assassins (...) mais les victimes... Bouchers vivant l'histoire à reculons et

jouant aux chevaliers preux, aux défenseurs des valeurs décadentes et des races supérieures... Ils s'acharnaient sur lui comme ils s'étaient acharnés sur les autres un peu partout dans le pays.

Fiction ? malveillance ? L'auteur prendra la précaution d'insérer dans son roman la liste (dressée par l'ami sale des Algériens en France et publiée dans la presse) de onze morts, travailleurs immigrés assassinés dans ce pays à la suite des « événements de Marseille » (en 1975).

« Accident », aussi, dans *Chaine* (Saldou Bokoum), où le viol de l'étudiant noir, Kanaan, se présente comme une autre manière de détruire l'individu. Mais encore une fois impuissable aux seules marginaux — une bande de jeunes dévoyés, de débilés intoxiqués par la contagion de la violence américaine — mais qui trouve sa justification dans la logique immanente : « C'est pas qu'on est raciste, mais on peut plus vous voir dans la zone... » À vrai dire, Kanaan s'en tire et s'échappe de justesse à cette société de perdition qui elle-même le repousse. Mais cela ne fera que retarder l'heure de la conclusion pessimiste du roman s'achève sur une autre mise à mort, celle d'un rêve de rédemption collective. L'intellectuel africain, qui a connu, lui, l'univers mesquin de la petite bourgeoisie, trouve son salut en militant aux côtés de ses frères de couleur, immigrés qui n'ont jamais accepté si facilement leur condition de prolétaires... « Un pied chez Renault, l'autre sur le champ d'arabes... » Kanaan sait pourtant que l'obsession du retour à la terre qui hante ses compagnons n'est qu'un rêve impossible, du moins dans les conditions qu'ils imaginent. Et le voilà, devant cette terre qui se dérobe, atteint du délire de la révolution, crachant son désespoir et son mépris dans une accumulation de formules balayantes et déconçues ou transpirant pourtant l'ébauche d'une analyse politique : « Debout, nègres, immigrés, émigrés de la chaîne ! Pas pour éviter la négritude... Pas pour de cette chimie de pédants... Debout ! On, encore : « Ya bon coif ! Ya bon pétrole ! Ya bon discours présidentiel, ya bon brouille, ya bon procès... » Surfont surtout, ya bon continué comme ça : y'a bon coopération... y'a bon blanches, prenez garde : quelcote la grève générale l'illuminé, et la dans ne finira qu'à Cohort-Basas... Et les villes blanches prennent garde : « A la mer ! A la mer ! Et retour à l'émigration ! Mais l'émigration n'est plus d'accord : « Toujours vers le Sud, mais le Sud ne veut pas de nous... »

C'est ainsi que « sombre », dans le pessimisme lucide, l'impossible désir de révolution. Dans la *Réclusion solitaire*, Tahar Ben Jelloun ne conteste pas cette vision, mais ne fait que l'élargir pour donner enfin du problème du racisme et de l'exploitation du travailleur immigré sa vraie dimension politique. Apparaît, son roman sera un long poème sur la solitude sexuelle et morale de l'exilé, où l'immigration libère le corps et l'âme torturés par un monde inhumain, et par « la lenteur d'un monde inhumain, et par « la lenteur de deux prières de vie, infirmes et orphelins de poésie et de générosité essentielles... » Dehors, les rationnés. Le crime. Les règles. Les foules. L'immigration. Le peur, alors le monde s'écroule dans la couverture magique et éjaculés mes rêves en plein ciel. Je me droguais d'images... » Le rêve, rien que le rêve, pour échapper à la terrifiante sensation de « perdre son âme ». Deux délire d'intellectuel dans lequel la terre usurpée et la femme inaccessible se confondent et se consomment dans la fantasmagorie de la révolution. Révolution palestinienne, cette fois, devenue symbole de la résistance à l'agression des villes contre les campagnes. Puis le rêve s'évanouit, et surgit cette remarque sonnant comme une plainte mais qui, pour la première fois, invite le lecteur à sauter le pas : « Tu crois, toi, qu'un travailleur — émigré ou autre — a le temps de vivre ? Il a tout juste le temps de fabriquer des images : des images qui finissent par l'étranger dans son sommeil... »

Une communauté de sort qui ne transparaît jamais dans les romans, pas plus que dans la vie. Les écrivains seront condamnés à tourner en rond dans le vide idéologique actuel, et à régler leurs comptes avec le destin par le fantasme.

(1) Romans parus chez Denoël. Les Bous, traduits par la même maison dans la collection « Balise ».

## FRANCE PAYS ARABES

La première publication française exclusivement consacrée au monde arabe

Des rubriques politiques, culturelles, économiques et le supplément "France-Palestine"

En vente dans les principaux kiosques, les drugstores, à Paris, en province et au Maghreb : 5 F

Spécimen sur demande : 12-13, rue Augereau 75007 PARIS — Tél. : 555-27-52 - 705-81-45

Centre France-Pays Arabes à LYON : 36, rue Tramassac, 69005 Lyon. — Tél. : 37-16-63

Centre France-Pays Arabes à NANCY : 45, rue de Metz, 54000 Nancy

## Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et commerciales

Baccalauréat (séries A, B, C, D) Baccalauréats suisses. Admission dès 10 ans. Internat et externat. Ambiance calme et studieuse. Excellents résultats.

école lémania lausanne

3, chemin de Préville, Tél. 19-4121/20 15 01

رواية أمي النحل

DEUX ECONOMIQUE  
De la Rhodésie

Entre l

Servies-Bantoustans-Hom



# ENJEUX ÉCONOMIQUES ET LUTTES DE LIBÉRATION EN AFRIQUE AUSTRALE

## De la Rhodésie au Zimbabwe : le rôle des multinationales

Par MARTIN BAILEY \*

LES nationalistes du Zimbabwe sont maintenant engagés dans une intense lutte pour le pouvoir. Mais un autre combat se déroule en Rhodésie : après avoir pendant douze ans déployé tous leurs efforts pour tourner les sanctions décidées contre le régime de M. Smith, voilà que les compagnies multinationales implantées dans le pays rivalisent de zèle pour s'assurer une bonne position dans le futur Zimbabwe.

Après l'Afrique du Sud, la Rhodésie est le pays le plus industrialisé de l'Afrique sub-saharienne et elle représente de toute évidence un enjeu économique de première importance. Actuellement, les quatre principaux secteurs de l'économie — agriculture, extraction minière, industrie et tourisme — demeurent entièrement aux mains des Blancs. Les divisions de race et de classe coïncident, comme en Afrique du Sud, et les revenus des Européens sont plus de onze fois supérieurs à ceux des Africains.

Comment expliquer qu'une petite minorité de deux cent soixante-dix mille personnes, moins de 5 % de la population, ait pu déferler le monde entier pendant douze années, après la proclamation unilatérale de l'indépendance par M. Smith, en 1965, le premier ministre britannique avait prêté avec assurance que le renversement du régime illégal par des sanctions économiques « était une affaire de semaines plutôt que de mois ». Certes les sanctions ont provoqué quelques difficultés en Rhodésie, mais elles n'ont jamais constitué une menace sérieuse pour la survie du pouvoir blanc.

### La « brèche sud-africaine »

LA capacité de survie dont la Rhodésie a fait preuve malgré les sanctions s'explique par le simple fait que les sociétés opérant en Afrique du Sud sont parfaitement libres de commercer avec le régime rebelle. Une grande partie des transactions est conduite par des sociétés à capitaux occidentaux, la législation sur les sanctions n'affectant pas les filiales enregistrées à l'étranger. En conséquence, les sociétés multinationales opérant à partir de leurs filiales sud-africaines peuvent commercer en toute légalité avec la Rhodésie. C'est ce qui a permis au régime de tenir bon pendant si longtemps. Les documents d'archives de la Rhodésie ont mis en évidence l'importance de la « brèche sud-africaine ». Des documents d'archives de la Rhodésie ont mis en évidence l'importance de la « brèche sud-africaine ». Des documents d'archives de la Rhodésie ont mis en évidence l'importance de la « brèche sud-africaine ».

Bien que, de temps à autre, le pays ait manqué de certains produits, les articles de luxe sont en vente dans les boutiques élégantes de Salisbury. En 1974, les importations ont représenté 515 millions de dollars, chiffre supérieur à ce qu'il était avant la proclamation unilatérale d'indépendance (U.D.I.). Le tabac, principale exportation du pays, a été parfois difficile à vendre, mais les produits miniers, chrome, nickel et amiant, en particulier, ont facilement trouvé preneur. En 1974, le montant des exportations s'élevait à 800 millions de dollars.

En fait, depuis l'U.D.I., les investissements étrangers ont augmenté en Rhodésie et la balance des mouvements de capitaux est restée positive, à l'exception des années 1966 et 1971. Depuis 1965, les rentrées de capitaux dépassent 400 millions de dollars alors que les sorties, sous forme de bénéfices rapatriés, n'ont représenté que 300 millions de dollars.

Les principaux investisseurs, qui contrôlent environ 90 % des actifs dans les secteurs minier et industriel, sont la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Afrique du Sud. L'Anglo-American Corporation, la société américaine Union Carbide représente les trois quarts des sociétés pétrolières britanniques opérant dans l'extraction minière. A elle seule, la société américaine Union Carbide représente les trois quarts des sociétés pétrolières britanniques opérant dans l'extraction minière. A elle seule, la société américaine Union Carbide représente les trois quarts des sociétés pétrolières britanniques opérant dans l'extraction minière.

a obligé M. Smith à revenir sur l'engagement qu'il avait pris de ne jamais remettre de son vivant le pouvoir à la majorité noire. Il se trouve que la guerre a des conséquences bien plus sérieuses sur l'économie rhodésienne que les sanctions d'importations économiques. La fermeture de la frontière avec le Mozambique, à la suite des opérations militaires rhodésiennes sur des camps d'entraînement des guérilleros, a aggravé les difficultés de transport. Les dépenses militaires ont considérablement augmenté pour atteindre 240 millions de dollars en 1977, soit un quart du budget. Le tourisme, troisième source de devises, a été sévèrement touché, des centaines de milliers de touristes ont été empêchés de visiter le pays. An fur et à mesure que les opérations militaires prennent de l'ampleur, le régime a dû mobiliser un nombre accru d'hommes blancs. Les dépenses militaires ont augmenté de 2,4 % après un déclin de 1,1 % en 1976. On s'attend à une nouvelle chute de 5 % en 1977. Les économistes ont prévu que, compte tenu de l'augmentation de la population africaine, le revenu par tête aura baissé de 20 % au cours des trois dernières années.

Dans les milieux d'affaires, la confiance diminue. On en a une illustration récente lorsque le principal groupe minier de Rhodésie, l'Anglo-American Corporation, a décidé de rapatrier ses équipes de prospection vers l'Afrique du Sud, craignant des conditions de sécurité sur le terrain. Comme il fallait s'y attendre, ce rappel a provoqué la colère du gouvernement de M. Smith. Mais la compagnie sud-africaine s'est sans doute rendu compte que l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement africain à Salisbury était inévitable, et sa décision pouvait s'interpréter comme un petit geste donné aux nationalistes.

Les multinationales en Rhodésie se montrent, en effet, de plus en plus conscientes que, bientôt, elles n'auront pas d'autre choix que de traiter avec un gouvernement noir. L'Anglo-American Corporation, par exemple, s'est récemment mise à courtiser les nationalistes. On laisse entendre que cette société aurait financé un certain nombre d'experts juridiques attachés aux négociations africaines de la conférence de Genève de l'an dernier. M. « Tiny » Rowland, le dynamique patron de Lomrho, a critiqué avec éclat la violation des droits des sociétés britanniques de premier plan.

On ne peut pourtant pas dire que les multinationales britanniques, docteur en économie.

Lomrho n'ait rien à se reprocher quant à ses activités passées en Rhodésie. Ses intérêts considérables dans ce pays n'ont fait que fructifier depuis l'indépendance. Une enquête, menée à la demande du gouvernement britannique, a révélé récemment que son siège social de Londres était bien plus intimement impliqué dans des opérations d'extraction minière en Rhodésie que ne le permettait la législation britannique sur les sanctions. Néanmoins, les efforts récents de Lomrho pour s'attirer l'amitié d'Africains illustrent le changement d'attitude des milieux d'affaires.

### Options économiques et pouvoir noir

LES perspectives économiques dépendent en partie des entrées de capitaux étrangers après l'indépendance. Au début de l'année, le département d'Etat, le Pentagone et la C.I.A. ont préparé une étude prévoyant la création d'un Fonds de développement du Zimbabwe doté d'un capital de 1,5 milliard de dollars et qui donnerait certainement un vigoureux coup de fouet à l'économie. L'objectif des Américains est cependant, en créant d'un Zimbabwe modéré, encadré par les capitaux et la technologie de l'Occident et qui constituerait le noyau d'une Afrique centrale stable. C'est pourquoi l'idée du Fonds a été accueillie par les nationalistes avec le plus grand scepticisme. « Il nous semble », a dit M. Robert Mugabe, « que son objectif est de lier le Zimbabwe politiquement et économiquement et de remettre en question notre indépendance ». Les hommes d'affaires rhodésiens, cependant, ont accueilli avec enthousiasme les déclarations des différents responsables nationalistes pour évaluer leur attitude à l'égard de l'entreprise privée, mais il est notoirement difficile d'être d'accord sur la façon d'appliquer le Fonds. Il y a deux ans, le Rev. Sithole était considéré comme un « militant » et c'était M. Joshua Nkomo, alors en pourparlers avec M. Smith, qui était tenu pour le « modéré ». A l'heure actuelle, la situation est pratiquement inversée.

Les milieux d'affaires accueilleraient certainement avec faveur la création d'une classe moyenne africaine ayant tout à gagner au maintien du système économique actuel. Ce groupe pourrait également être disposé à entretenir des liens économiques étroits avec l'Afrique du Sud et l'Occident. Cependant, la situation dure, plus ces perspectives diminuent.

L'U.A.N.C. (United African National Council) de l'évêque Muzorewa a probablement l'appui de la majorité des hommes d'affaires rhodésiens qui acceptent le caractère inévitable de la prise de la majorité au pouvoir. Mais les foules qui assistent à ses réunions, Muzorewa peut également

compter sur un considérable soutien africain. Les guérilleros du Front patriotique disposent, eux aussi, d'une audience très large mais, à l'intérieur du Front, il existe une grande diversité d'opinions quant à l'avenir du Zimbabwe. L'U.A.N.C. (United African National Council of Zimbabwe), dirigé par M. Nkomo, est plus proche des intérêts des milieux d'affaires. M. Joshua Nkomo, le vice-président de cette organisation, a fait valoir qu'il existait de sérieuses raisons pour conserver « le système économique actuel tel qu'il est, les changements ne devant être faits qu'à la lumière de l'expérience ». M. Robert Mugabe, le dirigeant de la ZANU (Zimbabwe African National Union) au sein du Front patriotique, a un point de vue très différent. Le Socialiste convaincu, il affirme la nécessité de changer les structures de l'économie rhodésienne.

La Rhodésie a potentiellement tous les atouts pour devenir au cours des prochaines années l'un des pays les plus riches d'Afrique. L'abrogation des sanctions, la réouverture des communications et des marchés avec l'Afrique noire, s'ajoutant à l'afflux d'aides et de capitaux extérieurs, pourraient donner une expansion rapide à ses industries de transformation et à son agriculture commerciale qui bénéficie déjà d'une position relativement favorable. Les possibilités de développement économique dépendront directement de la stabilité politique.

L'autre question en suspens est de savoir quelle voie de développement sera choisie par les futurs dirigeants du Zimbabwe. Il est possible qu'ils suivent l'exemple des anciens territoires portugais d'Afrique, qui ont acquis leur indépendance par la lutte armée : le Mozambique et l'Angola, ces deux voisins qui ont opté pour la voie socialiste. Cependant, les chances sont aussi fortes pour que le Zimbabwe choisisse de continuer à entretenir des liens économiques étroits avec l'Afrique du Sud et avec les compagnies occidentales qui jusqu'ici ont activement contribué à briser les sanctions. En ce sens, la lutte pour le Zimbabwe ne fait que commencer.

## Entre la dictature et la révolution

(Suite de la première page.)

Par leur travail agricole dans les réserves, les familles africaines étaient donc appelées à subvenir à leurs besoins de base et à jouer un rôle d'assurances sociales pour ceux de leurs membres employés dans le secteur capitaliste blanc.

Maintenant des Africains sur la terre, la préservation des rapports de production domestiques afin de laisser la place de travail au moins coûteux pour elle-même et au moindre coût pour les employeurs. Ces conditions de surexploitation ont déterminé les structures institutionnelles dans lesquelles les populations africaines étaient enfermées : délimitation des « réserves » rurales et restrictions, de fait ou de droit, à la pénétration des rapports de production capitalistes (interdiction de vendre ou d'acheter la terre, d'employer du personnel salarié, de constituer des entreprises, de vendre les produits de l'agriculture) sous prétexte de sauvegarder les coutumes et les autorités traditionnelles. Les lois sur la circulation des travailleurs africains hors des réserves : les contrats de travail de durée limitée, le système du pass qui ne leur permettait de résider en zone blanche que pour cette durée, le refoulement continu des « cités » et des « indésirables », l'interdiction aux épouses et aux enfants d'accompagner le père de famille sur le lieu de travail, corres-

ponaient au même objectif. Le racisme ou l'expression idéologique, « tout désigne ces travailleurs comme des étrangers et des inférieurs, dont la résidence dans les zones d'emplois ne peut être tolérée que le rappelait ostensiblement un ministre, que « pour les besoins du Blanc ».

Mais si les structures répressives qu'exige ce mode de surexploitation du travail persistaient, les conditions économiques de son fonctionnement sont depuis longtemps dépassées sans que le régime sud-africain ait voulu jusqu'à présent en assumer les conséquences.

L'accroissement très rapide de la population africaine, qui représente 70 % de la population totale de l'Afrique du Sud, l'urgence des terres (12 % de la superficie nationale sont accordées bien qu'elle soit en majorité rurale, le maintien des structures dites traditionnelles, qui ont empêché la modernisation de l'agriculture et l'accès à l'éducation des masses, tous ces facteurs ont contribué à appauvrir les réserves au point de rendre incapables de subvenir aux besoins alimentaires de leurs ressortissants et de remplir les fonctions économiques que le système leur assigne. Cette situation n'est pas nouvelle et la crise de l'agriculture africaine démontre que, depuis des décennies, mais les travailleurs noirs continuent à être rétribués comme

s'ils pouvaient compter sur ces « réserves ». Les conditions de travail d'une main-d'œuvre migrante dans des territoires éloignés (Angola, Mozambique, Malawi, Zambie, etc.), a permis en effet de maintenir les salaires des travailleurs sud-africains à un taux très bas.

Le seuil de pauvreté (*poverty datum line*) — limite théorique au-dessous de laquelle les individus ne reçoivent que le minimum physiologique — atteint dans la quasi-totalité des réserves. La malnutrition, le kwashiorkor, le razzisme, la pellagre, l'abandon des enfants, les déshérences, les avortements, sont les plus clairs indices de la décomposition de structures sociales qui ne permettent plus désormais à ces populations de survivre et de se reproduire. Ainsi, les conditions de travail sont transformées purement et simplement en zones de concentration où les bureaux de recrutement ont les seules portes de sortie légales. On y trouve toujours le même schéma : un marché, même si leur fonction principale est désormais de servir de zone

de refoulement pour les chômeurs, les femmes et les personnes âgées, de contrôler le marché du travail au profit des employeurs, de résorber la concentration déjà jugée excessive des Africains autour des villes blanches, d'envoyer la main-d'œuvre à la plantation du prolétariat dans les zones industrielles.

Le coût de cette manipulation du prolétariat est énorme. D'après des estimations faites par les chercheurs de l'université du Witwatersrand, l'application de la seule loi sur les passes revient à 112 millions de rands (3). En 1976, 218 983 hommes et 50 003 femmes ont été arrêtés pour violation des dispositions relatives aux documents d'identité. On compte en moyenne neuf cent quatre-vingt-neuf rands par jour à ce sujet (4). *Survey of Race Relations in South Africa*, 1976). A ces sommes s'ajoutent le coût d'aménagement des zones de concentration que le gouvernement place sous la rubrique « habitat », les frais d'infrastructure, d'organisation des transports, etc.

### Naissance d'un prolétariat urbain

MAIS ces efforts, le système ne fonctionne qu'imparfaitement. Il n'opère strictement que pour les mines, où les travailleurs migrants, embauchés pour quelques mois, sont soumis à un régime militaire dans les camps aménagés pour leur séjour puis renvoyés chez eux à l'expiration de leur contrat. Par contre, le déplacement des Africains vers les villes est moins facilement contrôlable. Il s'est amplifié avec la seconde guerre mondiale, lorsque la mobilisation et l'effort militaire ouvrirent un grand nombre d'emplois auxquels la main-d'œuvre blanche ne pouvait suffire. Depuis, l'industrialisation croissante a entraîné ce mouvement, contribuant au surpeuplement des cités noires situées aux abords des villes blanches et où les travailleurs africains sont astreints à résider (5).

On estimait officiellement que 30 % de la population noire était urbanisée en 1970, chiffre considéré aujourd'hui comme très inférieur à la réalité en raison du grand nombre de clandestins et d'irréguliers demeurant dans les cités en dépit des contrôles.

Concentration d'autant plus explosive que le chômage prend des proportions alarmantes, sous l'effet combiné de la crise économique mondiale, de la modernisation de l'industrie et de la croissance démographique. Si l'on a cru un moment que l'Afrique du Sud manquera de main-d'œuvre en raison de l'indépendance des ex-colonies

La stabilisation relative de la population urbaine noire a permis la naissance d'un prolétariat plus apte aux emplois qualifiés ou semi-qualifiés. Pour se protéger de cette concurrence éventuelle, les travailleurs blancs avaient obtenu en 1956 que les emplois qualifiés et les postes d'encadrement leur soient réservés. Ce privilège s'érode toutefois sous la pression des employeurs, qui préfèrent une main-d'œuvre noire semi-qualifiée et jusqu'à six fois moins chère. Les Blancs désertent de plus en plus les emplois industriels au profit du secteur tertiaire, cédant la place à un prolétariat noir mieux organisé et plus combatif, comme l'ont montré les grandes grèves de Durban en 1973 (7).

D'autre part, pour les résidents des cités noires, la situation est de plus en plus grave. D'un côté, la pression des réserves, d'un côté, la menace d'un renvoi dans les réserves. D'un côté, les grandes manifestations, comme celles qui ont agité Soweto, auxquelles participent, en particulier, des jeunes gens scolarisés ou en chômage, sans attache avec les réserves rurales et qui revendiquent leur droit d'être citadins et citoyens à part entière de la République Sud-Africaine. A ce mouvement s'associe une petite classe moyenne noire qui s'est constituée dans les cités et dont les revendications immédiates portent sur la gestion municipale. Soumise elle-même à la discrimination raciale sans appartenir au prolétariat, sa solidarité avec celui-ci passe par une revendication d'identité culturelle. Situation favorable à l'émergence d'une idéologie nationale noire (représentée par le mouvement de la Conscience noire) dont le pouvoir craint que, intégrée aux revendications profondes de la classe ouvrière avec laquelle se confondent la presque totalité des Africains, elle n'acquiesce un élan révolutionnaire irrésistible.

(Lire la suite page 18.)

### Réserves-Bantoustans « Homelands »

C'EST par la loi de 1913 sur les terres indigènes que furent constituées officiellement les réserves africaines dont l'administration par le gouvernement sud-africain (blanc) fut organisée par la loi de 1927.

Ces réserves, entre-temps appelées bantoustans, sont des territoires dispersés dans les provinces de Transvaal, du Natal et du Cap, et représentent au total 12 à 15 % de la superficie de la République Sud-Africaine. La densité moyenne y est de quarante-huit habitants au kilomètre carré (contre dix-huit pour l'ensemble de la République et trente pour les zones blanches). Le territoire national de chaque bantoustans (homeland) sera composé des réserves peuplées d'Africains répartis appartenant à la même tribu. Seul le plus petit d'entre eux (450 kilomètres carrés) possède un seul tenant. Tous les autres sont composés de trois à quarante-quatre parcelles séparées.

Les lois de 1913 et de 1936 définissaient huit de ces unités nationales (aujourd'hui neuf) et prévoyaient la constitution d'autorités territoriales. Elles supprimaient en même temps la représentation des Africains au Parlement (par des blancs). La loi de 1977 prévoit l'accès progressif à l'autonomie de ces unités nationales, désormais baptisées homelands par la création successive d'organes législatifs et exécutifs dotés de pouvoirs accrus. Toutefois la défense, les affaires étrangères, la sécurité intérieure, les services postaux, les chemins de fer, l'immigration, la monnaie, le système bancaire, les dettes, les contributions indirectes et la Constitution demeurent du ressort du gouvernement de la République. Les Africains n'auront que la compétence d'administration locale pour l'octroi d'un passeport. Ils n'auront le droit de vote que dans les limites de cette citoyenneté.

(1) Cf. en particulier : L. Clarke & Jane Ngobese, *Women without Men*, Institute for Black Research, Durban, 1975, et L. Schlemmer & P. Stophorst, *A Study of Malnutrition in the Ngwenya District of KwaZulu*, Institute for Social Research, University of Natal, 1975.

(2) A titre comparatif, le budget de l'éducation pour les Africains est de 151 millions de rands (1 rand = 3,70 F environ).

(3) Chaque ville blanche est doublée d'une ou plusieurs cités noires (black townships) généralement situées à plusieurs dizaines de kilomètres. Seul le personnel domestique et quelques autres travailleurs sont autorisés par dérogation officielle à passer la nuit dans la ville blanche. Les Africains ne sont tolérés dans les cités noires que pour la durée de leur contrat de travail, ils ne peuvent dépasser un an. Ils vivent dans des

(4) D'après les chiffres donnés par le professeur Van der Merwe dans le *Report of the Commission of Enquiry into the Conditions of the Black Population in the Republic of South Africa*, 1977.

(5) D'après les chiffres donnés par le professeur Van der Merwe dans le *Report of the Commission of Enquiry into the Conditions of the Black Population in the Republic of South Africa*, 1977.

(6) D'après les chiffres donnés par le professeur Van der Merwe dans le *Report of the Commission of Enquiry into the Conditions of the Black Population in the Republic of South Africa*, 1977.

(7) B. Lachert, *Les luttes ouvrières et le prolétariat en Afrique du Sud*, Syros, Paris, 1977 ; F. Pieter, *Class Consciousness and the Black Worker in South Africa*, in T. Adler (Ed.), *Perspectives on South Africa*, Africa Studies Institute, University of Witwatersrand, 1977.



# Une nouvelle de Seydou Badian



MARSEILLE, l'avion accueillit d'autres voyageurs. Une jeune fille s'installa à côté de Souley. « Tiens, Rokhia ? »

— Ah, Souley, quelle surprise !  
Ils se connaissaient bien. Souley avait effectué une partie de son stage administratif à Marseille. Il y avait fait la connaissance de Rokhia. Ils engagèrent aussitôt la conversation. Le souvenir qui les liait surtout : la dernière assemblée des étudiants et stagiaires africains en France.

Rokhia, par la force des choses, était devenue le porte-parole de ses camarades étudiants. Plutôt petite, le regard franc, le visage légèrement allongé, elle avait la réplique facile. « Courageuse jusqu'à l'insolence ! », disaient d'elle les garçons.

Rokhia et Souley évoquèrent cette dernière réunion. Un de leurs camarades, Nalo, bouillant étudiant en lettres, s'en était pris à la femme africaine. Pourquoi ? Parce qu'une fille du pays, Seynabou, qui occupait l'esprit de Nalo, venait d'épouser un ministre.

« Tu te souviens du discours de Nalo ?  
— Si je m'en souviens ! fit Rokhia avec un rictus. L'Africain dit évoluée, on la connaît ! Patriotisme, morale. Tout pour elle se résume en ceci : baignole, villa, bijoux. Elle est perdue pour l'histoire... Fermée à toutes les exigences de l'Afrique à bâtir. »

Rokhia se mit à ricaner.  
« Sacré Nalo ! fit-elle.  
— Sais-tu ce qu'il est devenu ?  
— Aucune idée ; mon long séjour en Angleterre m'a coupée du pays et des copains.

— Eh bien, Nalo est actuellement un des grands du régime. Il a la confiance des militaires.

— Il n'a pas perdu son temps ! J'espère qu'il n'a ni baignole, ni villa et que sa femme est sans bijoux.

— Ça, c'est une autre histoire. Tu lui poseras la question quand tu le verras.

— Bien m'en garde ! Je n'ai pas envie d'aller en taule. — Tu exagères. Aller en prison pour si peu, pour avoir discuté avec un camarade. »

Rokhia, sans un mot, tira de son sac un journal intitulé : *Coup d'œil sur les africaneries*.

« Tiens, lis... »

— Pour un oui, pour un non, c'est la torture, c'est la prison. Tout le monde est en sur écoute en Afrique. Les généraux traitent « leurs concitoyens » exactement comme Vorster les victimes de l'apartheid. »

Souley repoussa le journal.

« Comment oses-tu mettre sur le même plan le régime fasciste de l'Afrique du Sud... »

Rokhia leva les bras.

« Souley, Souley, attention ! Appelons un chat un chat.

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

« Tiens, lis... »

Vorster n'est pas le seul fasciste en Afrique. C'est désagréable à entendre mais la réalité est là. »

Un petit garçon blanc de quatre à cinq ans qui était avec un couple derrière eux vint à Souley, posa ses mains sur ses genoux et l'interrogea de ses yeux timides.

« Hervé, ici ! », cria la mère du petit.

Hervé ne bougea pas. Il se mit à genoux et joua avec les boutons de la veste de Souley.

Furieuse, sa mère quitta son siège, s'empara de la main de l'enfant et le tira presque avec rage. Quelques minutes plus tard, Hervé revint à Souley.

« Hervé ! », hurla de nouveau la mère.

« Laisse-le tranquille ! », répliqua le père.

Souley prit l'enfant sur ses genoux. Hervé s'endormit. Souley le ramena à ses parents.

« Tu vois, fit le père, il ne l'a pas mangé ! »

Rokhia, qui fennelait une revue, se tourna vers Souley comme si elle émergeait d'un songe :

« Pour quand ce mariage ? »

— Je vois que tu sais tout... mais ce n'est pas si simple. Les co-épouses de ma mère m'ont trouvé une fiancée.

« Une affaire de famille. Son père était lié au mien — mais ma mère et mes oncles ne semblent pas dans le coup, ils n'ont jamais insisté là-dessus.

Bien que les co-épouses de ma mère soutiennent que cette union était souhaitée par mon père avant sa mort. »

Rokhia garda le silence, les yeux au loin. Souley lui posa des questions sur ses projets, elle n'en avait pratiquement pas. Elle rentrait au pays après sept années d'absence, ses frères et cousins l'attendaient. Elle avait des petites sœurs dont elle aurait à s'occuper, c'était tout pour le moment.

Ils se turent tous les deux. Puis chacun ouvrit un livre.

Le temps s'écoulait, interminable...

« Mademoiselle Rokhia ? », cria-t-il.

Rokhia mit du temps à répondre comme si elle avait oublié qu'elle s'appelait Rokhia.

« Mademoiselle Rokhia ? répéta le gendarme d'une voix plus ample. Personne ne descend, Mlle Rokhia d'abord ! »

Echange de regards entre Souley et Rokhia. Un geste de Souley et Rokhia, hésitante, prit sa petite valise.

« Au bas de l'échelle, une grosse voiture attendait, chauffeur à la portière.

Décontenancée, Rokhia se figea.

« Moi ? »

— Allons, allons ! fit un jeune homme au fond de la voiture.

— Ah, c'est toi ? »

Rokhia sourit, le visage détendu. Elle venait de reconnaître son cousin Sima.

Les autres voyageurs descendirent. Le steward les guida vers le hall des bagages. Les douaniers s'intéressèrent particulièrement à Souley.

Ses deux valises furent vidées, ses habits déballés, secoués, foulés, ses livres contrôlés page par page, triés, certains défilés sur le champ. Ces opérations terminées, deux policiers bargeux, visages fermés, vinrent se planter devant Souley.

« Suis-nous ! »

Souley promena un regard vide sur la foule qui faisait cercle autour de lui. Puis lentement, il fit le geste de ramasser ses affaires.

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

« Suis-nous ! »

## La campagne du général

« Non, suis-nous ! »

Dans la rue, il y avait la fourgonnette. Souley ne posa pas de questions. Les hommes qui l'entouraient ne pouvaient rien lui dire. Ils n'avaient rien à lui dire.

Au poste de police, le commissaire accueillit Souley avec une gifle. Deux policiers le poussaient dans une petite case obscure où trois gars attendaient fous et en main.

La séance dura une heure, puis Souley fut conduit à l'hôpital.

Rokhia arriva dans la grosse voiture. Ses tantes, les co-épouses de sa mère, l'attendaient dans la rue. Chants d'antrétois en l'honneur des reines. Longs « you-you », « yé-yé », « oué-oué ».

« Notre fille est arrivée dans la voiture du directeur du commerce ! »

— Oué-oué. »

Le père de Rokhia vint dans la cour accueillir sa fille, les voisins étaient déjà accourus, il y avait foule.

Le directeur du commerce était un des hommes les plus puissants. Sans sa signature, rien ne sortait du pays : ni cacao, ni bois, ni arachide, ni coton, ni ananas, ni poisson fumé ou séché. Rien.

Mais le directeur du commerce était surtout un homme d'affaires. Une demi-douzaine de marchands travaillaient

pour lui. Parmi eux, Sima, le cousin qui était venu accueillir Rokhia à l'aéroport.

Au milieu des « you-you » et des « yé-yé », quelques commentaires firent comprendre à Rokhia que le directeur du commerce s'intéressait à elle. Elle eut peur. Mais Rokhia ne savait pas tout.

Son cousin Sima, un matin, avait présenté sa photo à son patron.

« Ma cousine, belle fille, très instruite. »

Le directeur avait dit :

« Si tu arrives à me faire aimer d'elle, tu auras la première place dans mes affaires... »

— Sûr ! avait répondu Sima, elle sera ta troisième femme, fais-moi confiance... »

Rokhia leva les yeux sur tout ce monde qui s'agitait dans la cour. Elle s'imaginait prise dans une toile d'araignée. Elle entra tranquillement dans la case de sa mère et pleura.

La voiture restait toujours devant la maison. Au bout de deux heures, le chauffeur, caqueté en main, vint s'enquérir du programme de Mlle Rokhia.

« Avait-elle des courses ? »

— Non, répondit Rokhia à son cousin. »

« Ce dernier se raidit. »

« Pourquoi non ? Un petit tour en ville dans cette voiture te classerait tout de suite parmi les grandes dames du pays. »

— Non, non, pas maintenant, je suis fatiguée. »

Le cousin la contempla, stupide, et haussa les épaules.

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »

« Comme tu veux ! »



— Je t'en supplie, dis-le moi, est-il en danger ? C'est le moment de faire quelque chose.  
La mère, la tête entre les mains, les coudes sur les genoux, raconte ce qui s'était passé à l'aéroport et au commissariat de police. Elle confia que Souley était à l'hôpital. Puis elle se mit à sangloter.  
« Ils sont venus ici, ils m'ont dit : Si tu racontes ce que l'on vient de te dire, on te tue ! »  
Rokhia bondit. Mais la mère la retint par le bras.  
« Que vas-tu faire, ma fille ? »  
— Nous devons l'aider ! Si nous nous taisons, si nous ne faisons rien, ils lui feront du mal !  
La mère de Souley leva sur Rokhia des yeux noyés de larmes, elle hésitait à la laisser partir. Elle avait peur. Elle avait vécu le commencement du régime, elle avait appris à connaître les hommes qui avaient arrêté son fils.  
Rokhia insistait. La vieille ne savait plus que penser. Elle ne savait plus que faire. Elle lâcha Rokhia, résignée.  
« Dieu vous aide », murmura-t-elle.

**R**OKHIA sortit, désolée, désorientée. Que faire ? Que faire, en effet ? Le moindre geste en faveur de Souley pourrait être considéré comme un acte de subversion. Les magistrats avaient tout prévu. Alors, alors...  
La ferme résolution avec laquelle elle avait quitté la vieille semblait fondre. Son allure ralentissait. Rokhia réfléchissait. Elle s'arrêta un temps contre un caléclat. Soudain, une idée jaillit dans son esprit, elle hâta son pas et se rendit au ministère de l'Éducation.

« Je veux voir M. Niclou », dit-elle à un garde.  
Niclou avait fait ses études à Marseille. Rokhia l'y avait connu. Ils avaient milité ensemble au sein de l'Union révolutionnaire des étudiants africains. Rokhia connaissait les idées politiques de Niclou. Ce dernier occupait actuellement un haut poste : conseiller technique du ministre.  
Rokhia attendit dans le salon en compagnie de deux couples. Ce fut long. Enfin Niclou parut.

« Comment va, ma chère ? »  
Il entraîna Rokhia dans son bureau et Rokhia, sans perdre de temps, s'expliqua d'un trait.

Niclou, le regard lointain, se cacha délicatement les ongles puis, la main sur le bras de Rokhia, un sourire amusé sur les lèvres, il laissa tomber ces mots :

« Ma chère, Souley est un aventurier. Que veux-tu ? La police fait son travail. Concrètement parlant, que laissent des hommes comme Souley ? Que réalisent-ils ? Rien ! Rien ! Ils s'agitent, ils parlent, ils crient. Tout cela est du vent. Moi, je fais la révolution dans ce bureau, la vraie. Je prépare des dossiers pour le ministre et les choses avancent. Le pays a beaucoup changé avec le général, tu viens d'arriver, tu ne sais encore rien. Dans un mois ou deux, tu seras complètement conquise... Certes, le général a dissout le Parlement, les partis politiques, les syndicats. Il a interdit les grèves, les réunions, les manifestations, mais, crois-moi, c'est un vrai démocrate, il est si ouvert aux problèmes des autres ! Va le voir, crois-moi, il règlera tous tes problèmes, tu seras logée tout de suite, tu auras ton véhicule. Avec le régime précédent, tu aurais attendu au moins six mois ! »

— Souley, aventurier ? Le général fait des miracles dans le pays ? C'est toi, Niclou, qui parles ainsi ? Je me souviens encore de tout ce que tu disais là-bas, à Marseille, à Paris... Tes discours, tes sermons, tes plans d'action, alors, Niclou, ta mémoire, où est-elle ?

— Oui, oui, je sais, mais là-bas était là-bas ! Nous étions loin. Nous étions en dehors des réalités nationales. Que me proposes-tu ? Descendre dans la rue ? Oui, je l'ai fait au quartier Latin, nous étions ensemble dans les manifestations. Des coups de pèlerine... parfois du matraque et des bombes lacrymogènes, de la parole à la salade, vérification d'identité au bout de deux heures, la liberté, et nous partions de la prochaine manif. Ici, c'est différent, tu rêves, Rokhia ! Ceux qui descendent dans la rue ne remontent plus : coups de crosse, coups de feu, arrestations, déportation, puis l'exil et le chômage...

— Et alors ? Si tous les copains descendent dans la rue, si tous les copains disaient « non », ils ne peuvent pas arrêter tout le monde !

— Mais de quel côté me vois-tu ? Je suis bien là où je suis, je connais les réalités nationales. Je les vis depuis quatre ans et je répète que le général est un vrai démocrate, il fait la vraie révolution. Ton langage m'est particulièrement étranger.

Ils se regardèrent droit dans les yeux, puis Niclou se leva et montra du doigt les bâtiments de la présidence.

« Le grand théoricien de jadis est là, l'homme de la révolution totale, sans faille et sans fin, Nalo. Il est conseiller du président, va le trouver ; moi, je ne peux absolument rien pour toi ! »

Rokhia éclata de rire. Un rire amer, injurieux. Puis elle se leva, traversa un long couloir, un jardin avec des hibiscus, des lauriers, des bougainvillées, un autre couloir conduisant à un petit bureau occupé par un garde.

« Je voudrais voir M. Nalo.

— Vous aviez rendez-vous ?

— Non, je suis une amie.

Le garde se redressa vivement, claquas les talons, et s'inclina devant Rokhia.

« J'ai toujours dit que ce n'était pas des choses à faire. Mais que veux-tu, Rokhia ? Tout l'hémisphère sud est de plus en plus dominé par deux phénomènes : la liquidation des droits de l'homme et la médiocratisation des hommes au pouvoir. Je sais tout ce qui est arrivé à Souley, crois-moi, j'en suis malade. Mais je n'y peux rien. Un conseil d'ami, Rokhia, ne perds pas ton temps... Pas un des camarades que tu as connus en Europe ne lèvera le petit doigt. Ne compte sur personne ! Ici, il y a trois catégories de gens : ceux, comme Souley, que l'on piège : clients des prisons et des chambres de torture, puis voués à la déportation et à la mort dans l'anonymat ; ceux, comme Niclou et moi qui font des papiers pour le général et ses copains, nous qui avons tout abjuré, tout renié pour la villa, la voiture, les pots-de-vin, les prébendes et le reste ; et puis les trouillards qui voudraient dire « non », mais ont peur de leur ombre. J'ai compris deux vérités, Rokhia : le tyran doit sa force à la vénalité des uns et à la lâcheté des autres ; un homme qui ne sait pas mourir pour la liberté n'est pas digne d'être libre. »

Nalo se tut, enleva ses lunettes, tira un mouchoir et s'épongea le front.

« Je vais prendre des risques, Rokhia, allons voir Souley à l'hôpital. »

**L**e brigadier-chef ouvrit la porte de la petite chambre. Souley dormait, le bras dans la plâtre, un épais bandage autour de la poitrine.

Rokhia et Nalo le contemplèrent longuement. Ils ne le réveillèrent pas. Ils refermèrent la porte, tournèrent le dos et revinrent dans la cour de l'hôpital.

« Oui, Rokhia, fit Nalo, les droits de l'homme disparaissent dans l'hémisphère sud et ce sont pas pour les nécessités du développement. Certains pays de l'hémisphère nord ont inauguré la voie de la croissance forcée, accumulation par contrainte, répartition autoritaire du travail et du revenu, etc. Nous, fils de la misère, nous comprenons de tels impératifs. Mais, chez nous, il ne s'agit nullement de cela. Nos chefs pillent le pays et se vantent dans la jouissance. Ils s'amuse, Rokhia, et c'est l'homme leur jouet. Sais-tu ce qu'ils disent ? Nous avons de l'uranium, du pétrole, un siège à l'O.N.U., à l'O.U.A. Les Grands sont tenus de compter avec nous. Que les intellectuels écrivent contre nous dans les journaux, on s'en fout ! Que nous fusillions dix mille types, nos voisins africains nous accueilleront toujours fraternellement et nos rapports de coopération avec les Grands n'en souffriront nullement. Sartre et Simone de Beauvoir peuvent gueuler... Que peuvent-ils ? Rokhia, il est un État dont Marx n'a pas parlé : l'État-truand, tu auras l'occasion de savoir ce que c'est... »

Retour de l'hôpital, Rokhia trouva sa famille réunie dans la cour sous le geyser au pied duquel son père avait l'habitude de recevoir ses amis. Il y avait ses co-épouses de sa mère, une de ses tantes et son cousin Sima.

Le père, chapelet en main, faisait le va-et-vient. Rokhia salua. Nul ne répondit. Elle salua de nouveau. Silence.

« Pourquoi nous salues-tu ? tonna Sima. Où étais-tu ? Qu'as-tu fait ? »

Rokhia, interdite un moment, se ressaisit et se tourna vers Sima.

« Pourquoi ces questions : où j'étais, ce que je faisais ? »

— Mais ne suis-je pas le droit de te poser des questions ?

— Mais ne suis-je pas le droit d'aller où je veux ? »

Sima leva les bras et cria :

« Vous l'entendez ? Vous l'entendez ? C'est ainsi qu'elle répond à sa famille ? »

— Non, Sima, c'est à toi que je réponds !

— Rokhia ! Naïssa, une co-épouse de sa mère, la voiture du directeur du commerce, notre bienfaiteur, est venue par deux fois, t'étais absente.

— Mère, j'ai voulu marcher un peu, est-ce mal ?

— Elle va détruire la famille ! tonna Sima. Elle a osé se rendre à l'hôpital après de l'ennemi de notre gouvernement, l'ennemi de nos chefs, l'ennemi de nos bienfaiteurs. Toute visite était interdite, mais Rokhia est une Européenne, elle n'en fait qu'à sa tête. Par son geste, notre famille s'est montrée ingrate à l'égard de ceux à qui nous devons tout. Nous pâtirons tous des conséquences d'une



(Illustration d'Iba Ndiaye.)

telle folie, nous perdrons tout ! Mes deux camions... à qui je les dois ? Qu'étais-je avant ? Vous le savez. Vous étiez là ! A présent, nous allons connaître la misère, plus de sacs de riz ou de manioc, plus un sou et plus d'habits pour les fêtes. Vous vous rendrez compte ! »

Sima fit face à chacune des co-épouses, à la mère de Rokhia, puis se tourna vers le père et se figea.

« J'ai voyagé avec un camarade, il a été arrêté à l'aéroport, frappé au commissariat et conduit à l'hôpital. Je ne pense pas avoir mal fait en allant le voir. »

— Pour qui te prends-tu ? persifla une autre co-épouse de sa mère. Personne ne s'est dérangé pour aller voir Souley. Tu voulais nous détruire, tu as réussi.

— Non, mère, je ne voulais détruire personne. Aller voir un malade à l'hôpital n'est pas un crime. Si c'était moi qui étais alitée, Souley serait venu me voir.

— Souley ! Souley ! hurla Sima, elle ose prononcer son nom, ici, chez nous ! Dire que je lui avais préparé le plus bel avenir : le directeur du commerce, homme riche, plus puissant que la plupart des ministres, s'intéressait à Rokhia, j'avais tout arrangé et maintenant tout est foutu. Il n'aura plus jamais confiance en moi, je perdrai la place que j'occupe auprès de lui et ce n'est pas ton Souley qui nous sortira d'affaire.

Rokhia se tut. Puis marcha à reculons. Son père arrivait droit sur elle, raide, mécanique, terrible.

« Inutile de discuter, ta mère est dans sa case, je lui ai ordonné de préparer ses bagages. Allez n'importe où, je ne veux plus vous voir chez moi ! »

— Mais, père...

Rokhia n'eut pas le temps d'en dire plus, une giflette la fit taire.

Elle s'éloigna, la main à la tempe, s'immobilisa un temps, puis se rendit dans la case de sa mère.

La mère, les bagages prêts, pleurait sur le lit de bambou.

« Prends ce que tu peux, murmura-t-elle à sa fille, je retourne chez les miens. Dieu t'enverra. »

Au moment où Rokhia et sa mère traversaient la cour, Sima hurla :

« Tu ne seras plus directrice du collège ! Il n'est pas question de mettre nos jeunes filles entre les mains d'une amie de Souley. Souley qui, voilà quatre ans, a refusé de voter pour le général ! J'ai vu le rapport du conseiller culturel de notre ambassade à Paris ! Souley est un ennemi de la patrie. Mais, rassure-toi, après ce qu'il a reçu, aux prochaines élections il ne s'abstiendra pas ! »

semble pas disposé à entendre ces revendications. En 1970, la commission gouvernementale d'enquête sur l'agriculture (commission du Plessis) constatait, en effet, qu'un tiers des fermiers ne contribuaient que pour 3 % à la production agricole nationale, tandis que le tiers supérieur y contribuait pour 85 %. Le mouvement de concentration capitaliste crée au sein de cette classe un divorce de plus en plus grand. Les entreprises familiales — qui représentent une des bases les plus solides du parti nationaliste — cèdent la place aux sociétés d'exploitation, et bientôt, sans doute, à l'« agribusiness » international qui est prêt à intervenir en Afrique du Sud comme dans certains États périphériques. Une partie numériquement importante des fermiers blancs est condamnée à terme de telle sorte que l'on peut prévoir une modification profonde des bases sociales de l'agriculture.

Un mouvement analogue se dessine dans le secteur industriel. A côté d'un capitalisme familial et « national » qui domine surtout dans le textile, le capital international s'installe dans l'industrie chimique et mécanique. Le premier bénéficiaire, jusqu'à présent, des mesures protectionnistes qui lui permettent de contrôler le marché intérieur, mais son faible développement lui interdit pratiquement la conquête des marchés extérieurs. A la différence d'une politique de libéralisation économique plus généralisée, le projet de développement séparé ne lui est pas particulièrement favorable, puisque l'élargissement du marché intérieur serait mieux à même de se produire dans des zones urbaines plutôt que dans les banlieues actuelles. non plus que les perspectives actuelles lui conviennent au plan de la main-d'œuvre. La politique d'investissement et de fragmentation des postes observée depuis plusieurs années a pour effet de réduire le potentiel des qualifications en faveur de l'emploi de la main-d'œuvre noire.

Le capitalisme international a, sur

ce point, des positions différentes. Les thèses de trente-trois sociétés américaines se sont engagées à respecter un code qui exclut la discrimination raciale dans l'emploi (« à travail égal, salaire égal ») et comporte l'obligation de former des travailleurs noirs pour leur permettre d'accéder à des postes plus élevés (cf. *Sunday Times*, 3 juillet 1977). Attitude qui joue en faveur d'une stabilisation des travailleurs africains et va au-devant d'un enrichissement inévitable du coût de cette main-d'œuvre de plus en plus dépendante des salaires pour survivre.

Sur le plan du commerce extérieur, les milieux d'affaires internationaux ne souhaitent pas non plus un protectionnisme qui, en contrepartie, les priverait de l'accès aux marchés étran-

gers. Ils souhaitent au contraire une politique de libre échange et de concurrence, auxquels le capitalisme national risque de ne pas pouvoir faire face.

Si la politique de développement séparé permet un contrôle renforcé du prolétariat, elle n'est pas en mesure d'entraîner les conséquences sociales de la concentration et de l'internationalisation du capital qui représentent la vraie menace pour les classes moyennes blanches. De telle sorte que toute politique encourageant institutionnellement, même de manière limitée, l'émancipation des classes moyennes noires se heurte à l'opposition obstinée de tous ceux que la conjoncture présente conduira à plus ou moins brève échéance.

#### Les dilemmes du parti nationaliste

A cet égard, le parti nationaliste rencontre en son sein les plus vives résistances à sa politique, résistances qui se manifestent de façon assez significative à propos du sort des indiens et des Métis. Jusqu'à présent, ces deux communautés semblaient devoir bénéficier d'une politique plus libérale, les distinguant des Africains, et qui aurait favorisé leur accès au marché national en permettant aux commerçants, hommes d'affaires et industriels de ces deux groupes d'opérer sur l'ensemble du territoire (18). Il existe d'ailleurs chez les Asiatiques (qui, à la différence des Africains, ont accès à la propriété privée et commerciale) une bourgeoisie libérale et commerçante qui envisage plus volontiers son avenir du côté des Blancs. C'est dire que la concurrence des classes moyennes de ces deux groupes, si cette politique était mise en œuvre, serait beaucoup plus immédiate encore que celle d'une bourgeoisie noire qui n'a pas encore vu le jour. Sur ce point, l'alle droite du parti nationaliste évolue vers une doctrine de renouement et de séparation absolue de toutes les « races » en faveur d'un État sud-africain dans lequel Blancs, Noirs, Asiatiques et Métis

seraient cantonnés dans leurs territoires respectifs. Dans cette perspective, elle préconise l'extension de la formule des bantoustans aux Métis et aux Asiatiques (19).

La fraction droite des nationalistes cherche donc à reprendre à son compte les positions électorales traditionnelles du parti nationaliste en se proclamant le champion de toutes les couches de la population blanche menacées par la disparition de leurs privilèges économiques et qui, en raison de leur représentation parlementaire, constituent encore un enjeu politique majeur.

Si cette résistance s'affirmait, la libéralisation économique ne s'accompagnerait pas nécessairement d'une libéralisation politique, comme on le croit généralement.

Le choix d'une politique de résistance au pouvoir en s'appuyant sur des couches socialement marginales, mais qui soient les bénéficiaires effectifs de la transformation économique, mais en se faisant l'agent des transformations économiques au profit du grand capital. Le choix d'une politique de résistance aux changements, telle qu'elle est préconisée par les Verkrampes, l'entraînerait en effet dans un combat d'arrière-garde dont l'issue serait à terme la disparition de la scène politique.

De son côté, le grand capital a besoin d'un parti fort pour mener à bien ses projets sans provoquer trop de secousses aux extrêmes. L'attitude de M. Oppenheimer, le magnat de l'Anglo-American Corporation qui domine l'économie sud-africaine, est significative à cet égard, et il a déjà eu l'occasion de l'exprimer clairement (20).

Pour traverser aux moindres risques la crise actuelle, précipitée par l'indé-

pendance des classes moyennes blanches et électorales, à pratiquer une politique qui n'a fait que servir les intérêts de la classe capitaliste. Cette politique ne s'est pas accomplie par une libéralisation du régime mais au contraire par un durcissement constant des méthodes autoritaires et policières et par l'élimination de toute représentation politique, pourtant modeste, des populations noires. La fraction Verligte ne propose pas d'autre politique.

Aujourd'hui que les réformes à accomplir sont profondes et touchent aux privilèges d'une partie politiquement sur-représentée de la population électorale, le parti nationaliste ne peut rester au pouvoir en s'appuyant sur des couches socialement marginales, mais qui soient les bénéficiaires effectifs de la transformation économique, mais en se faisant l'agent des transformations économiques au profit du grand capital.

Le choix d'une politique de résistance aux changements, telle qu'elle est préconisée par les Verkrampes, l'entraînerait en effet dans un combat d'arrière-garde dont l'issue serait à terme la disparition de la scène politique.

De son côté, le grand capital a besoin d'un parti fort pour mener à bien ses projets sans provoquer trop de secousses aux extrêmes. L'attitude de M. Oppenheimer, le magnat de l'Anglo-American Corporation qui domine l'économie sud-africaine, est significative à cet égard, et il a déjà eu l'occasion de l'exprimer clairement (20).

Pour traverser aux moindres risques la crise actuelle, précipitée par l'indépendance des classes moyennes blanches et électorales, à pratiquer une politique qui n'a fait que servir les intérêts de la classe capitaliste. Cette politique ne s'est pas accomplie par une libéralisation du régime mais au contraire par un durcissement constant des méthodes autoritaires et policières et par l'élimination de toute représentation politique, pourtant modeste, des populations noires. La fraction Verligte ne propose pas d'autre politique.

Aujourd'hui que les réformes à accomplir sont profondes et touchent aux privilèges d'une partie politiquement sur-représentée de la population électorale, le parti nationaliste ne peut rester au pouvoir en s'appuyant sur des couches socialement marginales, mais qui soient les bénéficiaires effectifs de la transformation économique, mais en se faisant l'agent des transformations économiques au profit du grand capital.

Le choix d'une politique de résistance aux changements, telle qu'elle est préconisée par les Verkrampes, l'entraînerait en effet dans un combat d'arrière-garde dont l'issue serait à terme la disparition de la scène politique.

De son côté, le grand capital a besoin d'un parti fort pour mener à bien ses projets sans provoquer trop de secousses aux extrêmes. L'attitude de M. Oppenheimer, le magnat de l'Anglo-American Corporation qui domine l'économie sud-africaine, est significative à cet égard, et il a déjà eu l'occasion de l'exprimer clairement (20).

Pour traverser aux moindres risques la crise actuelle, précipitée par l'indépendance des classes moyennes blanches et électorales, à pratiquer une politique qui n'a fait que servir les intérêts de la classe capitaliste. Cette politique ne s'est pas accomplie par une libéralisation du régime mais au contraire par un durcissement constant des méthodes autoritaires et policières et par l'élimination de toute représentation politique, pourtant modeste, des populations noires. La fraction Verligte ne propose pas d'autre politique.

Aujourd'hui que les réformes à accomplir sont profondes et touchent aux privilèges d'une partie politiquement sur-représentée de la population électorale, le parti nationaliste ne peut rester au pouvoir en s'appuyant sur des couches socialement marginales, mais qui soient les bénéficiaires effectifs de la transformation économique, mais en se faisant l'agent des transformations économiques au profit du grand capital.

Le choix d'une politique de résistance aux changements, telle qu'elle est préconisée par les Verkrampes, l'entraînerait en effet dans un combat d'arrière-garde dont l'issue serait à terme la disparition de la scène politique.

De son côté, le grand capital a besoin d'un parti fort pour mener à bien ses projets sans provoquer trop de secousses aux extrêmes. L'attitude de M. Oppenheimer, le magnat de l'Anglo-American Corporation qui domine l'économie sud-africaine, est significative à cet égard, et il a déjà eu l'occasion de l'exprimer clairement (20).

Pour traverser aux moindres risques la crise actuelle, précipitée par l'indépendance des classes moyennes blanches et électorales, à pratiquer une politique qui n'a fait que servir les intérêts de la classe capitaliste. Cette politique ne s'est pas accomplie par une libéralisation du régime mais au contraire par un durcissement constant des méthodes autoritaires et policières et par l'élimination de toute représentation politique, pourtant modeste, des populations noires. La fraction Verligte ne propose pas d'autre politique.

Aujourd'hui que les réformes à accomplir sont profondes et touchent aux privilèges d'une partie politiquement sur-représentée de la population électorale, le parti nationaliste ne peut rester au pouvoir en s'appuyant sur des couches socialement marginales, mais qui soient les bénéficiaires effectifs de la transformation économique, mais en se faisant l'agent des transformations économiques au profit du grand capital.

Le choix d'une politique de résistance aux changements, telle qu'elle est préconisée par les Verkrampes, l'entraînerait en effet dans un combat d'arrière-garde dont l'issue serait à terme la disparition de la scène politique.

De son côté, le grand capital a besoin d'un parti fort pour mener à bien ses projets sans provoquer trop de secousses aux extrêmes. L'attitude de M. Oppenheimer, le magnat de l'Anglo-American Corporation qui domine l'économie sud-africaine, est significative à cet égard, et il a déjà eu l'occasion de l'exprimer clairement (20).

Pour traverser aux moindres risques la crise actuelle, précipitée par l'indépendance des classes moyennes blanches et électorales, à pratiquer une politique qui n'a fait que servir les intérêts de la classe capitaliste. Cette politique ne s'est pas accomplie par une libéralisation du régime mais au contraire par un durcissement constant des méthodes autoritaires et policières et par l'élimination de toute représentation politique, pourtant modeste, des populations noires. La fraction Verligte ne propose pas d'autre politique.

Aujourd'hui que les réformes à accomplir sont profondes et touchent aux privilèges d'une partie politiquement sur-représentée de la population électorale, le parti nationaliste ne peut rester au pouvoir en s'appuyant sur des couches socialement marginales, mais qui soient les bénéficiaires effectifs de la transformation économique, mais en se faisant l'agent des transformations économiques au profit du grand capital.

Le choix d'une politique de résistance aux changements, telle qu'elle est préconisée par les Verkrampes, l'entraînerait en effet dans un combat d'arrière-garde dont l'issue serait à terme la disparition de la scène politique.

De son côté, le grand capital a besoin d'un parti fort pour mener à bien ses projets sans provoquer trop de secousses aux extrêmes. L'attitude de M. Oppenheimer, le magnat de l'Anglo-American Corporation qui domine l'économie sud-africaine, est significative à cet égard, et il a déjà eu l'occasion de l'exprimer clairement (20).

Pour traverser aux moindres risques la crise actuelle, précipitée par l'indépendance des classes moyennes blanches et électorales, à pratiquer une politique qui n'a fait que servir les intérêts de la classe capitaliste. Cette politique ne s'est pas accomplie par une libéralisation du régime mais au contraire par un durcissement constant des méthodes autoritaires et policières et par l'élimination de toute représentation politique, pourtant modeste, des populations noires. La fraction Verligte ne propose pas d'autre politique.

Aujourd'hui que les réformes à accomplir sont profondes et touchent aux privilèges d'une partie politiquement sur-représentée de la population électorale, le parti nationaliste ne peut rester au pouvoir en s'appuyant sur des couches socialement marginales, mais qui soient les bénéficiaires effectifs de la transformation économique, mais en se faisant l'agent des transformations économiques au profit du grand capital.

Le choix d'une politique de résistance aux changements, telle qu'elle est préconisée par les Verkrampes, l'entraînerait en effet dans un combat d'arrière-garde dont l'issue serait à terme la disparition de la scène politique.

De son côté, le grand capital a besoin d'un parti fort pour mener à bien ses projets sans provoquer trop de secousses aux extrêmes. L'attitude de M. Oppenheimer, le magnat de l'Anglo-American Corporation qui domine l'économie sud-africaine, est significative à cet égard, et il a déjà eu l'occasion de l'exprimer clairement (20).

Pour traverser aux moindres risques la crise actuelle, précipitée par l'indépendance des classes moyennes blanches et électorales, à pratiquer une politique qui n'a fait que servir les intérêts de la classe capitaliste. Cette politique ne s'est pas accomplie par une libéralisation du régime mais au contraire par un durcissement constant des méthodes autoritaires et policières et par l'élimination de toute représentation politique, pourtant modeste, des populations noires. La fraction Verligte ne propose pas d'autre politique.

Aujourd'hui que les réformes à accomplir sont profondes et touchent aux privilèges d'une partie politiquement sur-représentée de la population électorale, le parti nationaliste ne peut rester au pouvoir en s'appuyant sur des couches socialement marginales, mais qui soient les bénéficiaires effectifs de la transformation économique, mais en se faisant l'agent des transformations économiques au profit du grand capital.

Le choix d'une politique de résistance aux changements, telle qu'elle est préconisée par les Verkrampes, l'entraînerait en effet dans un combat d'arrière-garde dont l'issue serait à terme la disparition de la scène politique.

De son côté, le grand capital a besoin d'un parti fort pour mener à bien ses projets sans provoquer trop de secousses aux extrêmes. L'attitude de M. Oppenheimer, le magnat de l'Anglo-American Corporation qui domine l'économie sud-africaine, est significative à cet égard, et il a déjà eu l'occasion de l'exprimer clairement (20).

Pour traverser aux moindres risques la crise actuelle, précipitée par l'indépendance des classes moyennes blanches et électorales, à pratiquer une politique qui n'a fait que servir les intérêts de la classe capitaliste. Cette politique ne s'est pas accomplie par une libéralisation du régime mais au contraire par un durcissement constant des méthodes autoritaires et policières et par l'élimination de toute représentation politique, pourtant modeste, des populations noires. La fraction Verligte ne propose pas d'autre politique.

Aujourd'hui que les réformes à accomplir sont profondes et touchent aux privilèges d'une partie politiquement sur-représentée de la population électorale, le parti nationaliste ne peut rester au pouvoir en s'appuyant sur des couches socialement marginales, mais qui soient les bénéficiaires effectifs de la transformation économique, mais en se faisant l'agent des transformations économiques au profit du grand capital.

Le choix d'une politique de résistance aux changements, telle qu'elle est préconisée par les Verkrampes, l'entraînerait en effet dans un combat d'arrière-garde dont l'issue serait à terme la disparition de la scène politique.

De son côté, le grand capital a besoin d'un parti fort pour mener à bien ses projets sans provoquer trop de secousses aux extrêmes. L'attitude de M. Oppenheimer, le magnat de l'Anglo-American Corporation qui domine l'économie sud-africaine, est significative à cet égard, et il a déjà eu l'occasion de l'exprimer clairement (20).

Pour traverser aux moindres risques la crise actuelle, précipitée par l'indépendance des classes moyennes blanches et électorales, à pratiquer une politique qui n'a fait que servir les intérêts de la classe capitaliste. Cette politique ne s'est pas accomplie par une libéralisation du régime mais au contraire par un durcissement constant des méthodes autoritaires et policières et par l'élimination de toute représentation politique, pourtant modeste, des populations noires. La fraction Verligte ne propose pas d'autre politique.

Aujourd'hui que les réformes à accomplir sont profondes et touchent aux privilèges d'une partie politiquement sur-représentée de la population électorale, le parti nationaliste ne peut rester au pouvoir en s'appuyant sur des couches socialement marginales, mais qui soient les bénéficiaires effectifs de la transformation économique, mais en se faisant l'agent des transformations économiques au profit du grand capital.

Le choix d'une politique de résistance aux changements, telle qu'elle est préconisée par les Verkrampes, l'entraînerait en effet dans un combat d'arrière-garde dont l'issue serait à terme la disparition de la scène politique.

De son côté, le grand capital a besoin d'un parti fort pour mener à bien ses projets sans provoquer trop de secousses aux extrêmes. L'attitude de M. Oppenheimer, le magnat de l'Anglo-American Corporation qui domine l'économie sud-africaine, est significative à cet égard, et il a déjà eu l'occasion de l'exprimer clairement (20).

Pour traverser aux moindres risques la crise actuelle, précipitée par l'indépendance des classes moyennes blanches et électorales, à pratiquer une politique qui n'a fait que servir les intérêts de la classe capitaliste. Cette politique ne s'est pas accomplie par une libéralisation du régime mais au contraire par un durcissement constant des méthodes autoritaires et policières et par l'élimination de toute représentation politique, pourtant modeste, des populations noires. La fraction Verligte ne propose pas d'autre politique.

Aujourd'hui que les réformes à accomplir sont profondes et touchent aux privilèges d'une partie politiquement sur-représentée de la population électorale, le parti nationaliste ne peut rester au pouvoir en s'appuyant sur des couches socialement marginales, mais qui soient les bénéficiaires effectifs de la transformation économique, mais en se faisant l'agent des transformations économiques au profit du grand capital.

Le choix d'une politique de résistance aux changements, telle qu'elle est préconisée par les Verkrampes, l'entraînerait en effet dans un combat d'arrière-garde dont l'issue serait à terme la disparition de la scène politique.

De son côté, le grand capital a besoin d'un parti fort pour mener à bien ses projets sans provoquer trop de secousses aux extrêmes. L'attitude de M. Oppenheimer, le magnat de l'Anglo-American Corporation qui domine l'économie sud-africaine, est significative à cet égard, et il a déjà eu l'occasion de l'exprimer clairement (20).

Pour traverser aux moindres risques la crise actuelle, précipitée par l'indépendance des classes moyennes blanches et électorales, à pratiquer une politique qui n'a fait que servir les intérêts de la classe capitaliste. Cette politique ne s'est pas accomplie par une libéralisation du régime mais au contraire par un durcissement constant des méthodes autoritaires et policières et par l'élimination de toute représentation politique, pourtant modeste, des populations noires. La fraction Verligte ne propose pas d'autre politique.

Aujourd'hui que les réformes à accomplir sont profondes et touchent aux privilèges d'une partie politiquement sur-représentée de la population électorale, le parti nationaliste ne peut rester au pouvoir en s'appuyant sur des couches socialement marginales, mais qui soient les bénéficiaires effectifs de la transformation économique, mais en se faisant l'agent des transformations économiques au profit du grand capital.

Le choix d'une politique de résistance aux changements, telle qu'elle est précon



## 150.000 Blancs d'Afrique australe en Amérique du Sud ?

## LES COLONS DE L'APARTHEID

Par ARMAND  
et MICHELE MATTELART

Il y aura bientôt dix ans que « Che » Guevara, fait prisonnier par les rangs de la 8<sup>e</sup> division de Santa-Cruz, était assassiné à Valle-Grande sur l'ordre de Barrientos, alors président de la Bolivie. Les régimes de l'apartheid ont voulu être présents à cet anniversaire : si les efforts pour contrecarrer les négociations en cours échouent, l'année 1977 devrait voir le premier contingent des cent mille familles de colons en provenance de Namibie, de Rhodésie et d'Afrique du Sud s'installer, avec armes et bagages, dans la région située au sud-ouest de Santa-Cruz, non loin de Wanchuan, et dans celle du Beni, toutes deux anciens foyers de guérilla.

Les négociations ont commencé en avril 1975. A cette date, le gouvernement bolivien, en la personne du général Juan Lechin Suarez, responsable des massacres de mineurs dans les mines d'étain en mai et septembre 1965), entame à Genève des pourparlers officiels avec le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIMBE) et à Washington avec la Banque interaméricaine de développement (BID). Il s'agit alors de préparer l'établissement en Bolivie de « retornado », colons portugais touchés par la décolonisation en Angola. Le projet tourne court, après qu'une délégation de ces colons eut visité les lieux qui leur étaient destinés. Entre-temps, on apprendra par la bouche des représentants diplomatiques de la Bolivie à Genève et en Afrique du Sud que les gouvernements des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France se seraient mis d'accord pour constituer un fonds de 2 milliards de dollars destinés à indemniser les Blancs qui quitteraient la Rhodésie, où ils ne pourront résister à l'offensive totale, ou qu'ils ne sont que deux cent soixante-cinq mille contre une majorité de six millions de Noirs.

La recrudescence de la lutte armée en Namibie et en Rhodésie ainsi que la montée des soulèvements populaires en Afrique du Sud décidèrent la République fédérale d'Allemagne (60 % des Blancs de Namibie sont d'ascendance germanique) à négocier avec le CIMBE des ententes entourées de la plus grande discrétion. Son propos est de canaliser l'émigration de ces ressortissants d'Afrique australe vers l'Amérique du Sud plutôt que de les faire revenir sur la terre allemande, où la surpopulation causerait de graves problèmes. Tels sont les termes du document dressé par le ministre de l'Intérieur de la Bolivie, qui ajoute : « Le ministre allemand de la coopération économique a déclaré à M. Mac Bride (commissaire des Nations unies pour la Namibie) que les personnes d'origine allemande devraient recevoir les mêmes compensations et les mêmes facilités que celles qui ont été attribuées au moment opportun aux Allemands provenant d'Europe orientale ».

Parallèlement, et pour la protection

des Blancs d'origine hollandaise cette fois, le gouvernement de La Haye se met en quête de régions où les installer.

Il faut noter que d'autres tentatives furent faites ailleurs. A la fin de 1976, le Québec fut saisi d'une demande d'hébergement des colons de Rhodésie et de Namibie, initiative qui souleva une vague de protestations dans certains milieux qui ne désiraient nullement voir se modifier une carte politique devenue favorable aux forces progressistes. Les réfugiés d'Asie du Sud-Est, respectant aux autres aux portes du continent américain. La France, entre autres, étudia la possibilité de les installer en Guyane.

En novembre 1976 eut lieu, sous les auspices du CIMBE, à San José, Costa-Rica, un séminaire sur le transfert de technologie par le moyen des migrations. En marge du séminaire fut convoquée une réunion à huis clos à laquelle participèrent de hauts fonctionnaires du CIMBE, des représentants des gouvernements d'Allemagne de l'Ouest, d'Uruguay, d'Equateur, d'Argentine, du Brésil, de Bolivie et du Venezuela. Tous ces pays manifestèrent leur intérêt et offrirent des garanties et des facilités d'accueil. Le Brésil émit cependant des réserves et fit savoir qu'il n'accepterait que des techniciens qualifiés et en limiterait le nombre à deux mille. Au cours d'une autre réunion qui s'était précédemment tenue au Costa-Rica, le Venezuela avait aussi tenu à préciser qu'il entendait lui aussi procéder à une immigration sélective.

Les autres pays ne fixèrent pas de limites au nombre des futurs arrivants, et leur enthousiasme s'est exprimé dans les commentaires de la presse de Montevideo et de Buenos-Aires. L'éditorialiste du journal uruguayen *El País* crut bon de souligner qu'il était d'autant plus nécessaire de s'ouvrir sur l'extérieur que, par le passé, d'autres excellentes opportunités avaient été manquées, celle des Belges fuyant le Congo, par exemple, ou celle des Français chassés d'Algérie (que le pays voisin, l'Argentine, avait accueillies). Inspiré par ce désir de s'assurer ces remparts « de sécurité et de prospérité », l'Uruguay fut un des seuls pays à se proposer de mettre dans l'affaire du Transkei et à dépêcher un délégué aux cérémonies de proclamation de son « indépendance ».

Ces milieux officiels uruguayens étudient un projet d'immigration de vingt mille colons sud-africains, mais pour l'instant c'est la Bolivie qui fait figure de pays principal d'accueil. C'est d'ailleurs à trois points du territoire, au sud et à l'ouest du pays (San Borja et Secura, dans la région du Beni, et Abapo Isocoe, au sud de Santa-Cruz), l'apport de 150 millions de dollars) à sans doute été l'un des facteurs déterminants dans l'affaire. Le plan de colonisation, établi avec l'assistance d'experts de la Banque

mondiale et de l'Institut National de Colonisation (organisme bolivien), prévoit l'arrivée échelonnée sur six ans de cent cinquante mille personnes, soit approximativement trente mille familles. En complément aux crédits qui seront fournis par le pays d'immigration ou par des organismes internationaux, l'Etat bolivien apporte l'équivalent de 250 millions de dollars sous forme de terres mises gratuitement à la disposition des colons blancs venus d'Afrique. La première zone de colonisation prévue, dans le département du Beni, s'étend sur 800 000 hectares. Des tentes de hôpitaux, des logements et des écoles seront construits dans ces territoires, qui ont toujours été laissés dans l'abandon le plus complet. Rien de semblable n'avait été envisagé pour les colonies de paysans boliviens établies dans des zones proches par ce même Institut National de Colonisation au cours des années 1960-1969. Les rapports dressés par l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) ont déjà dénoncé le statut privilégié ainsi conféré aux colons étrangers (comme les paysans

## La solidarité anticomuniste des deux cônes Sud

Les antécédents historiques sont assez nombreux pour montrer qu'il ne s'agit pas seulement d'assurer un transfert de technologie par voie de migration : de riches émigrés d'Afrique du Sud, mandés au Transkei, au Botswana et au Lesotho, ont permis au général Torres en Bolivie en août 1971, des colonies de même ascendance ont joué un rôle important dans le sud du Chili avant le coup d'Etat du 11 septembre 1973, la « triple A » argentine compte dans ses rangs des membres de l'extrême droite colonialiste européenne, française notamment ; on connaît aussi le succès auprès des mêmes groupes paramilitaires et auprès de l'Etat-major argentin des doctrines contre-révolutionnaires du colonel Triunfo, théoricien de la guerre totale, et de la contre-subversion bien avant le Pentagone. Autant de faits qui illustrent l'importance politique de tels mouvements de population.

C'est d'ailleurs ainsi que la COB (Centrale ouvrière bolivienne) et l'Union syndicale africaine ont interpellé ce projet d'immigration du côté Sud, à l'instar de la guerre froide, on sait. Dans une déclaration conjointe rendue publique en juin 1977, elles signalent que l'opération traduit la volonté de « renforcer les gouvernements à l'ouest de la zone du Sud » et de « renforcer la position de la COB » et appuient par diverses organisations européennes et africaines qui ont annoncé leur intention de porter la cause devant les Nations unies.

japonais arrivés dans les années 60 avec l'appui de leur pays et des Etats-Unis) par rapport aux autochtones qui manquent de la plus élémentaire assistance technique et sanitaire et parmi lesquels on trouve les taux de mortalité infantile les plus élevés d'Amérique latine. Dans ces conditions, l'arrivée d'une population possédant un niveau technologique élevé ne peut que transformer le paysan autochtone en sous-prolétaire exploité par les nouveaux venus. Les autorités de La Paz ont délibérément évité le caractère raciste de leur initiative, dont elles espèrent qu'elle « portera remède » au « peu d'opportunité au progrès » imputé aux paysans pour toutes à leur population indienne.

A la lumière des expériences antérieures de colonisation étrangère, on peut évaluer les objectifs du nouveau projet, d'une emigration sans précédent. Créer des excentricités agricoles qui permettent à la Bolivie d'exporter et de gérer la possibilité d'un transfert technologique dans les zones rurales. Il est évident que les Boliviens qui seront attirés par ces zones nouvellement aménagées devraient profiter de « ce transfert d'expérience et de cette infusion de capitaux ».

L'import-export de population, comme d'ailleurs l'ensemble de leur politique démographique, est devenu un instrument de la géopolitique des Etats militaires d'Amérique du Sud. Les déplacements de population sur le territoire national pour mieux assurer le quadrillage et mieux désorganiser d'éventuels foyers de subversion, la déstabilisation de l'ennemi du peuple (dénoncée par la Conférence épiscopale bolivienne, mais méthodiquement organisée avec l'aide d'organismes nord-américains qui prévoient la séquestration de trente cinq paysans par an) constituent autant de moyens d'une même volonté stratégique de supprimer l'« ennemi intérieur ».

Le rapprochement entre les deux cônes Sud s'appuie sur un anticomunisme très classique. Appelant à la défense de « l'héritage de la civilisation occidentale et chrétienne », le général Arévalo Alberto Marín proclame : « Si l'Occident ne se porte pas au secours de l'Afrique du Sud (...), c'en est fait de cette région. Si l'Occident ne se porte pas au secours de l'Afrique du Sud, on verra fatalement le contrôle de l'océan Indien et, en moins d'une décennie, l'Europe sera devenue communiste. Ensuite viendra le tour de l'Afrique du Nord, de l'Asie, de l'Amérique du Nord nous nous lancerons sur nos erreurs passées, qu'il ne sera plus possible de réparer » (1). C'est précisément la marine argentine (la marine est le corps le plus réactionnaire en Amé-

rique latine) qui a milité avec le plus de ferveur pour la signature d'une alliance militaire entre les deux cônes Sud, l'OTAS (Organisation du traité de l'Atlantique sud), invitant le chef de la flotte sud-africaine à participer en septembre 1976 aux manœuvres conjuguées UNITAS qui réunissent tous les ans la flotte des Etats-Unis et certaines flottes des pays latino-américains (2).

Des contradictions se manifestent cependant. Ainsi le Brésil évite de manifester à l'égard des régimes racistes d'Afrique australe un soutien qui lui aliénerait des marchés qu'elle convoite dans le reste du continent noir. Brasilia semble en fait souhaiter un rapprochement avec l'OTAN, afin de renforcer son légitime préoccupation par la place privilégiée de sa marine au sein du système de défense occidentale de l'Amérique du Sud, il n'empêche que se poursuit la pénétration de technologie et de capitaux sud-

## Deux villes en construction

Le gouvernement bolivien a approuvé le 20 juin un décret visant à investir 120 000 dollars pour l'étude de la construction de deux villes nouvelles dans le nord du pays. Ces deux villes, prévues de 100 000 habitants chacune, seront destinées aux immigrants blancs venant de Rhodésie, de Namibie et d'Afrique du Sud. Elles porteront le nom d'« Esperanza », 220 kilomètres au nord-est de La Paz, et d'« Oriente », 200 kilomètres au nord de Santa-Cruz.

africains dans les gisements aurifères du Brésil. Depuis deux ans, des équipes de géologues sud-africains, brésiliens et nord-américains (de la Bethlehem Steel Corp.) prospectent de concert le territoire brésilien. De même les richesses minières de la Bolivie contribuent à la rapprocher de l'Afrique du Sud : en février 1977, le journal sud-africain *The Star* annonçait que la fameuse entreprise minière Shalt Sinks, déjà présente dans les mines d'étain depuis 1968, allait intensifier ses activités dans les autres branches de l'industrie minière bolivienne.

En 1965, l'Afrique du Sud n'entretenait de relations diplomatiques à part entière qu'avec l'Argentine et le Brésil. Dix ans après, Pretoria avait installé en Amérique du Sud sept ambassades.

(1) Cf. Daniel Waksman Solim, « Pretoria y sus aliados », *Cuadernos del Tercer Mundo*, no 12, Mexico, mai 1977.

(2) En mars dernier, le gouvernement argentin annonçait qu'il examinait un projet d'immigration de colons d'Afrique australe. Ce projet, soutenu par le CIMBE et les grands entrepreneurs de tabac du nord de l'Argentine, prévoit le transfert dans les zones frontalières du Chili et de la Bolivie, d'une colonie de colons en provenance d'Afrique mais aussi d'émigrés de l'Allemagne de l'Ouest (Agence latino-américaine d'information, Montevideo, no 2, 24 mars 1977). Sur l'OTAS, voir le *Monde diplomatique* de mars 1977.

## Derrière la voile de la propagande

## Un an après Soweto, l'Afrique du Sud en sursis

PENDANT les seize ans qui séparent le massacre de Sharpeville, en 1960, des émeutes de Soweto, la République Sudafricaine a connu une période particulièrement faste, dans laquelle une forte expansion économique se doublait d'une stabilité politique remarquable. Les services de propagande de Pretoria n'avaient donc aucun mal à diffuser à l'étranger l'image rassurante d'un pays prospère et économiquement performant où les tensions raciales étaient en train de se dissiper, grâce à la mise en place du système de développement séparé dont les bantoustans sont la logique ultime. De plus, les Sud-Africains ne manquaient aucune occasion de rappeler aux puissances occidentales la position éminente de leur pays en tant que rempart contre la pénétration « communiste » dans la région. Mais l'année 1976 a brutalement mis fin à toutes les illusions avec l'échec de l'« insurrection d'Angola », la forte baisse du prix du pétrole, les conséquences graves pour une économie déjà ébranlée et, surtout, le choc de Soweto.

Dans un ouvrage collectif (1), des journalistes et des chercheurs britanniques mettent à nu les rouages de la machine de propagande sud-africaine dans les pays occidentaux. Afin de propager « la grande mystification blanche », la propagande officielle — une pléiade de publications dans toutes les langues, des films distribués gratuitement et l'invitation de personnalités étrangères influentes — est renforcée par la propagande privée de la Fondation sud-africaine et de ses antennes à l'étranger. Le but de ces opérations est d'impressionner favorablement l'opinion publique occidentale en présentant une image acceptable du « pouvoir blanc » et de convaincre les milieux d'affaires et gouvernementaux de l'intérêt économique-stratégique de l'Afrique du Sud. Bien que les auteurs mettent l'accent sur les agissements des services sud-africains dans les pays anglosaxons, ils apportent d'intéressantes précisions sur l'effet de cette propagande en France. Le secrétaire d'Etat à l'Information a ainsi pu déclarer que « grâce à l'efficacité du choix des invités français par son ministère, environ onze millions de Français ont pu lire des reportages favorables à l'Afrique du Sud » (page 4).

Malgré l'engagement croissant de la France, devenue, selon les autorités de Pretoria, « sa meilleure amie », l'opinion française a continué d'ignorer largement la situation dans ce pays. La montée des tensions et l'intensification des conflits dans la région ont suscité un regain d'intérêt dans cette nouvelle « zone des tempêtes », ce qui explique la parution en France, dans un intervalle de quelques mois, de trois livres qui font le point sur un opus Soweto et qui ouvrent le débat sur les perspectives d'avenir de l'Afrique du Sud. A sa manière,

chacun de ces ouvrages est un démenti catégorique à la déclaration du premier ministre de l'Afrique du Sud en 1976 : « L'Afrique du Sud n'est pas en crise ».

Pour Marianne Cornevin (2), auteur d'une histoire de l'Afrique du Sud de l'apartheid, n'est pas seulement en crise, mais il est aussi en sursis. Solidement documenté et bien présenté, cet ouvrage est une véritable radioscopie de la société sud-africaine et représente une des meilleures introductions à sa complexité. Avec un évident effort d'objectivité et d'analyse dépourvue de tout parti pris, elle expose de façon claire et précise les forces et les faiblesses de chaque groupe

Par HOWARD SCHISSEL

afin de jauger l'évolution des rapports de force à l'intérieur de cette société et ses effets possibles sur l'équilibre instable actuel. Si l'Afrique du Sud a la plus puissante armée et l'économie la plus forte du continent, elle souffre néanmoins de difficultés économiques à la fois conjoncturelles et structurelles (besoin de capitaux, manque de main-d'œuvre qualifiée, étroitesse du marché dépendant de l'exportation, etc.) qui minent l'hégémonie blanche, rendant inévitables des changements profonds. Marianne Cornevin croit que le sort des deux communautés est intimement lié par le fait que, malgré tout, elles sont condamnées à vivre ensemble. Elle souligne qu'une évolution positive de la situation est possible « si les Blancs se décident à faire à temps les réformes politiques indispensables conseillées depuis longtemps par les maîtres de l'économie sud-africaine » (page 270). Ce qui équivaut à envisager le changement dans l'optique du capitalisme éclairé.

Pour Paul Bernetel (3), journaliste africain, les « enfants de Soweto » ont mis l'Afrique du Sud en question. Les jeunes de la génération du « Stone Power » ont mis fin à la régulation de leurs aînés et ont permis aux Africains de sentir « renaitre l'espoir en eux ». Après une description détaillée des émeutes et de leurs conséquences, l'auteur, dans la partie la plus originale de son livre, démontre que « le régime de l'apartheid... ne peut se maintenir qu'à travers la complicité active de l'Occident » (page 285). Dans des chapitres solidement charpentés, il dresse un réquisitoire contre la collaboration avec Pretoria de certains chefs d'Etat africains, de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, de

l'Allemagne occidentale, et surtout de la France. Car ce dernier pays n'a pas seulement livré ses armes les plus modernes ; il a aussi vendu les licences de fabrication qui permettent à Pretoria de fabriquer plus de 50 % de ses besoins en armement. Puisque, comme le constate Paul Bernetel, « les affaires sont les affaires », la récente vente par la France de deux centrales nucléaires à Pretoria s'inscrit en toute logique dans la politique de coopération multiforme entreprise depuis quelques années. Dans ce type de relations, le « fascisme sud-africain » semble un peu déplacé, l'auteur a raison de souligner la nécessité de pressions internationales, spécialement africaines, pour aider la lutte de la population noire contre l'attitude occidentale pour qui les droits de l'homme ne semblent pas être appliqués à ceux qui ont la peau noire.

L'ORIGINALITE de l'ouvrage de Brigitte Lachartre (4), membre du Collectif de recherche et de l'information sur l'Afrique australe (C.R.I.A.), est de mettre l'accent sur l'action syndicale des travailleurs noirs dans son rapport avec la lutte de libération. Si la prise de pouvoir par la majorité opprimée n'est pas encore à l'ordre du jour, l'auteur ne doute pas que le prolétariat noir aura un rôle central dans le renversement de l'apartheid, compte tenu des faiblesses des mouvements de libération noirs et parce que le système capitaliste englobe essentiellement la totalité de la population africaine. Or les six millions et demi de travailleurs noirs n'ont pas officiellement de droit syndical. Livrés au système perfectionné d'exploitation à base raciale, les travailleurs noirs ont brisé le long silence des années 60 en déclenchant, à partir de 1971, en Namibie, et l'année suivante, dans le bastion précédemment d'une série de grèves sans précédent dans l'histoire du pays. Les mouvements d'ordre des grèves étaient axés sur l'augmentation des salaires et la reconnaissance du droit syndical. Mais, dans le contexte particulier de ce pays, ces revendications ont une forte dimension politique, voire subversive : elles visent à donner aux travailleurs noirs plus de pouvoir dans le partage des richesses qu'ils produisent et, dans un second temps, à remettre en cause tout l'édifice de l'exploitation capitaliste. L'analyse que fait R. Lachartre des effets de la dynamique des luttes sur l'Etat-pétrolier, sur la population blanche, et plus spécialement dans l'échec d'une alliance entre ouvriers et étudiants noirs, est capitale pour la compréhension des rapports sociaux conditionnant la stabilité du régime. S'inscrivant en faux contre la thèse économique du « poids des réalités économiques » comme moteur de changement, elle estime que ce sont les combats de classe articulés au combat international qui détermineront dans une large mesure l'avenir de l'Afrique du Sud et de toute l'Afrique australe.

(1) *The Great White Hoax*, ouvrage collectif Africa House, Londres, 1977, 218 pages, 1 livre.  
(2) *L'Afrique du Sud en sursis*, Marianne Cornevin, Buchet, Paris, 1977, 288 pages, 40 F.  
(3) *Les enfants de Soweto*, Paul Bernetel, Stock, Paris, 1977, 312 pages, 27 F.  
(4) *Luttes ouvrières et libération en Afrique du Sud*, Brigitte Lachartre, Syros, Paris, 1977, 200 pages, 23 F.

## issel marine

9 bis rue Saint-Amand  
75015 PARIS - Tél. 842.43.59  
TRADUCTIONS DESPECIFICATIONS  
NAVALES ET MARITIMES  
anglais, espagnol, japonais, russe,  
allemand, hollandais... (→ <)

## LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY  
Directeur de la publication :  
JACQUES JACQUET  
Rédacteur en chef :  
CLAUDE JULIEN  
Rédacteur en chef adjoint :  
MICHELINE FAURET

Prix de l'abonnement annuel  
(en francs)  
France, DOM, TOM, Centrafrique,  
Congo, Côte d'Ivoire, Dahomey,  
Gabon, Guinée, République  
malgache, Mali, Niger, Sénégal,  
Tchad, Haute-Volta, Cameroun,  
Togo, Guinée, Tunisie, Poste  
militaire, Poste civile, Andorre,  
Monaco ..... 85  
Autres pays ..... 75

PAY AVION  
(abonnement et taxes)  
Europe, Turquie d'Asie, Chypre,  
Autriche, Belgique, Espagne, Algérie,  
Maroc, Tunisie ..... 87  
DOM, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Dahomey,  
Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie,  
Niger, Sénégal, Tchad, Togo,  
Haute-Volta, Territoires français  
des Antilles et des Indes ..... 95  
TOM (sauf T.F.A.L.), République  
malgache, Etat comorien ..... 110  
Libye, Egypte, Arabie Saoudite,  
Iran, Iraq, Israël, Jordanie, Liban,  
Syrie ..... 101  
Brésil, Chine, Corée, Cuba,  
Hongkong, Indonésie, Japon, Thaïlande,  
Malaisie, Maldives, Philippines,  
Singapour, Taïwan, Thaïlande,  
Vietnam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-  
Zélande, Laos, Cambodge ..... 100  
Canada, Amérique du Nord, Amérique  
centrale, Amérique du Sud,  
autres pays d'Afrique, d'Amérique  
et d'Asie ..... 121

Rédaction et administration :  
à rue des Nations,  
75217 PARIS 13<sup>e</sup> CEDEX 09  
(Chèque postal : Paris n° 4397-59)  
Tél. Rédaction : 246-72-23  
Tél. Abonnements : 246-63-00  
Tél. : Le Monde 530-572 Paris  
Ad. télégraphique : Jourmond Paris

دعواتهم الى العمل



## Pour réduire leur dépendance

# LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT PEUVENT-ILS PRODUIRE LEURS PROPRES BIENS D'ÉQUIPEMENT ?

Par PIERRE CASTELLA \*

La production de biens d'équipement est actuellement l'apanage quasi exclusif des pays industrialisés. Les pays en voie de développement, qui ont cependant augmenté la production à des taux annuels supérieurs à 10 % au cours de la décennie 1960, voient leur part dans la production mondiale stagner aux alentours de 5 %. Encore que 6 % proviennent-ils d'un nombre restreint de pays (essentiellement l'Argentine, le Brésil, l'Inde et le Mexique).

La pensée économique dominante incite à considérer que cette situation est une conséquence quasi inéluctable de la division internationale du travail, celle-ci excluant les pays en voie de développement d'un secteur de production dont les technologies sont trop complexes, les charges de financement trop lourdes, etc. Une étude récente menée par l'ORSTOM (1) sur le Brésil et l'Inde (2) montre que la validité économique de ces thèses est loin d'être acquise.

Pourquoi est-il important que les pays du tiers-monde produisent leurs propres biens d'équipement ? On peut avancer au moins deux raisons majeures. La première est liée à une évidence : un pays ne peut s'équiper en machines, en matériel de transport (les bâtiments et ouvrages de travaux publics sont exclus de l'analyse) qu'en produisant ces biens ou en les important. Or les importations des pays en voie de développement portent pour 40 % à 60 % sur des biens d'équipement. On peut difficilement envisager une augmentation de ce pourcentage, les autres postes d'importations étant rarement compressibles. Le volume de la production locale de biens d'équipement détermine donc directement la volume de l'investissement domestique.

### L'étroitesse des marchés intérieurs

La dimension d'un marché intérieur n'est pas une donnée rigide, en particulier dans le domaine des biens d'équipement. On comprendra aisément en premier lieu que, selon qu'un pays investit 10 % ou 40 % (Algérie) de son produit national, la taille de son marché intérieur des biens d'équipement change sensiblement.

Mais l'étroitesse du marché tiendrait aussi, selon les idées courantes, au fait qu'il n'existe pas un marché unique des biens d'équipement, mais une multitude de sous-marchés correspondant aux milliers de machines et éléments de machines que recouvre l'expression « biens d'équipement ». Chacun de ces sous-marchés, infime parcellaire d'un marché global étroit, est de taille beaucoup trop faible pour pouvoir intéresser un entrepreneur. Mais cette arithmétique est trop simple. En effet, les investissements d'un pays qui s'industrialise sont en général concentrés dans un nombre restreint de secteurs « prioritaires », dont les achats peuvent représenter de 40 % à 70 % du marché intérieur total des biens d'équipement. Ce sont ces priorités qui créent des marchés pour les équipements correspondants. Ainsi il y a en Inde comme au Brésil un marché des équipements chimiques, sidérurgiques ou électriques parce que, dans les deux pays, la politique industrielle privilégie depuis vingt ans ces trois industries : en sens inverse, il n'y a ni en Inde ni au Brésil de véritable marché des tracteurs parce qu'aucun des deux pays n'a réellement encouragé le développement d'une agriculture mécanisée (alors que 72 % de la population active en Inde et 44 % au Brésil est employée dans l'agriculture).

En outre, beaucoup de biens d'équipement peuvent être regroupés en caté-

La deuxième raison tient à ce que les dépenses en dépenses entraînées par l'absence de production locale ne sont pas limitées à la seule balance commerciale. Les achats de technologie étrangère (licences, brevets, services d'assistance technique), qui pèsent lourdement sur le balance des paiements, traduisent le plus souvent une inexpérience des ingénieurs locaux en matière de conception, de production, ou d'utilisation de biens d'équipement. C'est à l'acquisition de tels biens que sont consacrés la quasi-totalité des crédits à l'importation accordés aux pays en voie de développement. Enfin, les investissements directs de firmes étrangères dans ces derniers pays concernent de façon croissante la production de biens d'équipement et, plus généralement, la production de biens à technologie dite complexe, ce qui ramène aux problèmes technologiques. Ainsi, le faible développement de la production de biens d'équipement dans les pays du tiers-monde peut être considéré comme la raison majeure de la situation financière de ces pays aux pays industrialisés.

Les idées reçues ne manquent pas pour expliquer ou justifier que les pays du tiers-monde ne produisent pas davantage de biens d'équipement. On peut ranger ces idées sous trois grandes rubriques : les marchés intérieurs de ces pays sont trop étroits ; il est presque toujours moins coûteux d'importer des biens d'équipement que de les produire localement ; enfin, les biens d'équipement nécessaires à la construction d'une économie moderne sont des technologies trop diverses et trop complexes pour qu'un pays industriellement jeune puisse en envisager la fabrication. Ces arguments résistent-ils à l'examen ?

gories de produits technologiquement proches et susceptibles d'être fabriqués par le même producteur ou le même groupe de producteurs. Exemple de ces catégories : produits de la chaudronnerie lourde pour les industries alimentaires, chimiques et pétrolières, les papeteries et les industries de la construction navale ; équipements pour les travaux publics, les mines et l'agriculture ; moteurs à combustion interne, pompes et compresseurs, etc. On ne peut donc affirmer que le marché et les possibilités de fabrication — simultanées ou à une certaine échéance — d'autres produits de la même catégorie.

Il n'existe donc pas de critère simple et universel qui permette d'apprécier à l'intérieur de limites strictes, le marché intérieur des biens d'équipement dans un pays donné. On peut d'ailleurs confirmer cette proposition par une observation statistique. Dans tous les pays du monde, et en particulier dans les pays en voie de développement, la production des industries mécaniques et électriques (catégorie qui regroupe les industries des biens d'équipement de l'électroménager et de l'automobile) croît beaucoup plus vite (de 1,1 à 1,8 fois plus vite) que la moyenne de la production industrielle. Cela tient en particulier au fait que la production de biens d'équipement croît au rythme de l'investissement industriel, donc sensiblement plus vite que la production industrielle ; cela tient aussi à ce que les industries précédentes se fournissent à elles-mêmes des équipements et produits semi-fini qu'elles utilisent. En tout cas, la conclusion est que la production de biens d'équipement, quand elle existe, se développe à un rythme auto-acceleré.

### Importer est-il moins cher ?

Est-il moins cher, pour un pays en voie de développement d'importer les biens d'équipement dont il a besoin plutôt que de les produire localement ? Les données disponibles à ce sujet sont rares et d'interprétation difficile. Mais les comparaisons conduisent en général à répondre positivement, le coût de la production domestique étant fréquemment de 10 % à 60 % plus élevé que le coût de l'importation correspondante.

Observons d'abord que ces résultats ne sont pas si catastrophiques car les échelles de production dans les pays du tiers-monde sont fréquemment de trente à cinquante fois plus petites que celles que l'on rencontre dans les pays industrialisés. De plus, ces résultats sont très sensibles aux conventions adoptées pour établir les comparaisons. Or il y a toujours beaucoup d'arbitraire dans le choix d'un taux de change, dans la fixation du prix international d'un produit ou dans la définition d'une rémunération « normale » du capital. Enfin, la plupart des analyses jusqu'ici ont porté sur des industries qui n'avaient que quelques années d'existence, alors qu'on estime généralement qu'une industrie n'atteint vraiment sa maturité qu'après quinze ou vingt années.

Les comparaisons entre prix relatifs des importations et des productions locales permettent aussi d'avancer deux conclusions optimistes. En premier lieu, les surcoûts liés à la production domestique sont faibles ou même négatifs pour les produits de taille moyenne fabriqués sur commande ou en séries courtes. Cette conclusion est importante, car elle concerne une gamme très large de produits (par exemple : moteurs, transforma-

d'autres conventions. Plus fondamentalement, de tels exercices de quantification tendent à dissimuler le fait que les choix sont pour une large part, de nature politique. Ainsi, personne ne conteste plus aujourd'hui la réussite de l'industrie automobile brésilienne, maintenant que celle-ci produit à des coûts raisonnables un million de véhicules par an. Mais la décision prise en 1959 de construire de

### Les capacités technologiques

Les pays en voie de développement disposent-ils de capacités technologiques suffisantes pour produire les biens d'équipement complexes que requiert la construction d'une économie moderne ? Il faut d'abord s'entendre sur ce qu'est une économie moderne. En particulier, qui sont les producteurs dans cette économie ? Suivant qu'il s'agit d'entreprises petites ou grandes, nationales ou étrangères, et suivant que ces entreprises recourent à des méthodes de production utilitaires de main-d'œuvre ou de capital, le niveau technologique de la demande de biens d'équipement variera largement. Ainsi, la production brésilienne de machines pour l'industrie textile est faible parce que le pays a privilégié la production de tissus synthétiques au détriment des tissus en fibres naturelles ; or les premiers sont produits par des firmes étrangères qui travaillent à fait avec des équipements importés, les seconds sont produits par de petites entreprises traditionnelles qui, faute de soutien public, voient leur production régresser depuis quinze ans et, en conséquence, ne s'équipent plus. En sens inverse, l'Inde est devenue un des premiers producteurs mondiaux d'équipements pour l'industrie textile parce que, entre autres raisons, une politique active a permis de maintenir une répartition équilibrée (environ 50 %/50 %) entre les productions des secteurs moderne et traditionnel.

Il reste qu'un pays qui s'industrialise ne peut se dispenser de faire l'apprentissage d'un grand nombre de technologies complexes. Qui plus est, l'apprentissage ne suffit pas, il faut aussi suivre le rythme du progrès technique international, dont c'est une banalité de dire qu'il est très rapide : dans le cas extrême des équipements électroniques, la productivité (à prix constants) de certains matériels double tous les trois ans.

L'exemple indien montre que ces problèmes ne sont pas insurmontables ; pour que les efforts soient concentrés dans certains secteurs, et que le recours à la technologie étrangère ne soit qu'un moyen d'aider à l'édification d'une technologie d'origine nationale. Dans la plupart des secteurs où les Indiens avaient à créer des capacités de production importantes

### La volonté d'indépendance nationale

Un pays qui s'industrialise ne se demande pas s'il va produire les biens d'équipement dont il a besoin. Ce pays se demande s'il va produire, et pour les raisons, il peut ou non faire appel à l'étranger, non seulement pour acheter des biens d'équipement ou de la technologie, mais aussi pour trouver des financements ou, plus radicalement, pour confier le projet à un investisseur. Or la force des pays industrialisés — et de leurs firmes actives à l'étranger — est de pouvoir présenter aux pays demandeurs une offre globale et souvent liée, où l'on trouve tout à la fois les équipements, la technologie, les financements (et éventuellement l'investissement). Il est tentant pour le pays demandeur de prendre la route, d'autant que cette solution permet en général une croissance économique immédiate plus rapide. Mais cette solution est aussi le début du cycle de la dépendance économique : un pays qui ne produit pas d'équipements s'expose à l'absence de recherche technologique et est de moins en moins capable de produire ses équipements et sa technologie ; il a donc besoin d'importer davantage, donc de trouver des devises, donc de rechercher de nouveaux financements, qui seront, liés à de nouvelles importations d'équipement ou de nouveaux investissements directs, etc.

Peu de pays en voie de développement ont cherché à dissocier les différents éléments de l'offre globale d'assistance étrangère. L'exemple de l'Inde (ou de l'Algérie) montre que cette dissociation est possible : un pays peut imposer sa réalisation sur place de tout ou partie des équipements correspondant à un projet, même si la technologie, le financement ou l'investissement sont étrangers ; un pays peut parvenir à assurer une part croissante de l'engineering des projets, même si les équipements ou la main-d'œuvre sont étrangers ; un pays peut dissocier financement et investissement en recourant surtout à des investissements directs de « clés étrangères ». Ces investissements se sont dirigés pour une part vers la production de biens d'équipement. Mais la branche s'est trouvée rapidement dominée par les firmes étrangères, ce qui a considérablement réduit les avantages que le pays pouvait tirer de l'existence

de l'industrie. L'exemple d'Inde illustre à l'autre extrême l'exemple d'un pays qui s'est équipé en recourant surtout à des investissements directs de « clés étrangères ». Ces investissements se sont dirigés pour une part vers la production de biens d'équipement. Mais la branche s'est trouvée rapidement dominée par les firmes étrangères, ce qui a considérablement réduit les avantages que le pays pouvait tirer de l'existence

\* Chercheur à l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer.

toutes pièces cette industrie en appuyant dans les cinq ans toute importation d'équipements et de produits semi-fini avait été considérée alors par de nombreux experts comme une aberration économique. Dans le même temps, l'Inde entreprenait de construire une industrie automobile entièrement domestique, dont la production était limitée volontairement à moins de 100 000 véhicules par an. Les surcoûts que paient les Indiens pour cette limitation volontaire traduisant un choix socio-politique parfaitement défendable.

(électrique, production d'électricité, industries alimentaires, machines-outils, électronique, aviation, etc.), les pouvoirs publics ont cherché à ce que le pays acquière progressivement la maîtrise technologique de la fabrication des équipements correspondants, même si ceux-ci étaient de conception étrangère ; puis les équipements eux-mêmes ont été conçus localement, même si la chaîne de fabrication dans laquelle ils devaient entrer était de conception étrangère ; aujourd'hui, les ingénieurs indiens ne sont pas encore inventeurs mais, dans les secteurs clés, ils peuvent se dispenser de recourir aux brevets étrangers pour mettre en œuvre des technologies nouvelles au plan international.

L'exemple brésilien montre à l'inverse que, si un pays accepte de façon indiscriminée les offres de services des ingénieurs étrangers, toute velléité de recherche technologique nationale est inévitablement étouffée, ce qui instaure le pays dans une situation durable de dépendance. A la fin des années 1950, le Brésil a engagé un processus d'industrialisation comparable à celui de l'Inde. A l'époque, les deux pays avaient des expériences technologiques voisines, le Brésil disposant d'équipements d'une relative avance dans le secteur des biens d'équipement. Vingt ans plus tard, le Brésil est envahi par la technologie étrangère, celle-ci s'étant dirigée surtout vers les industries de biens de consommation finale et fort peu vers les industries de biens d'équipement. De plus, dans ce dernier secteur, la faiblesse de la politique technologique nationale a été telle que l'engineering étranger est tout de même dominant. Et on prévoit que, même si un effort conséquent est entrepris, la part de l'engineering national (3) dans ce secteur ne pourra progresser en dix ans que de 15 % à 35 %.

Les questions de difficultés technologiques ne justifient donc pas plus que les questions de marché ou de prix de revient l'existence de faiblesses qui empêchent les pays en voie de développement de produire leurs propres biens d'équipement. En fait, les remarques précédentes suggèrent que la seule question importante est celle de la volonté globale d'indépendance nationale.

d'une production domestique. L'efflux des investissements directs et le substitut aux importations consécutives à ces investissements ont momentanément permis des économies substantielles de devises. Mais les importations de biens d'équipement n'ont pas diminué, l'engineering national est resté embryonnaire, les besoins de financement extérieur se sont accrues à un rythme vertigineux, et bien que, dès avant la crise du pétrole, la qualité de devises était devenue l'objectif majeur de la politique économique brésilienne.

Il faut garder à l'esprit que de nombreux biens d'équipement peuvent être produits, même dans les pays industrialisés, dans des entreprises de petite taille fonctionnant avec un capital réduit. Ceci est une première chance pour les pays en voie de développement. De plus, il est probable que des études spécifiques permettraient d'attendre sensiblement le même des biens pouvant être produits dans les mêmes conditions ; mais on ne peut évi-

### Un nouveau champ de coopération ?

Il est un autre type de biens dont la production dans les pays en voie de développement apparaît difficile : ce sont les équipements automatisés de commande, contrôle ou asservissement (4). Ces équipements occupent une place croissante dans le total des investissements industriels (10 % en 1970 aux Etats-Unis contre 2 % en 1955) et leur production fait le plus souvent l'objet de monopoles de diverses firmes multinationales. Mais, surtout, ces firmes tendent de plus en plus à produire non seulement ces équipements, mais aussi les machines auxquelles ils sont destinés. Cette tendance risque d'aggraver la dépendance du tiers-monde par rapport à ses fournisseurs étrangers et il apparaît indispensable que, même pour ces équipements complexes, les pays en voie de développement entreprennent, ou moins dans certains sous-secteurs, leurs propres efforts de production.

Jusqu'ici, les efforts de coopération régionale entre pays en voie de développement ont essentiellement porté sur certaines industries de base (chimie, acier, matériaux de construction...) ou certaines productions destinées à la consommation finale. Les industries de biens d'équipement ne pourraient-elles devenir un domaine privilégié de ces occasions de coopération ? On peut au moins avancer

demment compter sur les pays industrialisés pour entreprendre de telles études.

Que produire concrètement ? On peut penser en premier lieu à tous les biens légers d'usage général : moteurs, pompes, produits de la mécanique générale... On a constaté plus haut que les biens d'équipement de taille moyenne produits sur commande ou en séries assez courtes étaient fabriqués à des coûts raisonnables dans les pays qui ont eu l'entreprise la production. On peut encore rappeler qu'il existe, au sein de la catégorie générale des biens d'équipement, des familles technologiques de produits et qu'il est possible de passer de façon continue, au sein de chaque famille, de la fabrication des biens les plus simples à celle des biens les plus complexes.

Mais ce qui fondamentalement détermine le type de biens d'équipement susceptibles d'être fabriqués par l'industrie domestique, ce sont les besoins des branches privilégiées par la politique de développement. Quelles que soient ces branches, des besoins apparaîtront auxquelles il sera possible de répondre partiellement. La croissance ultérieure du revenu national accroîtra les marchés des équipements correspondants, ce qui permettra à la production domestique de répondre davantage à la demande, etc.

Il n'y a cependant aucune raison a priori pour que la production domestique suive spontanément l'évolution de la demande. La production brésilienne n'a pas développé de façon satisfaisante, en dépit de l'existence d'une forte demande, parce que, hormis les raisons déjà évoquées, le système financier domestique offrait aux acheteurs de biens d'équipement produits localement des conditions de crédit moins avantageuses que celles du marché international, parce que le soutien des autorités d'encourager l'investissement industriel n'est en fait traduit par l'établissement d'un système de subventions aux importations de biens d'équipement, parce que les producteurs nationaux n'ont reçu aucun soutien public face à la concurrence des filiales de sociétés étrangères... L'Inde n'est pas tombée dans les mêmes travers, si elle a constamment le développement de son industrie de biens d'équipement comme un but en soi, en négligeant la production de biens de consommation ; les autorités économiques ont pris leurs décisions au coup par coup et comme une suite de défis à l'ordre économique international ; le développement de la production a été fondé de façon sélective exclusivement sur la croissance d'un nombre restreint de grands groupes, publics ou privés.

La seule avancée de ces divers points montre qu'il est peu de domaines de la politique économique qui ne soient impliqués dans la construction d'une industrie de biens d'équipement. On peut d'ailleurs montrer plus généralement (4) que le développement d'une telle industrie met en cause l'ensemble de l'organisation socio-économique nationale (modes de consommation, de distribution du revenu, etc.).

L'argumentation qui précède ne signifie certes pas que les pays en voie de développement peuvent, s'ils le désirent et si leur système socio-économique s'y prête, produire tous les biens d'équipement dont ils ont besoin. On constate, en particulier à partir des exemples du Brésil et de l'Inde, que, même lorsqu'un haut niveau d'autosuffisance a été atteint, certains postes d'importation apparaissent difficilement réductions. L'important est que deux pays aussi différents que l'Inde et le Brésil semblent éprouver les mêmes difficultés pour les mêmes produits : équipements pour les mines, l'édition, le papier et la chimie lourde, produits de la mécanique de précision, équipements électriques et de télécommunication. La question est particulièrement importante pour ces deux derniers types de biens, car ils constituent toujours une part notable des investissements dans tout pays qui s'industrialise.

(1) Office de la recherche scientifique et technique outre-mer, 24, rue Bayard, Paris (8<sup>e</sup>).

(2) Cf. La production brésilienne de biens d'équipement et le développement industriel. On Brésil de 1950 à 1973, et La production indienne de biens d'équipement et le développement industriel de l'Inde depuis 1950 (à paraître prochainement).

(3) Il s'agit de l'engineering de conception des équipements utilisés dans le secteur. Pour plus de détails, cf. *Transfer of technology in the industrial development of Brazil. General Aspects of the Problem*, Nations unies E/CN, 12/521, 1974.


(4) Cf. par exemple : *Place et fonction de l'industrie dans le système industriel français*, par J. Ferrin, 1957, Grenoble, 1973.







## CINÉMA POLITIQUE



La pratique de la « production lourde » se confond avec les origines de l'industrie cinématographique ; quelques producteurs avisés, les « premiers nababs », comprennent très tôt que les bénéfices financiers d'un film sont souvent fonction des sommes investies et entreprennent, en Italie et à Hollywood, de réaliser d'énormes machines filorolées, très coûteuses, diffusées dans le monde entier (entamment Cabiria, 1914, de Giovanni Pastrone, et Intolérance, 1916, da David W. Griffith).

*Superproductions*

Décor gigantesques, foules du figurants, scénarios à thème grandiose (surtout d'inspiration pharaonique, biblique, vénéral ou chrétienne), films à succès et à scandale (comme Thérèse Barz, Constance Talmadge, Essie Lee...), innovations techniques et longue durée de projection (souvent en couleurs, obtenues en peignant au pochoir, à la main, image par image, toutes les pellicules), telles sont les caractéristiques de ces premières superproductions ; elles furent, jusqu'à nos jours, inimitables.

Dans les années 20, producteurs et réalisateurs Cecil B. de Mille commencent sa carrière magistrale et que ; ils tournent les Dix Commandements, 1923, le Roi des rois, 1927, puis, en cinéma parlant, le Signe du croix, 1932, les Croisades, 1935, etc. Ces films, sans leur discours humaniste, apprennent comme les fers de lance de la politique commerciale américaine, avec un succès et un contrôle économique qui ont dépassé ceux de la production hollywoodienne ; ils cherchent à prouver la ruine des petits producteurs et à assurer le rôle

de la distribution en moyen du système de la « vente liée », l'achat de la superproduction entraînant obligatoirement celui d'un des films de seconde importance ; comme l'ont fait le Paramount et la Metro édifiant de cette manière leur empire et pourtant, par les mêmes méthodes, la conquête des marchés mondiaux. Aucune ne leur résista ; à l'exception de ceux (c'est le cas de l'Union soviétique) qui leur sont fermés, ou de ceux qui imitent leur politique (comme l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, le Japon, par exemple). En 1929, Metro, les frères F. Lang, et l'Italie musulmanisme, et l'Institut Luce, tourné en 1937 Scipion l'Africain, de Corinne Gallone). Certaines cinématographies nationales, notamment la cinématographie danoise, s'effondrent. Cet effondrement, sur lequel on ne peut-être pas assez réfléchir, souligne très bien la fonction de machines de guerre économiques qu'Hollywood a jouées. On ne peut pas dire qu'il n'y ait eu qu'un seul type de traitement de nouveaux ne écroulés, les romans qui passent sur de trop frères cinématographies seraient-elles prises en compte ?

# Regain à Hollywood

**A** PRES la deuxième guerre mondiale, les superproductions se font rares. Hollywood travaille tranquillement les marchés occidentaux (l'UFA est démantelée et le cinéma français, par exemple, soumis aux censurements américains de la Byrnes) et ne désire guère courir de risques financiers inutiles ; en Italie, la mode est au néo-réalisme qui permet d'obtenir de bons films à petit budget, faciles à exporter.

duge, radicaux à mortifier la diffusion massive de la télévision provoquée, brutalement, une baisse dans la fréquentation des salles, Hollywood s'inquiète et répond par des promesses techniques et de qualité, mais surtout qu'un défi technologique : usage exclusif de la couleur (que la télévision n'employait pas encore), généralisation de la caméra à l'appareil, meilleur goût de la voiture à celui du « petit car », mise au point du système d'animation des images (cinéscopie puis cinéma) et, surtout, retour précipité à la production de films, après dix années, toutes les sagas, égyptienne (*Terre des pharaons*, 1955), biblique (*Salomon*, 1955), chrétienne (*La Tournée*, 1955), etc. sont repessés : de nouvelles séries de films sont produites, les épopées (*Les Dix Commandements*, 1956, *Le Roi des Rois*, 1961...). L'Italie en profite pour inonder les écrans de fausses superproductions, très coproduites avec Hollywood, et qui ont des retombées publicitaires de l'énorme travail de promotion effectué par les compagnies hollywoodiennes. Mais les films de production s'élevaient à peine (le « tournage ») au-dessus des incertitudes fondamentales tenues en échec au Vieux monde, mêlé à une affaire d'Et, confusément, avec des craintes collectives, mais à l'absence des structures d'aujourd'hui.

De la Bible et du Coran avaient toujours nourri les superstitions américaines, plus que les menaces d'Et et le Maréchal des Soviets, et les films américains servent maintenant de ingrédients obligés de spectacles à profusion, vendus à des centaines de milliers de savançons de tous les exotés (violence, politiques), etc. Le succès prodigé est tel que, pour fois, pour des années, les questions des salles compagnies hier envoyaient leurs profits au cinéma américain, un tigre qui, à leur conquête, profitait mondiale, avec un monde

que ces compagnies parviennent de plus en plus à réaliser sur le terrain les projets, aussi nombre de producteurs américains préfèrent tourner leurs superproductions en Europe comme Samuel Bronnson, par exemple, qui a récemment financé le grand succès (à l'écran) de Clint Eastwood, *Le Cavalier solitaire* (1976), la *Tour in Adventure* du « Poséidon Tremblant de la terre partout des records de

La venue au pouvoir de Carter et sa nouvelle doctrine de "honnêteté" ont permis l'analyse de la sensibilité américaine qu'effectuent les auteurs ; au contraire, le

les studios de Cinecittà. Les emprunts et les crédits financiers de *Cleopâtre* (1963) et de *la Bible* (1965) mettent fin à cette deuxième époque des superproductions et Hollywood, à court de ressources, s'inspire des succès américains. Les films américains sont démantelés, transférés à New-York, les décors et les costumes vendus aux enchères, la plupart des comparses sont licenciés. Les films américains perdent leur spécificité, beaucoup se reconvertissent dans la télévision et produisent des feuilletons en série. L'industrie américaine du cinéma ne peut plus soutenir un grand nombre de films, souffrant un peu.

**A**U début des années 70, une nouvelle génération de producteurs, plus jeunes, plus ambitieux, paraissent

décide à tirer Hollywood de sa torpeur : ils constatent que l'effet de la décadence de la télévision s'est amplement épuisé, qu'il faut que le cinéma constitue pour la jeunesse le symbole de l'enfermement familial, de l'abaissement collectif, et que le cinéma doit être un incontestable reflet de la modernité. Ils sentent aussi, avec une remarquable intuition sociologique, le désarroi de l'Amérique brisée dans ses certitudes fondamentales : son armée est désemparée, son Vieux Sud est en ruine, elle est en difficulté, et son président malé à une affaire de cambriolage. Et, confusément, avec le retour de ces orales collectives, Hollywood se décide à tenter les superproductions d'aujourd'hui.

De la Bible et du christianisme, qui ont servi aux premiers principes des superstitions américaines, on tirent plus que les menaces de l'Apocalypse et le massacre des Sorcières : catastrophes, sabbatismes et tétralogie animale. On y ajoute les ingrédients obligés de toujours : effets spéciaux à profusion, collection de vedettes internationales, morceaux de bravoure, sautes de ton, et, au-dessus de tous les excès (violents, sexuels ou politiques), etc. Le succès des nouveaux produits est tel que, pour la première fois depuis des années, l'indice de confiance des Américains envers les compagnies hier encore détestées voit leurs profits augmenter, et le cinéma américain, un temps intimidé sur ses marchés, reprend son habituel et sûr succès, profitant de la crise mondiale, avec un montant accru.

Des films comme *L'Écoriste* (1975) et *Les Dents de la mer* (1976) réalisent des bénéfices, jamais atteints et se situent d'emblée parmi les films les plus commerciaux de l'histoire du cinéma ; d'autres, comme la *Malédiction* (1976), la *Tour infernale* (1975), *L'Aventure du Poséidon* (1974) et *Tremblement de terre* (1975) battent partout des records de recettes.

La venue au pouvoir du président Carter et sa nouvelle politique des droits de l'homme n'ont guère modifié l'analyse de la sensibilité contemporaine qu'affectent les superproducteurs ; au contraire, le moralisme du président et son passé de prédicateur baptiste semblent confirmer les thèses de nouvelles superproductions pour qui le Mal radical doit souffrir le monde ne peut être vaincu que par le sacrifice et l'exoniation collectifs.

Ces thèses, gênereuses quoique morbides, ne sont jamais prises à leur compte par les producteurs des films ; le but qu'ils poursuivent, comme toujours, c'est la domination du marché cinématographique mondial. Pour l'obtenir, ils ne lésinent point sur les moyens ; ainsi la guerre des distributeurs est devenue plus agressive que jamais comme le prouve l'exemple de *King Kong*, diffusé simultanément l'hiver dernier dans près de deux mille cinq cents salles du monde entier ; les

sommes consacrées à la promotion commerciale des films atteignent des montants jamais vus : pour lancer le succès de cet été aux États-Unis, *The Deep* (réalisé par Peter Yates sur un scénario de Peter Benchley, auteur des *Dents de la mer*), la Columbia a dépensé plus de 4 millions de dollars en publicité (la production du film avait coûté 8 millions, et elle s'appropriera à elle seule 85 pour la promotion du dernier film de Steven Spielberg (réalisateur des *Dents de la mer*). *Close Encounters of the Third Kind*, qu'elle sortira massivement le 14 décembre prochain.

Pour mieux mesurer l'inégalité de la concurrence, il faut se rappeler qu'un film français a à fort budget « revient » rarement à plus de 1 million et demi de dollars, alors que les productions américaines actuelles (toutes les grandes compagnies en produisent) coûtent très largement cette somme. En France, on ne compte pas de films de ce côté en Amérique (qui seront inévitablement projetés en France cet hiver), signalons que *Un pont trop loin* (son coût : 1 million de dollars, 10 millions de francs), *Les sept ans de Sweeney* (1 million de dollars, 10 millions de francs), *Le héros* (1 millions, 10 millions de francs), *Star Wars* (10 millions, 100 millions de francs), *The spy who loved me* (1 millions, et 10 millions de francs), *Le film* (1 millions, 10 millions de francs) et *Le Vietnam* (qui termine actuellement Francis Ford Coppola (*Apocalypse Now*) reviendra à 25 millions et demi de dollars, 250 millions de francs) ajoutés aux frais de publicité (valant à 40 % du coût de la production. On comprendra pourquoi la politique expansionniste du cinéma américain est si sérieuse sur la route.

**C**OMME jadis, certaines cinématographies ne résistent qu'en adoptant le modèle américain ; c'est le cas de la France. Les deux dernières *Tentacules* (1976) et *le Pont de Cassandra* (1977), du Japon avec *Tokyo Express* (1976), du Mexique avec *Survivre* (1976) ont été l'engouement à l'été 1977. Les deux derniers ont satisfait les conventions du cinématocatastrophe, même si les dernières pousses américaines du genre s'étaient en France montrées (comme à Chambour) totalement gagnrées. Jamais l'hégémonie du cinéma américain n'a été plus grande qu'aujourd'hui : il est le seul à être vraiment dans tous les pays (à de très rares exceptions près) et il n'est guère de sujet qu'il n'ose aborder (daignant à peine se limiter à la première fois, la figure de Nabuchodonosor lui concède d'emblée deux films simultanés, de plus de huit heures de projection, intitulés *le Message* (voir ci-dessous). Grâce aux succès américains, on se sent constamment de solides « têtes de pont » commerciales, à partir desquelles il se rend maître d'un marché qu'il ne craint pas la suite de ses fictions programmées.

**IGNACIO RAMONET.**

## *La nécrose d'un genre*

**L** A catastrophe, c'est une loi du genre, est connue d'avance; la publicité a pour mission de bien divulguer les circonstances insolites où elle se produit. Dans *Airport 77*, elle survient au cours du voyage inaugural de l'avion de voyageurs le plus gigantesque et le plus luxueux du monde, qui se retrouve au ton d'océan avec ses passagers entassés à bord. L'avion n'est pas un Concorde version américaine, les performances étant en l'occurrence secondaires, mais plutôt une sorte de pulman volant. L'ingénieur - constructeur, propriétaire de L'ennemi est occupé par un amoureux

la compagnie, s'est avéré tout un ministère d'art, sur quel terrain Stewart prend ses décisions, d'instinct ou d'analyse, mais pleines. La finance et la technologie se dissolvent dans un flux délibérément artistique, et l'avion, qui transporte quantité de chefs-cuivre, pose ici comme objet d'art bien plus que comme progrès technologique ou source future de profits; plano è bord, scapoli et cuivre, bibliothèque, lumières tamisées et moquettes profondes, tout cela évoque davantage la somptueuse léthargie des croisières transatlantiques durant les années 30, sur le câblé vulgaire, le « time is money », sur laquelle insistent d'ordinaire les compagnies aériennes. C'est, d'ailleurs à un noble événement, un vernissage, que se rendent les passagers de l'avion.

Le projet apparaît clair : condenser en une seule fiction deux précédents films-catastrophes aux recettes éprouvées : *L'Aventure du Poséidon* et *747 en péril*, conjuguer les terreurs modernisées de l'air et de l'eau ; défi apparemment alléchant si l'on se réfère à ces bousculades de spectateurs lancés, sans répit, dans cette course aux obstacles des films-catastrophes.

Ce qui consierne dans *Alpiron 177* (1), s'est l'indigence, voire l'avarice scénarique apportée aux événements de l'œuvre (entre autres une distribution impressionnante). En voici quelques jeloys : les co-pilotes et le steward ont décidé de s'emparer des œuvres d'art, ils ont donc installé un dispositif pour endormir le pilote et les passagers afin de faire éteindre l'appareil dans une île déserte dans la région mystérieuse du « Triangle des Bermudes », puis de s'équiper avec le butin dans un autre avion vers l'Amérique du Sud ; le projet échoue, car l'avion heurte une pile-forme de foreage (discret rappel de la guerre du pétrole) et le sombre intact per un haut-ton. Les « méchants » périssent donc l'accident, l'avion peu à peu commence à prendre vie... L'héroïque pilote parvient à sortir

de l'épave, il signale la présence de l'appareil et le U.S. Navy assure le sauvetage des passagers.

Aux « vilains » (à propos desquels il est intéressant de noter qu'ils constituent le *prolétariat de l'aviation*) s'oppose un éventail de *alhouettes* plus ou moins natures : tout d'abord *Olivia de Havilland*, qui consacre de beaux restes à un rôle de *miliardaire protectrice* de jeunes talents (sûrment autant d'hommes rendus en al peu de temps à l'initiative privée en matière d'art, au mécénat) ; et *Joseph Cotten*, donateur également, qui renoue avec elle une *tyllie* vieille de trente ans, tous deux *égeres* dans un *réto* *tigéral* *alien* qui détonne désagréablement ; puis *Christopher Lee*, *marl* *trompé* à peine *pathétique*, et *Jack Lemmon*, qui s'essouffle dans un rôle de *capitalne* *coureux* que *Charlton Heston* a dû *vraie* *semblablement* *refuser*.

**L**E film ne joue donc pas sur le tragique, sur ce conflit entre l'homme et les forces obscures qu'il défie (comme dans les *Dents de la mer*) ni sur le néandérthologique (comme dans *Le Tour infernal*). Il ne repose non plus sur aucune tension psychologique, tous les personnages étant, au sens fort, des archétypes : petite fille maledite, femme adultère thyrique et hystérique, servante noire fidèle jusqu'à la mort, chanteur aveugle, docteur dévoué, etc. Le suspense, dans une situation qu'il offrirait tant de possibilités, est entièrement absent puisque tout est joué dès le départ et que le seul des naufragés viendra de l'extérieur ; et l'extérieur, c'est l'énorme machine de guerre américaine devenue pour la circonstance une imposante et stérile machine à oxygène.

La fonction finale d'*Airport 77* s'élucide alors, et, pour les spectateurs qui n'auraient point compris, un encadré final insiste : « Si les événements et les personnages de ce film sont fictifs, le dispositif de sauvetage est vrai. » Ainsi ce sabotage de millierda, ce raptage de la fiction n'étaient que les concessions obligées à un spot publicitaire, long de plus de deux heures, chargé de proposer, après le débâcle du Vietnam, une nouvelle image de la marine de guerre américaine.

**NOELLE DE CHAMBRUN.**

11) Réalisé par Jerry Jameson, *Airport 77* (titre français : *Les Naufragés du 747*) est la troisième mouture d'*Airport*, film produit en 1973, qui fut déjà suivi d'*Airport 75* (titre français : *747 en péril*). Le film a été précédé par sa version parodique, le *Bus en folie*, qui ridiculise avec un certain talent les balourdises du scénario.

## «LE MESSAGE» : Un «péplum» impossible

titre : Mahomet, le messager de  
Dieu (2)

Pour le producteur-réalisateur, Moustapha Akkad (Américain musulman), le problème, en définitive, pouvait se formuler ainsi : comment tourner une superproduction très coûteuse, destinée à être diffusée dans le monde entier, sur la vie et l'œuvre de Mahomet, sans trahir l'histoire des origines du l'islam, sans utiliser des acteurs célèbres et sans que l'on voie ou entende le personnage le plus important ?

Situation délicate, peu fréquente, que le réalisateur a surmontée sans originalité en proposant point par point des solutions dispersées que d'autres superproductions avaient déjà avancées. En premier lieu, le scénario, qui se veut banal, le fiction, il est développé, avec un talent minimal, tout ce que l'anecdote recabait de commun avec les scénarios des «papyrus» traditionnels : schéma de tortures barbares, notamment au javel...; des batailles à forme épiques, de combats singuliers, d'implacables courtoises, de vengeances imprévisibles... sans oublier les personnages hauts en couleur comme Harza, chef de la tribu, l'esclave éthiopien, lanceur de javelot, couvert d'une peau de léopard ; le choix de l'effluve du film, très élaboré, rendable cette intention de tirer l'audience vers le spectacle d'opéra, et de faire passer la guerre au second plan sur le sujet de la «guerre suite»... Indéfiniment évoqué des

qu'il s'agit de l'islam et vient significativement contredire le spiritualisme auquel prétend le titre, mettant bien en évidence le frelatage du produit.

**L**A deuxième difficulté a été surmontée à coups de millions, en tournant, tout simplement, deux idées : pour le public musulman, supposez maintenant que le personnage qui s'appelle Akkad réalise une version interprétée par des acteurs arabes (de grand talent, comme le montre, par exemple, la remarquable interprétation de Teyeb Saddiqi dans le rôle de Walaïd) ; pour le reste du monde, sur le même découpage, il tourne une superproduction conventionnelle avec des acteurs célèbres (notamment Anthony Quinn et Irène Papas) parlant anglais : la justification secondaire de cette version, à une époque où il est souvent question d'un monde arabe et, pour des producteurs américains, d'un monde arabe, c'est d'appeler à l'attention du public l'existence d'un tel monde arabe. C'est de rappeler qu'il y a des trois-grands monothéismes et était né eu espiègle sibole et que, de même que les Dix Commandements portaient sur Moïse et le judaïsme, le Roi des rois sur Jésus et le christianisme, et le Seigneur Maitre de la papauté à l'écran l'œuvre de Mahomet et la fondation de l'islam.

Le troisième embarras supposait, pour être vaincu, une habileté qui e fait défaut à Moustapha Akked ; en effet, ne pouvant représenter Mahomet, le réalisateur e eu recours à une convention de style relativement tré-

quente : le prophète est supposé situé à "la place de la caméra" ; il voit le scène que nous voyons, mais il n'est pas vu (3). De mesure immédiatement les parties d'une utilisation désordonnée du procédé : les images se succèdent sans interruption, nous rions de ne point percevoir l'instant où la caméra devient ou cesse d'être Mahomet ; et, de là, une telle confusion se perd dans une autre : la caméra, en étant plus pertinente, le logique du récit devient par moments floue. D'autant plus que le réalisateur ne l'identifie pas toujours Mahomet le le caméar ; parfois, il le représente en le banalisant ; par exemple, on voit un groupe d'hommes qui se dirigent, hêrés par la foule, vers le temple païen, pour voir les situations de la mort, et, en cet oit, pas, les dialogues que le prophète est l'un des hommes du groupe même si aucun gros plan ne vient le détacher, l'isoler du reste des fidèles. Akkad le représente aussi en le réduisant ; par exemple, lorsque le foule de croyants attend aux portes de Médine l'arrivée du prophète, un homme, qui est l'un des deux allouhestes, à dos de chamou, s'y détachant ; l'une d'elles est Mahomet,

**A**INSI, préoccupé seulement de considérations commerciales, le réalisateur s'embrouille dans ses propres règles et ne parvient guère à imposer les contraintes d'une superproduction à un sujet trop bien protégé par des siècles de méfiance à l'égard des images et du récit pro-

rique. C'est dans la tradition narrative arabe, et non dans les ruses hollywoodiennes, que Moustapha Akked aurait dû puiser ; il y aurait trouvé selon des ressources métaphoriques, les habiletés rhétoriques plus dignes de conserver à l'une des plus grandes aventures mystiques de l'histoire de l'humanité l'indispensable dimension spirituelle qui tout fait défaut dans ce péplum à manqué.

I. R.

(1) Il convient de citer le remarquable *Faûbe de l'Islam*, 1970, de Salah Abou Sâïr.

(2) Ce titre, on le sait, a dû être modifié à la suite des exigences formulées par un groupe d'intégristes ouverts musulmans au cours d'une prise d'otages effectuée à Washington en mars dernier. Toutefois, nous avons pu constater que les versions en langue espagnole sont diffusées sous ce titre originel sans, apparemment, rencontrer d'opposition.

13) Cette convention a souvent été  
utilisée par des religieux pour  
faire figurer le Christ, notamment  
dans la Tunisie, 1963, de Henry Po-  
towski. Cette convention a noté que  
cette posture scolopie néglige un fait  
« effet mariage »: celui qui fait  
chaque spectateur, dans des  
conditions particulières, un specta-  
culohumanitaire. Ce procédé, d'ali-  
mentaire, est également utilisé, comme ver-  
sion perdue, dans les films d'horreur  
et de science-fiction, par exemple, *Un tueur dans  
la foule*, 1971, de Larry Peerce, où la  
scène est alors présentée comme un  
procédé épique des victimes. On voit donc  
un tel procédé n'a rien, en lui-  
même, de participant à l'aspect  
d'œuvre, à l'égard du personnage que  
on prétend révéler.







## Par YVES FLORENNE

Ne vais-je pas donner à penser de Charles d'Aragon et de son livre qu'ils sont gonflés d'ironie amère et de vaine pitié ? Alors que sa force vient de ce qu'on voit se passer sur les hommes et les choses la sérénité lucide d'un regard tranquille. Qu'on ne se trompe pas non plus au titre et qu'on ne s'y heurte pas. La vraie Résistance est honorée, avec la gravité et l'émotion de quelqu'un qui sait de quoi il parle. Le mémorialiste m'esquisse seulement le rôle que lui-même y joue, sobrement.

**M**AIS enfin, c'est un iconoclaste. Il lecture paisiblement toute une imagerie populaire et affiche ce qu'on préfère ou pas voir : que dans l'état 1940 les résistants conscients et incorpés étaient peut-être les plus nombreux, que lorsque les Français étaient dans leurs organisations ils trouvaient quelques milliers, engloutis dans la masse. Engrais ? Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils n'y étaient pas comme les paysans dans les assemblées dans sa conclusion sur sa propre dévotion et qu'il y avait eu dans plus d'une histoire sans fiction, l'antre écrit de la Résistance, quelle fut « un mouvement minoritaire dont la périlleuse et multiforme existence s'est prolongée jusqu'à la fin de la guerre, dans une totale l'hostilité du plus grand nombre ». A en croire ratta-

Cette philosophie qui sonde de chaque pas l'empêché pas que le livre soit d'abord un récit : journal-souvenir de celui qui n'aura osé à montrer « que » le courage quotidien de quatre années d'activité clandestine ; tout ce qu'il a vu, cité, appris, dans la période couvrant quasiment, de son village à Paris, à Lyon, à Saint-Étienne, les années du mandat. Il rend ainsi au S.T.O. qui leur donna naissance et aux Doumeret dont il commanda l'un en compte à demi avec Duvoyet de Segonzac ; l'organisation de la région de Toulouse, avec Jean Casson ; les grandeur et les misères de la résistance (des résistants en comité) ; et tant d'autres choses que j'ai racontées ailleurs. Mais ce livre ne devait pas être seulement ministres et même président du conseil. Lui, député dans les deux premières Assemblées, n'aura pas le goût de faire carrière et retournera à sa terre et à son livre de raison. Revenant sur ce thème, il écrit : « Je me voyais des années de plus tard quand je pourrais encadrer les oreilles dressées d'un cheval. J'en suis toujours là. »

**A** NECROTÉS, propres, citations pleines de sens. Par exemple, du général de Castelnau « remémorant », encadré, le maréchal Pétain, ce joli mot de burgrave : « Enleve-moi ce galopin ! » Cela, d'un autre style : « Le gouvernement protesté qu'il cherchait la gloire des Français, et non la gloire de la France, et qu'il avait des illusions de la patrie. » Oui, mais c'est de Chateaubriand. Et sur Chateaubriand encore se ferme ce livre : « Ce sont deux jours finis que des fantômes retracent dans des cimetières avant les premières lueurs du jour. »

Deux finis ? Charles d'Aragon n'en est pas tout à fait sûr, qui s'interroge, faisant allusion à La nuit finis d'Henry Frenay, sur l'opportunité d'écrire un autre livre qui s'appellerait La nuit reviendra. Tout ce qu'il a dit laisse assez paraître qu'il n'empêra pas, quoiqu'il en soit, un seullement général, ni même une seule nuit, de se réunir avec la Résistance, si une telle nuit tombait.

\* Editions du Seuil, Paris, 1977, 224 pages, 39 F.

**B**ERNARD ASSO avait consacré une pièce à l'anniversaire de

Le premier parti, consacré au leader politique « père de la nation », insiste sur les difficultés à créer un régime démocratique et à lutter contre les législateurs par la colonisation. Sans cesse on achoppe sur le problème de l'Etat-nation, sur la confusion d'un donné géographique avec une entité politique, l'ethnisme. L'unité nationale n'est réélée et octroyée qu'à travers la personne du chef, qui est le seul à avoir le droit de force son pouvoir personnel par le contrôle du parti et des moyens de propagande. On aboutit ainsi à une situation où le parti est le seul à représenter le parti et l'Etat, de l'Etat à son chef. Mais ce surpouvoir du dirigeant s'accompagne bien souvent d'une soumission des cadres à l'Etat, à son chef, à ses limites. Dans ces conditions, il se prive du pouvoir par l'armée, qui fait l'objet d'un soutien partiel, voire d'une véritable répression, si non légitime. Qu'un parti du régime en groupe ethnique associations traditionnelles, qui ne se soumettent pas à l'Etat, se lève et qu'il est la crise, donc la fin de cet état, c'est la crise, donc la fin de cet état.

Alliant matériellement puissance et idée nationale, le soldat-président est alors, pour l'ouest, un agent de mal à la suture sur ce terrain. Les exemples qu'il fournit mettent en évidence tout ce qui éloigne de l'vidence des pays riches. Les ressources du maréchal Bokassa ont les ressources de la nation tendent de plus en plus à se confondre avec les propriétés personnelles du chef. Les richesses abondent, en revanche, qui démontrent les capacités d'homme d'Etat des dirigeants africains, civils ou militaires, pour organiser la nation et le sous-développement. Que les uns et les autres ne se refusent pas toujours aux apparences facilitées de la démocratie, ce livre l'illustre longuement.

D'intention plus politique qu'économique, le livre de Maurice-Pierre Roy, extrêmement documenté, offre une vision d'ensemble originale des pays de la périphérie capitaliste. Il éclaire les conditions de la dépendance entre les principes constitutionnels affirmés et la pratique politique suivie. Dans un tiers-monde dont il marque à la fois la diversité et les points de convergence, Maurice-Pierre Roy a pour objet principal de la création de l'Etat dans la genèse du développement. Mais il note qu'en quelque période que le processus s'engage, les pays de la périphérie sont en contact avec l'extérieur, c'est un produit d'importation européenne, une greffe; dès lors, la construction de l'Etat, qui fut long mûrissement dans les pays industrialisés, devient l'œuvre d'importation dans les pays sous-développés. A partir d'analyse des Constitutions démocratiques dont se dotent à l'origine tous les nouveaux Etats, l'auteur expose la difficulté de leur application dans des pays où se font saffronner des forces contradictoires du développement : poids de la tradition, religions, armées, partis, etc. Il définit ainsi les conditions pour définir une dialectique des systèmes constitutionnels importés dans leur confrontation avec les réalités locales, dont le résultat le plus fréquent est une déformation de l'Etat, qui n'est pas celle de l'armée, d'un pays ou d'un chef, voir, dans ce dernier cas, vers la déliquescence de l'Etat. S'appuyant sur l'étude des exemples algériens, angolais, mexicains, indiens, argentin, égyptien, l'auteur illustre les diverses formes institutionnelles que prend la dictature, sous pourtant élabrer les différences profondes que celles impliquées par chacune, dans le domaine des droits de l'homme.

Le pessimisme dont il fait l'œuvre vient peut-être de ce que M. Roy n'a cherché d'explicitation à cette conjonction des dictatures qu'à l'intérieur des régimes étudiés, négligeant les facteurs exogènes ou premier rang des décisions et dépendance, répétant de la sorte : « L'histoire, c'est la communauté de ce livre qui le recours à un schéma explicitif connu, il s'attache surtout à l'analyse des forces sociales en présence dans le tiers-monde et de leurs inférences contradictoires ». Ce qui est vrai, mais qui saute l'ouïe sans se conclure que « les dictatures ne sont pas une panacée, et que l'expérience prouve qu'elles ne représentent pas automatiquement un raccourci sur la voie du développement économique et politique ».

**CHRISTOPHE BATSCH.**

## ÉCONOMIE

M.-T. M

tique « des droits de l'homme » de  
l'administration Carter.

D. J.

en lisant l'ouvrage, bien documenté et désordonné, de Ch. Levinson. M.-T. 1

des économies nationales, tout va bien puisque la monnaie (de banque) nationale peut effectuer sa circulation de

★ Denoël/Gonthier, Bibl. Méditations, Paris 1977, 178 pages, 25 photos, 13,50 F.

## LIVRES ANCIENS SCIENCES SOCIALES

\_\_\_\_\_



# L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

## ONU

### Le Conseil de sécurité recommande l'admission du Vietnam

LES États-Unis ayant levé leur veto, le Conseil de sécurité a été en mesure de recommander le 20 juillet, par consensus, l'admission de la République socialiste du Vietnam aux Nations unies. Il appartient à l'Assemblée générale d'entériner la décision, lors de sa prochaine session.

### La conférence de Lagos contre l'apartheid

Organisée par les Nations unies en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine, une conférence mondiale pour une action contre l'apartheid s'est réunie à Lagos du 23 au 26 août. Dans une déclaration finale adoptée par acclamation, les participants ont demandé la cessation de toutes les formes de coopération militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud et pressé les gouvernements d'envisager des sanctions économiques contre le régime de Pretoria, notamment l'arrêt des investissements et des prêts.

La déclaration en trente-quatre points a suscité certaines réserves de la part des pays occidentaux, à propos de l'aggravation des mesures de restriction proposées dans la coopération avec l'Afrique du Sud. De leur côté, les mouvements de libération africains — qui étaient représentés à la conférence — auraient souhaité que l'on invite le Conseil de sécurité à voter un embargo total sur les échanges avec Pretoria, selon le modèle appliqué contre la Rhodésie. La conférence a finalement adopté un texte modéré qui ne satisfait pleinement ni l'un ni l'autre de ces points de vue opposés.

### LECOSOC admet l'O.L.P. à la Commission économique pour l'Asie occidentale

Le Conseil économique et social des Nations unies (LECOSOC) a terminé le 20 août la première partie de sa soixante-troisième session qui s'était ouverte le 6 juillet à Genève. Il a approuvé des mesures destinées à accélérer l'instauration d'un nouvel ordre économique international et visant, d'autre part, à donner suite à la conférence des Nations unies sur l'eau qui avait adopté le programme de Mal del Plata. D'autres recommandations sont formulées au titre de l'aide alimentaire mondiale.

Un appel a été lancé pour qu'une aide accrue soit apportée aux pays de la « ligne de front » en Afrique australe afin de leur permettre — ainsi qu'en a décidé le Conseil de sécurité — de faire face aux difficultés économiques qu'ils rencontrent du fait de l'application des sanctions décrétées par l'ONU contre la Rhodésie et l'Afrique du Sud et des actes d'agression dont ils sont victimes de la part de ces deux pays. Le Conseil a aussi demandé une assistance accrue en faveur des pays du Sahel affectés par la sécheresse.

À propos de la situation du peuple palestinien, l'ECOSOC a exhorté les Nations unies à entreprendre des projets concrets de nature à améliorer ses conditions économiques et sociales. Il a admis l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) à la Commission économique pour l'Asie occidentale en tant que membre à part entière.

Le groupe de travail sur les pratiques de corruption a été autorisé à rédiger un accord visant à mettre fin aux paiements illicites dans les transactions commerciales internationales. Toutefois, selon l'ECOSOC, priorité doit être accordée à la conclusion d'un code de conduite régissant les activités des sociétés transnationales.

Le Conseil n'a pas été en mesure de parvenir à un accord sur la création de nouveaux organes des Nations unies qui seraient chargés de traiter des problèmes des établissements humains : un projet d'arrangement institutionnel a été transmis à la trente-deuxième session de l'Assemblée générale. Il a également renvoyé à l'Assemblée une proposition tendant à créer à l'ONU un système international de contrôle économique qui permettrait de détecter à l'avance les crises.



L'ECOSOC reprendra sa soixante-troisième session à New-York du mois d'octobre au mois de décembre. Il débitera, entre autres, du commerce et du développement, d'une nouvelle stratégie pour le développement et de la restructuration des secteurs économique et social de l'ONU.

### Les résultats de la conférence sur le droit de la mer

Le texte composite de négociations élaboré à l'issue de la sixième session de la troisième conférence sur le droit de la mer a été publié le 20 juillet. Il comprend trois cent trente articles et sept annexes qui établissent des codes internationaux pour la navigation, la pêche, contre la pollution et pour l'exploitation des ressources minérales des fonds marins au-delà des limites des eaux territoriales.

Ce texte doit servir de base aux travaux de la prochaine session de la conférence sur le droit de la mer.

**PROBLEME CHYPREOTE.** — Le gouvernement de Chypre a demandé la 25 août la réunion du Conseil de sécurité à propos des violations par la Turquie des résolutions de l'ONU et de la politique d'Ankara des faits accomplis, dont le dernier en date a été la colonisation de la ville de Famagouste.

**PROCHAIN BUDGET DE L'ONU.** — M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, a présenté le 29 août un projet de budget de 94,7 millions de dollars pour l'exercice 1978-1979, soit une augmentation de 20,1 % sur le budget de 1976-1977. De son côté, la commission consultative de l'ONU en matière administrative et budgétaire propose à l'Assemblée générale une réduction de 20,7 millions de dollars. Le prochain budget doit être adopté par l'Assemblée générale qui ouvre sa session le 30 septembre.

**DESARMEMENT.** — Réunie en séance plénière le 21 juillet, la conférence du comité de désarmement a adopté le calendrier de ses réunions pour la session d'été.

**DROIT INTERNATIONAL.** — La commission du droit international a terminé le 20 juillet sa vingt-troisième session qui était ouverte le 9 août. Trois sujets prioritaires ont retenu son attention : responsabilité des États pour faits internationaux illicites ; succession des États en des matières autres que les traités ; traités entre États et organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales.

**DROIT DES PALESTINIENS.** — Le comité pour l'étude des droits des Palestiniens du peuple palestinien a confié le 9 août à un groupe de travail la tâche de préparer la prochaine réunion du Comité de sécurité. Le président du comité a estimé d'autre part que le Conseil devrait « modifier » sa résolution 242 de 1967 sur la Proche-Orient et mentionner les droits nationaux des Palestiniens.

**CONTRE LA PRISE D'OTAGES.** — Un comité chargé d'étudier une convention internationale contre la prise d'otages a ouvert sa première session le 9 août. M. Leslie O. Harrison (Nigeria) a été élu à sa présidence. Le projet de convention doit être soumis à la prochaine session générale.

**ESCLAVAGE.** — Un groupe d'experts sur l'esclavage s'est réuni le 10 août à Genève pour une session de trois jours. Il a entendu des déclarations de la Commission internationale des juristes et de la Société anti-esclavagiste.

**DROITS DE L'HOMME EN AFRIQUE AUSTRALE ET AU CHILI.** — Un groupe de travail spécial, créé par la commission des droits de l'homme en 1976 pour enquêter sur les violations des droits de l'homme en Afrique australe, s'est réuni à Genève

du 25 au 29 juillet. Ses travaux ont porté sur la situation en Afrique du Sud, en Namibie et au Zimbabwe.

Un autre groupe de travail créé pour enquêter sur la situation en Argentine, au Chili et au Brésil, a tenu ses travaux à Genève du 27 juillet au 31 août, afin de recueillir des témoignages lui permettant de préparer un rapport à l'attention de l'Assemblée générale.

**ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE.** — Le comité pour l'élimination de la discrimination raciale a consacré la plus grande partie de sa session, le mois dernier, à l'examen de rapports soumis par les États parties à la convention sur l'élimination de la discrimination raciale. Le 4 août, il a adopté par consensus un texte dans lequel il note que la Jordanie, partie à la convention, n'a pas été en mesure de remplir ses obligations sur une partie de son territoire. Un autre texte de même nature a été adopté le 9 août, à propos de Chypre.

**DECOLONISATION.** — Le président du comité de la décolonisation a lancé le 29 juillet un appel à la vigilance à propos des élections organisées au Zimbabwe par le régime blanc de Salisbury. Deux résolutions concernant le Zimbabwe ont été adoptées le 3 août par le comité. La première demandait un cessez-le-feu à l'égard de la situation dans le pays ; la seconde condamnait les actes de répression et d'agression.

Par consensus, le comité a adopté un texte déplorant l'établissement de bases militaires par les puissances coloniales. D'autre part, il a voté, par dix-huit voix contre une (Australie), une résolution relative aux activités des intérêts étrangers, économiques et autres, faisant obstacle à l'application de la décolonisation sur la décolonisation. Les rapports de ses différents sous-comités sur la situation dans les territoires dépendants ont été approuvés. Au sujet de territoires sous tutelle des îles du Pacifique, le comité a noté avec regret la refus de la puissance administratrice de coopérer avec lui.

Notons enfin qu'il a décidé de remettre à l'année prochaine l'examen des questions du Timor-Orient et du Sahara occidental, dans l'attente des décisions que pourrait adopter à ce sujet l'Assemblée générale.

**APARTHEID.** — Le comité spécial contre l'apartheid a décidé, le 10 août, de mener une enquête à propos d'informations indiquant que l'Afrique du Sud fabriquait des armes chimiques. Le démenti de l'Afrique du Sud a attiré l'attention sur un article publié par l'agence en vue de la fabrication d'armes nucléaires qui pourraient être mises à l'essai.

**ENVIRONNEMENT.** — Trente-deux spécialistes des sciences de la mer et experts gouvernementaux de la région méditerranéenne ainsi que vingt-deux observateurs se sont réunis à Monaco du 28 au 31 juillet pour passer en revue les résultats du programme de surveillance de la pollution en Méditerranée conduit par le Programme des Nations unies pour l'environnement depuis dix-huit mois.

**REFUGIES.** — Le Haut commissariat pour les réfugiés a annoncé le 28 juillet l'envoi de secours en Zaire à l'attention de réfugiés venus du Zimbabwe. Les secours ont été remis aux représentants de l'Union des peuples africains du Zimbabwe (Z.A.U.), chargés de les distribuer.

## Santé

### Les difficultés de l'action en Afrique

EN prévision de la vingt-septième session du comité régional de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) pour l'Afrique, qui devait s'ouvrir le 7 septembre à Brazzaville, le Dr Comlan Quenum, directeur régional pour l'Afrique, a publié le mois dernier le rapport d'activités dans la région africaine en 1976 et 1977. Il y expose un appel en faveur d'une stratégie révolutionnaire du développement pour orienter les activités de l'Organisation vers l'autosuffisance dans le domaine sanitaire et social.

Déjà, dans le cadre de cette stratégie, l'O.M.S. a encouragé le renforcement de l'infrastructure sanitaire des États membres en tenant compte des besoins fondamentaux des collectivités les plus mal desservies. L'accent est mis désormais

sur la décentralisation, et sur la participation active des collectivités. Le rapport fait aussi remarquer que les problèmes d'urbanisation, d'habitat et d'aménagement des zones rurales deviennent de plus en plus préoccupants.

Parmi les principales causes de décès, le paludisme reste au premier rang. Dans sa conclusion, le directeur régional manifeste un certain pessimisme, constatant que non seulement les besoins essentiels des plus démunis ne sont pas couverts, mais qu'en outre les « agressions perpétrées contre divers pays africains détruisent les rares réalisations » qui ont pu être mises en place.

**ENVIRONNEMENT.** — Dans le cadre d'un symposium organisé par l'O.M.S. du 27 juillet au 1<sup>er</sup> août, des experts de la santé de dix-neuf pays se sont réunis à Genève pour discuter des programmes d'hygiène du milieu dans les pays en développement. La principale recommandation formulée à l'issue des travaux se résume à la nécessité d'instituer dans chaque pays, à l'échelon le plus élevé, un conseil de coordination en matière d'environnement constitué de spécialistes de la santé et d'autres disciplines et qui jouerait ses observations directement au chef du gouvernement.

## F.A.O.

### Amélioration des revenus d'exportations agricoles des pays en voie de développement à la suite de la hausse de certains prix

DANS son rapport annuel Perspectives sur les produits 1976-1977 publié le 8 août, l'Organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (F.A.O.) estime que les recettes provenant des exportations de produits agricoles des pays en voie de développement se sont améliorées, donnant un coup d'arrêt à la tendance au déclin qui s'observait à long terme.

En 1976, le commerce des produits agricoles n'a que très peu augmenté en volume, mais les prix internationaux se sont redressés de telle sorte que, en valeur, l'ensemble des échanges mondiaux a progressé de 4 % (pour atteindre 122 milliards de dollars). La part des pays en voie de développement s'est accrue plus fortement : leur commerce agricole est passé à 38 milliards de dollars, soit une progression de 12 %. Cette amélioration, néanmoins, est très inégalement répartie. Quatre produits seulement : café, caoutchouc, coton et farines oléagineuses ont fourni près des cinq sixièmes des recettes supplémentaires. Le café, qui a pris la place du sucre comme premier produit d'exportation de ces régions, a représenté près du quart de leurs exportations agricoles totales en 1976 et leur a fourni bien plus de la moitié de leurs recettes extérieures supplémentaires brutes : 70 % du supplément, soit près de 2500 millions de dollars, sont revenus à l'Afrique latine, notamment, pour la plus grosse part, au Brésil.

Toutefois, les auteurs du rapport relèvent que l'instabilité des prix qui règne sur la plupart des marchés des produits depuis 1972 est demeurée manifeste en 1976.

Pour la F.A.O., les perspectives à court terme laissent prévoir une certaine expansion de la demande générale des produits agricoles. En 1977, de nouveau, une légère augmentation de la valeur totale des exportations de produits agricoles devrait encore améliorer les recettes des pays en voie de développement en ce domaine.

**PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL.** — En accord avec M. Edmund Ssemu, directeur général de la F.A.O., le Programme alimentaire mondial (P.A.M.) a décidé d'envoyer des vivres aux populations de trois pays : le Bénin, victime d'inondations et de tornades, ainsi que l'Éthiopie et la Gambie. De son côté, l'Organisation des peuples du Sud-Ouest africain (SWAPO) bénéficiera d'une aide destinée à 2000 réfugiés de Namibie.

## Agence atomique

### Le rapport annuel fait état d'une baisse des commandes de centrales en 1976

SELON le rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique, publié le 27 juillet dernier, cent quatre-vingt-douze

## Recherches universitaires

# L'ÉGYPT ET L'UNESCO

ORIGINALITÉ du thème. Sérieux de la documentation. Clarté des données. L'ouvrage de M. Hassan Nafsa sur l'Égypte et l'UNESCO (1) témoigne des progrès de la recherche dans le domaine des relations internationales.

Appréhender l'État en tant que champ où s'affrontent groupes d'intérêts, parties politiques, courants idéologiques, administrations ; replacer l'organisation internationale dans son double rôle de structure sociale délimitant un jeu de forces et d'acteur autonome, pesant sur le jeu international, tendu vers la réalisation de ses objectifs propres : ces deux investigations avaient déjà été menées — particulièrement par Marcel Merle et par Michel Virally. Restait à opérer la jonction entre les deux phénomènes sociaux, dans leurs rapports mutuels d'influence : M. Hassan Nafsa a porté son choix sur l'UNESCO comme organisation internationale et l'Égypte comme État membre, afin d'analyser leurs relations depuis l'acte constitutif de 1945 jusqu'à la conférence générale de 1974.

Choix très heureux, eu-delà des raisons pratiques évidentes qui tiennent à la nationalité de l'auteur et à son lieu de résidence : l'Égypte ne manifeste-t-elle pas, dès l'entre-deux-guerres, son vif intérêt pour la collaboration culturelle internationale, en adhérant, en 1923, à l'Institut international de coopération intellectuelle (I.I.C.I.), qu'elle subventionne généreusement et qui lui offre un premier « site » de participation effective à la vie internationale ? Et l'UNESCO n'a-t-elle pas attaché son nom, à partir de 1955, à la sauvegarde des monuments de Nubie, opération la plus importante jamais réalisée par une organisation culturelle internationale ? Enfin, sur un tout autre plan, la grande querelle sur la politisation des institutions internationales de caractère technique n'est-elle pas née dans l'enceinte de l'UNESCO, en partie sous l'égide de l'Égypte ?

Sur les rapports de l'Égypte et de l'UNESCO, M. Nafsa met à jour, analyse et ordonne une masse d'informations sans équivalent pour ce type de recherche. Cependant, ce travail considérable suscite une réserve, dans l'ordre de la construction et de l'exposition. Reflet de la démarche pluridisciplinaire du spécialiste de relations inter-

nationales ou conséquence de la richesse du thème et de la documentation ? La thèse de M. Nafsa apparaît plutôt comme la juxtaposition de plusieurs ouvrages — au demeurant tous intéressants, mais dont l'ensemble donne une impression d'hétérogénéité : un essai historique, une étude de science administrative, un essai politique, un rapport administratif.

UNE analyse historique des grands courants intellectuels égyptiens et de la participation égyptienne à l'I.I.C.I. : le système de valeurs égyptien devait être exploré, puisqu'il sous-tend l'action diplomatique de l'Égypte et détermine la vision internationale de ses dirigeants ; mais l'exposé ne pouvait-il être abrégé et inclus dans l'introduction générale, d'autant plus que, comme le montre l'auteur,

Par CHARLES ZORGBIBE

les options politico-culturelles du nationalisme égyptien original — celles, libérales, d'un Taha Hussein pour qui l'Égypte n'appartient, à aucune manière, à la culture orientale — vont être totalement modifiées par la personnalité de Nasser et une conjoncture internationale dominée par le drame proche-oriental ?

Une étude de science administrative, par laquelle M. Nafsa tente de cerner l'ensemble des circuits de communication qui s'établissent entre l'Égypte et l'UNESCO. Participation de l'État-membre à l'élaboration de la politique de l'UNESCO : au-delà du dogme de l'égalité juridique des États, les nations représentées par de petites délégations — c'est souvent le cas de l'Égypte — ont peine à suivre tous les travaux de la conférence générale ; mais l'objectif de l'Égypte d'un siège permanent au conseil exécutif, son rayonnement culturel et politique au sein du groupe afro-asiatique — malgré le contentieux du rôle dirigeant du Caire après 1967 — constituent autant de compensations. Élaboration de la politique de l'État-membre vis-à-vis de l'UNESCO : affirmant ici l'importance du système politique national et la profonde mutation intervenue dans la pratique politique égyptienne à l'ère nassérienne, au détriment de l'idéal pluraliste originaire de

l'UNESCO, du souhait de l'organisation d'associer les forces vives, culturelles et scientifiques, à l'action de l'appareil d'État. Les interactions sont évidemment fréquentes entre les deux processus de la décision interne et inter-étatique : l'auteur, loin de se tenir à la description, critique les insuffisances du système national de décision — les illustrant, au besoin, par exemple lorsqu'il évoque l'affaire du tombeau de la Sainte Vierge à Jérusalem, qui vit le délégué permanent de l'Égypte en mauvaise posture devant l'organisation mondiale du fait de l'inauthenticité des accusations qu'il avait transmises, ou encore les réactions tardives de l'Égypte à la publication d'une étude de l'UNESCO sur l'islam.

Un essai politique tendant non seulement à analyser, à travers les débats de l'organisation, les orientations de la politique culturelle et scientifique internationale du Caire, mais aussi à justifier la combat idéologico-politique que l'Égypte a choisi de mener, dans le feu des passions israélo-arabes, sur l'échiquier culturel et scientifique international. La polémique s'efface parfois — ainsi dans l'exposé de l'affaire des manuels scolaires utilisés dans les écoles de l'U.N.R.W.A. L'engagement de l'auteur n'exclut pas, cependant, une grande rigueur et un certain recul par rapport à l'événement : la stratégie égyptienne est clairement exposée, sur un fond de réalisme politique, naissant d'un arbitrage super-étatique ; et le plaidoyer de M. Nafsa vient légitimement compléter les écrits israéliens, et les témoignages, si che- leux, de Jacques Ellul et de Marie-Pierre de Brissac.

Un rapport administratif, enfin, dresse un bilan de l'action opérationnelle de l'UNESCO en Égypte...

Enfin des facettes aussi diverses, le synthétiser était difficile. Elle n'a pas été tentée dans la conclusion de la thèse, mais — paradoxalement — dans la présentation que l'auteur a faite de son travail devant le jury. « Demandes » de l'État-membre, et mise à jour des facteurs qui conditionnent la formation de ces demandes. Cristallisation de forces favorables et hostiles à ces demandes, au sein de l'organisation. « Réponses » de l'organisation. Cette perspective systématique pourrait être efficace, mais elle exigerait, sinon une restructuration, du moins un réajustement de l'ensemble des développements... avant la publication, si souhaitable, de cette thèse monumentale.

(1) Thèse pour le doctorat d'État en science politique, soutenue le 28 juin 1977 à l'université de Paris-I (directeur de thèse : Marcel Merle ; président du jury : Charles Zorgbibe ; membres : Pierre Gerbet, Philippe Manin, Samy Friedman).

مركز البحث في الشرق الأوسط

ORGANISMES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Groupe de

de congrès vous attend.

EDITE







— Deux prêts d'un montant de 55 millions de dollars le 18 août au Brésil pour la construction et la rampe en état du réseau routier : 35 millions de dollars ont été consentis à l'aide des ressources ordinaires de la Banque (pour vingt ans et à 8 %) et 20 millions de dollars à l'aide de son fonds d'opérations spéciales (pour vingt ans et à 3 % l'an).

— Prêt de 10,7 millions de dollars le 19 août

au Costa-Rica (à l'aide du fonds d'opérations spéciales et au taux de 2 %) pour le financement d'un programme d'enseignement technique principalement dans les zones rurales ;

— Prêt de 41,5 millions de dollars le 19 août au Mexique (à l'aide des capitaux de la Banque pour vingt ans et au taux de 8 %) pour la construction d'un système d'irrigation dans l'Etat de Guerrero.



## Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

### Aggravation de l'endettement des pays en voie de développement

La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a publié le mois dernier un rapport attirant l'attention sur l'endettement des pays en voie de développement, en vue de la dix-septième session du Conseil du commerce et du développement qui devait se tenir à Genève du 22 août au 2 septembre.

Selon ce document, le déficit extérieur de ces pays passerait de 28,4 milliards de dollars à la fin 1976 à 36,3 milliards à la fin de 1977 (+ 28 %). Et à 39 milliards au terme de 1978. La dette totale des Etats du tiers-monde non producteurs de pétrole atteindrait 253 milliards de dollars à la fin de 1977, contre 180 milliards de dollars à la fin de 1976 (+ 40 %).

Quant aux pays producteurs de pétrole, on prévoit une baisse de leurs excédents financiers qui passeraient de 44 milliards de dollars en 1976 à 41 milliards cette année et à 37,5 milliards en 1978. Selon la CNUCED, les pays membres de l'O.C.D.E. verraient aussi leur déficit progresser, pour atteindre 5,5 milliards de dollars en 1977 contre 3,7 milliards en 1976 ; toutefois ils devraient enregistrer un excédent de 12,8 milliards de dollars en 1978.

On trouvera un résumé des travaux du Conseil dans le prochain numéro du Monde diplomatique.

**PREFÉRENCES.** — Le comité spécial des préférences de la CNUCED, qui a tenu sa huitième session à Genève du 27 juin au 1<sup>er</sup> juillet, a tenu un débat sur la nécessité de revoir les procédures de l'Organisation pour l'octroi de préférences aux pays donateurs de préférences afin d'améliorer le fonctionnement du système généralisé de préférences. Il a également examiné les propositions de la CNUCED de soumettre des propositions à cette fin.

**ARTICLES MANUFACTURÉS.** — La commission des articles manufacturés a étudié, au cours de sa huitième session à Genève du 4 au 8 juillet, les moyens d'améliorer l'accès aux marchés ainsi que les arrangements en matière de coopération dans le domaine du développement industriel et du commerce.

**PROGRAMME INTERGÈNE POUR LES PRODUITS DE BASSE.** — La commission intergénéraliste spéciale du Programme intergénéraliste pour les produits de basse a tenu sa sixième session, du 14 au 18 juillet, pour les travaux de la sixième session. Devant l'insuffisance des progrès accomplis en matière de coopération entre les producteurs de produits de basse qui ont eu lieu depuis la mise en place du Programme, le comité a pris les mesures nécessaires pour améliorer la coopération et a décidé d'organiser une conférence chargée d'envisager la création d'un fonds commun devant en effet recueillir le 7 novembre.

## O.C.D.E.

### Un rapport sur la science et la technologie en Chine

L'ORGANISATION de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) a publié le mois dernier une étude sur la science et la technologie en République populaire de Chine, fondée sur les travaux d'un séminaire organisé en janvier 1976.

D'innombrables sinologues et des responsables occidentaux ayant eu des contacts récents avec des institutions de recherche et des responsables politiques en Chine y ont apporté leur contribution. Le rapport comprend cinq parties : 1) le développement économique, 2) la science et la technologie, 3) l'industrie, 4) l'éducation, 5) le contexte idéologique.

**AGENCE POUR L'ENERGIE NUCLEAIRE.** — Tout comme l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire fait état, dans son rapport annuel d'activité pour 1976, des réticences qui se manifestent en certains pays devant la mise en œuvre de l'énergie nucléaire et d'une résistance grandissante du public aux programmes d'énergie nucléaire fondés sur des arguments de sécurité, d'environnement ou sur des problèmes de recyclage des déchets.

L'Agence n'en estime pas moins qu'il n'existe pas d'autres options notables pour répondre aux besoins en énergie des pays de l'O.C.D.E. à court et à moyen terme. Elle estime que les programmes d'énergie nucléaire, si ils sont bien conçus, peuvent être une source d'énergie à l'expansion la plus forte durant cette période.

## BIBLIOGRAPHIE

QUATRE auteurs s'interrogent sur le capitalisme américain. On plutôt sur le capitalisme en tant qu'il est américain. On enregistre sur les Etats-Unis en tant qu'ils ont donné, notamment (donnant ?) en tant qu'ils ont donné, au capitalisme du vingtième siècle. Un débat se dégage derrière ces différences de formulation. Après tout, les firmes multinationales, les entreprises de capital, semblent bien parfois être en quête d'un nouveau point d'ancrage. Ce problème n'a pas vraiment été traité jusqu'à présent, et ne l'est pas davantage par ce quatrième ouvrage. Mais peut-être fallait-il pour pouvoir le poser clairement, approfondir en effet les caractéristiques internes de l'expérience capitaliste aux Etats-Unis.

Ce faisant, la recherche marxiste lève immédiatement un livre de taille : aux Etats-Unis, de manière plus nette qu'ailleurs, la population ouvrière s'est scindée, celle qui est attachée aux machines, occupe une part sans cesse décroissante de la population active salariée. Noyée dans la société tertiaire, est-ce pour cela qu'elle est si peu révolutionnaire ?

Travail et capitalisme monopoliste, de Harry Braverman (3), est paru en français quelques mois après la mort de son auteur aux Etats-Unis, et constitue un ouvrage de base à cet égard. C'est le fruit d'une expérience personnelle (l'auteur a été ouvrier pendant quatorze ans) et de la réflexion de toute une vie. On y suit pas à pas l'évolution des formes du travail et de son organisation aux Etats-Unis depuis Taylor et Henry Ford, à travers leurs mani-

**TRANSPORTS MARITIMES.** — Le 22 juillet, le conseil de l'O.C.D.E. a tenu sa vingt-quatrième session à Genève pour examiner les propositions de la commission des transports maritimes, 1976 : rapport annuel, 150 pages, 22 F.

**RECENTES PUBLICATIONS.** — Japon et Etats-Unis, juillet 1977 : dans la série « Etudes économiques ». Politique de l'environnement au Japon, 106 pages, 20 F.

Les transports maritimes, 1976 : rapport annuel, 150 pages, 22 F.

Politique du tourisme et tourisme international dans les membres de l'O.C.D.E., 1977 : rapport annuel du comité du tourisme.

## Association latino-américaine de libre commerce

### De nouveaux projets de coopération monétaire

La dix-neuvième session de la commission d'exportation des produits agricoles s'est tenue dans la capitale uruguayenne du 25 juillet au 2 août sous la présidence de son président, le ministre de l'Agriculture, M. Juan José de la Cruz. Après son examen traditionnel du fonctionnement des mécanismes de financement du commerce régional, la commission a eu en effet à considérer l'éventualité d'une adhésion des pays membres de la Communauté des Caraïbes au système des paiements et des crédits réciproques, l'apport de ressources étrangères à l'Accord de Saint-Domingue, ainsi que l'offre de renouvellement de la ligne de crédit ouverte par le gouvernement du Venezuela et les difficultés rencontrées par l'introduction à la bourse de New-York des acceptations bancaires latino-américaines-ALALC. La commission s'est aussi préoccupée du financement des exportations de matières premières et de produits semi-finis, ainsi que des programmes nationaux de financement des exportations non traditionnelles.

Deux propositions lui ont été soumises : elles portent sur la création d'une banque latino-américaine de commerce extérieur, qui fonctionnerait à Panama, et d'une banque arabo-latino-américaine. Cette dernière, dont le capital serait, à concurrence de 60 %, d'origine arabe, limiterait ses opérations dans un premier temps au financement des importations de produits commerciaux, mais elle pourrait aussi se charger ensuite du financement à long terme de projets de développement dans les pays du sous-continent.

**ORIGINE DES MARCHANDISES.** — La commission d'exportation des produits agricoles a tenu sa septième session à Montevideo du 25 juillet au 1<sup>er</sup> août. Ses travaux ont été consacrés à l'examen des révisions et à la mise en œuvre de la réglementation en vigueur depuis 1963 et qui a pour objet de garantir l'origine des marchandises et de faciliter l'exportation de produits intermédiaires et pièces d'origine réexportée dans la fabrication des marchandises. Les participants ont fait connaître les propositions de leur pays respectif afin d'adapter le régime transitoire aux réalités économiques et commerciales de la région, dans la perspective de l'établissement, dans un délai rapproché, d'un régime permanent.

## Communauté de l'Afrique orientale

### Retrait du Kenya

Le Kenya a annoncé le 30 juin qu'il se retirait de la Communauté de l'Afrique orientale (C.A.O.) en raison de l'absence de trois Etats membres (Kenya, Ouganda et Tanzanie) à se mettre d'accord sur le financement des services généraux de la Communauté à dater du 1<sup>er</sup> juillet : une réunion commune des trois ministères des finances n'avait pu valider les nouvelles prévisions budgétaires. Le Kenya a alors pris la décision de rappeler tous ses nationaux employés dans les services administratifs de la C.A.O.

Aussitôt après l'annonce du retrait du Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie avaient manifesté l'intention de poursuivre la coopération au sein de cet organisme.

## Conseil international de l'étain

### Le cinquième accord est entré définitivement en vigueur

Le Conseil international de l'étain a tenu à Londres, du 12 au 15 juillet, sa sixième session en vertu du cinquième accord international sur l'étain.

Après avoir pris note de l'entrée en vigueur définitive de ce cinquième accord à la date du 14 juin 1977, le Conseil a procédé à une nouvelle répartition des votes entre les pays producteurs d'une part et, d'autre part, les pays consommateurs. Il a également révisé les prix plancher et plafond de l'étain, avec effet immédiat.

En cours de la session, les gouvernements du Royaume-Uni, des Etats-Unis et du Canada ont fait part de leur intention d'augmenter leurs contributions au stock régulateur. On s'attend que ce stock régulateur sera finalement plus important que sous les précédents accords, ce qui permettra d'atténuer les mesures de contrôle des exportations.

**COMMUNAUTÉ DES CARAIBES.** — Le comité permanent des ministres de l'Agriculture des pays membres de la Communauté des Caraïbes s'est réuni à Georgetown (Guyane) les 16 et 17 juillet pour les travaux de sa quatrième session. Il a examiné notamment un rapport sur l'investissement des pays de la Communauté dans le développement du secteur agricole, ainsi que l'état de trois projets de développement des pêcheries. D'autre part, le comité a adopté le rapport de fonctionnement de l'Institut pour la recherche et le développement de l'Agriculture des Caraïbes et a décidé de poursuivre les travaux de l'Institut. Enfin le comité a adopté un texte de projet



## Marché commun

### La controverse France-C.E.E. dans les négociations de l'accord multilatéral

La France et la Commission européenne ont pris des positions diamétralement opposées pour expliquer l'échec des négociations de Genève sur le renouvellement de l'accord multilatéral.

La France estime que le négociateur de la Commission européenne à Genève s'est écarté du mandat défini en commun par les Neuf à Bruxelles, interprétation qui est vivement contestée par M. Willem Hafkamp, commissaire européen responsable des affaires extérieures.

An cours d'une conférence le 25 juillet à Bruxelles, M. Hafkamp a couvert entièrement son négociateur de Genève et a ajouté : « Nous avons obtenu un résultat optimal grâce au consensus réunissant des pays représentant 85 % du commerce mondial du textile. » Dans ce groupe de pays, M. Hafkamp a inclus la C.E.E., les Etats-Unis et le Japon. Or, selon la France, la Commission européenne a refusé d'accepter le projet de texte qui a fait l'objet du consensus, aurait dû revenir devant le conseil des ministres de la C.E.E. pour le faire entériner.

M. André Rossi, ministre français du commerce extérieur, a précisé que les importations de chemises pour hommes seraient limitées à 3 millions d'unités pour le second trimestre 1977 alors qu'elles étaient de 12,7 millions pour le premier semestre 1977. Pour obtenir ce résultat, les importations de chemises d'homme en provenance du Maroc et de la Tunisie seraient limitées à respectivement 250 000 et 200 000 pièces pour les six derniers mois de 1977.

La Commission de la C.E.E. avait prévu des limites beaucoup plus faibles (542 000 pour le Maroc et 394 000 pour la Tunisie). La Commission européenne s'est en outre engagée à mener des « négociations extrêmement dures » avec Singapour, deux des principaux pays fournisseurs pour réduire sensiblement leurs livraisons durant le second semestre 1977.

M. André Rossi a annoncé que, dès que les mesures prises par la Commission européenne pour les fils de coton, les tee-shirts et les chemises de chemises seraient en vigueur, Paris supprimerait les mesures unilatérales de sauvegarde prises le 23 juin dernier.

La Commission européenne a pris le 12 août des mesures supplémentaires de sauvegarde pour d'autres produits textiles comme les pantalons, les robes et jupes, les costumes et les tissus de coton.

A plus long terme, la France et les autres pays de la C.E.E. espèrent que les négociations bilatérales menées entre la C.E.E. et les pays exportateurs de produits textiles permettront de planifier pratiquement les importations en provenance de pays tiers au niveau de 1976. Les taux de croissance dans les années qui viennent

concernant l'établissement d'une école vétérinaire à Trinité-et-Tobago.

**GATT.** — Le groupe agricole du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) a adopté le 27 juillet à Genève un programme de travail pour les négociations commerciales multilatérales (Tokyo round) sur les produits agricoles.

Les participants ont accepté de soumettre des listes de demandes en matière agricole et non tarifaire pour les produits agricoles avant le 15 novembre 1977. Ils ont convenu de faire un effort maximum pour présenter leurs offres avant le 15 janvier 1978. Un traitement spécial est réservé aux pays en voie de développement dont les demandes seront examinées en priorité.

Ce programme correspond pratiquement à celui qui avait été proposé par les Etats-Unis.

**MARCHÉ COMMUN CENTRALEUROPEEN.** — Les secrétaires d'Etat à l'économie des cinq pays du marché commun central-européen (M.C.C.E.) se sont réunis à San-José (Costa-Rica) du 10 au 12 août afin de poursuivre leurs travaux sur l'application des dispositions du traité général en matière de commerce régional. Les secrétaires d'Etat ont examiné une proposition visant à créer un mécanisme de coordination et de consultation sur la venue des produits agricoles et de la position commerciale dans les négociations sur les produits tropicaux pourvus dans le cadre du GATT et de l'évolution des négociations sur le sucre et le coton.

**ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS DE PETROLE.** — Les activités du Fonds spécial de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.) ont fait l'objet d'une réunion du conseil des gouverneurs de Vienne les 2 et 3 août. Le Fonds spécial dispose de 1,6 milliard de dollars pour aider les pays en voie de développement ayant des difficultés de balance des paiements ; sur cette somme, 143 millions de dollars ont été attribués le mois dernier en faveur de quarante-deux projets sous la forme de crédits à long terme et sans intérêt. Les ministres des finances de l'Organisation, réunis à leur tour les 3 et 4 août, ont entériné cette disposition.

devront être faibles et ne pas dépasser 1 à 2 %, estime-t-on dans les milieux communautaires.

### Suspension du droit antidumping pour les roulements à billes japonais, mais renforcement des restrictions sur les textiles

Le conseil des ministres des affaires étrangères de la C.E.E. a décidé le 26 juillet de suspendre le droit anti-dumping de 15 % sur les roulements à billes japonais contre l'engagement des producteurs japonais de majorer de 20 % leurs prix sur les marchés des neuf pays de la C.E.E.

Cette décision a été prise à la majorité de huit contre un, la France s'opposant à la suspension du droit anti-dumping.

En revanche, ce même conseil des ministres a décidé de rendre plus efficaces les mesures de restriction aux importations textiles (filés de coton, chemises pour hommes, tee-shirts, chemises pour dames) en provenance des pays tiers qui avaient été prises le 14 juillet dernier par la Commission européenne.

### Les Neuf et l'Afrique du Sud

La C.E.E. n'envisage plus de sanctions économiques à l'égard de l'Afrique du Sud. Les experts communautaires ont constaté qu'il était toujours très difficile d'interpréter les courants traditionnels d'échanges entre l'Afrique du Sud et la Grande-Bretagne, l'Allemagne occidentale et la France notamment.

Les experts limitent donc leurs études à la mise sur pied d'un code de bonne conduite pour les sociétés européennes opérant en Afrique du Sud, comme il a été envisagé à la conférence de Lagos sur l'apartheid. Toutefois, même cette mesure proposée par M. David Owen, ministre britannique des affaires étrangères, ne serait pas simple à mettre en pratique car elle se heurte à la législation sud-africaine que certaines sociétés européennes établies dans ce pays ne pourraient ni ne voudraient enfreindre.

**PAS DE DECISION SUR LES SYTS DU «JET».** — Les ministres des affaires étrangères des Neuf n'ont pas réussi, une fois de plus, à se mettre d'accord le 26 juillet sur le site du «JET», machine pénale capable de réduire la fusion thermonucléaire contrôlée. Ils ont renvoyé au 26 septembre prochain une décision « définitive ».

Les deux sites en présence sont Culham, en Grande-Bretagne, et Garching, en Allemagne de l'Ouest. En attendant, les «Neuf» ont prolongé les contacts des chercheurs des communautés jusqu'au 30 septembre prochain afin d'éviter les départs vers d'autres centres de recherche.

**LA BALANCE COMMERCIALE DES NEUF.** — En 1976, un déficit global de 1,9 milliard d'unités de compte européennes (1 U.C.E. = 1,36 dollar), contre 3,2 milliards d'U.C.E. en 1975, a annoncé l'Office des statistiques de la C.E.E.

**« DEMOCRATISER LA COMMUNAUTÉ EUROPEENNE ».** — Une erreur d'impression avait fait croire que l'Université de Paris-I avait été élue à la présidence de l'Association des universités européennes (A.U.E.) pour 1977, après 251, précisons que l'Université de Paris-I, professeur d'université de Paris-I.

Hors d'une poussée victorieuse de la gauche en Europe, point de salut car, en 1978, il apparaît évident que l'hégémonie du grand capital est totale sur la scène politique américaine et que le mouvement ouvrier est entièrement sous contrôle. Malheureusement ces affirmations ne sont guère assorties de démonstrations. Les seules onze pages que l'auteur consacre à « l'interrogation du capital et le rôle de l'hégémonie mondiale dans l'expansion du capitalisme américain », pièce centrale, semble-t-il, de l'analyse, brillent par leur impuissance.

L'impression générale de désespoir qui se dégage de ce livre est probablement due d'ailleurs à la juxtaposition trop fréquente de larges emprunts à des travaux universitaires américains non encore publiés, sans que pour autant on « digeste » des recherches actuelles ou d'actualité puisse prétendre à l'exhaustivité (on y relèvera par exemple l'absence des travaux de Kiparsky et Seale sur le « power shift »).

FREDERIC LANGER.

(1) Harry Braverman : *Travail et capitalisme monopoliste*, la dégradation du travail en régime stalinien, édition Maspero, coll. « Economie et socialisme », Paris, 1976, 360 pages, 60 F.

(2) Paul Sweezy : *La dégradation du capitalisme moderne*, Paris, 1976, 184 pages, 20 F.

(3) Michel Aglietta : *Régulation et crises du capitalisme des Etats-Unis*, éditions du Calmann-Lévy, coll. « Perspectives de l'économie », Paris, 1976, 328 pages, 55 F.

(4) Manuel F. Castells : *La Crise économique et la société américaine*, Presses Universitaires de France, coll. « Politiques », Paris, 1976, 232 pages, 55 F.

## CAPITALISME ET CLASSE OUVRIÈRE AUX ETATS-UNIS

testations concrètes et en liaison avec la logique du système qui leur donne leur nécessité. A la question posée ci-dessus, Harry Braverman répond en résumant dans le chapitre intitulé « certains secteurs de l'emploi (emplois de bureau, des services, du commerce de détail) donnant lieu, abusivement selon lui, à la désintégration de la classe moyenne », « le capitalisme n'est pas un système de production et d'improductivité ont aujourd'hui et pour le commun » : le capital produit une telle plus-value à notre époque qu'il a eu besoin de faire passer sous son emprise un nombre élevé de travailleurs improductifs pour la répartir, ce qui n'était pas le cas de dix-neuvième siècle.

Le dernier ouvrage de Paul Sweezy (3) tire les conclusions politiques de cette analyse. Traduit en français sous le titre ambigües de *« L'Etat d'urgence »* (éditions de la Librairie de la pensée), il est composé de textes de conférences écrites de 1956 à 1971, et publié aux Etats-Unis dès 1972. La première partie est consacrée à des critiques de théories économiques (notamment la théorie keynésienne), critiques d'ailleurs polémiques que théoriques ; la seconde expose et évalue la contribution de Marx à notre compréhension du capitalisme moderne. Pour Paul Sweezy, « le croyance que le capitalisme industriel est l'unique agent révolutionnaire possible du capitalisme est une erreur parce que l'on a trop exclusivement centré l'attention sur les pays capitalistes avancés » (p. 163). En fait, la classe ouvrière traversée des phases révolutionnaires et non révolutionnaires. Elle fut une révolutionnaire à l'époque des

manufactures, révolutionnaire au cours de la période de la grande industrie. Aujourd'hui, la contradiction principale est « celle qui oppose les métropoles dominées par les Etats-Unis aux mouvements révolutionnaires de libération nationale du tiers-monde ».

Pour Michel Aglietta, professeur à la faculté de sciences économiques d'Amiens, la spécificité n'est pas tant celle de la classe ouvrière américaine en tant que telle, avec ses divisions persistantes, que celle d'un mode d'organisation du travail et de la consommation, le fordisme, né et développé aux Etats-Unis. Au terme d'une analyse très dense, visant à fonder une théorie originale de la régulation du capitalisme à partir de l'expérience américaine (3), l'auteur estime que la crise aux Etats-Unis est avant tout celle du tourisme, récapitulée à partir du milieu des années 60.

La condition d'une issue capitaliste à la crise aux Etats-Unis consisterait alors dans une restructuration profonde du mode de consommation, qui se centrerait sur les moyens collectifs de la consommation, le coût de ces derniers s'abaissant massivement par une drupation des rapports marchands dans ce domaine.

Une issue capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui voit plutôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le réveil de l'Amérique », essentiellement parce que, « en Europe occidentale, place-clé du capitalisme américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancelle ».

La condition d'une issue capitaliste à la crise aux Etats-Unis consisterait alors dans une restructuration profonde du mode de consommation, qui se centrerait sur les moyens collectifs de la consommation, le coût de ces derniers s'abaissant massivement par une drupation des rapports marchands dans ce domaine.

Une issue capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui voit plutôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le réveil de l'Amérique », essentiellement parce que, « en Europe occidentale, place-clé du capitalisme américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancelle ».

Une issue capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui voit plutôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le réveil de l'Amérique », essentiellement parce que, « en Europe occidentale, place-clé du capitalisme américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancelle ».

Une issue capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui voit plutôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le réveil de l'Amérique », essentiellement parce que, « en Europe occidentale, place-clé du capitalisme américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancelle ».

Une issue capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui voit plutôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le réveil de l'Amérique », essentiellement parce que, « en Europe occidentale, place-clé du capitalisme américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancelle ».

Une issue capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui voit plutôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le réveil de l'Amérique », essentiellement parce que, « en Europe occidentale, place-clé du capitalisme américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancelle ».

Une issue capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui voit plutôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le réveil de l'Amérique », essentiellement parce que, « en Europe occidentale, place-clé du capitalisme américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancelle ».

Une issue capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui voit plutôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le réveil de l'Amérique », essentiellement parce que, « en Europe occidentale, place-clé du capitalisme américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancelle ».

Une issue capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui voit plutôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le réveil de l'Amérique », essentiellement parce que, « en Europe occidentale, place-clé du capitalisme américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancelle ».

Une issue capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui voit plutôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le réveil de l'Amérique », essentiellement parce que, « en Europe occidentale, place-clé du capitalisme américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancelle ».

Une issue capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui voit plutôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le réveil de l'Amérique », essentiellement parce que, « en Europe occidentale, place-clé du capitalisme américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancelle ».

Une issue capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui voit plutôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le réveil de l'Amérique », essentiellement parce que, « en Europe occidentale, place-clé du capitalisme américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancelle ».

Une issue capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui voit plutôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le réveil de l'Amérique », essentiellement parce que, « en Europe occidentale, place-clé du capitalisme américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancelle ».

Une issue capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui voit plutôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le réveil de l'Amérique », essentiellement parce que, « en Europe occidentale, place-clé du capitalisme américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancelle ».

Une issue capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui voit plutôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le réveil de l'Amérique », essentiellement parce que, « en Europe occidentale, place-clé du capitalisme américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancelle ».

Une issue capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui voit plutôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le réveil de l'Amérique », essentiellement parce que, « en Europe occidentale, place-clé du capitalisme américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancelle ».

Une issue capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui voit plutôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le réveil de l'Amérique », essentiellement parce que, « en Europe occidentale, place-clé du capitalisme américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancelle ».

Une issue capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui voit plutôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le réveil de l'Amérique », essentiellement parce que, « en Europe occidentale, place-clé du capitalisme américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancelle ».

Une issue capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui voit plutôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le réveil de l'Amérique », essentiellement parce que, « en Europe occidentale, place-clé du capitalisme américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancelle ».

Une issue capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui voit plutôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le réveil de l'Amérique », essentiellement parce que, « en Europe occidentale, place-clé du capitalisme américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancelle ».

Une issue capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui voit plutôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le réveil de l'Amérique », essentiellement parce que, « en Europe occidentale, place-clé du capitalisme américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancelle ».

Une issue capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui voit plutôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le réveil de l'Amérique », essentiellement parce que, « en Europe occidentale, place-clé du capitalisme américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancelle ».

Une issue capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui voit plutôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le réveil de l'Amérique », essentiellement parce que, « en Europe occidentale, place-clé du capitalisme américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancelle ».

Une issue capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui voit plutôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le réveil de l'Amérique », essentiellement parce que, « en Europe occidentale, place-clé du capitalisme américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancelle ».

Une issue capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui voit plutôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le réveil de l'Amérique », essentiellement parce que, « en Europe occidentale, place-clé du capitalisme américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancelle ».







